

## Conséquence d'un discours ambigu sur la «Nuit de cristal»

### M. Jenninger, président du Bundestag, a donné sa démission

#### Rhétorique empoisonnée

Quelle mouche a piqué M. Philipp Jenninger, président du Bundestag, et de ce fait troisième personnage de l'Etat ouest-allemand ? Le style de son discours qu'il a prononcé jeudi 10 novembre devant le Parlement à l'occasion du cinquantième anniversaire de la «Nuit de cristal» paraît certes d'une bonne intention : ne pas voler la vérité historique en se contentant de lettre rituellement coupée. Le résultat : une catastrophe. Oublieux du fait que la principale qualité d'un homme d'Etat est de se faire comprendre sans équivoque, il a suscité un scandale de dimension internationale et porté gravement préjudice à la réputation de son pays.

Ayant succédé en 1984 à M. Rainer Barzel, démissionnaire à la suite d'un scandale politico-financier, M. Jenninger n'est ni un philosophe, ni un historien, encore moins Démosthène, mais un homme politique allemand moyen parvenu aux honneurs grâce à l'amitié qui le lie depuis plus de trente ans au chancelier Kohl. Il est resté à l'exercice qui devait lui être fatal : jouer avec la rhétorique pour tenter de faire comprendre aux députés, et, au-delà, à tous ses concitoyens, la genèse du programme de la nuit du 9 novembre 1938. Sa mesure, à un demi-siècle de distance, dans la peau de celui qui applaudissait la persécution des juifs et seigneurisait les nazis, peut être le moyen, pour un professeur d'université, d'expliquer à ses étudiants cette page de l'histoire allemande, sans pour autant chercher à la justifier.

Mais il n'est pas besoin d'être un expert en rhétorique pour se rendre compte que les sentiments d'indignation qui se sont manifestés dans l'enceinte du Bundestag et au-delà n'étaient pas dus à une mauvaise écoute du texte. Celui qui entend le discours d'un homme politique a toujours raison, même quand ce dernier s'exclame : « Je n'ai pas voulu dire cela ! ».

« Parler nazis » quand on est l'un des plus hauts responsables de la République fédérale est une insulte aux victimes, un crime contre le bon sens, une « faute ». La stupéfaction qui s'est emparée des députés chrétiens-démocrates pendant le discours, leur mutisme effaré à la sortie de l'hémicycle, interdiction de parler le jour même de ce discours sont le fruit d'un ignoble calcul politique au moyen duquel la droite allemande caresserait dans le sens du poil cette fraction de l'opinion qui s'irrite en silence du repentir officiel.

La démission de M. Jenninger s'imposait : plus, elle se devait d'être immédiate si l'on voulait empêcher que se développe dans le pays et à l'étranger une discussion aux conséquences imprévisibles. Le dommage causé au parti chrétien-démocrate est déjà considérable. Il réduit presque à néant les efforts du chancelier Kohl pour se rapprocher de la communauté juive mondiale, qui ne lui a pas encore pardonné sa présence en 1985 près des tombes de SS à Bitburg. Le chancelier, raison d'Etat oblige, a été contraint de faire une croix sur une vieille amitié. Leçon qu'il devrait tirer de cette pénible affaire est que l'amateurisme politique qui caractérise certains de ses amis est interdit à ceux qui ont la prétention d'incarner le destin de la nation.

M 0147-11120-450 F  
3790147004500 11120

La consternation régnait vendredi 11 novembre dans les états-majors politiques à Bonn, où le président du Bundestag, M. Philipp Jenninger, a démissionné. La veille, lors de la clôture des cérémonies pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la «Nuit de cristal», il avait prononcé un discours ambigu qui donnait le sentiment d'une justification des persécutions contre les juifs.

BCNN  
de notre correspondant

Scandale ou malentendu ? S'il démissionne de ses fonctions de président du Bundestag, comme le bruit en courait avec insistance vendredi 11 novembre dans la capitale fédérale, M. Philipp Jenninger pourra méditer sur les dangers de la rhétorique. Le discours qu'il a prononcé jeudi devant le Parlement ouest-allemand devait clore un cinquantième anniversaire de la «Nuit de cristal» commémoré jusque-là fort dignement par l'Allemagne officielle. La séance solennelle du Bundestag avait été conçue comme un moment de recueillement et de réflexion sur ces tragiques évé-

nements. Avant le discours de M. Jenninger, on avait lu un poème de Paul Celan et chanté en yiddish le chant du ghetto de Cracovie « S'brent, brider, es brent! » (« Ça brûle, frère, ça brûle ») de Mordechai Gebirtig.

Puis M. Jenninger monta à la tribune, et les yeux fixés sur ses feuillets - il en lira vingt-six - il se lança dans une vaste fresque explicative des conditions qui ont rendu possible la discrimination, puis l'extermination des juifs par les nazis. Peu à peu la consternation peut se lire sur les visages des principales personnalités présentes. Willy Brandt se prend le front entre les mains.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

## La réunion du Conseil national à Alger

### L'OLP va proclamer la création d'un Etat en Palestine

Après des mois d'intenses débats au sein de l'OLP et une longue préparation en vue d'éviter tout éclatement de l'organisation de M. Yasser Arafat, le Conseil national palestinien (CNP), qui joue le rôle de Parlement en exil, devait enfin se réunir samedi 12 novembre à Alger. Au programme de cette réunion : la proclamation d'un Etat palestinien et la publication d'une déclaration politique.

TUNIS  
de notre envoyée spéciale

« Nous sommes dans la dernière ligne droite, qui sera longue et difficile », déclarait à Tunis M. Yasser Arafat, à la veille du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) extraordinaire qui devait s'ouvrir samedi 12 novembre à Alger et que chacun s'accorde à qualifier d'« historique ». Les deux qualifications - utilisées par M. Arafat - paraissent réalistes. Mais, pour aborder cette dernière ligne droite, largement tracée par le soulèvement dans les territoires occupés, qui est entré dans son douzième mois, l'OLP entend à la fois remplir, par une déclaration d'indépendance, le vide juridique

créé par le « retrait » de Cisjordanie du roi Hussein de Jordanie et définir sa nouvelle ligne politique dans la perspective d'un règlement israélo-arabe.

Convoqué à la suite de la décision du souverain hachémite de rompre tous les liens qui unissaient, depuis 1950, la Jordanie à la Cisjordanie, ce CNP devait approuver la proclamation d'un Etat palestinien « sur le territoire de la Palestine ». Cette déclaration d'indépendance, qui sera plus symbolique qu'effective, devrait se faire « sur la base de la légalité internationale et des résolutions des sommets arabes ».

FRANÇOISE CHEPAUX.

(Lire la suite page 3.)

## Le mouvement des camionneurs de la poste

### Des grévistes combattifs... et rémunérés

Un début de détente semble s'esquisser aux PTT : le travail reprend progressivement, selon le ministère, dans trois garages parisiens sur sept, tandis que des discussions sont en cours dans trois autres. Alors que des grèves partielles se poursuivent à EDF, à la Sécurité sociale de Marquette et à Air France, les transports en commun restent bloqués à Lyon et Saint-Etienne. A la SNCF, des grèves vont perturber le trafic tout au long de la semaine prochaine.

En grève depuis deux semaines pour certains, les chauffeurs postaux, qui bloquent l'acheminement d'une grande partie du courrier d'Ile-de-France, sont toujours payés. Seuls cent quarante-deux sur mille quatre cent trente-deux sont officiellement considérés



comme grévistes et seront financièrement pénalisés.

Dans ce conflit social exceptionnel, ce paiement n'est pas le moins surprenant. Il explique pour partie l'extraordinaire combativité de cette catégorie de per-

sonnel et sa cohésion. Du moins jusqu'à ces derniers jours. Car depuis les négociations avec la direction générale des postes et après les opérations de vote du 9 novembre, le climat devient franchement détestable dans les garages, à la limite de l'affronte-

ALAIN LÉBAUBE.

(Lire la suite page 19.)

## Rétrospective du cinéma géorgien à Paris

### Paradjanov le flamboyant

Quatre-vingts films géorgiens sont projetés jusqu'au 30 janvier 1989 au Centre Pompidou et dans d'autres salles de Paris et de province. La présentation du dernier film de Sergueï Paradjanov, « Achik Kerib », a inauguré cette rétrospective.

C'est l'événement de la saison : la découverte du cinéma géorgien, une grande tradition cinématographique, qui commence en 1912, et qui, depuis, n'a cessé de produire une des écoles cinématographiques les plus riches, dans ce pays aux traditions millénaires, qui fut celui de la Colchide et de la Toison d'Or. Cette République de Géorgie a enfanté des cinéastes comme la dynastie des Tchenguélis, les Tchouachvili, Alexandre Rikhsidze, Otar Iosseliani, Nana Djordjadzé, et tant d'autres, encore inconnus de nous.

Un peu paradoxalement, mais les Caucasiens ne détestent pas le paradoxe, c'est un Arménien de Tbilissi, Sergueï Paradjanov, qui a eu l'honneur d'inaugurer, mardi 8 novembre au Centre Pompidou, dans une salle où se mêlaient Arméniens, Géorgiens, Ukrainiens émigrés ou soviétiques, cette étonnante rétrospective d'une République de cinq millions d'habitants avec son dernier film « Achik Kerib », une persécution d'esthète aux superbes couleurs.

Il est un personnage légendaire, flamboyant, que peu d'Occidentaux avaient rencontré : le cinéaste géorgien qui avait conçu les « Chevaux de feu » et « Sayat Nova » (rebaptisé par Moscou, après amputation de vingt minutes, la « Couleur de la grenade ») et qu'on avait emprisonné pendant quatre années, accusé « de trafic d'icônes et d'objets d'art, de trafic de devises, d'homosexualité, de propagation de maladies vénériennes » ! Libéré le 30 décembre 1977, grâce à

l'intervention d'Aragon et de Lili Brik, il était considéré par les autorités comme un « ex-cinéma » dont tous les projets furent refusés pendant des années. C'est alors que survint la « perestroïka », l'ère Gorbatchev qui a transformé la vie des intellectuels et celle de Sarkis Paradjanian, alias Paradjanov, l'Arménien né à Tbilissi en 1924.

Depuis que Sergueï Paradjanov est arrivé à Paris, il ne cesse de parcourir, à pied le plus souvent, les rues de la capitale. Sa première visite, dimanche dernier, cet artiste amoureux fou des objets l'a réservé, immédiatement, sans même prendre le temps de déjeuner, au marché aux puces de Clignancourt. D'où il a ramené ses premiers achats parisiens : une théière chinoise bleue et une couverture qui ressemble à un patchwork. Il y est retourné le lendemain, rapportant des chandeliers, des vases...

NICOLE ZAND.  
(Lire l'entretien avec Sergueï Paradjanov page 14.)

## A NOS LECTEURS

Un arrêt de travail aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne a perturbé la distribution du Monde daté 11 novembre. Nous prions nos lecteurs qui n'ont pas pu se procurer le journal de bien vouloir nous en excuser. Ils trouveront, au milieu de ce numéro, un cahier regroupant les principales pages d'hier (pages 1 à XX).

### Les socialistes et le logement

Le PS propose dix mesures pour modifier la loi Méhaignerie  
PAGE 18

### L'audiovisuel et le Sénat

Le projet de gouvernement a été profondément transformé par la majorité de droite  
PAGE 6

### Recherche médicale

Schizophrénie : un gène pourrait être à l'origine de certaines formes de la maladie  
PAGE 8

Maladie de Parkinson : un nouveau traitement mis au point  
PAGE 8

### Réforme fiscale au Japon

Le gouvernement a imposé la création de la TVA  
PAGE 3

## Le Monde

### SANS VISA

- Colombie, une reconstruction réfléchie.
  - Gastronomie.
  - Jeux.
- Pages 9 à 11

Le sommaire complet se trouve en page 20.

**Le Monde**  
**L'ÉDUCATION**

ENQUÊTE

- N'AYEZ PLUS PEUR DE L'UNIVERSITÉ ! Des formations plus tournées vers la vie professionnelle, des diplômés qui résistent à la crise.
- Avenir. L'évaluation des maîtres de sciences et techniques ; des diplômés performants pour des emplois qualifiés.

LOISIRS

- LES JEUNES ACCROS DE LA CINÉMATOGRAPHE.

PRATIQUE

- LES ENFANTS, PREMIÈRES VICTIMES DES ACCIDENTS DOMESTIQUES. Comment les éviter ?

En vente chez tous les parieurs.

# Débats

## OUTRE-MER

### Réflexions sur l'indépendance fictive

par PIERRE ANGELI (\*)

ET si la vraie question sur la Nouvelle-Calédonie était de se demander objectivement pourquoi, aux antipodes de la métropole, à la fin du deuxième millénaire, trois territoires d'outre-mer, tous dans le Pacifique, ne sont toujours pas indépendants, alors que plusieurs vagues de décolonisation ont déferlé sur tant de pays ?

Et s'il n'était pas grand temps, dans un monde d'insécurité et de misère, d'apprécier sereinement la réalité de l'indépendance dont ont cru bénéficier certains ?

Un sénateur australien (mais oui !) s'est récemment interrogé à ce sujet. Il s'est demandé objectivement et sereinement, si l'indépendance est bien une solution pour les îles du Pacifique. On pourrait se hasarder à étendre le raisonnement à d'autres pays qui, pour avoir brisé leurs chaînes, ont par là même accédé à la liberté et au progrès. Une brûlante actualité pourrait nous y conduire. Mais ne faisons pas le procès de la décolonisation, après coup, si longtemps instruit du colonialisme. Trêve d'idéologie. Une consistance territoriale, un minimum de ressources naturelles, une certaine population, voilà qui justifie, autant que l'aspiration à la liberté, la séparation d'avec la métropole.

Mais quand ces données sont parcimonieuses, où est le devoir du colonisateur ? Octroyer, voire imposer, une indépendance qui ne pourra être que fictive, ou inviter fraternellement à demeurer au foyer ?

A cet égard, l'exemple du Pacifique sud est si éloquant qu'il en devient caricatural. Laissons à part la Nouvelle-Guinée, massive et relativement peuplée (honnêtement aussi si ses problèmes, qui ne sont pas minces). Restent des centaines d'îles éparpillées dans le plus grand océan du monde et dont la population globale ne dépasse pas les deux millions d'habitants.

Les conditions naturelles y étant partout les mêmes, à l'exception de ressources minières très localisées, le niveau de développement devrait y être assez uniforme.

Or les Samoa américaines disposent d'un revenu moyen par habi-

tant double de celui des Samoa indépendantes. Les îles Cook, demeurées au sein de la Nouvelle-Zélande, progressent régulièrement, cependant que le Vanuatu régresse chaque année davantage depuis qu'il est devenu indépendant, de même que Tuvalu ou que Kiribati, dont les eaux sont, au surplus, régulièrement pillées par des pêcheurs étrangers qui n'ont rien à redouter de la force publique de ces Etats souverains.

Encore heureux lorsque l'indépendance s'accompagne dans le respect de la démocratie, et que la liberté interne est maintenue quand intervient la liberté externe. Mais chacun sait, dans le Pacifique sud, que tel petit pays indépendant y demeure soumis à une monarchie absolue, certes tempérée par la bonhomie du monarque ; que, dans tel autre, seuls les aristocrates ont le droit de vote ; que, dans un troisième, jadis donné comme modèle, les droits de l'éthnie dépendant majoritairement sont étroitement limités par l'autre partie de la population.

#### Qui porte le collier ?

C'est bien pourquoi, sans doute, alors que la contagion d'une indépendance fortement encouragée par les Britanniques, pressés, il y a quelque temps, de se décharger du fardeau de l'homme blanc, a gagné presque toute la Mélanésie, il n'en a pas été de même dans les îles polynésiennes. Sait-on, en Europe, que la majorité des Polynésiens vivent sous les drapeaux des Etats-Unis, du Chili, de la Nouvelle-Zélande et de la France ? Nous ne sommes pas les derniers « colonialistes ».

Il y a deux ans, à Tahiti, s'adressant à ses collègues de la Conférence du Pacifique sud, le premier ministre des Samoa américaines leur disait : « Je suis Américain, et fier de l'être. Je suis aussi, comme vous, Océanien, et fier de l'être. » Et le premier Polynésien à être entré

dans un gouvernement de la République française ne tenait pas un autre langage. J'ai été, pour ma part, amené dans de précédentes fonctions, à répondre à un sympathique dirigeant indépendantiste tahitien, qui invoquait la fable du chien et du loup : « Où est votre collier ? Ou, plutôt, qui porte le collier, du territoire ou de la République ? Et en quoi l'appartenance à la République, voulue par la grande majorité d'entre vous, limite-t-elle vos droits ? »

Car la non-indépendance, l'appartenance à une grande nation, garantissent à nos territoires, non seulement leur développement, par le jeu de la solidarité nationale à laquelle ils ont droit, mais aussi le régime de la loi, dans un statut qui s'apparente étroitement à l'indépendance, mais au sein de la République, comme c'est le cas en Polynésie française.

Ces considérations s'appliquent à la Nouvelle-Calédonie, contrairement à certaines apparences. Certes, le territoire est vaste, mais il est sous-peuplé et, de plus, sa population est divisée. Certes, il dispose de ressources minières, mais la principale est l'objet d'une mévente mondiale. Et s'est-on posé sérieusement la question : comment une Kanaky indépendante pourrait-elle contrôler ses immenses rivages, sinon en recourant à la protection d'un tiers ?

Ainsi, l'évidence — qui apparaît même à des Australiens — ne peut échapper, n'échappe pas au gouvernement de la République. Le premier ministre l'a dit clairement, à Nouméa même, devant M. Tjibaou, qui n'a pas survécu. Mais il faut rendre que la France ne peut pas se désintéresser de l'avenir d'un de ses territoires. Or il est de son devoir de lui montrer le chemin du vrai progrès et de la vraie liberté. Certes, elle respectera le libre choix des populations intéressées, lorsque celles-ci seront consultées, dans dix ans. Mais elle doit, dès maintenant, annoncer qu'elle utilisera un si précieux répit d'une telle façon que, le jour venu, Canaques et caldoches se prononceraient dans le sens de leur intérêt.

(\*) Ancien gouverneur de la Polynésie française, conseiller d'Etat.

## EST-OUEST

### La nouvelle frontière de George Bush

par JEAN-MARIE BENOIST (\*)

CE sera M. James Baker, fidèle d'entre les fidèles, qui sera nommé au département d'Etat par le président Bush. Quelle que soit la marge d'initiative laissée à ce ministre des affaires étrangères, troisième personnage de l'Etat après le président et le vice-président, c'est au nom des principes et de la vision qui animent la Maison Blanche que sera conduite la politique étrangère des Etats-Unis. Contrairement à toutes les critiques qu'on lui a faites, George Bush a su, au cours des récents mois, montrer qu'il était détenteur de cette vision du monde et de l'histoire qui permet aux grands présidents d'affirmer la présence de leur pays dans les affaires mondiales.

On a accusé George Bush d'être un *wimp* (un mou), de ne pas avoir de présence, et les derniers mois de la campagne ont permis, au contraire, aux Américains ébahis de découvrir un homme de chair et d'os, un homme énergique et plein d'humour, un homme d'Etat en vraie grandeur qui, lorsqu'il « déploiera ses ailes », saura passer de l'état de dauphin loyal — de style prince Harry — à un statut d'homme responsable, soucieux de ne pas laisser son pays se replier furtivement vers la tentation isolationniste de la *fortress America*. Après les années de complaisance à l'égard de l'élite du Kremlin qui ont caractérisé l'attitude du couple Reagan, George Bush saura créer la surprise et imprimer un ton et une allure nouveaux à la politique étrangère des Etats-Unis.

#### Position de force

En fait, on voit une série de discours et de propos prononcés dans les moments-clés de la campagne. On relèvera en particulier trois épisodes majeurs, trois discours qui symbolisent déjà le style et la manière Bush : le discours du 15 avril, prononcé devant l'asso-

ciation des *Newspapers Editors* à Washington ; le discours à l'académie militaire de West-Point à New-York, le 25 mai, et, pour couronner le tout, le discours d'investiture à La Nouvelle-Orléans, lors de la convention du Parti républicain le 18 août (1).

En quoi consiste cette politique, en quoi consiste la vision qui l'anime ? Tout d'abord en une série de principes énoncés clairement dès avril 1988 : agir à partir d'une position de force ; demeurer engagé vis-à-vis du monde extérieur ; ne pas se retirer de l'arène économique mondiale, c'est-à-dire refuser la tentation protectionniste.

#### Le bouclier défensif

Ces trois principes sont corroborés par les exemples que puise George Bush dans le bilan de l'administration Reagan. La fermeté s'illustre dans l'exaltation de la décision de déployer les croiseurs, Pershing et Cruise, dont George Bush se crédite comme d'un moyen ayant permis de ramener les Soviétiques à la table des négociations et d'obtenir des concessions de leur part.

Le ton est donné : ce n'est pas de l'utopie pacifiste que l'Amérique se bercera, mais au contraire elle saura combiner la force avec la diplomatie de telle sorte que le jeu conduit face aux Soviétiques soit appuyé sur la fermeté et la résolution : « La paix découle de la force. Et l'on peut faire confiance à une Amérique forte, déclare George Bush aux cadets de West-Point. L'affaiblissement de notre défense réduirait notre sécurité... » Et pour que les points soient bien mis sur les i, George Bush livre sa lecture des efforts accomplis par Gorbatchev dans les opérations de « glasnost » et de « perestroïka » : « Au-delà de l'océan, Gorbatchev proclame la restructuration interne mais on ne l'a guère vu s'opposer à la modernisation des systèmes d'armement soviétiques ».

Pas plus d'illusions concernant le règlement des conflits dit périphériques : il convient de ne pas se contenter de mots, mais d'engager des actes de la part des Soviétiques.

La confiance en une Amérique forte assurant la paix dans la liberté n'est pas énoncée comme une simple politique conjoncturelle. Elle fait partie d'un dessein à long terme : la reconstruction de la démocratie et la reconquête de leur liberté par les peuples opprimés. En Amérique latine en particulier, George Bush se félicite de voir la liberté revenue dans les pays qui « ont passé d'un gouvernement militaire à un statut de démocratie » : Argentine, Equateur, Pérou, Honduras, Guatemala, Grenade, Salvador, Brésil, Uruguay, 90 % de la popu-

(\*) Philosophe et écrivain.

lation de l'Amérique latine vivant aujourd'hui dans un régime démocratique ». On sent que sur ces bases il s'agira de réaliser une dynamisation du processus : le Chili, le Paraguay, le Panama sont à l'ordre du jour.

Alors que d'aucuns doutaient de la résolution du président Reagan de poursuivre son dessein de doter les Etats-Unis et le monde libre du bouclier défensif intitulé « guerre des étoiles » (l'initiative de défense stratégique) George Bush est sans ambages : « L'IDS, que ses adversaires aiment tant haïr, sera peut-être un jour le grand système de protection des populations que ses partisans annoncent. Continuons activement nos programmes de recherche et regardons si ce système fonctionne. S'il fonctionne — et j'ai confiance en lui — alors, déployons-le ».

Une nouvelle frontière est donc clairement assignée à la politique étrangère des Etats-Unis, bâtissant sur les bases du premier mandat de Reagan, mais reprenant de la vigueur par rapport à la période Shultz. « La tâche du prochain président est claire, déclarait George Bush à West-Point : inspirer la confiance grâce à la détermination ; maintenir un monde stable et sûr, non par de vains rêves mais par des décisions concrètes et parfois dures ».

Il n'y aura donc pas de désaveu, mais une intensification des points forts. Aller au-delà des apparences et du verbe pour juger l'adversaire à ses actes, et, en attendant, ne pas désarmer.

George Bush, l'ancien pilote de la seconde guerre mondiale, l'ancien patron de la CIA, considère sa vie et l'exercice de ses responsabilités en termes de mission au service des valeurs les plus hautes ; l'individu reste le centre de sa vision. « C'est-à-dire les valeurs qui élèvent la famille et gouvernent le foyer ». De l'individu à la famille et à la communauté, à la cité, à l'école, au comté, à l'Etat, à la nation, chaque communauté assumant sa mission et pas plus. Le principe de subsidiarité, cher à Hayek et aux économistes libéraux, est rappelé par George Bush dans l'énoncé de sa philosophie. Pas d'antitétisme primaire, mais un Etat garant au service de l'essentiel, dont la politique étrangère.

A travers tous ces textes s'exprime une confiance en l'avenir qui n'a rien d'utopique : par la force et la solidité de la puissance américaine garante de la paix, mais dans la lumière de l'idée et des valeurs de respect, une politique étrangère se trouve dessinée au service d'une vision et d'un idéal. Le prince Harry laisse définitivement la place au roi Henry V.

(1) Les principaux passages de ces discours sont rassemblés dans le numéro de novembre de *La Revue des Deux Mondes*.

## GRÈVES

### Ne tirez pas sur le pédagogue !

par JEAN VRIES (\*)

Le scénario est devenu familier : toutes les fois que le gouvernement de M. Rocard rencontre une zone de turbulences, le pessimisme s'empara des commentateurs. C'est ainsi que le traitement réservé par le premier ministre aux grèves d'agents publics suscite de sombres constats ; du diagnostic d'insensibilité au pronostic d'issue fatale, nos docteurs ont tôt fait de se poser en médecins légistes.

Pourquoi ce fatalisme, qui n'émane pas toujours, loin s'en faut, d'opposants politiques ? Est-ce la crainte de partager le mauvais rôle en matière sociale ? Le souci de marquer dès à présent ses réserves, dans l'éventualité d'un échec de l'action gouvernementale ? Le désir secret de voir se clore une expérience dérangeante pour tant de conformistes partisans ? Ou tout simplement le snobisme bien français du propos désabusé ?

En tout cas, ces petites raisons doivent exercer un bien grand empire pour que tant de personnalités réputées informées, tant de responsables politiques présumés solidaires fassent au premier ministre, de façon plus ou moins alarmée, le procès le plus absurde qui soit : celui de ne pas accomplir un miracle par dossier. Triple miracle, même, dans le cas des mouvements sociaux en cours.

Miracle budgétaire d'abord, compté tenu de l'étrénesse des marges de manœuvre. La satisfaction intégrale des revendications formulées par le collectif des infirmiers aurait pesé plus lourd que tout l'effort budgétaire consenti en faveur des nouveaux parents, dans le cadre du « revenu minimal d'insertion ». Quant aux effets d'entraînement qu'aurait toute complaisance catégorielle, quelle méritante que soit la catégorie, sur les traitements de la fonction publique, qui peut prétendre savoir les gérer ?

Miracle économique ensuite, car s'il est vrai qu'à long terme « le social tire l'économique » autant que l'inverse, à court terme c'est bel et bien l'économique — ou, plus exactement, l'arithmétique — qui dicte son insupportable loi. L'après de la compétition commerciale internationale, l'insuffisance des réserves de productivité dans notre appareil de production, la situation de notre balance des paiements, les contraintes monétaires sont telles que toute revalorisation générale des salaires se retournerait contre les travailleurs, qu'il s'agisse de l'emploi ou du pouvoir d'achat. La France est certes sur la pente du redressement, mais dans une posture délicate : une glissade ferait de gros dégâts.

Miracle psychologique enfin, car le trait commun des mouvements de protestation en cours est d'exprimer une demande de statut — au sens d'émancipation sociale — autant que des revendications matérielles. Or s'il a su montrer qu'il comprenait cette demande, le gouvernement n'en est pas moins hors de mesure de la satisfaire. Que peut M. Evin sur le regard que le médecin porte sur l'infirmière ? Que peut M. Jospin sur l'idée que les parents d'éèves se font des enseignants ? Un point d'indice ou un décret peuvent-ils soigner des états d'âme ?

Des mouvements comme celui des infirmières — hier celui des cheminots ou des lycéens — se nourrissent de leur propre enthousiasme, de leur propre lyrisme. L'exigence du dialogue est de ne glâcher aucune occasion de nouer le contact. Mais elle est aussi de dire : au-delà de cette limite, la réalité ne suit plus ; elle se vengera si nous la méprisons. C'est à cette que s'emploie le gouvernement. Au risque de dégrader. On peut ne pas avoir le goût de cette pédagogie-là. Mais, de grâce, que s'opère la fonction publique, qui peut prétendre savoir les gérer ?

(\*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 680572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969) Jacques Favet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bourde-Méry, journaliste.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Veret

Conducteur en chef : Claude Salas

**Le Monde PUBLICITE**

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-25-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composés 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements tarifaires et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

**ABONNEMENTS**

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois  6 mois  9 mois  1 an

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**LE MONDE diplomatique**

Novembre 1988

**PLANÈTE**

Par Claude Julien

Enormes dépenses militaires, fractures économiques grandissantes, perte de souveraineté, environnement taccag... Sur cette planète en désarroi, où l'argent apparaît comme l'être suprême, commençons à se faire jour les lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale. Jamais la vie quotidienne de chacun n'a été si fortement déterminée par l'environnement international.

**LA CHINE EN CRISE**

Bien avant l'Union soviétique, la Chine s'est lancée il y a dix ans dans la voie des réformes économiques. Elle est en crise. L'inflation fait des ravages, les tensions s'accroissent dans les campagnes et dans les villes. Les dirigeants ont certes décidé une pause, mais le cours choisi ne peut qu'accentuer les inégalités, et les frustrations d'une jeunesse devenue plus exigeante.

En vente chez votre marchand de journaux

George Bush

l'Amérique latine aujourd'hui dans un...

Alors que d'aucuns doutent de la résolution du président...

Une nouvelle frontière est clairement assignée à la politique étrangère des Etats-Unis...

George Bush, l'ancien président américain...

A travers tous ces événements...

NICARAGUA : après le passage du cyclone Joan

Bluefields, champ de ruines

BLUEFIELDS de notre correspondant en Amérique centrale

La reconstruction a commencé. Mais le spectacle est toujours aussi hallucinant. La ville de Bluefields, sur la côte caraïbe du Nicaragua...

Bluefields n'était plus une belle ville depuis longtemps, mais elle avait conservé un certain charme. Les habitations de bois, de style Nouvelle-Angleterre...

Au cours des dernières décennies, le langage, exporté surtout vers le Canada depuis l'embargo commercial...

George Bush, l'ancien président américain, a été nommé à la tête de la CIA...

potaux à ports de vue. Les rafales de vent (à plus de 200 kilomètres/heure) ont tout dévasté.

En approchant de Corn-island, petite île peuplée de sept mille cinq cents habitants, à environ 80 kilomètres de Bluefields...

Chaque maison - ou presque - a été réduite à un tas de planches. Les habitants qui sont restés - moins de quinze mille sur vingt-cinq mille...

Bluefields n'était plus une belle ville depuis longtemps, mais elle avait conservé un certain charme. Les habitations de bois, de style Nouvelle-Angleterre...

Un nombre limité de victimes

Les experts nicaraguayens commencent tout juste à évaluer l'ampleur du désastre écologique : « Le cyclone, affirment-ils, a déclenché une réaction écologique destructrice en chaîne...

Et puis il y a ceux qui ont tout perdu, comme quelques dizaines de familles qui vivaient dans le petit village de Raipura...

Le plus grande surprise provoquée par cet ouragan dévastateur reste en effet le faible nombre de victimes - cent seize morts à l'échelle du pays...

JAPON : un succès pour M. Takeshita

Passage en force de la réforme fiscale

TOKYO correspondance

M. Takeshita avait promis d'engager son avenir politique sur le vote de la réforme fiscale. Le premier ministre japonais est en passe de tenir parole. Empêtrés depuis quatre mois dans le feuilletage et le rebondissement du scandale Recruit-Cosmos...

Le vote en commission d'une réforme qui doit affecter sans doute l'économie du pays et la vie de ses habitants a été remarquable par sa brièveté - trois minutes - et par l'atmosphère de crise qui régnait dans la salle...

Quant à la réduction des impôts créés devant l'impôt, on est loin du compte : tout en renforçant symboliquement la taxation de certaines plus-values boursières - scandale oblige - le PLD a rejeté les demandes de l'opposition en faveur d'une abolition des privilèges dont jouissent les catégories non salariales...

Judi soir, M. Abe, secrétaire général du PLD, reconnaissait bonnement qu'il était « extrêmement regrettable » que le passage des projets de loi ait été effectué en force.

Les tombés du scandale

La majorité silencieuse, toujours hostile à la création de la TVA, ne peut que désapprouver cette brutalité. Une minorité plus bruyante réagissait dès jeudi soir avec une manifestation de quelques quatre mille syndicalistes et membres de groupes civiques dans le centre de Tokyo...

Proche-Orient

L'OLP va proclamer la création d'un Etat en Palestine

(Suite de la première page.)

Un doute subsiste sur la mention, explicitement, de la résolution 242 du 29 novembre 1947 qui prévoyait le partage de la Palestine en deux Etats, un arabe et un juif. En ne mentionnant pas, dans la déclaration d'indépendance, la résolution 181, l'OLP éviterait le problème de la définition des frontières du futur Etat palestinien...

Puis, d'ailleurs, que cette déclaration d'indépendance qui sera sans aucun doute accueillie avec ferveur chez tous les Palestiniens et les peuples arabes, c'est la déclaration politique qui devra adopter le CNP qui donne son importance à cette résolution.

Fortes du soutien dans les territoires occupés, l'OLP s'apprête, en effet, à faire de nouveaux pas sur la voie de ce qu'elle estime être un compromis apte à débayer les obstacles à des négociations de paix. Conscients de l'enjeu, les dirigeants palestiniens ont particulièrement bien préparé ces assises. Ils ont soumis à des experts internationaux toutes les solutions envisagées pour savoir quels seraient leurs éventuels effets et à quel elles engageraient. Elles ont permis ensuite un large débat au sein des organisations membres de l'OLP pour préserver l'unité de ses rangs.

A l'exception de la Saïra d'Issam Al Kadi et du FLEPPC (Front populaire de libération de la Palestine) - commandement général d'Abdoul Hibil - deux organisations membres de l'OLP mais inféodées à la Syrie, - toutes les organisations participent à ces assises d'Alger, y compris le FLEPP (Front de lutte populaire palestinien) de Saïra Ghoche, basé jusqu'à nouvel ordre à Damas, qui n'avait pas assisté au CNP de la réconciliation en avril 1987 (1).

Une large consultation des dirigeants arabes et des pays amis,

comme l'URSS, a aussi été entreprise pour l'un des de leurs points de vue, sans doute aussi, pour prendre certains conseils et certaines informations sur les éventuelles réactions internationales, en particulier celle des Etats-Unis.

Il ne fait pas de doute que le réléme prévalant chez les « Palestiniens de l'intérieur », qui souhaitent avant tout voir se concrétiser politiquement leur révolte en Cisjordanie et à Gaza, a aidé les modérés de l'OLP à faire entendre leur point de vue.

A côté de la déclaration d'indépendance, les 448 parlementaires palestiniens devraient aussi affirmer leur acceptation de la création d'une conférence internationale de paix sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, à condition que soit reconnu, parallèlement, le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Si le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a accepté, à de multiples reprises, ces deux résolutions dans le cadre de toutes les décisions de l'ONU, ce serait la première fois que le CNP, non seulement les approuverait, mais accepterait qu'elle soient, comme le réclament les membres du Conseil de sécurité et la Jordanie et l'Egypte, par exemple, le « fondement de la réconciliation internationale ».

« Frontières sûres et reconnues »

La condition mise à cette acceptation risque toutefois de diminuer l'ampleur du geste. Mais on fait observer, côté palestinien, que l'OLP ne peut s'engager unilatéralement dans la voie de la reconnaissance d'Israël - la résolution 242 reconnaît le droit de tous les Etats de la région, dont Israël, « à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues » - alors même que cette résolution, qui ne comporte même pas le mot « Palestiniens », se contente « d'affirmer la nécessité de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ».



Certains pays arabes, comme la Jordanie, avaient conseillé à l'OLP de ne pas insister sur la mention de l'autodétermination dans le message de la résolution 605 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 23 décembre dernier avec l'abstention des Etats-Unis, par le « la situation dans les territoires palestiniens, y compris Jérusalem », en mentionnant « le peuple palestinien ». Une garantie qui n'a pas, cependant, été jugée suffisante.

Le CNP devrait aussi adopter la déclaration faite le 7 novembre 1985 au Caire par M. Arafat « pour dénoncer et condamner toutes les formes de terrorisme ». Le chef de l'OLP y indiquait cependant « son attachement au droit du peuple palestinien à résister par tous les moyens à l'occupation israélienne dans ces territoires en vue d'obtenir leur évacuation », invitait la communauté internationale à « contraindre Israël à arrêter toutes les actions terroristes à l'intérieur comme à l'extérieur ». La renonciation au terrorisme et à la violence est une des conditions posées par les Etats-Unis avant l'ouverture de tout dialogue avec l'OLP. Washington s'était toutefois montré réceptif à l'époque sur le libellé de la déclaration au Caire, jugé insuffisant.

En ce qui concerne la constitution d'un gouvernement provisoire, préféré à un gouvernement en exil, dans la mesure où le premier peut inclure

des personnalités de l'intérieur - une question qui divise les rangs palestiniens - le comité exécutif de l'OLP devrait proposer au CNP de charger le conseil central (90 membres qui siègent entre les sessions des comités exécutifs et celles du CNP) de former ce gouvernement quand les négociations de paix pourront s'ouvrir.

Puis que le renouvellement des propositions, l'intérêt de cette plate-forme politique réside dans le fait qu'elle deviendra sans équivoque possible le nouveau credo de l'OLP, ce qui devrait logiquement lui donner une certaine crédibilité.

Il n'empêche que le moment n'est pas favorable à une relance des négociations sur le Proche-Orient. L'élection de M. Bush à la présidence des Etats-Unis va faire entrer la diplomatie américaine dans une période de réajustement et de mise en route qui risque de durer plusieurs mois. La nomination probable de M. Shamir à la tête du gouvernement israélien ne va pas non plus faciliter les choses, lui qui déclarait encore récemment : « La conférence internationale et un Etat palestinien sont des illusions ». On affirme, côté palestinien, que le résultat des élections israéliennes n'a en rien modifié les décisions soumises au CNP.

On peut penser que la centrale palestinienne a tout intérêt à poursuivre dans la voie de la modération au moment où Israël risque de faire preuve d'encore plus d'intransigeance. De ce point de vue, les Palestiniens sont sans illusion, même s'ils attendent de la communauté internationale une reconnaissance de leurs efforts sur la voie de la paix.

Reste à savoir comment maintenir la flamme de l'intifada (soulèvement), alors que les espoirs de paix risquent d'être encore longtemps déçus.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

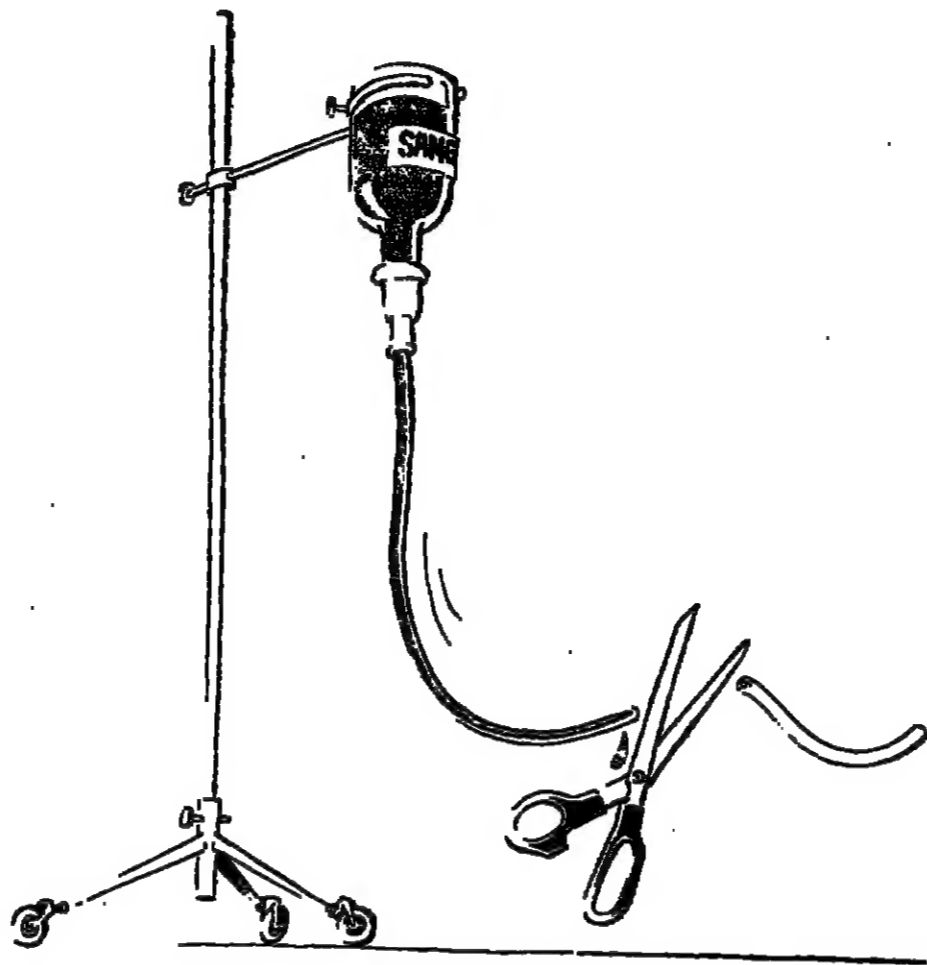
(1) Ce Front n'est pas membre de l'OLP. Le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal et le Fath-Commandement provisoire d'Abou Moussa n'ont, quant à eux, pas été invités à Alger.

MONDE diplomatique Novembre 1988



(Publicité)

LE SANG C'EST LA VIE.  
LE COURRIER C'EST LA VIE  
DE L'ENTREPRISE.



**GREVE DES POSTES**  
LES ENTREPRISES DISENT  
**ÇA SUFFIT !**



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
PARIS HAUTS DE SEINE SEINE-SAINT-DENIS VAL DE MARNE

**diplomatie**

**Iran depuis plus d'un an  
et Téhéran normalisent  
leurs relations**

Le directeur général de la poste iranienne, M. Mahdavi, a déclaré que les relations entre l'Iran et la France se normalisent depuis plus d'un an. Il a souligné que les échanges postaux ont repris et que les courriers sont à nouveau en circulation. M. Mahdavi a également mentionné que les relations diplomatiques ont été rétablies et que les deux pays travaillent à améliorer leur coopération économique et culturelle.

**Prince européen**

Le prince européen a été élu à la présidence de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée. Il a été élu à l'unanimité par les membres de l'Assemblée, qui ont salué son engagement et son expérience dans le domaine de la coopération méditerranéenne. Le prince a promis de travailler à renforcer les liens entre les pays de la région et à promouvoir le développement économique et social.

**EN BREF**

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé que les écoles seront fermées pendant une semaine en raison de la grève des enseignants. Les parents ont été informés que les cours seront rattrapés pendant les vacances scolaires. Le gouvernement a également annoncé que de nouvelles mesures seront prises pour améliorer la qualité de l'éducation et réduire les inégalités.

**Journal de SOLIDAM**

Le journal de SOLIDAM a publié un article sur les défis de la solidarité en France. Les auteurs ont souligné l'importance de la coopération entre les citoyens et les institutions pour relever les défis sociaux et économiques. Ils ont également mentionné les initiatives locales et nationales qui visent à soutenir les personnes en difficulté et à promouvoir l'inclusion sociale.

La convention nationale du PS sur les municipales

Les socialistes s'organisent face au harcèlement des communistes

La convention nationale du Parti socialiste, préparant les élections municipales de mars 1989...

L'accord s'est fait au bureau exécutif du PS, mercredi 9 novembre, sur la méthode à suivre vis-à-vis du Parti communiste...

Pour faire face à cette difficulté, les dirigeants socialistes ont convenu de la nécessité d'agir comme s'il existait un accord national...

En premier lieu, les négociations menées dans la ville de plus de 20 000 habitants...

Cette méthode, proposée par M. Pierre Mauroy, a été adoptée à l'unanimité...

Force de rassemblement

Il s'agit, en effet, de ne pas laisser au PCF la maîtrise de ces « primaires », ce qui suppose que la direction du PS puisse exercer une pression sur les communistes...

La question sous-jacente est de savoir quel degré de priorité le PS continue de donner à l'union de la gauche. Au moment où, à l'Assemblée nationale, le poids du vote communiste est rappelé budget ministériel après budget ministériel...

croire que, de chute en chute, le PC va finir par disparaître rapidement... il est clair, néanmoins, à la formation de listes socialistes autonomes...

Les contours de l'ouverture, telle qu'elle peut se traduire aux élections municipales, paraissent, en effet, des plus étroits...

Marseille : M. Vigoroux en individuel

La convention d'Épinay rencontrera quelques difficultés dans le choix des chefs de file socialistes. Au premier rang se pose, naturellement, le problème de Marseille, dont le maire, M. Robert Vigoroux...

C'est elle qui tranchera, en dernier ressort, de la liste autonome socialiste ou liste d'union avec les communistes...

ses comités de soutien et selon lequel il battra, à la tête d'une liste socialiste, une liste de droite conduite par M. Jean-Claude Gaudin.

Le choix d'un chef de file parisien devrait être différé jusqu'à la décision de M. Jack Lang, qui hésite entre une victoire possible à Blois, si M. Pierre Sudreau (centriste) en abandonne la mairie, et une campagne de prestige face à M. Jacques Chirac...

Dans les autres grandes villes, la désignation des chefs de file par les militants devrait être ratifiée sans difficulté majeure. M. Gérard Colombe, proche de M. Mauroy, conduira les socialistes à la bataille à Lyon...

Le PS a aussi, quelques craintes pour des villes où il décline, telles que Bron, Saint-Clément, Castres et... Marseille, bien sûr.

PATRICK JARREAU.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel devant le Sénat

La droite bouleverse le projet du gouvernement et l'adopte contre l'avis des socialistes

Après trois jours de débats le Sénat a adopté, dans la nuit du 10 au 11 novembre, le projet de loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en remplacement de la CNCL.

Composition du CSA, introduction de dispositions protégeant les réseaux de la 5 et de la 6, législation des coupures publicitaires...

Le CSA n'aurait-il joué que les vedettes américaines ? Si la journée du mercredi 10 octobre avait été préservée, le projet de loi aurait été voté...

Le premier amendement propose donc « un dispositif permanent qui écarte l'appel à candidature pour les déclarations d'extension de la zone de couverture des services de télévision nationale déjà autorisés ».

états communistes, ils déplorent que le gouvernement n'ait pas choisi d'abroger la loi Létour pour, selon eux, soustraire l'audiovisuel aux « lois de l'argent ».

Reste que le projet de loi doit encore être examiné début décembre par une Assemblée nationale qui devrait revenir sur nombre des initiatives de la Chambre haute.

Le coup d'envoi de ce surprenant débat fut donné par M. Pasqua, co-auteur avec MM. Daniel Hoffel (Un. cent., Bas-Rhin) et Marcel Lucotte (R.I., Saône-et-Loire)...

La « conscience » des sénateurs

Embarras à droite et à gauche... Pour ne pas décevoir M. Gouteyron qui persistait, évaluant le coût de son amendement à moins de 5% du chiffre d'affaires des chaînes...

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

MORNE semaine. Humeur personnelle ou juste vision de la réalité ? Les deux, mon général, expression particulièrement opportune en ce jour anniversaire de la mort de de Gaulle...

à la fois en revanche une manière britannique et royale de faire allusion au bicentenaire de l'année prochaine... de la Déclaration des droits de l'homme...

Au travers des flots de papiers publiés à l'occasion du scrutin du 9 novembre, deux chiffres émergent : il y aurait trois millions de sans-abri aux États-Unis, et trente-sept millions d'Américains seraient dépourvus de protection sociale...

JEAN MONNET. Le Panthéon compte un hôte de plus. Le premier avait été Mirabeau, mais de manière provisoire...

Parmi (en fait) beaucoup d'inconnus (aujourd'hui) qui reposent dans cette église à l'histoire très agitée, Jean Monnet symbolisera l'Europe, aux côtés de René Cassin élu au nom de la paix...

Climat

En fait, l'Angleterre n'a jamais beaucoup aimé la France, Révolution ou pas. Durant combien de siècles, la guerre de Cent Ans échouée, le souverain anglais n'a-t-il pas prétendu être aussi celui de la France ?

Un mot à ne jamais oublier, celui de Winston Churchill apostrophant Charles de Gaulle durant la dernière guerre : « Chaque fois que nous aurons à choisir entre le continent et le grand large, nous choisirons le grand large ».

Ne pas oublier non plus cet aphorisme (de... ?) : « Tout ce qui est saté est notre. » Superbe définition d'une nation impériale.

L'ÉLECTION américaine. George Bush est élu. Il ne pouvait en être autrement. Les sondages l'avaient annoncé. Jacques Chirac aussi, en matière de prédiction électorale...

Le fichu métier que celui d'héritier d'une jeune mère (elle avait vingt-deux ans à sa naissance)...

Désaccord confirmé entre députés et sénateurs sur le RMI

Après quatre heures de discussions, jeudi 10 novembre, la commission mixte paritaire (sept députés, sept sénateurs) chargée de trouver un compromis entre les deux Assemblées à propos du projet de loi créant un revenu minimum d'insertion (RMI) s'est séparée sur un constat de désaccord...

Verbatim de la prestation : le Sénat voulait que le système selon lequel l'Etat finance la prestation versée aux bénéficiaires du RMI ne soit mis en place que jusqu'au 31 décembre 1991...

Les deux parties campant sur leurs positions, le texte va donc revenir en discussion en séance publique devant l'Assemblée nationale et devant le Sénat...

(1) Cela par référence au principe selon lequel un scrutin, pour être probant, doit être non seulement français (ce qui a été celui du 6 novembre), mais massif.



projet du gouvernement  
avis des socialistes

Les économistes, ils déplorent que le projet  
n'est pas celui d'ailleurs. La loi  
n'est pas celle de l'État. Il ne restait donc, pour se faire  
un travail accompli, que les élus de la majorité  
socialiste, notamment, comme M. Charles Foccart,  
ministre de l'Économie, d'avoir « garanti »  
l'indépendance du futur FMI.

Il est que le projet de loi doit encore être  
adopté début décembre par une Assemblée  
nationale qui devrait revenir sur nombre de points  
de la loi. M. Jaurès n'a pas caché, en cours  
de discussion, son « regret » et sa « crainte »  
que le projet aboutisse à une solution  
improvisée.

Les auteurs  
de la loi  
n'ont pas  
encore été  
confrontés  
à la réalité  
de la vie  
économique  
du pays.  
Ils ont  
travaillé  
dans un  
milieu  
artificialisé  
et ont  
produit  
un texte  
qui ne  
tient pas  
dans la  
réalité.

La conscience  
des sénateurs

Les sénateurs  
ont conscience  
de leur rôle  
et de leur  
responsabilité.  
Ils ne veulent  
pas être  
les exécutants  
d'un projet  
qui n'est  
pas leur  
propre œuvre.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

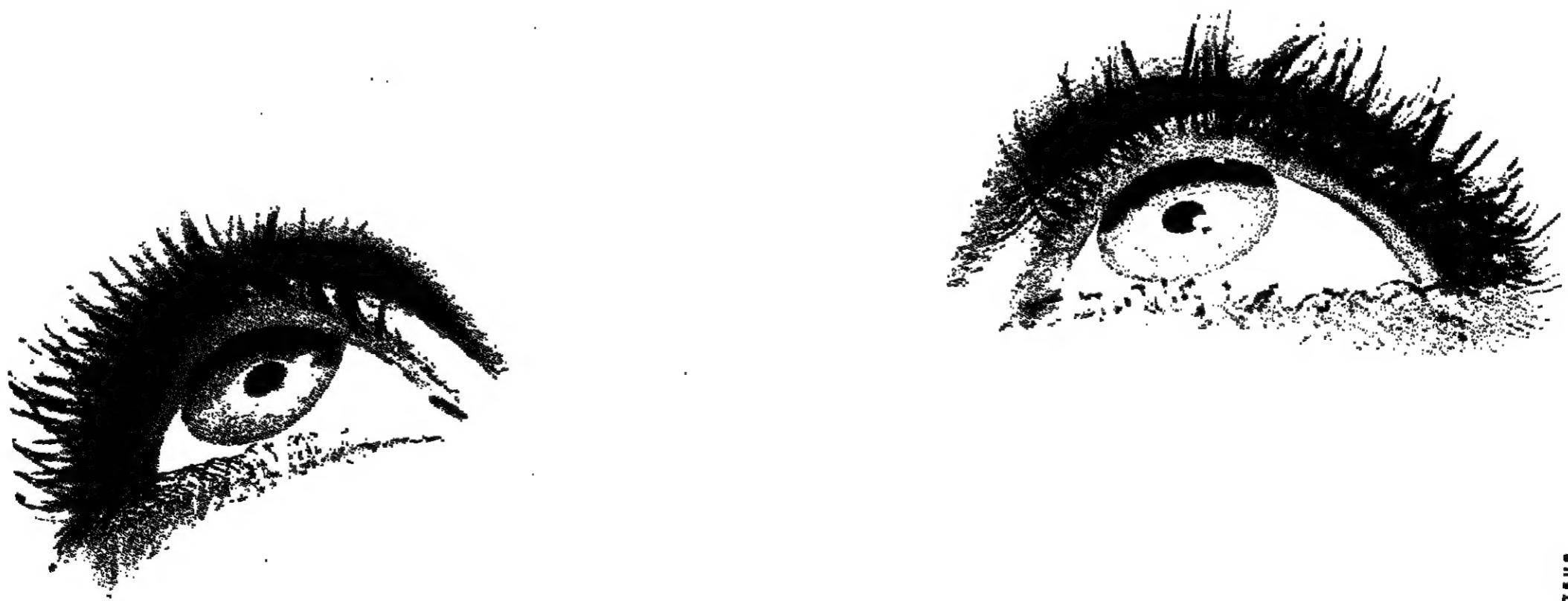
Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Le projet de loi  
n'est pas  
celui de la  
majorité  
socialiste.  
Il est le  
fruit d'un  
travail  
qui n'a  
pas été  
ouvert  
à la  
discussion  
générale.

Vendredi: "Thalassa".  
3 millions d'entre nous  
ne se lassent jamais de regarder la mer.  
Dans un pays  
qui compte 3200 km de côtes  
c'est tant mieux.



Le relief de la vie. **FR**

EGVATEUR

# Société

## MÉDECINE

### Des chercheurs de l'INSERM découvrent un nouveau traitement de la maladie de Parkinson

Des chercheurs français de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), à Grenoble, ont découvert un nouveau traitement de la maladie de Parkinson, qui touche environ 80 000 personnes en France. Ce traitement consiste à stimuler le thalamus pour diminuer certains tremblements.

L'équipe du professeur Aimé-Louis Benabid, de l'unité INSERM-V de Grenoble, vient de présenter les premiers résultats d'une technique de stimulation du thalamus qui semble très efficace dans les tremblements importants et rebelles à tout traitement de certains parkinsoniens. Jusqu'à une époque récente, les neurochirurgiens savaient, grâce aux techniques stéréotaxiques, détruire spécifiquement certaines régions du thalamus afin d'abolir un tremblement, mais cette technique présentait de gros inconvénients. Or l'équipe du professeur Benabid vient de montrer que lorsque l'on stimule par des fréquences supérieures à 100 hertz une région particulière du thalamus, on diminue de manière importante les tremblements.

Cette constatation ayant été faite durant les interventions neurochirurgicales, l'idée consistait à rendre la stimulation permanente. On a emprunté pour y parvenir, une technique de stimulation chronique par électrodes implantables déjà utilisée dans le traitement de certaines douleurs rebelles. L'électrode est connectée à un prolongateur qui est relié à un pacemaker situé dans la région sous-claviculaire. Un programmeur permet de modifier la fréquence et l'intensité de la stimulation. Les deux indications de cette technique pourraient être les tremblements invalidants de la maladie de Parkinson et le tremblement essentiel d'attitude des personnes âgées. Elle est actuellement

expérimentée sur dix malades par l'équipe du professeur Benabid. Mais la maladie de Parkinson recèle encore des mystères. Bien que son traitement par la L-Dopa, un médicament qui remplace la dopamine normalement produite par certaines cellules nerveuses, ait considérablement amélioré la vie des parkinsoniens, de nombreux problèmes subsistent. La L-Dopa n'est pas un médicament parfait. Si 80 % des patients réagissent à son activité, 20 % y restent insensibles ou peu sensibles sans que l'on comprenne clairement pourquoi. Le deuxième inconvénient de la L-Dopa ne peut se manifester que si le parkinsonien fait partie des malades sur lesquels le médicament est efficace.

Durant les premières années du traitement, les tremblements, la rigidité et l'akinésie (défaut de l'initiative motrice) diminuent, mais l'effet du médicament a ensuite tendance à s'estomper. Les malades voient alors, dans une même journée, leurs symptômes apparaître; tantôt, au contraire, ils sont pris de mouvements anormaux de grande amplitude. Le fait le plus troublant est que le passage de la rigidité aux mouvements anormaux se fait très brutalement, en quelques secondes. Les patients ont d'ailleurs donné un nom évocateur à ce brusque changement en l'appelant « effet on-off ». On ne sait pas expliquer ce phénomène, mais il semble lié aux fluctuations de la concentration de L-Dopa dans les cellules cibles du cerveau. Cet effet est d'autant plus marqué que la production de dopamine par les neurones de la « substance noire » diminue jusqu'à devenir presque nulle.

La même unité de l'INSERM vient également de faire état (1) d'un essai thérapeutique qui semble prometteur. Afin de diminuer l'effet « on-off », cette équipe a associé de l'apomorphine à la L-Dopa. L'apomorphine est un « agoniste » de la dopamine, c'est-à-dire une substance qui a la même type d'activité que la L-Dopa et qui agit en synergie avec elle. L'administration du médicament repose sur le même principe que celui qui est utilisé pour certains diabétiques traités à l'insuline. Elle se fait soit à l'aide d'une pompe programmable, délivrant de manière continue de l'apomorphine, soit à l'aide d'un stylo injecteur utilisé par le malade lui-même. Cette association diminue de manière importante la durée des phases « off », durant lesquelles les symptômes de la maladie réapparaissent malgré le traitement par la L-Dopa. D'après le docteur Claude Poliak, 10 % à 15 % des malades parkinsoniens pourraient bénéficier à l'avenir de cette association. Actuellement, dix malades expérimentent la pompe programmable, et sept malades le stylo injecteur.

BERTRAND LEIBO.  
(1) Dans deux articles qui seront publiés par la Revue de neurologie et par le Journal of neurology, neurosurgery and psychology.

### Selon des travaux publiés dans « Nature » Une altération génétique serait à l'origine de certaines schizophrénies

Selon un article de la revue britannique Nature (1), il existerait non pas une, mais des schizophrénies. Pour la première fois, une équipe de chercheurs anglais, américains et islandais a réussi à démontrer que, dans certains cas, la schizophrénie — l'une des maladies psychiatriques les plus répandues, caractérisée par une dissociation et une discordance des fonctions psychiques — pouvait avoir une origine génétique. Des travaux, dirigés par le docteur Hugh Gurling (université de Londres), tendent à prouver que le mauvais fonctionnement d'un ou de plusieurs gènes situés sur le chromosome n° 5 pourrait être — en partie du moins — responsable de l'apparition d'une schizophrénie. C'est par des méthodes d'investigation très fines de biologie moléculaire que ces chercheurs, en étudiant 104 personnes — dont 39 schizophréniques — appartenant à cinq familles islandaises et à deux familles anglaises, ont pu déceler ces anomalies. Toutefois, ils ne sont pas encore parvenus à identifier précisément le — ou les — gènes responsables. Ces résultats devraient permettre de mieux comprendre l'origine de cette pathologie et d'envisager la mise au point de nouveaux traitements mieux adaptés.

Dans le même numéro de Nature, une autre étude est publiée, celle-là par des chercheurs des universités de Yale et de Stanford ainsi que du Karolinska Institute qui ne retrouvent pas chez d'autres schizophréniques les mêmes anomalies génétiques. Chez ces personnes, appartenant toutes à une même famille du nord de la Suède, et comprenant de nombreux

schizophréniques, le chromosome n° 5 semble fonctionner normalement.

Ces résultats ne pourraient être contradictoires qu'en apparence. Cela fait en effet plusieurs années que nombre de spécialistes estiment que le mot schizophrénie, qui suppose l'unicité et l'homogénéité d'une entité pathologique, ne rend pas compte de la diversité symptomatique et évolutive observée par les médecins dans leur pratique quotidienne. Selon eux, il existerait non pas une, mais des schizophrénies, le problème étant que, jusqu'à présent, les moyens diagnostiques, cliniques ou biologiques s'étaient avérés impuissants à faire « éclater » un groupe hétérogène de pathologies caractérisées par une symptomatologie très proche.

Les résultats publiés cette semaine par Nature tendraient donc à prouver que, chez certains malades, la schizophrénie pourrait avoir une origine génétique liée à une altération du chromosome n° 5 et que, chez d'autres, cette composante génétique n'existerait pas. Conséquence importante : le traitement proposé devrait être adapté au type de schizophrénie dont souffre le malade.

Pour autant, il ne faudrait pas en conclure que, même chez les malades souffrant de « schizophrénie d'origine génétique », l'environnement ou l'entourage familial n'est à coup sûr pour rien dans l'apparition de la maladie. Simplement, chez eux, il existerait à tout le moins une origine multifactorielle à leur pathologie.

FRANCK NOUCH.

(1) Numéro de 10 novembre.

### Le RU 486 n'a provoqué aucune naissance d'enfant malformé affirment les laboratoires Roussel

Les laboratoires Roussel veulent tourner la page. Mercredi 9 novembre, au cours d'une conférence de presse tenue en présence du docteur André Ulmann, coordonnateur des essais cliniques, et du professeur Etienne-Emile Baulieu, M. Michel Delage, directeur général de la firme, a indiqué qu'il « ne souhaitait pas revenir sur le passé mais répondre aux questions techniques et médicales » que pouvait susciter l'utilisation de la pilule abortive. Les ambiguïtés demeurent donc sur les raisons pour lesquelles les laboratoires Roussel, après avoir obtenu l'autorisation de mise sur le marché (AMM) le 23 septembre pour le RU 486, ont décidé, le 26 octobre, de cesser toute distribution du médicament puis, après la « mise en demeure » le 28 octobre du ministre de la Santé M. Claude Evin, ont accepté d'en reprendre la distribution.

Le professeur Baulieu s'est insurgé contre « la rumeur scandaleuse selon laquelle le produit serait toxique pour le fœtus » et a insisté sur le fait qu'à ce jour aucun enfant malformé n'était né après qu'une femme, désireuse d'avorter, ait utilisé le RU 486. Le docteur Ulmann a précisé qu'un cas d'embryotoxicité avait été noté dans une interruption de grossesse à trois mois, une fois constatées diverses malformations (agénésie rénale et fusion des membres inférieurs).

Au mois de septembre, 160 centres d'orthogénie sur les 800 que compte la France avaient été approvisionnés en RU 486 et 2 000 femmes avaient bénéficié de

cette alternative à la méthode d'aspirations » en association avec les prostaglandines. « Les résultats dont nous disposons confirment le dossier d'AMM : 95 % de réussites », a précisé le docteur Ulmann. Les 5 % de femmes qui n'auraient pas avorté sous RU 486 doivent alors le faire par aspiration mécanique. Parmi ces 5 % d'échecs, 2 % de femmes ont une grossesse persistante et l'on ne sait pas combien d'entre elles refuseront d'avorter.

Le docteur Ulmann a d'autre part indiqué que sur les 200 000 avortements pratiqués en France, 50 000 pourraient bénéficier du RU 486. « Nous espérons », a-t-il ajouté, qu'à la mi-1989 tous les centres d'orthogénie pourront disposer de cette molécule.

« Actuellement », a dit M. Delage, « seuls des essais cliniques sont menés par certains pays : Chine, Pays-Bas, Suède... » Il a insisté sur le fait que les pays — particulièrement ceux en voie de développement — qui voudraient utiliser le RU 486 devraient disposer d'une législation sur l'interruption de grossesse, de moyens de contrôle d'utilisation de la molécule et de structures médicales suffisantes. La Chine remplit-elle ces conditions ? « En Chine », a répondu le docteur Ulmann, les produits contraceptifs sont sous la dépendance d'un organisme d'Etat agréé. Le professeur Baulieu a indiqué qu'il était « difficile d'exporter à la Chine les résultats obtenus en France mais que l'introduction du RU 486 dans ce pays serait un moyen de pousser les autorités chinoises à affiner leur système de planning familial ».

### La lutte contre le SIDA au Japon La Chambre des représentants se prononce pour une levée du secret médical

TOKYO de notre correspondant  
Au Japon, la Chambre des représentants vient d'adopter un projet de loi qui oblige les médecins à fournir l'identité des personnes présentant les symptômes du SIDA aux autorités préfectorales. Le texte est actuellement à l'examen à la Chambre haute.

Aux termes de ces nouvelles dispositions législatives, présentées au Parlement en mars 1987, les médecins doivent faire connaître le nom, l'âge et le sexe des personnes dont ils ont diagnostiqué qu'elles étaient atteintes du virus et indiquer en outre la manière dont ils pensent qu'elles ont été contaminées. L'article 8 de la nouvelle loi prévoit d'autre part que lorsqu'un médecin constate qu'un de ses patients est atteint du SIDA et qu'il a pu établir que la contamination a pour ori-

gine une personne considérée à « haut risque » (prostituée notamment) qui peut en infecter d'autres, il doit recommander à cette dernière de subir le test de dépistage et informer les autorités préfectorales de sa démarche. Si cette personne refuse de suivre les conseils du médecin, elle est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 yens (soit environ 5 000 F).

Une telle procédure ne doit être suivie que dans le cas où le médecin est convaincu que cette personne est bien à l'origine de la contamination et peut transmettre la maladie à d'autres, est-il précisé au ministère de la Santé publique.

Jusqu'à présent, le Japon a été relativement épargné par le SIDA. Au 31 août dernier, on comptait quatrevingt-dix malades, dont cinquante sont décédés.

PHILIPPE PONS.

### Les aides aux centres pour toxicomanes M. Evin demande une enquête sur l'association Le Patriarche

M. Dominique Baudis, député de Haute-Garonne, maire de Toulouse, s'est inquérit, mercredi 9 novembre, des conséquences que pourrait avoir pour sa ville l'affaire des centres pour toxicomanes du Patriarche (Le Monde du 2 novembre). Dans une question orale au gouvernement, M. Baudis a rappelé que le ministère de la Santé avait décidé récemment de réduire de 25 % les aides attribuées à certains centres du Patriarche « situés aux portes de Toulouse ».

Déclarant ne pas vouloir « prendre parti » sur les méthodes de désintoxication « quelque peu radicales » en vigueur dans les centres du Patriarche, M. Baudis s'est interrogé sur ce qui se passerait si, « demain, les centres fermaient leurs portes ». « Où vont aller les malades ? Et où iront les séropositifs porteurs du virus et donc contagieux ? Ils seront jetés à la rue, condamnés souvent à vivre d'expédients ou à

retomber dans la toxicomanie en participant à la propagation du virus ».

Dans sa réponse, le ministre de la Santé a rappelé les anomalies que faisait apparaître l'examen des comptes des centres de la Boire et de la Mothe. M. Evin a indiqué qu'il avait chargé l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'enquêter sur les conditions dans lesquelles la prise en charge des toxicomanes est assurée par les communautés de l'association.

Cette enquête, a précisé M. Evin, devra porter sur trois points : « 1) les garanties éthiques présidant à cette prise en charge, les conditions d'admission et de sortie des personnes qui sont hébergées ; 2) le respect des règles sanitaires et d'un suivi médical qualifié. Il sera procédé à une évaluation complète du dispositif mis en place ; 3) les conditions de la prise en charge par l'assurance-maladie ».

### Aux Pays-Bas

#### Un donneur de sperme obtient un droit de visite

Un donneur de sperme qui revendiquait le droit de voir « son enfant biologique » a obtenu satisfaction par décision d'un tribunal d'Utrecht. Celui-ci a estimé que cet homme, qui avait fait don de son sperme à une lesbienne, avait droit « en principe » à rendre visite périodiquement à sa fille de quatre mois, née à la suite d'une insémination artificielle.

Le couple de lesbiennes avait affirmé que l'utilisation du sperme du donneur pour la conception ne lui donnait aucun droit sur l'enfant, mais avait également rejeté l'idée d'un donneur anonyme afin de pouvoir plus tard, si l'enfant se formulait le désir, donner l'identité du père. — (AFP).

## UN TEL BONHEUR EST PARFAITEMENT INSUPPORTABLE



Le prix de la Supercinq Five est aussi doux et léger que le parfum de la rose jaune. Tombez sous son empire: sièges recouverts de drap aux tons raffinés, calligraphie five sur décoration latérale. Pour 45.600F, on échappe au coup de bambou. (prix clés en mains au 1/7/88 millésime 89) Parmi une variété de 27 autres Supercinq, elle est la plus juvénile fleur de ce jardin. Un tel bonheur est parfaitement insupportable. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement RENAULT présente EIF

# RENAULT SUPERCINQ



DES VOITURES A VIVRE

## A PARTIR DE 45600F

Le Monde  
SANS VIS  
Presque anéanti par la guerre...  
Cologne  
de Rome



# Le Monde SANS VISA

Presque anéantie par la guerre, Cologne veut protéger le « patrimoine » des premières années de sa reconstruction. Sans négliger les vestiges de sa fondation ni les fleurons de son architecture romane.

## Cologne : de Rome aux années 50

par Marie-France Calle

**D**E la fenêtre de son bureau, au deuxième étage de l'office du tourisme, Erhard Schlieter contemple la foule qui se presse sur le parvis de la cathédrale. « Regardez cet homme, il est le seul à marcher le nez au vent, le seul à observer le détail des sculptures. Tous les autres se ruent directement à l'intérieur de la cathédrale, comme s'il s'agissait d'accomplir le devoir du parfait touriste, un point c'est tout. » La cathédrale de Cologne, passage obligé de tous ceux qui visitent la ville, mérite davantage que cela.

C'est la raison pour laquelle le très engagé directeur de l'office du tourisme est en train d'écrire son quatrième livre sur Cologne, un ouvrage entièrement consacré aux sculptures extérieures de la cathédrale visibles à l'œil nu. Dès qu'il en a le loisir, Erhard Schlieter dessine à gros traits ce qu'il perçoit de sa fenêtre. Des esquisses avec lesquelles il compte illustrer son ouvrage. « Mon ambition ? Faire une sorte de Who's Who de tous les personnages sculptés sur les tours de la cathédrale. J'en ai recensés au moins un millier visibles à l'œil nu. »

Nécessaire, la visite de la cathédrale est loin d'être suffisante pour qui se rend à Cologne. Passons sur les trésors d'architecture gothique qu'elle renferme, et sur la richesse de la chaire des Rois mages conçue vers 1183 par le plus fameux orfèvre de l'époque, Nicolas de Verdun. Les Coloniais aiment à dire que le célèbre coffre à reliques, orné d'au moins cent cinquante pierres précieuses, était alors ce qu'il y avait de plus beau après le tombeau de Toutankhamon. Mais les Rois mages méritent bien cet effort.

**Précieuses reliques**  
En effet, c'est de haute lutte que l'empereur Frédéric Barberousse finit par obtenir des papes qu'on lui concédât les reliques des trois rois, qui avaient été transportées de Constantinople à Milan. Ce n'est que par un geste politique que l'empereur devait obtenir satisfaction, en nommant pour la première fois l'archevêque de Cologne chancelier.

Le 23 juillet 1164, Rainard von Dassel, l'archevêque en question, fait son entrée dans la capitale rhénane avec les précieuses reliques. Il fallut près de cinquante ans pour réaliser la chaire qui devait contenir les ossements. Puis on décida qu'aucune des trente-cinq églises romanes que comptait alors Cologne n'était à la hauteur du précieux trésor. Il était temps de construire une cathédrale. Les travaux débutèrent en 1248.

L'acquisition des reliques des Rois mages confirmait le rôle politique de Cologne : désormais, après Aix-la-Chapelle où ils

étaient sacrés, les empereurs ne pouvaient éviter le pèlerinage à Cologne. Un sacré coup de publicité pour la métropole rhénane, et la richesse assurée pour l'Église catholique : les empereurs déposaient bien entendu des offrandes au pied du coffre contenant les reliques, et ils entraînaient dans leur sillage des milliers de pèlerins, les « premiers touristes », souligne Erhard Schlieter. Encore que la ville a toujours été un carrefour commercial et touristique, même du temps des Romains.

Commerce encore, avec les premières foires qui font leur apparition vers le dixième siècle. « Du lien incontestable entre commerce et religion, il reste un mot dans le vocabulaire allemand, affirme Erhard Schlieter. « Messe » en allemand signifie foire, et cela a un rapport avec le fait qu'après la foire les marchands venaient rendre grâce à Dieu au cours d'offices religieux. »

Cologne et son passé. La ville est fière de ses origines romaines. C'est Agrippine, la future mère de Néron, qui donna son nom à Cologne (Colonia Agrippinensis) et fêta au rang de cité romaine. Agrippine était née à Cologne en 15 après Jésus-Christ. Ironie de l'histoire, ces origines romaines ont été confirmées en grande partie lors des bombardements qui ont laissé la ville anéantie après 1945. Pendant la construction d'un bunker en 1941, on découvre la mosquée de Dionysos (200 ans après Jésus-Christ), près du parvis sud de la cathédrale. En 1933, alors que Cologne reconstruit son hôtel de ville, les ouvriers mettent au jour les restes du praetorium, l'ancien palais du proconsul de la province romaine de la Germanie inférieure (50 ans après Jésus-Christ).

Il y a quelques années, Hugo Berger, le directeur général des musées de Cologne - autrement dit, l'homme qui veille sur le patrimoine culturel de la ville, - a fait réaliser une série de prises de vue aériennes, utilisant la photo-infrarouge pour localiser les sites romains encore non exploités. On en a recensés vingt-quatre mille ! Des greniers, des souffleries de verre (l'une a été découverte il y a dix-sept ans, lors de la construction de l'hôtel Intercontinental)... « Ces photos doivent rester secrètes. Les Coloniais ont l'esprit collectionneur trop développé. » Une manière élégante pour dire que Hugo Berger craint par-dessus tout le pillage.

Si les Coloniais sont pointilleux, voire érudits, sur tout ce qui touche à leur passé antique, ils sont beaucoup moins regardants sur l'histoire contemporaine de leur ville. Ce qui a conduit le conservateur de Cologne, une femme, Hiltrud Kier, et ses collaborateurs à classer monuments historiques, en 1986, cinq cents bâtiments construits pendant les années 50.

« On s'est aperçu que les propriétaires faisaient n'importe quoi lorsque les bâtiments nécessi-

taient des réparations. Nous avons donc entamé des négociations avec eux », explique Ulrich Krings, qui travaille avec Hiltrud Kier.

Négocier, cela signifie essentiellement obtenir des gens qu'ils restaurent les bâtiments avec les matériaux d'origine et en tenant compte de l'architecture initiale. Pas de problèmes pour les bâtiments qui appartiennent à la ville. Mais, au centre de Cologne, les Églises possèdent un certain nombre d'édifices, sans compter les propriétés privées. Ces derniers bénéficient au maximum de 20 % de subventions octroyées par la ville pour les travaux, et, avec un peu de chance, s'ils en font la demande au Land - le gouvernement régional, - ils recevront 10 % supplémentaires. « Heureusement, les Églises ne sont pas pauvres en RFA, explique Ulrich Krings, elles perçoivent des impôts que le gouvernement prélève à la source sur le salaire des contribuables. »

### Effacer le souvenir du III<sup>e</sup> Reich

La priorité accordée par les responsables à la conservation des édifices des années 50 s'explique une fois de plus par l'histoire de l'Allemagne. La reconstruction de Cologne, détruite à 95 % pendant la guerre, a fait l'objet de bien des controverses. En 1945, les habitants se sont installés dans du provisoire ou ont rebâti à la hâte. C'est à partir de 1948, à la suite de la réforme monétaire, qu'un nouvel élan permettra à l'architecture de se développer, parallèlement à ce que l'on a appelé le Wirtschaftswunder, le miracle économique.

Une époque pleine de contradictions : d'un côté, on voulait partir de zéro et tenter d'effacer, dans l'architecture comme ailleurs, le souvenir du III<sup>e</sup> Reich ; d'un autre côté, les architectes à l'œuvre avaient étudié et exercé dans deux sociétés antagonistes, la République de Weimar et le national-socialisme. En d'autres termes, comme le fait remarquer Ulrich Krings, « il n'y a pas eu de véritable rupture avec le passé en 1945 pour ce qui est de l'architecture et de l'urbanisme. Bien des exemples montrent au contraire une incroyable continuité. »

Ainsi, à Cologne, le grand complexe administratif de la compagnie d'assurances Gering, essentiellement situé au alentours de la Friesenstrasse, est l'un des bâtiments les plus controversés, aujourd'hui encore, pour son caractère de « fasciste ». C'est Arno Breker, le sculpteur préféré de Hitler, qui a réalisé les sculptures qui ornent ce bâtiment effectivement impressionnant... au mauvais sens du terme.

Autre exemple de continuité bien involontaire mais nécessaire : les grands axes qui traversent Cologne. En fait, les démonstrations planificatrices du III<sup>e</sup> Reich avaient prévu, à Cologne comme

ailleurs, de raser la plus grande partie de la ville pour y tracer de gigantesques avenues propres à la parade nazie. Seul devait subsister le cœur de la vieille ville, fort romantique devant symboliser l'Allemagne éternelle autour de la cathédrale. Les grands architectes hitlériens avaient prévu de déplacer la gare de l'autre côté du Rhin, sur la rive droite, face à la vieille ville. Mais le Führer n'a pas eu le temps de réaliser ses desseins architecturaux. Dès 1939, plutôt que dans le génie civil, l'argent devait être investi dans l'armement.

De ces grands bouleversements concoctés dans les années 30, Cologne a hérité de deux grands axes qui traversent la ville du nord au sud et d'est en ouest. Après la guerre, Rudolf Schwarz, qui fut le grand maître du génie civil à Cologne de 1946 à 1950, s'est efforcé de transiger avec l'héritage nazi, l'aspiration des habitants à retrouver des rues et des zones à caractère humain et la nécessité de développer un réseau propre à l'essor de la circulation automobile tel que le miracle économique pouvait en augurer. Or il apparaissait évident que les Korridorstrassen, les rues-corridor conçues par les ingénieurs du III<sup>e</sup> Reich, convenaient parfaitement à ce développement du trafic routier des années 50. Rudolf Schwarz conserva l'axe est-ouest, qui devient la Hahnestrasse, et développa un nouvel axe nord-sud, la Nord-Süd Fahrt.

L'idée de Schwarz était de créer des îlots de civilisation dans la ville, des « cités dans la cité ». C'est ainsi que la vieille ville fut divisée en rues étroites et en zones « historiques ». De ces années 50 date aussi la notion de « ville double » développée par Rudolf Schwarz : au nord devaient être installés les quartiers industriels ; au sud, les quartiers culturels et commerciaux. Un détail au passage : le tracé de la ville tel qu'il fut conçu en 1950 est conforme à celui d'une « table-ronde », ce que l'on appelle en Allemagne une Nierentisch.

### La maison Bleu et Or

Or, pour les Allemands, la Nierentisch est plus qu'une table, c'est un symbole, celui d'une époque où l'Allemagne commence sa reconstruction, le début aussi de la toute jeune République fédérale (la RFA est dotée de la Loi fondamentale qui lui sert de Constitution en 1949). « En découvrant que le tracé de Cologne en 1950 collait au concept de Nierentisch, nous avons ressenti une sorte de joie », raconte Ulrich Krings, comme si la logique avait trouvé son accomplissement naturel dans la réalisation du nouvel urbanisme de l'après-guerre.

Au nombre des bâtiments des années 50 qui présentent un certain intérêt, on notera le centre commercial et d'habitation le long de la Nord-Süd Fahrt, vers la Glockengasse, construit entre 1954 et 1957, les magasins bâtis



en 1949 le long de la Hahnestrasse par Wilhelm Riphan, l'église évangélique Luther-Notkirche, de Köln-Mulheim, construite en 1949, la superbe entrepôt de la firme 4711 (qui fabrique la fameuse eau de Cologne), situé Venloerstrasse et qui fut réalisé en 1950, la pergola du Rheinspark, érigée en 1957, la maison Bleu et Or, au centre-ville, où se trouve une exposition des produits de 4711 et qui fut construite en 1952... sans oublier les maisons particulières essentiellement regroupées dans le quartier résidentiel de Rodenkirchen, au sud de Cologne, le long du Rhin.

reconstruction des églises romanes. Une entreprise qui a duré quarante ans. Jusqu'en 1982, l'Église, le Land, la ville et le gouvernement fédéral ont investi 250 millions de marks (850 millions de francs) pour remettre sur pied douze églises romanes à Cologne.

A cette date, voyant l'intérêt de la nouvelle génération pour la reconstruction de la ceinture d'églises romanes qui entoure Cologne, la ville lança le projet d'une association de soutien. Le but ? Que quarante ans après la fin de la guerre, en 1985, les douze principales églises romanes de Cologne soient rebâties. Pari tenu grâce au soutien de trois mille cinq cents Coloniais qui vinrent adhérer spontanément à l'association. Aujourd'hui, les églises romanes se visitent, elles ont pour noms : Sankt-Andreas, Aposteln, Cäcilien, Georg, Gereon, Kunibert, Maria-Im-Kapitol, Maria-Lyskirchen, Gross-Sankt-Martin, Pantaleon, Severin, Ursula... « En fait, il faut continuer de restaurer, explique Ulrich Krings. Les pierres viennent de la région de l'Eifel, les ouvriers aussi... »

Quant à la cathédrale, elle aussi est en restauration permanente. Et cela coûte 5 millions de marks (17 millions de francs) par an. A noter : Cologne dispose d'un conservateur uniquement assigné à l'entretien de l'édifice, ainsi qu'une équipe d'artisans qui lui est également attachée. On y rencontre, de temps à autre, des compagnons français qui élargissent la tradition des bâtisseurs de cathédrales et du tour de France... à l'Europe.

n'a provoqué  
d'enfant malforme  
Laboratoires Roussel

demande une enquête  
Le Patriarche

TABLE  
de la S...  
1/7/88

RENAULT  
SUPERCINQ



A la suite d'un mouvement de grève aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) la distribution du « Monde » daté vendredi 11 novembre a été très perturbée. Nos lecteurs trouveront dans ce cahier les pages essentielles de ce numéro ainsi que « le Monde des livres ».

Débats ..... II  
Etranger ..... III à V  
Politique ..... VI et VIII  
Culture ..... XVII  
Economie ..... XXV  
Carnet ..... XVII

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13620

- VENDREDI 11 NOVEMBRE 1988

## Pas de trêve monétaire pour George Bush

Mieux vaut Bush que Dukakis, mais le nouveau président américain ne pourra pas compter sur une lune de miel avec les marchés financiers. Tel a été le clair et brutal message délégué en vingt-quatre heures par la baisse de Wall Street et par l'affaiblissement du dollar sur toutes les places. Trois chiffres en effet hantent l'esprit des investisseurs et les salles de change : le déficit budgétaire des Etats-Unis, de l'ordre de 150 milliards de dollars ; celui du commerce extérieur, encore, de 130 milliards en raison d'importations toujours élevées - et leur corollaire, une dette extérieure de 400 milliards de dollars.

Trois chiffres qui posent autant de points d'interrogation quant à la volonté des Etats-Unis de jouer leur rôle dans le délicat exercice de la concertation internationale. Assurer une meilleure coordination de la gestion économique des principaux pays industrialisés devient impératif si Washington entend de ses partenaires l'essentiel de l'effort à fournir.

La trêve monétaire de la campagne électorale avait été d'autant mieux respectée que certains signes de ralentissement perceptibles entre-Atlantique, conjugués à la chute des cours du pétrole, cette dévaluation éloignent le risque d'une résurgence de l'inflation. Les derniers indices, et notamment le recul du chômage en octobre, ont singulièrement réduit cet espoir.

Chacun réclame désormais des mesures concrètes pour calmer l'appétit des consommateurs et réduire la ponction des dépenses publiques américaines. Les calendriers politiques sont parfois bien mal adaptés aux nécessités économiques. Jusqu'en 20 janvier et à l'arrivée de George Bush à la Maison Blanche, l'équipe Reagan sera tentée de temporiser. Or deux mois représentent une longue attente pour les marchés financiers. Trop longue en tout cas pour que le vainqueur du scrutin du 8 novembre puisse se permettre de laisser ses proches collaborateurs prononcer, ne serait-ce qu'à titre personnel, des petites phrases déstabilisatrices.

Tel a pourtant été le cas de Martin Feldstein - ancien responsable des conseillers économiques de la Maison Blanche. Son analyse est connue de longue date : la correction des déficits extérieurs américains, trop lente, exige, selon lui, un coup de pouce sous forme d'une dévaluation de 15 à 20 % du dollar. En le répétant mercredi 9 novembre, il a semé le trouble. Envisager un dollar à 100 yens et 1,45 mark alors que les banques centrales ont le plus grand mal à le maintenir autour de 125 yens et 1,80 DM, a dangereusement conforté la volonté des investisseurs de voir chuter le billet vert. Contraints d'intervenir avec la Réserve fédérale, pour calmer le jeu, la Banque du Japon a lancé un appel aux Européens pour qu'ils viennent à la rescousse. Leur réponse aura valeur de test. L'Europe ne considère-t-elle pas que le dollar est déjà sous-évalué ? Les semaines qui viennent s'annoncent délicates. Le krach boursier d'octobre 1987 l'avait spectaculairement confirmé. Rien n'est plus important, en période de nervosité des marchés, que le sang-froid et la concertation. Au petit jeu des phrases assommées personne n'est gagnant.

(Lire nos informations pages III et IV.)

## La préparation des réformes

### Un gouvernement rénové à pied d'œuvre en Algérie

Quatre jours après avoir été nommé premier ministre par le président Chadli, M. Kasdi Merbah a formé, mercredi 9 novembre, un gouvernement largement rénové, en prenant soin de s'entourer d'une équipe faite pour durer.

Il doit présenter dès samedi son programme à l'Assemblée nationale populaire, pour pouvoir s'atteler au plus vite à la mise en œuvre des réformes que le chef de l'Etat préconise.

En sortant du bureau du président Chadli, qui venait de le charger de former un gouvernement, samedi 5 novembre (le Monde du 8 novembre), M. Kasdi Merbah s'était engagé à constituer son cabinet « avant la fin de la semaine ».

Le week-end commence le jeudi en Algérie, où le jour de repos hebdomadaire est fixé au vendredi, comme c'est le cas dans de nombreux pays musulmans. M. Merbah a tenu sa promesse en présentant son équipe au président mercredi après-midi 9 novembre.

Le premier ministre, désormais responsable devant l'Assemblée nationale de la politique menée par son gouvernement, comme le prévoit la Constitution amendée par référendum, le 3 novembre, dirigera une équipe de vingt-deux ministres, dont treize nouveaux

venus. Neuf membres de l'ancien cabinet restent en place : cinq conservent leur poste, quatre changent de portefeuille. Dix-sept personnes quittent complètement le gouvernement.

Chaque fois qu'il avait eu l'occasion de s'exprimer publiquement, ces derniers temps, M. Chadli avait souhaité, dans ses discours, voir appliquer le principe de « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ».

Cet appel aux compétences n'avait pas été particulièrement entendu au cours de ces dernières années. Le chef de l'Etat, qui était également chef du gouvernement, n'avait, du reste, pas pris l'initiative lui-même d'injecter du sang neuf à la tête de l'Etat, sauf à doses homéopathiques.

FREDERIC FRITSCHER.

(Lire la suite page V.)

## Plusieurs services publics perturbés par des conflits localisés

### Les autorités durcissent le ton face aux grévistes des Postes



Après les propositions faites par M. Durafour aux syndicats de la fonction publique, MM. Mitterrand et Rocard ont clairement précisé, mercredi 9 novembre, qu'il n'était pas question de revenir à un système d'indexation des salaires sur les prix et que l'embellie économique restait fragile. La FEN a décidé de signer l'accord proposé, tandis que les autres syndicats consultent leurs instances.

La situation reste toujours aussi confuse dans les PTT, les camionneurs parisiens n'ayant pas décidé la reprise du travail. Des conflits sociaux localisés continuent dans plusieurs entreprises du secteur public, notamment à la SNCF, à EDF et à la Sécurité sociale.

(Lire page XIX les articles d'ANNE CHEMIN et de FRANÇOIS SIMON.)

## Du Canada à l'Europe

### Marché unique, société partagée

Retournement de situation sans précédent au Canada : le Parti libéral, dirigé par M. John Turner, se trouve cette semaine nettement en tête de l'ensemble des sondages. A la fin du mois d'octobre, le Parti conservateur au pouvoir était encore donné bon favori pour les élections du 21 novembre. Le débat sur l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis semble être à l'origine de ce brusque changement d'opinion. Au Canada comme en France, face aux perspectives d'ouverture des marchés, les opinions publiques sont partagées.

Traité de libre-échange américano-canadien, marché unique européen : l'histoire multiple de surprenantes ruptures qui, en

se produisant, creusent des fossés immenses entre décisions politiques et consentement populaire, entre actes gouvernementaux et sociétés civiles, ou opinion publique.

Au Canada, lundi 21 novembre, on votera conservateur, libéral ou Nouveau Parti démocrate pour dire qu'on accepte ou qu'on refuse le traité de libre-échange qui doit théoriquement entrer en vigueur avec les Etats-Unis le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

La surprise - car c'en est une - est depuis quelques semaines la formidable remontée des libéraux conduits par M. John Turner, hostile au traité, un leader politique sur lequel pas un Canadien avisé n'aurait parié un dollar il y a un mois, tant étaient mauvaises ses prestations, confuses ses prises de position. La victoire du Parti conservateur de

M. Brian Mulroney - l'actuel premier ministre - ne faisait alors aucun doute et avec elle la ratification du « free trade agreement ».

En Europe, la perspective d'un marché unique au sein duquel circuleront librement les hommes, les biens, les services et les capitaux, à partir des années 90, avait été bien accueillie ; elle commence à susciter pas mal d'inquiétudes. On en trouve les traces dans les scores relativement bons obtenus aux élections législatives de juin par le Parti communiste et d'une certaine façon aussi par le Front national, malgré son recul, qui sont les seules formations politiques résolument hostiles au projet.

Il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup après de certains dirigeants du RPR pour obtenir d'eux l'aveu que ce fut une erreur, lors de la campagne élec-

torale, de prendre fait et cause pour le marché unique de 1993, qui réserve probablement aux Français bien des surprises et pas mal de désagréments. M. Raymond Barre enfin, en Européen convaincu, ne cache pas les craintes qu'il a de voir l'opinion publique évoluer défavorablement sur ce terrain.

Au Canada, des efforts importants ont été faits depuis 1986 par le gouvernement conservateur en place depuis 1984 pour informer les milieux d'affaires et les éclairer sur les conséquences du « free trade agreement ». On aurait tort de croire que l'affaire allait de soi, c'est-à-dire qu'il existait un consentement spontané. En 1911, des élections avaient été perdues sur le même sujet et la partie s'était jouée dans les milieux d'affaires.

ALAIN VERNHOLEX.  
(Lire la suite page XLX.)

**Sommet RPR-UDF**  
Les centristes mis en demeure de choisir  
PAGE VIII

**La loi sur l'audiovisuel**  
Le Sénat modifie la composition du futur conseil supérieur  
PAGE VI

**Jean Monnet au Panthéon**  
L'hommage de M. Mitterrand  
PAGE XVII

**Discussion budgétaire**  
Le budget de l'industrie « réservé »  
PAGE VI

**Polémique sur l'Opéra-Bastille**  
Le point de vue de Patrice Chéreau  
PAGE XVII

## Le Monde

### LIVRES

■ Lettres portugaises : rencontre avec José Saramago ; deux romans de la vie intérieure : Vergílio Ferreira et Almeida Faria ; Maria Juilite de Carvalho ou la beauté de l'épure ; Eduardo Lourenço, de Portugal à l'Europe ; la chronique de Nicole Zand : Navigations insulaires. ■ J.J. Sabinger, l'introuvable, par Hector Bianciotti. ■ Primi Visconti, un Italien à la conquête de Paris, par Françoise Chaudenay. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Julien Gracq. Pages IX à XVI

### Accord entre huit journaux européens pour les offres d'emplois

« Le Monde » et sept autres journaux européens s'associent pour créer une rubrique commune d'offres d'emplois destinées aux cadres.

Lire page XVIII

## GRAND PRIX DE L'HISTOIRE

ANDRÉ ZYSBERG  
**LES GALERIENS**  
Vies et destins de 60 000 français sur les galeries de France 1680-1740

Un livre merveilleusement écrit... Un grand sujet qui frappe notre temps, du fait de cette expression devenue populaire "la galère".

Georges Duby, de l'Académie française

Collection L'Univers historique  
Relié 190 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh. ; Tunisie, 600 fr. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Espagne/Mexique, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Gr.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Inde, 1 700 L. ; Liban, 6 000 LL. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

# Débats

## SERVICES PUBLICS

### Réhabiliter l'Etat

Par ANDRÉ GRJEBINE

DEPUIS quelques années, le libéralisme, triomphant dans les discours sinon dans les résultats, ne voit dans l'Etat qu'une entrave au développement économique et dans tout fonctionnaire qu'un bureaucrate inutile. La dégradation des services publics constitue la contrepartie logique de la disgrâce des fonctionnaires. Ces deux phénomènes illustrent la paupérisation de l'Etat, récemment dénoncée par Michel Rocard (1).

La révolte d'agents publics dont les emplois sont, de l'avis général, de première nécessité, difficiles et mal rémunérés secoue la léthargie qui accompagnait jusqu'alors l'affaiblissement de la puissance publique. Quelle que soit l'issue de ces mouvements sectoriels, le gouvernement devra saisir le problème de l'Etat à bras-le-corps avant que ne s'étende le mécontentement déclaré des fonctionnaires et diffus des usagers.

#### Choix de scénarios

Mais la réhabilitation de l'Etat ne doit pas signifier un retour aux errements qui en ont fait une cible facile pour ses contempteurs. Il convient de concilier l'efficacité économique et la solidarité sociale et non de privilégier l'une au détriment de l'autre. C'est pourquoi aucune des conceptions qui ont prévalu depuis la guerre ne paraît satisfaisante aujourd'hui.

Dans les années 50 et 60, les politiques expansionnistes ont

impulsé un développement économique sans précédent. Mais l'essor des services publics a d'autant plus favorisé une gestion laxiste que l'expansion autorisait une augmentation des prélèvements obligatoires quasiment indolore. Le ralentissement de la croissance a rendu cette progression plus difficilement supportable et les interventions publiques plus critiquables. Le désengagement de la puissance publique est devenu la nouvelle règle. L'appauvrissement de l'Etat est apparu comme la traduction dans la fonction publique de la politique d'assainissement brutale menée au sein des entreprises. Le moins que l'on puisse dire est que cette phase « libérale » n'a pas tenu ses promesses : le chômage a continué à croître et le déficit extérieur à s'aggraver.

Le rôle de l'Etat doit donc être redéfini. La tâche est ardue. Il s'agit, en effet, de choisir — ou de combiner — des scénarios qui, pris isolément, paraissent tous inacceptables.

1. Une régression de l'Etat : le scénario américain et sa variante européenne. Le transfert de la main-d'œuvre éliminée par l'industrie vers les services ne peut se faire spontanément qu'avec lenteur et à un coût social exorbitant. Deux variantes sont envisageables en fonction de la flexibilité de l'économie et de la politique macroéconomique appliquée.

Dans la variante américaine, ces deux facteurs ont joué pleinement en faveur de la création d'emplois, surtout au cours des cinq dernières années. De ce fait, de 1970 à 1987, les Etats-Unis ont créé 31 millions d'emplois, dont près de 11 millions depuis 1983, contre 0,5 million en France, 0,1 million au Royaume-Uni et une perte de 1 million d'emplois en RFA. Mais ces créations d'emplois se sont faites au prix d'un renforcement prononcé des disparités sociales et de l'appauvrissement d'une large partie de la population (2). Cette stratégie suppose, en effet, non seulement la flexibilité et l'insécurité du marché du travail, mais également que les revenus annexes (allocations sociales) ou en nature (soins, éducation) soient suffisamment réduits pour que les salariés licenciés acceptent n'importe quelle tâche pour survivre.

Enfin, la stratégie américaine n'est concevable que si l'initiative privée n'est pas défaillante. Le moins que l'on puisse dire est que nos entrepreneurs n'ont pas démontré, au cours des années récentes, une capacité à créer des emplois comparable à celle de leurs homologues américains.

La variante européenne de cette stratégie « libérale » ne peut même pas mettre à son actif la réduction du chômage. Compte tenu des rigidités inhérentes à nos

sociétés et faute d'une politique économique expansionniste, plutôt qu'une baisse des salaires on observe le développement d'un chômage de longue durée. L'Allemagne compte principalement sur sa décroissance démographique pour obtenir une amélioration de l'emploi au cours des prochaines années. En revanche, si la tendance des années 1984-1987 se poursuit, le taux de chômage atteindra, en France, 11,6 % de la population en 1990, 13,5 % en 1995 et 15,9 % en l'an 2000 contre 10,2 % aujourd'hui.

2. Une expansion de l'Etat : le scénario suédois. Contrairement au scénario américain, en Suède la solidarité sociale apparaît comme une condition de l'efficacité économique. Les salaires sont relativement élevés et leur éventail est resserré. La flexibilité et la mobilité de la main-d'œuvre résultent d'abord d'une régénérescence permanente du tissu économique par la formation (scolarité, contrats-formation, recyclage), et des aides au placement de la main-d'œuvre (recherche d'emploi, prise en charge du déménagement, etc.). En même temps, la création d'emplois publics rend le redéploiement d'autant plus acceptable qu'il est sans risque pour les salariés. De 1970 à 1983, l'industrie a perdu 358 000 emplois dont 165 000 pour l'industrie manufacturière,

mais 568 000 emplois ont été créés dans le secteur public et près de 100 000 dans les services privés.

A première vue, la multiplication des emplois publics a réduit la productivité moyenne de l'économie suédoise. Mais, pour établir des comparaisons valables, il faut tenir compte non seulement de la productivité des travailleurs pourvus d'un emploi, mais également de la productivité — nulle — des chômeurs. La comparaison tourne alors nettement à l'avantage de la Suède. De plus, si la productivité d'un grand nombre d'emplois publics est sans doute insuffisante, cela ne signifie pas qu'il faille négliger pour autant les besoins réels qu'ils permettent de satisfaire. Enfin, il ne s'agit que de traverser dans les meilleures conditions une phase de transition. Dès à présent, en Suède, un secteur privé revigoré tend à redevenir le principal pourvoyeur d'emplois. Cette stratégie a certes un coût élevé en matière de prélèvements obligatoires — 53,5 % du PIB en 1986 — mais le gaspillage des ressources humaines n'hypothèque-t-il pas bien davantage une économie ?

3. Une rénovation de l'Etat. L'opposition entre l'Etat libéral et l'Etat tautocrate paraît dépassée. Les excès aussi bien du scénario américain que du scénario suédois peuvent sans doute être évités à condition de repenser le rôle de l'administration comme créatrice d'emplois et prestataire

de services. Un réexamen de la gratuité des services publics et des rémunérations des fonctionnaires s'impose en vue de renforcer la productivité de l'Etat.

Comment permettre à l'Etat ou aux collectivités locales de susciter de nombreuses créations d'emplois, sans accroître les prélèvements obligatoires, si ce n'est en rendant payants les services publics ainsi développés ? La gratuité d'un service public équivaut à une subvention accordée à ses bénéficiaires et non à ses prestataires. Elle n'a donc rien à voir avec les modalités de sa création.

#### Unité d'apparence

Comment pourvoir les postes vacants dans l'enseignement ou réduire le nombre d'infirmières qui quittent rapidement cette profession faute d'obtenir des conditions jugées acceptables, sans alourdir les dépenses publiques, si ce n'est par une mise à plat de la grille de la fonction publique ? Ce secteur présente avec l'agriculture ce trait commun qu'une apparente unité cache des disparités considérables et permet à des corporations puissantes et bénéficiant de privilèges importants de les préserver en se réclamant d'un « désintéressement » qui caractérise effectivement des instituteurs ou des infirmières. La loi de l'offre et de la demande n'est que rarement appliquée pour la fixation des traitements publics. Mais si pour certains d'entre eux cette transgression joue à la baisse, pour d'autres elle opère, de toute évidence, à la hausse et assure à leur détenteur des revenus que le libre jeu du marché ne leur aurait pas permis d'obtenir.

Chacun de ces scénarios soulève des problèmes brûlants, sinon tabous. L'attachement aux avantages acquis est si grand que toute remise en question est explosive. Une réforme radicale paraît donc inconcevable. Il est tentant de traiter ces problèmes au fur et à mesure que des occasions se présentent, notamment quand le malaise d'une catégorie sociale perçue comme défavorisée par la collectivité nationale rend plus acceptables les sacrifices demandés aux autres. Reste à savoir si cette stratégie ne porte pas en elle un risque de contagion. En toute hypothèse, le débat sur l'avenir de l'Etat ne saurait être étouffé, à moins d'accepter un pourrissement de la situation marquée par une progression durable du chômage et un mécontentement croissant aussi bien des prestataires que des utilisateurs de services publics de plus en plus délabrés.

(1) L'Expansion, septembre 1988.  
(2) Les Mécanismes de la création d'emplois : les enseignements à tirer de l'expérience américaine, OCDE (à paraître), automne 1988.

### La fin des syndicats ?

Par G. PERRIER (\*)

paru au profit de permanents et d'apparatchiks !

Les syndicats n'ont pas su garder le contact avec les catégories nouvelles de salariés, jeunes techniciens et agents de maîtrise, cadres et ingénieurs. Ils n'ont pas su modifier leur comportement et leur langage. Face aux nouvelles technologies, leurs positions réservées sinon frileuses les ont marginalisées. Nettement en retrait par rapport aux techniques modernes de management participatif (groupes de progrès et de concertation, cercles de qualité...), ils sont apparus singulièrement conservateurs et prudents. Par contre, entre 1981 et 1988, ils se sont fourvoyés, pour certains d'entre eux, dans des prises de position politiques, ce qui a entraîné parfois de douloureux recadrages.

Tandis que le monde bouge, les syndicats restent immobiles et myopes ; à quelques excep-

(\*) Président de la Société industrielle de Mulhouse.

tions près, aucune réflexion en profondeur, pas de véritable prospective, alors que dans le même temps la formation des hommes et l'organisation des entreprises évoluent considérablement.

Les syndicats — de salariés ou d'encadrement — sont tout juste capables de prendre le train en marche pour réclamer des augmentations de salaires sans s'être penchés sur la transformation d'une profession, la nécessité d'un statut ou simplement le besoin de considération. Les salariés s'habituent à poser directement leurs problèmes aux directions d'entreprise ou d'établissement et à les régler sans intermédiaires. Ce nouveau type de dialogue social est à la fois réconfortant et dangereux. Le CNPF reste étonnamment discret, les pouvoirs publics sont pris à contre-pied.

S'ils ne réagissent pas, les syndicats actuels vont continuer de décliner. Or nous avons besoin de syndicats modernes et forts. Puissent les nouveaux leaders les comprendre avant qu'il ne soit trop tard !

#### BIBLIOGRAPHIE

« A vous de juger », de Jean-Paul Jean

### La justice sans balance

Voici un livre drôle et pourtant sérieux. Il y est question de justice sans grandiloquence ni phraséologie, à l'aide d'exemples concrets et souvent humoristiques. Point de théorie pesante, mais un démontage d'horloger de la machine judiciaire, de ses us indéchiffrables et de ses travers fort nombreux.

Jean-Paul Jean, l'auteur de cette introspection décapante, est un magistrat, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, aujourd'hui conseiller technique au cabinet de M. Claude Evin, ministre de la Solidarité. Longtemps juge de base en province, il connaît son monde judiciaire et en dénonce les faiblesses avec verve et parfois férocité. Sa documentation est solide, de sorte que son livre instruit en même temps qu'il amuse et donne à réfléchir.

« Les femmes aussi portent la robe », écrit-il, pour rappeler que les magistrats sont aujourd'hui, à 39 %, des « magistrats », une proportion qui atteindra 50 % en 1995. Cette féminisation ne va pas sans grincements ni malentendus, comme en

témoigne ce coup de téléphone passé un jour par un brave gendarme : — « Allô ! J'ai demandé le substitut de permanence. — Voix de femme : — C'est elle-même. — Non, je n'ai pas demandé la secrétaire, c'est une affaire importante. — Ce n'est pas la secrétaire ; vous parlez à M<sup>me</sup> S., la nouvelle substitut. — Ah bon ! (court silence) En fin de compte, ça tombe bien, il s'agit d'un viol... »

Gendarmes et policiers devront se faire à cette féminisation de la magistrature, qui, pour le reste, évolue peu et qu'imprègne le conservatisme. Les six mille magistrats juvénis, en début de carrière, de garder « religieusement » le secret de leurs délibérations. Cette obligation « religieuse », qu'impose aux magistrats un Etat pourtant laïc, dit assez le caractère quasi surnaturel des pouvoirs qui leur sont ainsi conférés lorsqu'ils passent de la condition de

« bébés-touque » (le surnom des élèves-magistrats) à celle de juge à part entière.

Le décorum lui-même trahit les pesanteurs de l'institution, décorum minutieusement codifié et destiné, on le suppose, à inspirer aux justiciables un respect lui aussi « religieux ». Voici, par exemple, la description de la tenue imposée aux magistrats de la Cour de cassation : robe noire à grandes manches, sinarve de soie noire, épitoge bordée de fourrure blanche, ceinture de soie rouge à glands d'or, toque de velours noir bordé d'un galon d'or et cravate blanche plissée.

La justice gagnerait à devenir un service public « de proximité », suggère Jean-Paul Jean, plutôt que d'obliger les magistrats à siéger ainsi en majesté. Les Français attendent d'abord d'elle des décisions rapides, concrètes et de bon sens. Quelles réflexions ce décorum peut-il inspirer, par exemple, à ces dix mille locataires d'appartements qui ont dû attendre 1987 pour que la justice statue sur des maléfiques (des infiltrations d'eau) datant de 1967 ?

« La justice sans balance » (s'en balance ?) Tel est le sentiment que l'institution judiciaire inspire fréquemment aux justiciables. Jean-Paul Jean explique cette suspicion en montrant fort bien que le « tarif » n'est pas le même selon que la victime ou le délinquant est puissant ou misérable. La Cour de cassation a, par exemple, considéré comme légitime le licenciement d'un employé de grand magasin coupable d'avoir dérobé une paire de lacets. A l'opposé, ceux qui fraudent gravement le fisc courent moins de risques de se retrouver dans le box d'une chambre correctionnelle.

Tel est le procès que Jean-Paul Jean instruit contre la justice, pièces à conviction à l'appui, sous un titre en forme d'invective aux Français à se faire juges, à leur tour, de « leur » justice. A vous de juger. Après tout, ladite justice n'est-elle pas rendue « au nom du peuple français » ?

BERTRAND LE GENDRE.  
\* Jean-Paul Jean, A vous de juger. Illustré par Siné. Editions Bernard Basset, 1988, 212 pages, 120 F.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Les quatre années de la Grande Guerre ont été pour les pays belligérants une épreuve telle que le XX<sup>e</sup> siècle n'a fait une entrée rapide et fracassante dans les sociétés européennes, bousculant les habitudes et les certitudes d'un autre temps. Aussi n'est-il pas inutile de suivre de près les étapes de ce changement décisif, en retournant sur le terrain, c'est-à-dire aux témoignages qui seuls peuvent donner à l'histoire les couleurs de la vie.

456 p. 120 F.



ÉTATS-UNIS : après l'élection de M. George Bush à la Maison Blanche

Les réactions enregistrées de par le monde à l'élection de M. George Bush sont, dans l'ensemble, largement positives. A Paris, M. Mitterrand s'est réjoui « de l'élection d'un homme qui nourrit pour la France et ses dirigeants l'estime et l'amitié » et prévoit qu'il se trouvera à ses côtés « lorsqu'il s'agira d'ouvrir pour construire un monde plus pacifique, plus généreux et plus solidaire ».

Mme Thatcher, elle, est enthousiaste. Demeurée éveillée jusqu'à 5 heures du matin le 9 novembre, elle a immédiatement félicité l'élu par téléphone, nous indique notre correspondant Dominique Dhombres. « Votre expérience sans pareille du pouvoir sera un atout exceptionnel pour l'OTAN et permettra à l'Amérique de continuer à conduire le monde occidental avec la fermeté nécessaire », lui a-t-elle déclaré.

C'est également par téléphone que le chancelier allemand Helmut Kohl a transmis ses « meilleurs vœux de succès » à M. Bush. Les deux hommes se verront, mardi prochain, au cours de la visite que le chef du gouvernement de Bonn doit effectuer à Washington.

Réactions presque uniquement favorables en Italie, hormis une notation du PC soulignant que le vote du 8 traduit « la peur du changement » des électeurs américains ; la presse suisse, les pays nordiques sont plus particulièrement sensibles à la « continuité » incarnée par le républicain.

C'est de Madrid que vient la note européenne la plus réservée. Sur deux thèmes chers à l'opinion, l'Amérique latine et le Proche-Orient, les socialistes espagnols au pouvoir sont en effet en opposition diagonale avec le « réaganisme ». M. Bush corrigera-t-il certaines « erreurs » de son prédécesseur ? Le ministre des affaires étrangères M. Fernandez Ordóñez en a exprimé l'espoir, nous indique, de Madrid, Thierry Mallinck.

Au Proche-Orient, l'expectative est de mise. Les dirigeants israéliens ont certes félicité « l'ami sincère » choisi par le peuple américain, selon le mot du premier ministre M. Itzhak Sh-

mir. Mais la presse s'attend que la « chaleur particulière » des « relations spéciales » avec Israël, qui avait marqué « l'ère Reagan » baissera « de quelques degrés », comme l'écrit le Jerusalem Post. Les réactions palestiniennes sont inquiètes, mais avec une touche de volontarisme confiant : ainsi le porte-parole de l'OLP à Tunis, M. Ahmed Abderrahman, a-t-il exprimé l'espoir que le nouveau chef de la Maison Blanche usera « de l'influence des Etats-Unis pour permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant ». Dans les pays arabes, on se montre volontiers satisfait de la défaite de M. Dukakis, répété plus lié au « vote juif », et en toute certitude médiocre commémorant d'une région infiniment complexe.

Dans un autre point chaud du monde tout proche, l'Afghanistan, on enregistre une réaction confiante des moudjahidines en guerre contre le gouvernement communiste de Kaboul : « J'espère que le nouveau gouvernement continuera dans la même voie » que l'administration Reagan, a déclaré Sibghatullah Mojaddidi, président par intérim de l'alliance de sept mouvements de guérilla basés à Peshawar, au Pakistan.

En Asie encore, le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est montré chaleureux : « En tant

qu'ami du peuple américain, nous sommes très contents », a-t-il déclaré. Il est vrai que M. Bush avait été, en 1974, le premier représentant de Washington à Pékin après le voyage historique du président Nixon en 1972 et avant la normalisation entre les deux pays.

La presse du Vietnam, pour sa part, exprime l'espoir que le nouvel élu adoptera une « attitude réaliste en Asie du Sud-Est » — une référence évidente à la situation au Cambodge, où Hanoi est profondément engagée.

En Afrique, enfin, la pierre de touche sera, estime-t-on ici et là, l'attitude de M. Bush envers l'Afrique du Sud. Le ministre des affaires étrangères de Pretoria, M. Pik Botha, a salué l'élection du républicain, non sans dissimuler sa crainte que le Congrès sous contrôle démocrate ne lui force la main pour durcir les sanctions imposées à Pretoria. Mgr Desmond Tutu, l'archevêque célèbre pour sa lutte contre l'apartheid, a indiqué que la plupart de ses frères noirs seraient prêts à accepter la victoire de M. Dukakis. L'Organisation de l'unité africaine a également souhaité voir M. Bush modifier la politique de Washington dans le sud du continent.

Guêpe d'apparence

Comment pourra-t-on réduire le nombre d'industriels qui quittent l'entreprise faute d'obtenir des conditions jugées acceptables, sans alourdir les dépenses publiques, si ce n'est par une mise à plat de la grille de la fonction publique ? Le secteur présente une apparence un peu décevante, mais elle est en fait une véritable guêpe d'apparence.

Quelques heures à peine après son élection, George Bush a annoncé sa première décision présidentielle : le choix d'un nouveau secrétaire d'Etat. Le poste, considéré comme le plus prestigieux du cabinet, reviendra à un ami de longue date du président élu, M. James Baker, qui vient de diriger de main de maître sa campagne, et a exercé dans le passé des fonctions de première importance.

Naturellement, tout se passera dans les règles. L'actuel secrétaire d'Etat, M. George Shultz, restera en poste jusqu'à la fin du mandat de M. Reagan, c'est-à-dire jusqu'au 20 janvier. M. Shultz, qui a exercé cette fonction éminente depuis plus longtemps qu'aucun de ses prédécesseurs, avait lui-même exprimé le désir de se retirer. Il a été nommé « excellent » le choix de son côté M. Bush couvrait M. Shultz de fleurs : la transition s'annonce douce et harmonieuse, c'est du moins, de

WASHINGTON de notre correspondant

Washington, 10 novembre. Quelques heures à peine après son élection, George Bush a annoncé sa première décision présidentielle : le choix d'un nouveau secrétaire d'Etat. Le poste, considéré comme le plus prestigieux du cabinet, reviendra à un ami de longue date du président élu, M. James Baker, qui vient de diriger de main de maître sa campagne, et a exercé dans le passé des fonctions de première importance.

Naturellement, tout se passera dans les règles. L'actuel secrétaire d'Etat, M. George Shultz, restera en poste jusqu'à la fin du mandat de M. Reagan, c'est-à-dire jusqu'au 20 janvier. M. Shultz, qui a exercé cette fonction éminente depuis plus longtemps qu'aucun de ses prédécesseurs, avait lui-même exprimé le désir de se retirer. Il a été nommé « excellent » le choix de son côté M. Bush couvrait M. Shultz de fleurs : la transition s'annonce douce et harmonieuse, c'est du moins, de

Aisance et naturel

En ce lendemain d'élection, M. Bush a d'ailleurs tout fait pour se montrer pondéré et raisonnable, désireux de penser les plaies ouvertes par la campagne électorale, au lieu de célébrer sa propre victoire. Et il l'a fait avec aisance et naturel, comme si ses nouveaux habits présidentiels lui convenaient mieux que son rôle un peu forcé de

politicien en campagne. Dès mercredi matin, M. Bush, à qui les journalistes ont amèrement reproché, ces derniers semaines, de les tenir systématiquement à distance, a donné une conférence de presse, en commençant par quelques paroles de conciliation à l'égard des représentants des médias.

M. Bush — en dehors de la nomination de Jim Baker — n'a rien déclaré de bouleversant, mais il n'a jamais paru en difficulté ou hanté par la peur de la gaffe, comme souvent par le passé. On a appris qu'il souhaitait rencontrer M. Gorbachev, mais pas seulement pour faire connaissance — d'autant que c'est déjà fait depuis longtemps. « Je suis sûr que des progrès seront réalisés », a-t-il déclaré, ajoutant que ces progrès ne devaient pas forcément porter sur les négociations START (sur la réduction des armes nucléaires stratégiques), et un sommet Bush-Gorbachev à relativement brève échéance est déjà envisagé. Mais M. Bush a conclu que la rencontre puisse se tenir avant la fin de l'année, comme la rumeur en avait couru.

M. Bush a sans cesse affirmé que l'aide aux « contras » du Nicaragua constituerait pour lui une « haute priorité », et a parlé de « faire pression » sur M. Daniel Ortega pour qu'il respecte ses engagements, mais sans être plus précis. La question de la reprise de l'aide aux « contras » avait été largement occultée pendant la campagne électorale, et elle est de toutes manières fort aléatoire en raison de l'attitude du Congrès, qui y est hostile. Mais la préoccupation essentielle de M. Bush était clairement de tendre la main à ses adversaires en expliquant que, « la campagne terminée », le pays avait à présent « soif d'harmonie », et que lui-même avait le désir de collaborer avec le Congrès.

C'est tout autant un désir qu'une nécessité, puisque les démocrates ont encore exercé leur domination sur le Congrès, et que la dureté de la campagne a clairement laissé chez certains élus, et plus encore chez nombre de militants, un désir de revanche.

A priori, le nouveau président ne devrait donc bénéficier d'aucune période de rémission de la part du Congrès, et déjà de nombreuses voix démocrates, y compris celle du vainqueur, M. Dukakis, s'élevaient pour affirmer que M. Bush n'a pas reçu de réel mandat de l'électorat qui a certes opté pour la continuité à la

Paroles encourageantes

En dépit de ces avertissements, les hostilités ne sont pas vraiment déclarées, et le pire n'est pas encore sûr. Les bonnes relations personnelles entretenues par M. Bush avec nombre d'élus et sa réputation d'homme de dialogue pourraient lui faciliter la tâche. Quelques démocrates éminents ont d'ailleurs eu des paroles encourageantes à son égard, y compris M. Lloyd Bentsen, collègue de M. Dukakis, et même des « libéraux » déclarés comme le sénateur Ted Kennedy ou le pasteur Jesse Jackson. Ce dernier a téléphoné à M. Bush pour le féliciter, et il a déclaré publiquement qu'il fallait prendre le président élu au mot et l'aider à rendre l'Amérique « plus douce et plus gentille », si telle est vraiment son intention.

Mais les difficultés qui attendent le nouvel élu ne viennent pas que du camp démocrate. Le sénateur Robert Dole, qui fut son principal rival au cours des primaires, et qui est toujours le leader des républicains au Sénat, a multiplié depuis mardi les remarques acides. De ce côté-là aussi, il faudra mettre beaucoup de bâtons sur les plaies. M. Bush pourra s'y employer pendant les soixante-douze jours qui le séparent de son entrée en fonctions.

Il a déjà désigné les responsables de son « équipe de transition » qui devra travailler, pendant cette période, en collaboration avec une équipe symétrique constituée par l'administration en place. Elle sera dirigée par deux des principaux responsables de sa campagne électorale, M.M. Craig Fuller et Robert Teeter, et devra compter plusieurs centaines de personnes — mais beaucoup moins tout de même que lors de la transition entre le président Carter et son successeur Ronald Reagan.

Les conditions sont évidemment bien différentes : autant, à l'époque, M. Carter était amer, autant, cette fois, M. Reagan semble euphorique à l'idée de passer ainsi le flambeau et « l'héritage » à son coéquipier. Les deux hommes, M. Reagan, paternel et chaleureux, et M. Bush, défréquent et soudain redevenu vice-président, se sont mutuellement congratulés lors d'une cérémonie symbolique à la Maison Blanche. Plus tôt dans la journée, M. Bush avait tenu à rappeler « l'évidence », à savoir que M. Reagan est toujours le président des Etats-Unis, et que lui-même n'entendait pas utiliser la période de transition « pour tenter d'influencer de manière illégitime ses décisions ».

JAN KRAUZE.

Le président Reagan ne participera pas à la conférence sur les armes chimiques. — La président Reagan — qui achève son mandat le 20 janvier — ne participera pas personnellement à la conférence de Paris sur les armes chimiques du 7 au 11 janvier, dont il avait proposé l'idée avec le président Mitterrand en septembre à l'ONU. Le général Colin Powell, conseiller du président américain pour les questions de sécurité, a précisé mercredi 9 novembre que M. Reagan, indépendamment des déclarations intriguées américaines, « estime, ainsi que la France, que la représentation doit être au niveau ministériel ». — (AFP).

La désignation du futur secrétaire d'Etat

James Baker ou le pragmatisme efficace

WASHINGTON correspondance

Dans ses rares moments de détente, James Addison Baker III chasse la dinde sauvage dans son Texas natal. Un gibier assez rare, exigeant un examen attentif du terrain, une longue attente à l'affût et une décision rapide pour tirer au moment approprié. Qualités de chasseur qui, appliquées à la politique, ont fait merveille en quelques années une insaisissable ascension.

Le virus du pouvoir ne l'a attendri que très légèrement. Après avoir étudié à Princeton et servi dans les « marines », ce patricien texan, issu d'une famille riche et descendant d'une grande lignée d'avocats remontant jusqu'en 1872, s'est contenté d'augmenter sa fortune dans un cabinet d'affaires connu de Houston. Il avait quarante ans quand un bon camarade de son club, un certain George Bush, alors député, lui demanda de l'aider dans sa campagne pour un des deux sièges de sénateur du Texas. James Baker, très affecté alors par la mort de sa première femme, qui lui avait laissé quatre enfants, accepta. Bush fut battu (par le sénateur Bentsen), mais l'apprenti stratège en politique se montra si doué qu'il réussit à réunir à Houston 80 % des suffrages pour son patron. L'échec créa les liens d'une solide amitié entre les deux hommes et marqua le début d'une carrière politique placée... sous le signe de l'opposition à Ronald Reagan !

En 1976, M. Baker dirigea la campagne de Gerald Ford, qui résista vigoureusement à l'assaut réaganien ; en 1980, il était au côté de M. Bush, qui, à l'époque, lutta dans les « primaires » contre M. Reagan. Suivant les conseils de son manager, Bush se retira de la compétition, obtenant en contrepartie une nomination à la vice-présidence. Bon prince, il renvoya l'ascenseur à Baker, en lui assurant par la suite un rôle

soif dans la campagne victorieuse de Ronald Reagan. Le président élu avait apprécié les qualités de cet ancien adversaire qui s'était imposé par sa puissance de travail, et plus encore par un instinct politique très sûr. Nommé chef d'état-major de la Maison Blanche en 1981, il domina rapidement ses



deux autres partenaires de la « triade », des « Californiens », aujourd'hui en totale déconfiture : Michael Deaver, condamné pour trafic d'influence à échappé de peu à la prison ; Edwin Meese a été contraint de quitter le ministère de la justice dans des conditions déshonorantes.

Mais les éléments de la « vraie » droite républicaine n'aiment pas ce converti de fraîche date au réaganisme et lui reprochent d'avoir poussé le président à renouer à l'orthodoxie américaine. A la Maison Blanche, il était devenu l'homme indispensable, travaillant quatorze heures par jour, sans doute pour compenser les longues absences présidentielles. Enfin, sa distinction, son élégance naturelle, pour tout dire sa classe, avaient impressionné la tâtillonne Nancy Reagan.

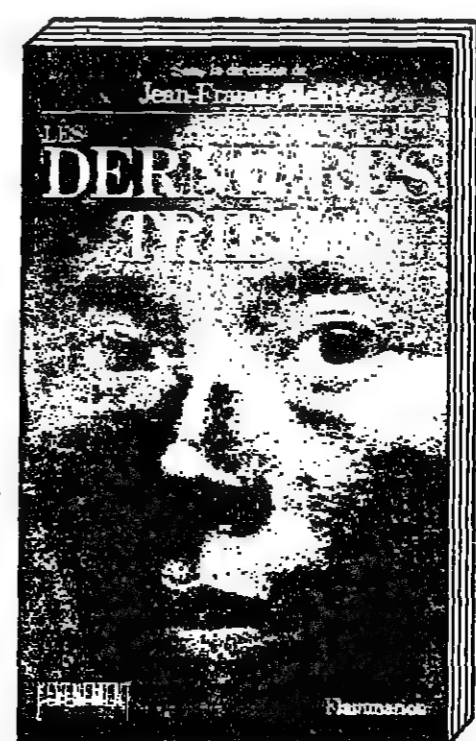
Au cours de ses quatre années passées à la Maison Blanche, James Baker s'est construit un petit réseau d'amitiés et de collaborateurs de talent, parmi lesquels Richard Darman et David Gergen, appelés sans doute à la suivre au département d'Etat. Tous ces réalistes, des modérés, opposent une sourde mais efficace résistance aux idéologies de la droite républicaine.

La « droite civilisée »

C'est à la Maison Blanche que Baker devint un « pro » de la politique, connaissant tous les détails du séail et du Capitole, cultivant des relations étroites avec les leaders du Congrès, utilisant les médias avec un subtilité par des conférences ou des fuites bien organisées. « Mon travail, a-t-il dit un jour, n'est pas de recommander au président un point de vue auquel je crois fermement, mais de lui faire savoir ce qui me semble politiquement préférable. » Mais, malgré son affirmation de vouloir rester en retrait, il aspirait, consistant de ses qualités, à entrer au gouvernement.

En février 1985, il saisit la chance que lui offrait Donald Regan, alors secrétaire au Trésor, très critiqué, qui lui proposa d'échanger leurs postes. Pragmatique par excellence, il favorisera l'évolution de la politique officielle. En acceptant le principe d'une coopération internationale en matière monétaire, il négocia d'apurement avec les leaders démocrates du Congrès une réforme fiscale d'envergure. Pourtant, lâché par les banques américaines, il essuya un échec dans ses tentatives pour parvenir à un règlement de la dette du tiers-monde. Homme des compromis par excellence, il estime qu'en politique il est inutile de transformer des adversaires en ennemis. Aux yeux de ses amis, il incarne le « conservatisme éclairé », la « droite civilisée » à quelque sorte, dont l'ambition est d'entrer un jour par le grand portique à la Maison Blanche. Bien sûr avec l'accord de son vieil ami Bush... HENRI PIERRE.

La fin des tribus. Nous allons tous y laisser des plumes.



Six tribus, six journalistes de l'événement du Jeudi, six témoignages : l'incroyable transformation des dernières sociétés « sauvages », à notre contact, appauvri l'humanité tout entière. Un autre regard sur le monde : celui de l'éthno-journaliste.

L'EVENEMENT Flammarion

# Amériques

## Les réactions après l'élection de M. George Bush à la présidence des Etats-Unis

### Soulagement sans enthousiasme à Moscou

MOSCOU de notre correspondant

« Américain attentif et raisonnable », selon les Nouvelles de Moscou, l'hébergement du gorbatchévisme, George Bush est pour les Soviétiques un homme avec lequel il sera parfaitement possible de négocier mais pour lequel on n'éprouve cependant pas d'enthousiasme particulier.

Sans doute a-t-on été soulagé de sa victoire attendue car M. Dukakis présentait pour Moscou l'inconvénient majeur d'introduire un fort élément d'incertitude.

D'un autre côté, pourtant, le nouveau président américain présente le triple inconvénient d'avoir eu pour secrétaire, comme ancien patron de la CIA, la lutte quotidienne contre l'URSS.

Le président sortant voulait, et presque à tout prix, rester dans l'histoire comme l'homme de la politique de « paix par la force » et le premier à avoir débouché sur un accord de réduction, et non pas seulement de limitation, des armes nucléaires. Le président élu, lui, ne peut avoir cette ambition, puisque la place est déjà prise, et il pourrait ainsi se révéler un interlocuteur plus coriace que son prédécesseur.

D'où l'extraordinaire balancement des réactions soviétiques qui mettent d'abord en avant les désirs parallèles des Américains et de l'URSS de progresser dans la voie du dialogue. Si l'Union soviétique « salue » l'élection du nouveau président des Etats-Unis, elle relève « avec satisfaction » que « les électeurs américains se sont prononcés ».

à en juger par les résultats des sondages, en faveur de la poursuite des pourparlers soviéto-américains sur le désarmement, et de l'élargissement de la coopération et des contacts (...) dans les domaines les plus divers ».

Cette position, a souligné M. Vadim Berfiliev le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, « bénéficie d'un large soutien, aussi bien parmi les libéraux que parmi les démocrates (et cela) facilitera à coup sûr le développement continu du dialogue entre nos deux pays ».

D'une phrase, c'était dire à la fois qu'on pouvait, puisque telle est la volonté populaire américaine, tabler sur la disponibilité de M. Bush au dialogue et qu'on compte aussi à cet égard sur le Congrès, où les démocrates ont légèrement renforcé leur majorité. Et en tout état de cause, on ne perd pas de temps. Depuis vingt-quatre heures, tous les commentaires soviétiques rappellent que le nouveau président a déclaré une priorité : rencontrer avec M. Gorbatchev qui, dès mercredi soir, lui a adressé un télégramme de félicitations.

« J'exprime l'espoir », déclare le secrétaire général, « que votre travail à ce haut poste servira la cause d'un nouveau développement de relations stables et conséquentes entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, et d'une amélioration générale de la situation internationale. Pour sa part, ajoute M. Gorbatchev, l'Union soviétique est prête à poursuivre et à approfondir dans la plus grande mesure possible des domaines une coopération soviéto-américaine mutuellement avantageuse ».

BERNARD GUETTA.

### Prudente réserve en Amérique latine

L'Amérique latine, et plus spécifiquement les pays de l'isthme central, ont accueilli l'élection de M. George Bush avec une prudente réserve, mêlée d'espoir. Les multiples échecs de la politique de M. Ronald Reagan dans le sous-continent — reconnus par l'élu d'aujourd'hui — avaient fait dire à de nombreux dirigeants latino-américains que, quel que soit le successeur de l'actuel président, le pire était passé.

Plusieurs chefs d'Etat ont félicité M. Bush, comme le Mexicain Miguel de la Madrid et son futur successeur, M. Carlos Salinas de Gortari. Le général Pinochet au Chili, M. Lusinchi au Venezuela, ou M. José Napoleón Duarte au Salvador ont, entre autres, fait de même.

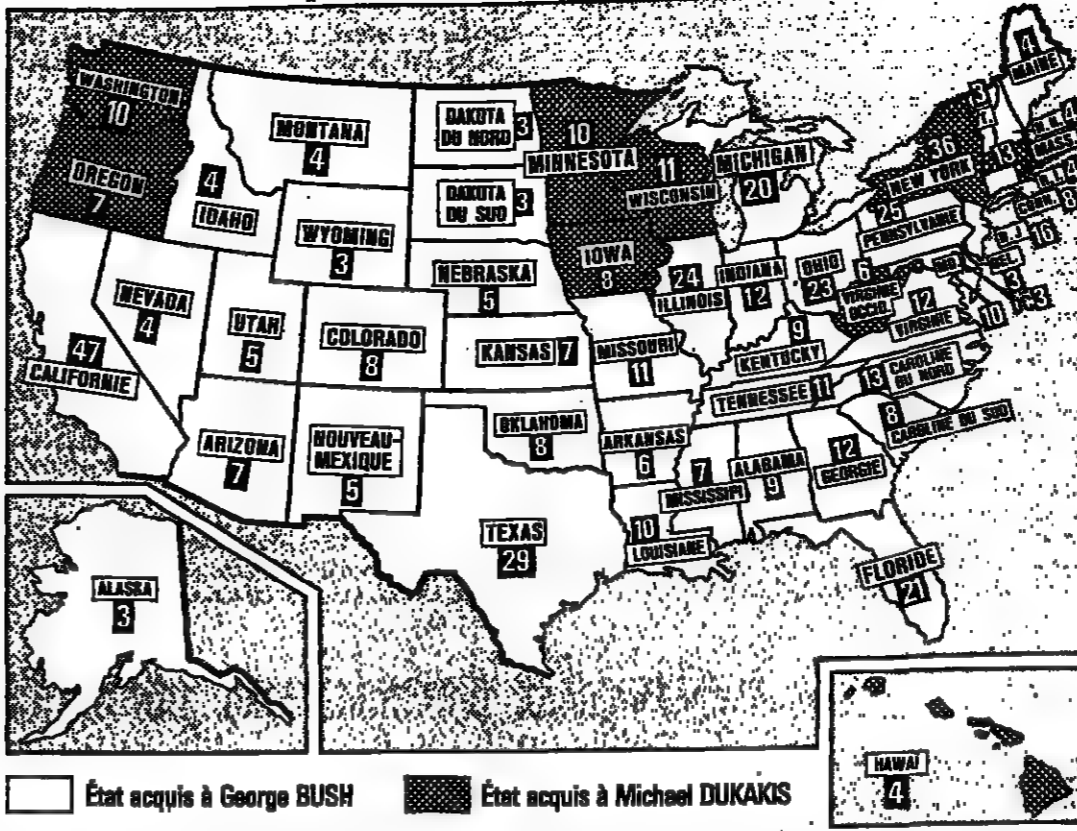
Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, initiateur du plan de paix pour l'Amérique centrale, a pour sa part, souhaité que le prochain gouvernement américain donne une chance à l'accord d'Esquipulas II. Au Nicaragua, le président Ortega a invité M. George Bush à des pourparlers de paix, en engageant à renoncer à la politique de soutien à la Contra. M. Adolfo Calero, l'un des dirigeants des rebelles anti-sandinistes, estime au contraire que l'arrivée du nouveau président américain préserve les chances des rebelles d'obtenir une nouvelle aide militaire des Etats-Unis.

Les autorités panaméennes se sont, elles, murées dans un silence encore plus absolu. L'homme fort du pays, le général Noriega, est, il est vrai, toujours au centre de la partie de bras de fer engagée par Washington. Les relations que le général a pu entretenir avec l'ancien directeur de la CIA lorsqu'il correspondait lui-même avec la centrale américaine n'ont pas, pour l'heure, aux déclarations publiques.

Les mêmes attitudes se sont, ailleurs, manifestées. L'homme fort du pays, le général Noriega, est, il est vrai, toujours au centre de la partie de bras de fer engagée par Washington. Les relations que le général a pu entretenir avec l'ancien directeur de la CIA lorsqu'il correspondait lui-même avec la centrale américaine n'ont pas, pour l'heure, aux déclarations publiques.

PHILIPPE PONS.

### La répartition des grands électeurs par Etat



Les chiffres en surimpression indiquent le nombre des grands électeurs pour chaque Etat ; il en fallait 270 au minimum pour assurer l'élection définitive du prochain président lors du vote des grands électeurs en décembre ; le District de Columbia (Washington), où M. Dukakis l'a emporté, en compte trois.

### Le résultat au Sénat

« Au Sénat, les démocrates ont gagné un siège. Ils restent majoritaires avec cinquante-cinq sièges contre quarante-quatre aux républicains (un siège est encore indéfini). Trente-trois sièges (sur trois du Sénat) étaient soumis à réélection le 8 novembre. Ont été élus :

(D) Nevada; Frank Lautenberg (D)\*, New-Jersey; Jeff Bingaman (D)\*, New-Mexico; Daniel Patrick Moynihan (D)\*, New-York; Quentin Burdick (D)\*, Dakota du Nord; Howard Metzenbaum (D)\*, Ohio; John Heinz (R)\*, Pennsylvanie; John Chafee (R)\*, Rhode-Island; Jim Sasser (D)\*, Tennessee; Lloyd Bentsen (D)\*, Texas; Orrin Hatch (R)\*, Utah; Jim Jeffords (R), Vermont; Charles Robb (D), Virginie; Sikes Gortari (R), Washington; Robert Byrd (D)\*, Virginie occidentale; Herbert Kohl (D), Wisconsin; Malcolm Wallop (R)\*, Wyoming; En Florida, où le décompte n'était pas terminé ce jeudi 10 novembre, l'avantage était au républicain Connie Mack.

\* (D) démocrate; (R) républicain; \* : sénateur sortant.

### Les douze gouverneurs élus

Douze postes de gouverneur (sur cinquante) étaient soumis à réélection. Ont été élus :

MM. Michael Castle (R)\* Delaware; Evan Bayh (D) Indiana; John Ashcroft (R)\* Missouri; Stan Stephens (R) Montana; Jim Gregg (R) New-Hampshire; Jim Martin (R) Caroline du Nord; George Siner (D)\* Dakota du Nord; Edward DiPrete (R)\* Rhode Island; Norm Bangertier (R)\* Utah; Madeleine Kunin (D) Vermont; Booth Gardner (D)\* Washington; Gordon Caperton (D) Virginie occidentale.

\* (D) démocrate, (R) républicain, \* : gouverneur sortant.

### Satisfaction à Tokyo et à Séoul déception à Manille

TOKYO de notre correspondant

Ce n'était un secret pour personne que les Japonais se méfiaient du démocrate Dukakis en raison des risques de renforcement du protectionnisme qu'il représentait. Ils préféreraient la continuité réaganienne incarnée par M. Bush. Ils sont donc aujourd'hui satisfaits.

Au-delà des déclarations de circonstances, les Japonais sont conscients, notamment au ministère des affaires étrangères, que Tokyo va devoir faire face à une pression politique et économique accrue de la part de Washington; c'était d'ailleurs prévisible quel qu'ait été le résultat de l'élection présidentielle. On s'attend à des exigences formulées de manière plus ferme que du temps de M. Reagan en ce qui concerne les questions financières et commerciales, mais aussi la sécurité.

Sur le plan économique, les Japonais sont soulagés d'avoir échappé à une double représentation des démocrates à la présidence et au Congrès : certaines déclarations de M. Dukakis, préoccupé des achats d'entreprises américaines par des étrangers, les avaient rendus nerveux.

M. Bush incarne une politique connue. Mais les Japonais n'en pensent pas moins qu'il sera sans doute plus sensible aux pressions d'un Congrès dominé par les démocrates, avocats du protectionnisme, que ne l'était son prédécesseur. Afin de contenir ces pressions, les Japonais ont mené depuis des mois de fébriles activités de lobbying aux Etats-Unis, y consacrant, selon Business Week, près de 50 millions de dollars (les agriculteurs et les constructeurs automobiles nippons étant les plus actifs).

C'est pour des considérations de politique commerciale analogues à celles des Japonais que les Coréens du Sud ont accueilli favorablement l'élection de M. Bush. L'administration Reagan s'était toujours opposée aux demandes des démocrates de fermer certains marchés aux

Coréens. En matière de défense, par ailleurs, M. Dukakis rappelait M. Jimmy Carter, qui s'était engagé à réduire la présence militaire américaine dans la péninsule : une initiative qui, à l'époque, avait été perçue comme un risque de déstabilisation.

La nouvelle administration n'en a pas moins fait face en Corée à un anti-américanisme grandissant, et qui n'est plus le seul fait des étudiants contestataires.

Le même anti-américanisme, les souvenirs encore vifs du régime Marcos ou l'amertume qu'a engendrés chez beaucoup le teneur du nouvel accord sur les bases ont sans doute avivé aux Philippines la déception provoquée par la défaite de M. Dukakis. Les Philippines sont traditionnellement favorables aux candidats démocrates. Le soutien, jusqu'à la dernière minute, de l'administration Reagan au régime Marcos et les déclarations de M. Bush lui-même en 1981 au dictateur déchu ont pour beaucoup de Philippines déçues à l'oublier.

PHILIPPE PONS.

### En attendant la mise en place de la nouvelle administration Les cartes de l'économie mondiale restent brouillées

Le parfum de continuité qui entoure la victoire de M. George Bush atténue les craintes quant à la transition entre l'élection du président et son installation à la Maison Blanche. Mais le flot des propos tenus durant la campagne électorale par le nouveau président américain laisse dangereusement ouvertes ces interrogations.

Le déficit budgétaire ? Les quelque 150 milliards de dollars de 1988 seront réduits d'ici à 1993 sans augmenter le moindre impôt, n'a cessé d'affirmer M. Bush. Pour lui, il convient simplement d'amener l'Etat à moins dépenser et à mettre en place un « gel flexible » des crédits fédéraux. C'est un peu court lorsqu'on sait que ces déficits, conjugués à une épargne insuffisante des ménages, obligent les Etats-Unis à vivre à crédit. Rendue tabou par la popularité des allègements fiscaux réalisés par M. Ronald Reagan, toute allusion à l'impôt a, comme par enchantement, disparu de la campagne électorale.

A une exception près qui ravit les milieux d'affaires : le nouveau président s'est engagé à ramener le taux sur les plus-values de 28 % à 15 %, voire à rétablir les crédits d'impôts pour investissement. Une approche trop vague pour être crédible, surtout face à un Congrès dont la majorité démocrate sort renforcée du scrutin du 8 novembre. Plus ou moins courtouement, les partenaires de Washington l'ont immédiatement souligné. La commission conjointe des deux Chambres, créée il y a un an pour surmonter l'obstacle budgétaire, ne le démentira pas. Elle devrait avant longtemps confirmer que, sans un allourdissement

du fardeau fiscal, la recherche d'un équilibre tient de la mission impossible.

Les déficits extérieurs du pays ? Une amélioration de la compétitivité américaine s'impose, a répété M. Bush. On s'en doutait. Reste à savoir comment. Libre-échangiste affiché, le nouveau président est resté prudent pour rassurer ses partenaires. Séduit par l'idée d'un pacte commercial avec le Japon, il lui reste toutefois à prouver sa bonne foi multilatérale. Comme sa capacité à résister à l'arsenal protectionniste mis en place avec la récente législation commerciale. Exigence de concessions réciproques, accords bilatéraux, possibilité de représailles, la « continuité » de ce domaine n'a rien d'une assurance tout risques pour la communauté internationale.

Quant à la politique monétaire des Etats-Unis, elle est encore à clarifier. La victoire du camp de James Baker, aujourd'hui promu au secrétariat d'Etat et qui a marqué, comme secrétaire au Trésor, le tournant pragmatique du second mandat Reagan avec la mise en place d'une concertation entre les sept principaux pays industrialisés, semble écarter le risque d'un sursaut isolationniste des Etats-Unis. Mais, pendant des semaines encore, cette concertation continuera de vivre.

« En attendant » le 20 janvier restera le leitmotiv de toutes les rencontres internationales, le but des actions coordonnées régulièrement administrées aux marchés financiers. Le mot d'ordre est simple : éviter le réveil brutal d'investisseurs, sceptiques de nature, et prompts à spéculer sur le moindre indice. La réalisation est

moins aisée, la baisse du dollar le jour même de la victoire de M. Bush le montre : la légère euphorie née d'une période de vive expansion mondiale masque mal d'inquiétantes fissures.

Le redressement du commerce extérieur américain s'annonce ainsi même que les excédents allemands et japonais augmentent à nouveau. De vieilles polémiques, aigries par une vive concurrence, vont réapparaître à l'occasion du bilan à mi-parcours des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, dès le 15 décembre à Montréal. Au jeu de « l'arc-boutant des cycles » consistant à stabiliser l'économie mondiale sans en passer par les purges de la récession, le groupe des Sept pourra-t-il tenir longtemps ?

Washington déient l'une des clés du problème. Tous les gouvernements des pays industrialisés se sont persuadés. Le nouveau président américain saura-t-il en faire prendre conscience à une opinion publique bercée de propos sans consistance durant la campagne électorale ? Sa traditionnelle lune de miel pourrait ne pas y suffire. Les Américains ont pour la conjoncture actuelle les yeux de Chine : une inflation et un chômage faibles, une croissance qui semble ne jamais devoir finir. Les mettre en garde contre les dangers que les déficits extérieurs et la dette des Etats-Unis font peser sur l'Amérique comme sur les grands équilibres mondiaux constitue un message difficile. Reconnaître que, tout en les influençant fortement, les Américains ne sont pas en position de dicter les règles du jeu international exigeait un rare courage.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### Le développement du SIDA : un défi majeur pour le successeur de M. Reagan

Parmi les multiples référendums organisés parallèlement aux scrutins présidentiel et législatif. Les Californiens se sont prononcés contre une mesure portant sur la notification obligatoire par les médecins de tous les cas positifs dans les tests de dépistage du SIDA. Cette mesure à laquelle

s'opposait l'association des personnels médicaux et d'autres grandes organisations de santé aurait supprimé les dépistages anonymes de la maladie. Un autre projet, permettant aux magistrats d'ordonner que des criminels soient soumis à des tests, a été adopté.

Près de deux cent cinquante mille Américains, jeunes pour la plupart, vont mourir du SIDA pendant le mandat de George Bush. Un strict point de vue médical, la prise en charge des personnes atteintes par cette maladie devrait attendre, en 1991, la somme de 10 milliards de dollars. Pourtant, en dépit de la gravité du problème, le SIDA n'a pas été l'un des thèmes importants de la campagne électorale qui vient de s'achever aux Etats-Unis. Le nouveau président a simplement fait savoir qu'il reprendrait à son compte les conclusions du rapport de la commission dirigée par l'amiral James Watkins, qui insistait notamment sur la nécessité de lutter contre toute discrimination à l'égard des porteurs de virus du SIDA.

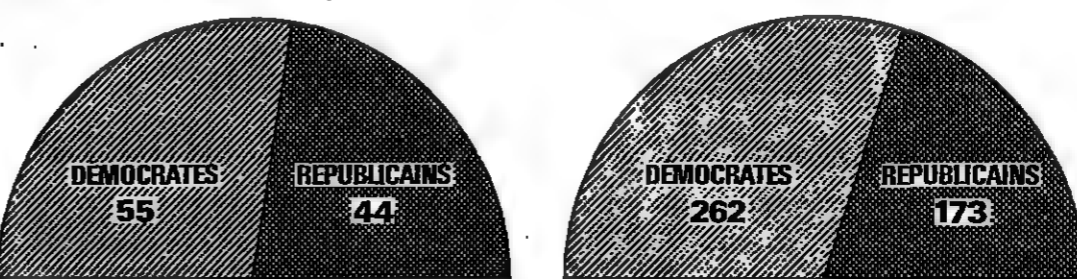
Les principales associations d'aide aux malades du SIDA, ainsi d'ailleurs que les responsables du « lobby homosexuel », n'avaient pas fait mystère, durant la campagne, de leur préférence pour Michael Dukakis. L'action menée par le candidat démocrate dans son Etat du Massachusetts était souvent citée en exemple. C'est cet Etat qui, proportionnellement, consacre le plus de crédits à la recherche; c'est aussi dans le Massachusetts que la première vaste campagne d'information par courrier a été mise en œuvre.

M. Bush, pour sa part, avait beau faire, son nom était fortement associé à la politique menée jusqu'à présent dans ce domaine par l'administration Reagan. Une politique qualifiée de « tristement inadéquate » dans un rapport publié il y a quelques mois par l'Académie des sciences.

Le fait qu'il ait fallu attendre mai 1988 pour que, enfin, une vaste campagne nationale d'information soit lancée par le gouvernement fédéral n'était pas à mettre à son crédit, pas plus que la désignation, comme colistier, du sénateur Dan Quayle. Ce dernier s'est, en effet, prononcé deux fois au Sénat pour une limitation du budget alloué à la lutte contre le SIDA et contre un plan de 30 millions de dollars destiné à aider les personnes les plus pauvres à se faire traiter par de l'AZT.

Pour autant, il serait inexact de dire que le nouveau président des Etats-Unis se désintéresse de l'épidémie. A plusieurs reprises, dans un passé récent, il a rencontré les responsables du National Institute of Health, ainsi que des malades atteints du SIDA. Il a, également, invité les responsables de la Food and Drug Administration (FDA) à accélérer les autorisations de médicaments susceptibles d'avoir une

FRANCK NOUCHI.



Le Sénat, un siège n'était pas encore attribué, jeudi 10 novembre, celui de Floride; le décompte n'était pas achevé mais le candidat républicain avait un léger avantage.

Proche-Ori  
LIBAN  
Le gouvernement Hoss  
un commandant en chef  
à titre provisoire



# Politique

## Les budgets de l'industrie et de l'aménagement du territoire à l'Assemblée nationale

### Le PCF et l'UDC font battre en retraite le gouvernement

Et de quatre ! L'hostilité conjointe de l'opposition de droite et de l'opposition communiste sur le budget de l'aménagement du territoire a conduit le gouvernement à demander une nouvelle fois (c'est la quatrième) la réserve du vote groupé des quatre ministères : le tourisme (M. Olivier Stora, ministre délégué), le commerce et l'artisanat (M. François Doublin, ministre délégué), dont les discussions avaient eu lieu le 27 octobre (le Monde du 29 octobre), l'industrie

(M. Roger Fauroux, ministre « plein ») et l'aménagement du territoire (M. Jacques Chérèque, ministre délégué). Ces deux derniers budgets ont été discutés le 9 novembre toute la journée et tard dans la nuit. L'UDC ayant fait valoir que son opposition irréductible au budget de l'aménagement du territoire lui conduirait à repousser l'ensemble (le gouvernement avait décidé de soumettre les crédits de ces quatre ministères à un

seul vote), M. Roger Fauroux devait à 1 h 10 du matin, jeudi, mettre un terme au suspense en demandant la réserve. Jusqu'au dernier moment, des discussions ont eu lieu entre un membre du cabinet de M. Michel Rocard et les élus centristes (MM. Jacques Barrot et Georges Chastanet) pour tenter de trouver un compromis. Outre quelques avancées vers les centristes en matière d'aménagement du territoire, le gouvernement a essayé, en vain, de jouer sur le fait que

ces quatre départements ministériels étaient détenus par des membres éminents de la société civile (M.M. Fauroux et Chérèque) et par des politiques difficilement classables à l'extrême gauche de l'échiquier politique (M.M. Doublin et Stora). Les centristes ont préféré faire la sourde oreille, estimant que le gouvernement ne prenait pas assez à cœur l'impératif de rééquilibrage économique des régions françaises.

A l'issue de la discussion, M. Jacques Chérèque avait la moustache frémissante d'indignation devant l'attitude du groupe de l'Union du centre (UDC). « Je ne les comprends pas. Ils ont voté sous le gouvernement Chirac la stagnation de ce secteur et aujourd'hui, alors que je mets un terme à l'héritage du budget de l'aménagement du territoire, ils refusent ce budget ! Je suis déçu. Ils ont voulu faire un petit coup d'opposition », lâchait dans les couloirs l'ancien « sauveur » de la Loire-Atlantique. Les compliments qu'il adressés à sa personne plusieurs orateurs centristes, au cours de la discussion, avaient un goût d'autant plus amer.

Le ministre a eu beau rappeler les « bonus » obtenus auprès de son collègue du budget (100 millions de plus de dotations pour le développement rural (FIDAR), 15 millions pour les zones de montagnes (FIAM), 100 millions de plus de primes d'aménagement du territoire (PAT) à prendre sur le prochain collectif, enfin — reprise partielle d'un amendement centriste — un transfert de 50 millions de francs du comité interministériel de redéploiement industriel (CIRI) vers le tout nouveau fonds de redéploiement industriel, il s'est heurté à l'hostilité irréductible des députés de l'UDC.

#### Un énorme déséquilibre au profit de Paris

L'aménagement du territoire est une idée fondamentale, mais je crois qu'il faut la renouveler pour l'adapter et la développer », a-t-il expliqué. Le ministre a longuement insisté sur la nécessité de descendre au plus près du terrain pour assurer un développement plus harmonieux des régions.

M. Georges Chavaignes (UDC, Charente) a pris acte de « bonnes intentions » du ministre, mais il a critiqué son « non-budget » : « La baisse du budget s'accroît. C'est le plus mauvais de tout ce gouvernement... » Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne), n'avait, quant à lui, pas caché ces derniers temps ses inquiétudes devant ce budget. Le député a notamment regretté la perte d'efficacité de la prime d'aménagement du territoire, si utile, pourtant, pour attirer sur le territoire national les investisseurs étrangers. Les systèmes de primes, plus ou moins occultes, pratiqués dans d'autres pays, placent la France en

position de faiblesse, a-t-il rappelé. Ainsi Ford a-t-il pu s'installer en Espagne grâce à des concours publics s'élevant à plus de 50 %. En bon tacticien parlementaire, M. Balligand a voulu pousser le gouvernement à prendre en compte le problème du déséquilibre formidable qui s'est établi, ces dernières années, entre le développement de Paris et le reste de l'Île-de-France et, plus généralement, avec les autres régions. La suppression de la procédure de l'agrément, en 1985, qui permettait de mieux répartir les implantations en région parisienne, a conduit à une concentration de l'activité économique à l'ouest de la capitale au détriment des départements de l'est parisien et de la grande couronne. Dans son rapport, M. Balligand publie un tableau fort explicite qui montre la détérioration constante de la surface de bureaux créés dans les villes nouvelles des départements de la grande couronne. Paris se taillait au contraire la part du lion. Pour tenter d'y remédier, le député socialiste a proposé deux amendements : l'un augmentant le plafond et fixant un plancher à la redevance pour création de mètres carrés de bureaux en Île-de-France, l'autre instaurant une taxe sur la création de mètres carrés de bureaux dans le même périmètre. Il a trouvé sur sa route M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), qui a défendu un amendement similaire à celui créant une taxe sur les mètres carrés de bureaux, et ce au grand dam du RPR. A son banc, M. Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine), n'en finissait pas de plaider et de peser contre son collègue de l'UDF, coupable à ses yeux de vouloir, avec le PS, faire monter le prix du loyer des bureaux en région parisienne. Le député RPR s'est félicité des appels à la prudence lancés par M. Chérèque. Le ministre s'est montré extrêmement soucieux de ce problème : « tout comme le premier ministre », a-t-il dit — et a promis « une réflexion de fond ».

M. Balligand, fort de la compréhension manifestée par le ministre, a retiré ses amendements. M. d'Aubert maintenait en revanche le sien qui était repoussé finalement par les voix des socialistes, des communistes et du RPR. L'UDC et l'UDF ont voté en faveur de l'abandon... des élus parisiens de ces deux groupes.

Les crédits de M. Fauroux (17,4 milliards, en recul de 0,6 %) avaient été, quant à eux, discutés peu avant au cours d'un débat qui fut également de très bonne tenue. Le ministre a tout particulièrement

insisté sur le rôle des PME et sur sa volonté de faire de son ministère un grand pourvoyeur d'informations à destination des entreprises françaises, notamment grâce à une banque de données dont il pourrait se doter.

« Vous avez fait le bon choix : votre budget, c'est celui de la continuité ». Cette phrase de l'ancien ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, grand libéral devant l'éternel, a secoué les bancs des socialistes de rires et de cris de protestation. Le député UDF a poursuivi un moment sa démonstration, tentant à prouver que le budget 1989 de l'industrie ne serait que le petit frère de celui qu'il avait concocté l'année dernière.

« Vous poursuivez ma politique : on ne change pas une politique qui gagne », a-t-il ironisé, en affirmant que les crédits de M. Fauroux étaient en baisse de 100 millions de francs par rapport à l'année dernière. Cette caustique entrée en matière était avant tout destinée à préparer un exposé de réhabilitation de la politique industrielle menée de 1986 à 1988. « La politique globale parti-

#### Ni Etat-magicien ni Etat-minimum

M. André Billardon (PS, Haute-Saône) a voulu immédiatement rétablir la vérité en rappelant qu'il avait « en dix ans de Parlement rarement vu un ministre comme M. Madelin se délecter à ce point, quand il était aux affaires, de l'effondrement de son propre budget... » Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne) a insisté, quant à lui, sur le fait que la bonne santé économique du moment (reprise de l'investissement et de la production industrielle) rendait moins nécessaires les actions directes de soutien de l'Etat. « Il a toutefois reconnu que ce budget « était relativement modeste ».

« L'idée d'un crédit d'impôt incitatif pour que les particuliers investissent leur épargne dans la création d'entreprises. De son côté, M. Franck Boretra (RPR, Yvelines) a dénoncé la faiblesse du fonds de recherche industrielle : « Il est de 100 millions de francs, alors que la dépense annuelle de recherche et de développement s'élève à 60 milliards de francs, soit six cents fois plus ! Sans manifester à l'égard de ce budget une sévérité tous azimuts, M. Durieux (UDF, Nord) a fait part de très sérieuses réserves de son groupe. Le député centriste a regretté notamment la baisse non uniforme de l'impôt sur les sociétés, ainsi que le prélevement, selon lui trop lourd, de l'Etat sur les bénéfices des entreprises industrielles. Au nom du groupe communiste, M. Jacques Rimbaud (PCF, Cher) « s'est élevé contre une politique « qui conduit au

déclin industriel du pays. L'argent, vous le donnez au patron. Après l'invocation des chocs pétroliers, voici venu le temps d'une nouvelle justification : il faut préparer 1992 ».

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, s'est attaché à préciser, quant à lui, sa philosophie en matière de politique industrielle. Il a rappelé qu'elle ne procédait « ni d'un Etat magicien omnipotent, omniscient, et seul garant d'une bonne logique industrielle, ni d'un Etat minimum, absent, se référant à la seule logique du marché. Laisser à lui-même le marché n'a, en effet, aucune logique, et ce second type d'Etat, le ne l'ai rencontré nulle part en vingt-cinq ans de vie industrielle internationale. Dans le monde tel qu'il est, c'est-à-dire féroce, aucun pays ne se contente de laisser faire, car laisser faire, c'est à moyen terme la vente à l'encan de nos entreprises ».

Aux orateurs qui lui ont reproché la faiblesse de ses crédits, l'ancien PDG de Saint-Gobain a répliqué : « Il est difficile, mais souvent plus efficace, de répartir intelligemment des petites sommes que d'en dépenser inconsidérément de grandes. » Il a ensuite fait le distinguo entre deux grands types de crédits que l'on retrouve dans son budget. Ceux destinés à des opérations de « rattrapage » (par exemple les Charbonnages avec 7 milliards de francs, soit 40 % de crédits de l'industrie) : ceux orientés vers des opérations « offensives » (dotations en capital destinées aux entreprises publiques, crédits d'innovation, aides aux petites et moyennes entreprises).

Le ministre a également tenu à tempérer l'euphorie ambiante due aux bons résultats économiques actuels. Il a rappelé que le solde des échanges industriels restait préoccupant et que des « pans entiers de l'industrie sont en situation de faiblesse, voire de détresse... Les décalages sont incontestables, et 1993 n'est évidemment qu'une étape, car il serait naïf de penser que la concurrence, dans trois ans, se limitera à un tête-à-tête entre les douze : nos entreprises auront, au contraire, le monde entier à leurs trousses ! »

PIERRE SERVENT.

### Le bon plaisir des communistes

M. André Lajoie arborait, mercredi 9 novembre dans les couloirs du Palais-Bourbon, une mine réjouie. L'attitude de son groupe sur le vote final de la loi de finances alimente toutes les spéculations et les députés communistes entretiennent à son sujet le mystère sur leurs intentions.

Et le président du groupe communiste mettrait ainsi au crédit de l'attitude de son groupe les mines réjouies. L'attitude de son groupe sur le vote final de la loi de finances alimente toutes les spéculations et les députés communistes entretiennent à son sujet le mystère sur leurs intentions.

Une volonté partagée par le gouvernement même si celui-ci, confiait M. Jean Popereau, ministre des relations avec le Parlement, n'est pas près de « faire l'importance » pour obtenir le soutien communiste. « Le Parti communiste, nous ne savons pas ce qu'il veut, mais lui le sait certainement », ajoutait M. Popereau, alors que les centristes, eux, ne savent pas ce qu'ils veulent ».

P. R.-D.

### Le Sénat modifie la composition du futur conseil supérieur de l'audiovisuel

Rien de tel pour émaillier l'imagination d'un parlementaire que la composition et le mode de désignation d'une instance. Quelle s'appelle conseil, comité, commission, elle suscite de multiples vocations d'alchimiste. Combien de membres ? Qui désigne ? Qui peut-on désigner ? Comment ? Pour quelle durée ?... A chaque question, plusieurs réponses dont la combinaison permet de varier à l'infini les solutions. Les sénateurs se sont délectés de ce petit jeu, mercredi 9 novembre, en discutant de la création du conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), appelé à remplacer la CNCL.

Le premier à proposer sa propre préparation n'a guère trouvé d'adeptes. M. Jean-Paul Bataille (RI, Nord) avait bâti un mécanisme assurant une représentation égale à la majorité et à l'opposition (six directeurs n'ont pas voulu de leur alternative la présidence).

Parmi les arguments dont a usé le RPR pour convaincre les centristes de ne pas voter carrément contre l'amendement de M. Gouteyron, figure celui de la nécessaire union de la majorité sénatoriale derrière le rapporteur de la commission dont il est issu. Reste que cet argument ne vaut pas de façon systématique ; la preuve, c'est qu'à l'instigation de M. Pasqua, la majorité sénatoriale devait, ce jeudi 10 novembre, s'opposer au déjà fameux « amendement gouteyron » qui interdirait toute coupure publicitaire lors de la première diffusion à la télévision d'une œuvre cinématographique ou de fiction.

Si le gouvernement ne s'est pas opposé à ce que la commission sénatoriale qualifiée le CSA d'« autorité administrative indépendante », en revanche il n'était pas favorable à ce que soit supprimée, comme cela a été d'ordinaire le cas (PC et PS n'exprimant pas de vote), la limite d'âge à soixante-cinq ans pour les membres du CSA au moment de leur désignation. En revanche, M. Tassa a convenu que le CSA pourra édicter son règlement intérieur comme le plaidait M. Charles Jolibert (RI, Maine-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission des lois.

#### Les films dangereux pour la jeunesse

Une fois fixés la composition et le mode de désignation du CSA (la solution retenue, celle de M. Gouteyron, en contradiction avec celle du projet, conduira le PS à s'abstenir, et rendra difficile, voire impossible, un accord avec l'Assemblée), le Sénat a continué de modifier le texte gouvernemental notamment en autorisant les futurs conseillers à détenir un mandat local. Après avoir refusé l'introduction dans la loi d'une disposition affirmant la domanialité publique des fréquences radioélectriques utilisables sur le territoire français, le Sénat a engagé, un mini-débat à l'initiative de M. Jacques Carat (PS, Val-de-Marne) sur la réglementation de la télévision de la diffusion de films jugés dangereux ou malsains pour la jeunesse. M. Tassa a assuré que si les chaînes ne font pas preuve de sagesse, « le gouvernement agira en s'appuyant sur toutes les organisations qui, relayant l'opinion publique, s'occupent de la jeunesse ».

La séance de nuit a été essentiellement consacrée à l'examen d'amendements du PC. Tous ont été repoussés, que ce soit pour la rationalisation de TF 1 (le PS s'abstenant) ou par exemple celle de la SFF.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Le groupe socialiste veut revenir au dispositif initial du RMI

Au cours de son point de presse hebdomadaire, mardi 8 novembre, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a détaillé les crédits supplémentaires accordés au budget de la justice : 45 millions de francs financeront quatre cent vingt recrutements dans l'administration pénitentiaire, 23 millions de francs seront destinés aux agents pénitentiaires et 20 millions de francs aux magistrats. Reste à régler le problème de la révolution des traitements des greffiers, 40 millions de

francs sont en outre prévus dans le collectif budgétaire pour 1988 et destinés à l'amélioration des conditions de vie du personnel pénitentiaire. Ces mesures font suite au protocole d'accord signé le 8 octobre dernier entre la garde des sceaux et les organisations syndicales après le mouvement de grève des surveillants de prison.

M. Mermaz a, en outre, souligné que le gouvernement s'était « félicité de l'aboutissement du budget de l'éducation nationale » voté dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 novembre.

A propos des crédits de l'équipement et du logement, discutés jeudi à l'Assemblée nationale, M. Mermaz a annoncé que son groupe envisage le dépôt d'un amendement sur le logement social. Il a précisé qu'il a adressé une lettre au ministre de l'équipement et du logement, M. Maurice Faure, en faveur de la modification des loyers.

Le groupe socialiste, qui a désigné mercredi ses députés à la commission mixte paritaire chargée de revoir le projet de revenu minimum d'insertion (RMI) amendé par le Sénat, souhaite « revenir au texte initial », a observé M. Mermaz.

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, estimait, mercredi, que la discussion achopée sur la décentralisation. Mais, précisait-il : « Nous avons la volonté de ne pas créer un climat trop marqué sur ce débat, d'autant que la mise en application du RMI au plan local nécessitera la bonne volonté de tous les élus. » Quant à M. Jean-Pierre Sauer (PS, Loiret), membre de la commission mixte paritaire qui se réunira jeudi 10 novembre, il estimait qu'on ne pouvait accepter de « déséquilibrer un texte qui a été voté à l'unanimité des députés moins trois voix ».

**BRAVO LES FRANÇAIS**

Avant toute chose, il faut dire que le Cadénois était en paix avant 1981. J'avais dit « 37 % d'insécurité ». En dehors de l'ambiguïté du OUI le véritable résultat du référendum : 48 % et même 73 % de Français souhaitant tel démantèlement le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français (27 % pour l'indépendance, mais il n'en arrive que 10 % de nouvelles-Calédonie = obédience oblige - et les intellectuels « nationalistes-maoïstes » peu de Français souhaitent la sécession qui privent la France de son rang de 3<sup>e</sup> puissance mondiale avec son deuxième domaine territorial mondial (zone maritime des DOM-TOM) : en effet, les six DOM-TOM et la Corse s'emparent dans les bancs sur couverts dans le domaine territorial de la France. Il restait un Haïngano et un « qui-qui », avec, en prime, un nouveau statut de population autochtone, bien sûr, mais il est tout à l'honneur de la France d'avoir respecté la « coutume » et le « tribu ». Ou on ne vienne pas le lui reprocher. Voir « Aborigine d'Australie, indiens des USA et du Canada ».

« LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPER-PUISSANCE », 30 F  
« LES MOISSONS DE LA FRANCIËTE », 30 F

**MARTINOT DE PREUIL**  
49560 NUEL-SUR-LAYON

Not





# Notre client c'est la vie !

## Partout en Europe, à l'écoute de la vie.

Pour que les hommes et les femmes vivent mieux, plus longtemps, nous sommes avec la communauté médicale au service de la vie.

Nous sommes le pôle européen de General Electric leader mondial en radiologie, mammographie, scanner, résonance magnétique, échographie, médecine nucléaire; hautes technologies, qui permettent de visualiser l'anatomie interne des patients.

En collaboration avec les médecins, nous développons et nous améliorons les systèmes qui offrent des possibilités d'observation et de diagnostic toujours plus sûrs et plus précoces, de même que les équipements de radiothérapie pour des traitements de plus en plus précis.

Dans nos organisations commerciales et de service, nos centres de recherche et nos usines, 6 000 hommes et femmes se consacrent à l'avenir médical de l'Europe.

Notre compagnie est mondiale mais notre engagement est 100 % national.

En France nous sommes français, en Angleterre nous sommes anglais, en Espagne espagnols, en Italie italiens, en Allemagne allemands...

Pour être partout plus près de la vie, pour qu'elle soit la plus forte.



**General Electric** 

Assemblée nationale

ment

Le ministre de l'Énergie et de l'Industrie, M. Jacques Fauroux, a déclaré hier devant l'Assemblée nationale que le gouvernement ne poursuivra pas l'objectif de rééquilibrage des dépenses françaises.

Le ministre de l'Énergie et de l'Industrie, M. Jacques Fauroux, a déclaré hier devant l'Assemblée nationale que le gouvernement ne poursuivra pas l'objectif de rééquilibrage des dépenses françaises.

Le ministre de l'Énergie et de l'Industrie, M. Jacques Fauroux, a déclaré hier devant l'Assemblée nationale que le gouvernement ne poursuivra pas l'objectif de rééquilibrage des dépenses françaises.

Radiovisuel

Les films dangereux pour la jeunesse

Les films dangereux pour la jeunesse

ARNE CHALLISE

# Politique

## Les suites du référendum en Nouvelle-Calédonie

### La leçon de lecture de M. Mitterrand... et ses limites

Quelque peu agacé, semble-t-il, à la fois par l'embaras des socialistes et par les ricanements du RPR au vu des résultats mitigés du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, M. François Mitterrand a donné au conseil des ministres, mercredi 9 novembre, une leçon de lecture poétique.

« Ce résultat montre, a-t-il expliqué, selon les propos rapportés par le porte-parole du gouvernement, M. Claude Evin, que deux millions de Français se sont dérangés pour s'intéresser à cet événement de 18 000 kilomètres de la métropole. On se demande par quelle magie il ait été possible d'un déplacement de ce genre ; il n'y a pas lieu de s'en féliciter. Il s'est donc déclaré « surpris de l'étonnement de ceux qui ont fait semblant de croire que c'était un désintérêt des électeurs. Mais qu'est-ce que c'est cette appréciation selon laquelle un résultat n'aurait pas la même valeur selon le nombre des personnes qui auraient voté ? Il s'est exclamé le président de la République. Une telle appréciation pourrait se retourner contre un certain nombre de ceux qui l'avancent ; elle est un manque aux principes élémentaires de la démocratie dans un pays ».

Cette lecture du bilan du référendum ne souffre, en termes politiques, aucune contestation. M. Mitterrand fonde son analyse sur un postulat fondamental : l'expression de la souveraineté nationale s'impose, elle ne se soupèse pas. Tant pis pour M. Rocard qui s'était, un instant, laissé aller, dimanche soir, à la mesurer à l'aune de la participation.

Qu'on se le dise : sauf à bafouer les règles élémentaires de la démocratie, le succès du « oui » en métropole et sur le territoire ne saurait être entaché par les considérations obscures sur l'abstention record ! Le peuple s'est clairement prononcé : les accords de Matignon sont ratifiés, « les communautés calédoniennes ont obtenu la garantie qu'avaient demandées leurs représentants », la loi référendaire s'appliquera sans restriction. Au diable ceux qui font la fine bouche !

Dans ses applications pratiques en Nouvelle-Calédonie, ce cours de droit politique rencontrera pourtant des obstacles qui, pour être subtils, n'en seront pas moins réels. A cause du « non » exprimé par la majeure partie des électeurs de Nouméa et des autres îles calédoniennes, il faudra attendre les élections provinciales du mois de juin pour savoir si M. Jacques Lafleur est dans le vrai lorsqu'il interprète ces votes négatifs comme l'expression d'une « incompréhension » sans conséquence pour l'avenir des accords de Matignon qu'il a signés au nom de la communauté européenne.

Jusqu'à l'incertitude demeurera parce que la force politique du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République tenait au fait qu'il incarnait la volonté de la majorité de cette communauté et qu'un doute existe désormais sur ce

point. Sans doute M. Lafleur a-t-il péché par orgueil en croyant que sa prise de position personnelle en faveur du « oui » suffirait à contraindre la violence campagne menée contre lui par le Front national et les autres formations locales d'extrême droite.

Toute la question est de savoir si l'ampleur du « non » de Nouméa, Mont-Dore, Dumbea, Bourail, La Foa et Farino, que rien ne laissait prévoir, procède de réactions purement épidémiques, révélatrices d'un électoral momentanément désorienté, ou traduit pour la première fois un divorce profond entre une communauté crispée et une personnalité jusqu'ici controversée mais suivie avec ferveur en sa qualité de porte-drapeau.

Si les élections provinciales de juin 1989 confirment l'existence d'une vraie fracture entre M. Lafleur et son électeur traditionnel, ainsi que l'émergence d'un « bloc des ultras » représentatif de quelque 40 % du corps électoral, c'est tout le paysage politique calédonien qui serait bouleversé. L'application des accords de Matignon deviendrait pratiquement impossible.

La tâche de l'Etat s'annonce d'autant plus difficile, pour les six prochains mois, que cette hypothèse rendra les arbitrages du pouvoir central encore plus ardu dans un milieu humain dont les pesanteurs historiques montrent à quel point la Nouvelle-Calédonie a, au fond, besoin plus qu'ailleurs de médiateurs hardis que d'arbitres.

ALAIN ROLLAT.

## Le sommet RPR-UDF

### Les centristes mis en demeure de choisir

Pour la troisième fois depuis les élections législatives, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, à la tête de délégations UDF et RPR, se sont rencontrés, mercredi 9 novembre, à l'Assemblée nationale. Représenté par son secrétaire général, M. Yvon Briant, le CNR n'a pas été mentionné dans le communiqué final, l'UDF ayant fait valoir une fois de plus qu'elle considère ce mouvement comme l'invité du seul RPR.

En revanche, M. Pierre Méhaignerie, président du CNR, toujours considéré comme l'un des composantes de l'UDF, s'est retrouvé tout au long de cette réunion sous les feux croisés des chiraquiens et des giscardiens. Et cela sur quatre sujets concernant la Nouvelle-Calédonie, le recours à la procédure référendaire a été, une fois de plus, condamné, alors que, jusqu'à présent, seul le RPR avait réprovoqué cet usage, les baristes et les centristes s'en étant accommodés aisément. Sur le budget, la décision d'une plus grande coordination a été prise pour éviter que ne se perpétue, face à l'opinion, l'image d'une opposition éclatée. RPR et UDF sont donc convenus de se réunir régulièrement, processus accepté par M. Méhaignerie, sous la réserve formulée à sa demande dans le communiqué final que ces réflexions se déroulent « dans un esprit d'opposition constructive ».

Sur les élections municipales, les cas litigieux sont d'ores et déjà examinés par la « commission Gaudin-Juppé », qui espère pouvoir en terminer le débat décembre. Elle semble se résigner à la présentation de listes communes RPR-UDF « dans un maximum de villes ». Formule qui admet par conséquent, implicitement, les cas particuliers.

Dernier point, le plus sensible : les élections européennes de juin 1989. RPR et UDF peuvent-ils, comme en 1984, faire liste commune ? On n'en est pas là. Prudemment, les deux délégations

ont admis « d'aborder ensemble la préparation » de ces élections avec la volonté de définir leurs convergences politiques sur l'Europe avant de songer à se prononcer sur l'opportunité d'une ou de plusieurs listes. Selon le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, il importe de « ne pas mettre la charrue devant les bœufs ».

La menace d'une liste autonome barro-centriste planant de plus en plus, il semble avant tout urgent d'attendre. Chacun, pour l'heure, demeure plutôt sur ses positions : les centristes veulent laisser passer les élections municipales.

l'UDF prévient que toute manifestation d'autonomie aboutira à une exclusion de fait, et M. Alain Juppé pour le RPR se déclare « satisfait pour le moment que des progrès aillent dans le sens d'une démarche unitaire ». En réalité, ce sommet a consisté à vérifier que les centristes étaient toujours solidaires de leurs alliés et à les mettre devant le choix offert par M. Barre lui-même, qu'avait rappelé insidieusement au cours de cette réunion M. Juppé : sont-ils les seuls « intelligents » dans une opposition... « haute et bornée » ? A eux de choisir !

D. C. et A. P.

## Les obsèques de Jean-Pierre Stirbois

« Jean-Pierre, pour les quelques minutes qui nous restent encore et qui s'écoulent comme le sable des plages aux doigts des enfants, laisse-moi te dire qu'il y a longtemps que j'avais perçu la rigueur de ton personnage et l'apparente sévérité de ton visage. » Sous le ciel de novembre chargé de noir et d'humidité, la voix de M. Jean-Marie Le Pen se brise. Propos hachés par l'émotion, visage chaviré, le président du Front national a prononcé un éloge funèbre de Jean-Pierre Stirbois, mercredi 9 novembre, sur le parvis de l'église Saint-Augustin, à Paris, devant quelques milliers de fidèles serrés autour d'une statue équestre de Jeanne d'Arc.

Pendant près d'une heure et demie, ses amis du Front venaient d'assister à la messe d'enterrement, consacrée en latin, du secrétaire général du mouvement d'extrême droite, tué dans un accident de voiture samedi dernier (le Monde dans 6-7 novembre).

Quand le cercueil a pénétré sous le nef, porté par huit membres du Front national, qui précédait M. Bernard Anthony, dit Romain Marie, un jeune gaillard s'est mis à pleurer. Ici et là,

silencieusement, le peine a jailli. Les porte-drapeaux sont allés se ranger sur les bas côtés, alors que des dizaines de gerbes submergeaient les marches de l'église.

Au premier rang, M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, qui se présente aux élections municipales à Dreux, où son mari était adjoint au maire, regardait, par intermittence, ses deux jeunes enfants, Nathalie et Christophe, assis par la chagrin. Dans les bancs « réservés », la classe politique tant décrite par M. Le Pen n'était représentée que par les dirigeants du Front, cotoyent quelques amis, dont le président du Club de l'horloge. Dans son homélie, un prêtre « ami de la famille » a souligné que « la mort est un terminus au-delà duquel l'intelligence humaine, même éclairée par la science ou guidée par les idéologies, ne peut rien dire ». « Son Parthéon à lui, il est dans le cœur du peuple français, et c'est pour cela qu'il est immortel », a déclaré M. Le Pen en évoquant Jean-Pierre Stirbois, qui a, ensuite, été inhumé au cimetière de Montparnasse.

O. B.

## Le Conseil constitutionnel proclame les résultats

Le Conseil constitutionnel, après avoir opéré divers redressements et rectifications d'erreurs matérielles, mercredi 9 novembre, a décidé d'annuler les résultats du scrutin de la commune de Grandes-Armoises (Ardennes). « en raison de la fermeture anticipée du bureau de vote à 16 h 30, qui a empêché des électeurs d'exercer leur droit de suffrage ». Il a, d'autre part, censuré le scrutin de la commune d'Ayn (Savoie) « en l'absence d'isoloir n'a pas permis d'assurer le respect du

principe constitutionnel du secret du vote ».

En revanche, il a considéré que « si, dans la commune de M'Tsam-dajou (Mayotte), le président du bureau de vote avait commis une irrégularité en s'opposant à la désignation d'un délégué appartenant à une organisation politique habilitée à participer à la campagne du référendum, cette irrégularité n'avait pas eu pour effet de porter atteinte à la liberté ou à la sincérité du scrutin ».

Au terme de cet examen, le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats suivants :

Electeurs inscrits ..... 38 023 823  
Votants ..... 14 028 705  
Suffrages exprimés ..... 12 371 046  
Oui ..... 9 896 498 (79,99 %)  
Non ..... 2 474 548 (20 %)

La loi « portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 » a été aussitôt promulguée au Journal officiel du 10 novembre.

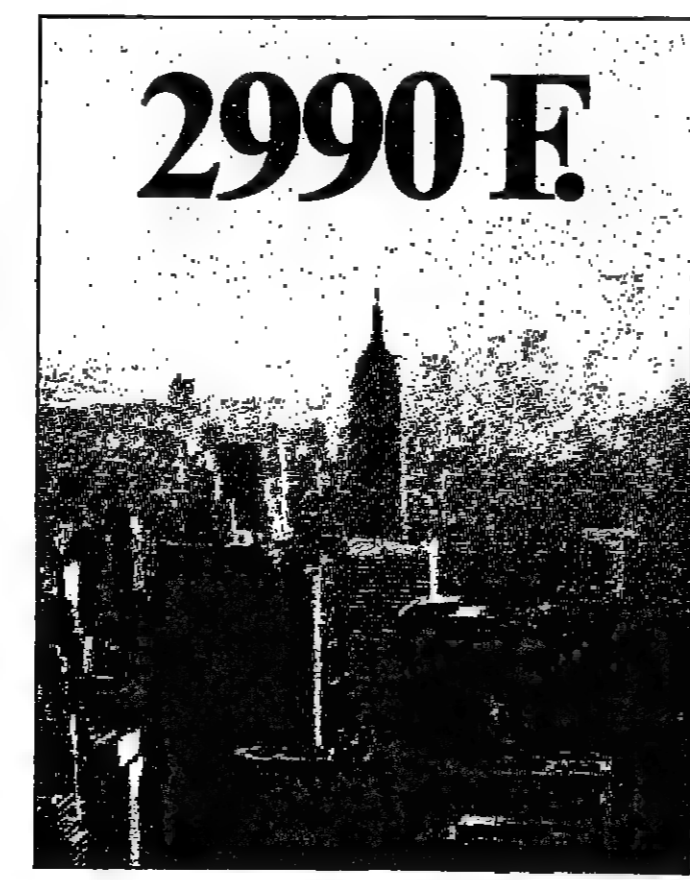
**Jamais Pan Am ne vous a offert les U.S.A. à de si petits prix.**

« Pan Am U.S. Super Price » est un véritable événement. Jamais Pan Am ne vous avait proposé de meilleures occasions pour partir aux États-Unis. « Pan Am U.S. Super Price » est une offre spéciale qui s'étend du 15 octobre 1988 au 15 mars 1989 et qui est soumise à des conditions particulières de vente.

Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ce tarif est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui.

Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

Prix aller/retour au départ de Paris en classe économique. Offre valable du 15 octobre au 15 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 15 mars 1989. Supplément de prix les vendredis, samedis, dimanches. Aucun remboursement en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45. \*Super Prix Pan Am pour les U.S.A.



New York.....	2990 F	Indianapolis.....	3800 F
Boston.....	2990 F	Norfolk.....	3800 F
Albany.....	3560 F	Raleigh/Durham.....	3560 F
Hartford/Springfield.....	3240 F	Atlanta.....	4125 F
Buffalo.....	3560 F	Austin.....	4125 F
Baltimore.....	3240 F	Dallas/Ft. Worth.....	4125 F
Cleveland.....	3560 F	Houston.....	4125 F
Cincinnati.....	3560 F	Miami.....	3990 F
Detroit.....	3560 F	Mim/St. Paul.....	4125 F
Philadelphia.....	3560 F	New Orleans.....	4125 F
Pittsburg.....	3560 F	Orlando.....	3990 F
Providence.....	2990 F	San Antonio.....	4125 F
Rochester.....	3560 F	Salt Lake City.....	4125 F
Syracuse.....	3560 F	Tampa/St. Pete.....	3990 F
Washington, DC.....	3240 F	Los Angeles.....	4590 F
Nashville.....	3800 F	San Diego.....	4590 F
Chicago.....	3800 F	San Francisco.....	4590 F
Charlotte.....	3560 F	Honolulu.....	5420 F

N°1 sur l'Atlantique.  
**PAN AM**

J.D. Salinger.  
Introuvable

LE FEUILLETON DE BERTRAND  
Autour des sept collines.  
Plus mon petit  
V...  
O...

# Le Monde DES LIVRES



J.D. Salinger en 1945.

## Un Italien à la conquête de Paris

Les Mémoires de Primi Visconti, lorsqu'il était « en visite » chez Louis XIV : libertinage et filouteries.

par Françoise Chandernagor

UN Casanova mâtiné de Cagliostro, un « comte de Saint-Germain » qui descendrait de Gil Blas par Manon Lescaut : tel nous apparaît aujourd'hui Primi Visconti, aventurier pittoresque venu d'Italie pour conquérir Paris. Pourtant, ce n'est pas le dix-huitième siècle que ce d'écuyer de bonne aventure, amateur de bonnes fortunes, nous peint dans ses savoureux *Mémoires* (réédités par la Librairie académique Perrin), pas davantage les libertinages et les filouteries d'une aristocratie décadente, mais bien ceux du Grand Siècle, de la cour de Louis XIV au sommet de sa puissance et de son rayonnement.

« Italien subalterne, homme à tout faire » selon Saint-Simon, « imposteur public, fils d'un marchand de serge et de droguet, qui se donne le titre de comte de Saint-Mayol » selon l'ambassadeur de Venise, Primi Visconti, ex-chanoine piémontais, arrive en France en 1673, à l'âge de vingt-cinq ans, poussé par le désir de « voir des empires et des royaumes ».

Sans naissance ni fortune, il est, nous dit M<sup>me</sup> de Sévigné, « bien fait de sa personne » et joint à une tournure agréable un esprit des plus fins et une connaissance des sciences occultes qui achève de tourner la tête aux dames : astrologie, graphologie, chiromancie, rien de ce qui est étrange ne lui est étranger. Sa réputation de mage est bientôt faite, même si le prétendu devin, plus mystificateur qu'ambitieux, avoue lui-même à quel point cette flatteuse réputation était usurpée : « Comme il m'arrivait parfois de deviner juste, les dames s'exaltaient et refusaient de prendre garde à mes erreurs... J'étais stupéfait de tous les événements qu'on racontait avoir été prédits par moi et dont je n'avais jamais eu l'idée ; les plus merveilleuses choses du monde m'étaient attribuées et j'étais considéré à ce lieu à la ronde comme un génie sans pareil ».

Bref, il est à la mode, ses amis et ses pratiques se comptent bientôt par dizaines — la plupart d'excellente maison et de mauvaises mœurs : la belle et perverse comtesse de Soissons ; Dangeau, qui bâtit patiemment sa fortune sur le jeu ; l'abbé de Choisy, qui s'habille en demoiselle ; Rohan, qui finira sur l'échafaud ; Guiche, qui se flatte d'être aussi bien l'amant de M<sup>me</sup> de Vignerot que celui du mari ; Vivonne, « qui n'a de goût

### « Un vrai bordel ! »

C'est que la cour de France n'est encore, en ce début de règne, ni vertueuse ni figée : « Je voudrais que vous vissiez la cour, écrit Primi, c'est une vraie confusion d'hommes et de femmes, et, comme la nation est de caractère plutôt léger, c'est un mélange de gens et un bruissement continu, si bien que le duc de Pasirama me dit un soir : « Mais, monsieur, ceci est un vrai bordel ! ». Par contre, le cardinal Madauchini, en voyant les chevaliers et les dames ensemble, s'écria : « Oh, quelle cocagne ! Quelle cocagne ! » — Il y a à Paris, ajoute Primi, plus de vingt mille gentilshommes qui n'ont pas un sou et qui subsistent pourtant par le jeu et les femmes, ou vivent d'industrie. Aujourd'hui, ils vont à pied et, le lendemain, en carrosse. Pour les jeunes gens innocents, c'est ici le plus beau pays du monde ».

Ce qui changera brutalement ce « pays de cocagne » en « séminaire » (le mot est de Primi), c'est l'affaire des Poisons (1), dont on mesure, par ce récit, l'extraordinaire retentissement, après avoir lentement senti — à travers les débâches et les folies que le « comte de Saint-Mayol » nous expose complaisamment dans sa chronique des années 70 — monter les périls et le déséquilibre gagner l'élite de la société.

(Lire la suite page XVI.)

(1) Série de scandaleuses affaires d'empoisonnement à Paris, de 1670 à 1680, qui nécessitèrent la création d'une juridiction spéciale.

## J.D. Salinger, l'introuvable

Ian Hamilton a tenté de retracer la vie de l'auteur de *L'Attrape-cœurs*, qui se cache dans sa maison du Vermont depuis plus de trente ans.

par Hector Bianciotti

1919-1965 : ces deux dates ne sont pas exactement celles, fatales, qui résument l'existence d'un homme. La première indique l'année de la naissance de Jérôme David Salinger, et la deuxième, celle où l'auteur devenu mondialement célèbre après la publication de *L'Attrape-cœurs* (1), au début des années 50, a publié pour la dernière fois un texte : *Hapworth 16, 1924*, longue nouvelle faisant partie de la saga familiale dont *Franky et Zoocy* (2) et *Dressez haut la poutre maîtresse, charpentiers, suivi de Seymour une introduction*, constituent les premiers volets (3).

A trente-quatre ans, fasciné par le bouddhisme, il avait renoncé à New-York, ses pompes et ses œuvres, s'installant — le jour même de son anniversaire, comme pour mieux s'imposer un changement de vie, sinon une renaissance — dans une petite maison dépourvue d'eau courante et d'électricité, avec la ferme intention de devenir le gardien de cette propriété, composée de collines boisées, du Vermont, qu'il avait achetée avec ses droits d'auteur, et devenir également ce bûcheron et cet horticulteur pour lequel un potager pourrait être l'essentiel des besoins.

Un siècle auparavant, Henry David Thoreau avait illustré ce genre de retraite champêtre, et le disciple d'Emerson en avait tiré une sorte de chef-d'œuvre, *Walden, ou la vie dans les bois*, dans le goût de nos écologistes post-soixante-huitards. Soit dit par parenthèse, la disparition volontaire en pleine gloire serait-elle une tradition de l'Amérique du

Nord ? On songe à Djuna Barnes — « ... quelque part dans la misère et n'écrivant plus ! », s'écriait déjà William Carlos Williams, en 1948, dans son *Autobiographie* (4), — qui n'aurait plus sa porte aux visiteurs depuis une quarantaine d'années lorsqu'elle est morte en 1982. Quant à Thomas Pynchon, c'est la mère présumée de l'écrivain qui est chargée de répondre aux journalistes désireux de rencontrer l'auteur de *V*, sa réponse se limitant à ces quelques mots invariables : « Il est allé chez le coiffeur... »

### Une sorte de trésor national

Moins fortuné que ce dernier, Salinger, qui, de la maisonnette initiale a fait, dit-on, une maison confortable, a été obligé d'entourer celle-ci de murs assez hauts lui cachant le paysage pour se protéger des paparazzi, lesquels, faute de pouvoir offrir des photographies de l'écrivain, proposent celles de sa jeep, d'une cabane au fond du jardin où il écrit, d'une silhouette sur fond d'arbres ou d'un chien improbable. En 1961, les magazines *Time* et *Life*, se montrèrent incapables de trancher, et la question de savoir si oui ou non Salinger possédait un chien est restée en suspens.

Poète, essayiste et auteur de l'excellente biographie de Robert Lowell (1917-1977), Ian Hamilton fait partie de ces Américains qui, adolescents, compriraient qu'un livre — *L'Attrape-cœurs* en leur nom, et que la littérature était l'art de nommer avec des

mots irremplaçables, nuqués, des sentiments et des idées partagés par tout le monde. C'est ainsi qu'il y a quatre ans, le mystère n'ayant pas cessé de s'épaissir autour de Salinger, il décida d'entourer de préférence, tout en étant conscient que l'inaccessibilité de l'écrivain était devenue une sorte de trésor national et que, lui, il serait l'intrus qui menace de le piller.

D'une politesse à la limite de la timidité, et trop soucieux de prouver à Salinger qu'il n'est pas un gredin, Hamilton met en conditionnel bon nombre de ses « trouvailles ». Salinger aurait été un mauvais élève, ne s'appliquant que si les matières étudiées coïncidaient avec ses préoccupations d'ordre littéraire ; il aurait décidé, au seuil de l'adolescence, de devenir un grand écrivain et, par sur-

croît, de vivre de sa plume, comme les Ring Lardner, Scott Fitzgerald et William Saroyan qu'il aimait. Tolstoï passant quand même le premier.

Ayant changé plusieurs fois de collège et, plus tard, d'université, il aurait néanmoins appris le français et l'allemand, et son père l'aurait envoyé en Europe, à Vienne et à Paris, pour qu'il pratique ces langues, et aussi pour qu'il s'initie, auprès de certains membres de sa famille, en Pologne, au métier de charcutier... Ensuite, il aurait été engagé, pendant la guerre, dans le service de contre-espionnage de l'armée, détaché en Europe, où il serait revenu, la guerre finie, en qualité d'interprète. Il aurait épousé une Française, le mariage n'aurait duré que quelques mois ; et, plus tard, une Américaine dont il aurait eu une fille, en 1960...

La pauvreté et surtout l'incertitude où baignent les faits proprement biographiques glanés par Hamilton, seront compensées par certains écrits de Salinger trouvés dans les archives des collèges et des universités fréquentés par l'écrivain en herbe. D'abord, des critiques de cinéma fort drôles : Tyrone Power ? : « En jouant très bien de ses sourcils il parvient à prouver qu'il existe. » Shirley Temple ? : « Je lance des tomates à toutes les petites filles qui lui ressemblent. » Frances Farmer ? : « Elle a tout ce que Heddy Lamar a oublié d'avoir. »

(Lire la suite page XVI.)

- (1) Livre de poche n° 2 108.
- (2) Robert Laffont.
- (3) 10/18 n° 1 451.
- (4) Gallimard, 1973.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

### Autour des sept collines, de Julien Gracq Plus mon petit Lire...

VOILA une bien drôle d'idée, de la part d'un écrivain rare et attendu, de reprendre la plume pour déclarer à un pays tardivement visité non pas son amour, mais sa déception, sa répulsion : pour raconter, en somme, un fiasco touristique. C'est pourtant ce que nous offre Julien Gracq, retour d'Italie, avec *Autour des sept collines*.

Il arrive que, devant un récit de voyage par trop différent de nos propres impressions, on doute d'avoir parcouru le même pays. Ce n'est pas le cas ici, tant les motifs de décorvenue sont parfaitement circonstanciés, et recouvrent les raisons qu'ont eues d'autres visiteurs de s'extasier. Ainsi de la sensation d'entassement, d'alluvions sans couches primitive, qui fait la joie de la plupart des promeneurs au-delà des Alpes, et qui fonde l'irritation de Gracq.

Venise trouve grâce, à cause des miroirs liquides, à la profusion desquels l'auteur des *Eaux étroites*, de la *Presqu'île* et du *Rivage des Syrtis* a toujours mesuré la qualité d'un paysage. Florence, il n'y passe qu'un jour, ce qui suffit à juger, à tout le moins, de son appétit. Le géographe en lui a toujours combattu l'historien et l'amateur d'art. Devant la plaine florentine, il songe aux peliers sédimentaires d'un chott asséché, à une grève que la mer abandonne. Naples est remerciée, comme la Bretagne, de son peu de monuments « à ne pas manquer »...

On reconnaît les mal-aimants à leurs références nostalgiques, dès qu'aperçue la campagne. Devant le pointillisme de l'Orbrerie, Gracq se prend à regretter les trumes du *Grand Meaulnes* ou les amples ordonnances du *Beauvaisis*, qui n'ont, c'est un fait, rien d'italien. La route de Florence à Rome lui paraît, comme à Stendhal, « abominable », mais aussi celle de Civitavecchia,

« inauthentique ». En général, il souffre du manque d'espace, de lointains, de grandes masses végétales, de vraies montagnes, de larges vallées ordonnatrices, et de plans d'eau reflétant le jour autrement que dans des fumées glissantes. L'histoire que raconte la terre lui semble « émietlée », manquant de « corps à corps avec la glèbe » (1). Il étouffe comme dans un musée sans fenêtres.

La mer ne lui apporte pas l'ouverture espérée. Les côtes, de La Spezia à Naples, sont jugées ingrates, si ennuyeuses que, pour des raisons saugrenues à force de subjectivité, il leur oppose le tonalité salée et ventueuse... du pays d'Auge. La Campanie n'est pas mieux appréciée ; l'eucalyptus y est gris, et roussit l'herbe. Quant aux fleurs, on n'en trouverait, paraît-il, que sur les marchés.

Notre touriste ne serait-il pas de la race impossible à contenter, une fois sorti de ses cadres familiers ? Somme toute, on n'est pas le plaisir de cueillir sur l'arbre l'orange à presser. A peine l'arrosé de la base de Naples l'a-t-il séduit, le voilà qui s'en veut de céder à l'enchantement grégaire et obligé. Même agacement, à Pompeï, devant le tourisme de groupe, comme d'ailleurs à Paris, où les visites de musée seraient invariablement conduites par des « femmes tournautes et préemptives ». LA chacun ses impressions, décidément, et ses humeurs : j'ai surpris, il y a peu, au Louvre, une guide plutôt chuchotante et timorée !

Etes-vous de ceux qui le théâtralisent des habitants et leur conversation ajoutent au bonheur du voyage ? Erreur, aux yeux de Gracq : le peuple italien vide l'Italie de son charme, par sa gesticulation superficielle, son horticulture endimanchée, et la « volubilité ornementale d'une langue semi-parodique ». Rien que ça !

(Lire la suite page XVII.)

# BRUCE CHATWIN

## Le chant des pistes



L'ouvrage de Bruce Chatwin poursuit sa quête spirituelle chez les aborigènes d'Australie, et bâtit son œuvre comme on se lance, éveillé, dans un grand rêve. On sent ici le souffle d'une mélancolie et d'une aventure dont la puissance atteint une émouvante perfection.

GRASSET

## RD-UDF demeure de choisir

Les candidats à la présidence de la République ont choisi leur domicile de campagne. M. Alain Juppé a élu son domicile à la campagne, dans le département de la Gironde. M. Alain Juppé a élu son domicile à la campagne, dans le département de la Gironde. M. Alain Juppé a élu son domicile à la campagne, dans le département de la Gironde.

## ques de Jean-Pierre Stébois

Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois.

Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois.

- 3900 F. Imbéciles
- 3900 F. Narnie
- 3900 F. Salinger
- 3900 F. Alerte
- 3900 F. Aude
- 3900 F. L'abbé de Choisy
- 3900 F. Histoires
- 3900 F. Mantes
- 3900 F. Mantes
- 3900 F. New York
- 3900 F. Oubliés
- 3900 F. Sur Am
- 3900 F. Sur Am
- 3900 F. Les Am
- 3900 F. Sur Am
- 3900 F. Sur Am
- 3900 F. Histoires

Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois. Les questions de Jean-Pierre Stébois.

# A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## EN POCHÉ

● Pour son cinq centième volume, la collection « GF-Flammarion » s'inscrit à son tour dans les célébrations de la Révolution avec l'essai de Tocqueville sur *l'Ancien Régime et la Révolution*, paru en 1856, trois ans avant la mort de l'auteur. Cette édition est due à Françoise Mélonio. Fondée en 1964 et reprise il y a dix ans par Flammarion, la collection « GF » a, sous la direction de Louis Audoubert, diversifié sa production au-delà du domaine des classiques. Dans une présentation soignée et modernisée, elle accueille à présent de nombreux auteurs du vingtième siècle, aussi bien français qu'étrangers. L'appareil critique qui accompagne, sans l'alourdir, chaque volume, éclaire souvent utilement les œuvres publiées. Enfin, la collection « GF » a le mérite de proposer des traductions nouvelles d'auteurs comme Kafka ou Platon. Parmi les derniers volumes publiés, citons : une œuvre peu connue de Pierre Loti, *le Roman d'un enfant* (présenté par Bruno Varciar, n° 508) ; *le Jardin de Bénédicte*, de Maurice Barrès (présenté par Michel Mercier, n° 494) et, plus près de nous, un roman d'André Chéradet, *Nefertiti et le rêve d'Akhenaton*, publié en 1974, et présenté par Aziza Soliman (n° 516). Signalons également une édition, complète et repensée — à l'usage notamment des non-juristes — du Code civil réunissant le texte de 1804 et la totalité des modifications et adoptions apportées jusqu'au 31 mai 1988 (n° 523).

● La collection « Points-Sauil » reprend quatre volumes de l'ancienne série « Écrivains de toujours » : les bibliographies ont été remises à jour : *Michélet*, de Roland Barthes (n° 195) ; *Hugo*, d'Henri Guillemin (n° 196) ; *Zola*, de Marc Bernard (n° 197) ; *Apollinaire*, de Pascal Pia (n° 198).

● « Du fait seul de vouloir rendre compte du contenu entier de leurs notions, je me fais tirer, par les objets, hors du vieil humanisme, hors de l'homme actuel et en avant de lui. » Sous le titre *Méthodes*, Francis Ponge rassemblait en 1961 les fragments d'un art poétique singulier, art dans lequel les mots donnent consistance au monde (le Folio-Essais), n° 107).

● Paru l'an dernier, le livre d'Anne Tristram sur le Front national constituait la première enquête effective à l'intérieur de cette formation politique. Au Front (le Folio-Actuel), n° 14).

## EN BREF

● Une rencontre « Autour de Robert Walser » réunira plusieurs lecteurs ou traducteurs de l'écrivain suisse allemand, jeudi 17 novembre, à 18 heures, à la librairie du Musée d'Orsay. Une deuxième rencontre, sur le même auteur, aura lieu au Centre culturel suisse (38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris), le 23 novembre à 20 h 30. Enfin, du 29 novembre au 10 décembre, le Café de la danse (15, passage Louis-Philippe, 75011 Paris), présente un spectacle, *Blanche-Neige*, sur un texte de R. Walser (publié par le Nouveau Commerce), dans une réalisation de Marcelle Fournière.

● A la librairie Biffures, mardi 15 novembre à partir de 18 heures, l'écrivain LOUIS CALAFERTE exposera ses œuvres graphiques et signera trois ouvrages qu'il vient de publier : *Mémoires de ma vie* (L'Arpeur), *Nuits closes* (éd. Fourbis) et *Les Sables du temps* (éd. Le Tout sur le tout). L'exposition se prolongera jusqu'au 15 décembre (librairie Biffures, 44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris).

● LE NEUVIÈME PRIX DU PREMIER ROMAN a été attribué à Nadine Diamant pour *Désordres* (Flammarion, collection « Rue Racine »).

● Le premier PRIX GLOBE EUROPÉEN, doté d'un montant de 50 000 francs et destiné à récompenser un ouvrage illustrant « les valeurs et l'esprit de la mémoire européenne », a été attribué à Elisabeth et Robert Badinter, pour leur livre *Condorcet, un intellectuel en politique* (Fayard).

RECTIFICATIF : C'est Jean-Dominique Santis, et non Jean-Pierre Santis, comme nous l'avons écrit par erreur (« Le Monde des livres » du 28 octobre), qui a réalisé le livre *Léon de calligraphie*.

## AUTO PORTRAIT

### Autour de Butor

Michel Butor a toujours tenu une place à part dans le monde de la littérature. *Le Retour du boomerang* ne fait que confirmer cette position. Pour parler de lui et des moments marquants de son existence, Butor ne choisit ni l'autobiographie ni le journal mais un jeu de questions-réponses. Unique auteur de ce dialogue, Butor a imaginé une journaliste qui prend le nom de sa directrice de collection. Si le prétexte de cet autoportrait (la relecture d'un ancien livre, *Boomerang*) et la mise en pages sont classiques, la façon de raconter, de se raconter, elle, ne l'est pas ! Butor n'aime pas le mode direct, car « quand la ligne droite vous conduit à un mur, on apprend à faire des détours ».

Parmi ces détours, outre la description de nombreux pays, l'exploration de l'histoire naturelle de Butor et un plaidoyer pour les autochtones, on remarquera un très beau portrait d'André Breton que la « tristesse gagnait peu à peu ».

« Au fond, on s'y est mal pris, on a voulu aller trop vite. Tout est à recommencer. » Butor a le don de nous faire partager ses passions, de changer notre regard sur le quotidien. Le lecteur suit l'auteur sans difficulté dans son itinéraire, regrettant parfois qu'il évince certaines questions, ses propres questions. Si on peut encore reprocher à Michel Butor de s'éparpiller, son autoportrait a néanmoins le mérite de la clarté. « Nos entretiens fournissent au lecteur un sextant. » C'est, en effet, le plus joli façon de définir ce livre.

MARIE-LAURE DELORME.  
● LE RETOUR DU BOOMERANG, de Michel Butor, PUF, 172 p., 98 F.

## ART

### Les temples khmers à l'abandon

A l'occasion du tournage du film *la Gloire et l'oubli* à Angkor, Philippe Gras, photographe français, a pris une série de très beaux clichés des temples khmers. Une sélection de ces photographies fait aujourd'hui l'objet d'un recueil accompagné d'un texte très érudite — et d'une lecture facile — de North Narang, spécialiste de l'aménagement de l'espace dans l'ancien Cambodge.

Cet album présente l'intérêt de rassembler, pour la première fois depuis une quinzaine d'années, des prises de vues, de grande qualité, des temples. Leur beauté, mais aussi les dommages provoqués par le guerre et l'abandon. Il offre aussi celui d'une étude faite par un Cambodgien, ancien chargé de cours à l'École pratique des hautes études. Il s'agit, enfin, d'une préface de Michel Butor.

JEAN-CLAUDE POMONTI.  
● AU FOND, ON S'Y EST MAL PRIS, de Philippe Gras et North Narang. Éditions Sous le vent/Stendhal Diffusion. 160 p., 390 F.

## CIVILISATIONS

### Monnaies gauloises

Tout visiteur de musée a vu des monnaies anciennes. Avec intérêt certes. Mais aussi avec une certaine indifférence née de l'étrangeté et de la difficulté de la numismatique. *Monnaies gauloises*, le livre de Paul-Marie Duval, de l'Institut,

superbement illustré, permet enfin de comprendre l'importance de ces pièces, un peu bisounours et difficilement lisibles par un œil profane.

Ayant étudié de très près les monnaies gauloises, Paul-Marie Duval en fait comprendre l'origine, la technique, la symbolique, le message et que comprend la non-spécialiste. De minuscules monnaies étudiées à la loupe ou au microscope, il tire des informations sur les mythes gaulois, sur les ateliers de frappe, sur l'art des graveurs, sur l'habileté des « fabricants ». Une mine de renseignements qui intéressera à coup sûr.

Y. R.  
● MONNAIES GAULOISES ET MYTHES CELTIQUES, de Paul-Marie Duval, Herossem éd., 116 p., 275 francs.

## HISTOIRE

### Splendeur et misère du rêve

L'histoire du rêve se divise entre un « avant » et un « après ». « Avant », c'est Freud et la psychanalyse. « Après », c'est l'Ancien Régime, celui des oniromanies, sibylles et autres devineresses, des traités de magie et des clefs de songes, des succubes, incubes, fantômes et revenants. C'est cette période « présocratique », limitée pour les besoins de la cause au dix-neuvième siècle, qu'a exploré Yannick Ripa en cherchant à « sentir l'atmosphère et saisir les idées dominantes qui entourent le rêve » et à « analyser les répercussions de

ces découvertes sur le commun des rêveurs ».

Pourquoi le dix-neuvième siècle ? Parce qu'il marque la progressive « réappropriation du rêve par le rêveur ». Autrement dit, le rêve, considéré traditionnellement comme le domaine d'intervention de Dieu ou de Satan, devient, au terme d'une longue évolution, l'expression du moi ou plutôt d'un autre moi, différent du moi diurne. La dimension summatrice s'efface au profit de la dimension humaine, « l'inconnu que dévoile le rêve n'est plus l'avenir, mais le rêve lui-même ». Le terrain est prêt pour l'irruption de la psychanalyse.

Yannick Ripa décrit minutieusement, exemples à l'appui, les étapes de cette transformation, qui passe notamment par la parole du médecin, puis par celle de l'aliéniste : le premier attribue le rêve aux mouvements du corps, le second l'impute aux dérèglements de l'esprit. Voici enfin le rêve rationalisé. La « richesse onirique » du siècle dernier, dont témoigne l'abondant matériel rassemblé par l'auteur, des almanachs populaires aux revues savantes, des journaux intimes aux textes littéraires, avait pour effet une « superposition de lectures » et une « superposition d'angoisses » : désormais le calme est revenu, le rêve tourne le dos à son passé et au temps de sa splendeur, du dix-neuvième siècle.

Un peu touffu parfois, mais toujours bien documenté, le travail de Yannick Ripa confirme à la fois les avantages de l'histoire des mentalités et la qualité de la collection dirigée, chez Olivier Orban, par Anthony Rowley.

THOMAS FERENCZI.  
● HISTOIRE DU RÊVE, de Yannick Ripa, Olivier Orban, 275 p., 120 F.

## ROMANS POLICIERS

# A l'égal des héros



Depuis que l'écrivain Jean-Patrick Manchette a apporté sa caution à James Ellroy, en qualifiant *Lune sanglante* d'« un des plus remarquables romans noirs de la décennie », le romancier américain attire l'attention et curiosité en France. Deux fois primé au dixième Festival du roman et du film noirs de Grenoble pour le *Dahlie noir*, il s'est imposé comme une évidence incontournable du roman policier.

*Brown's Requiem*, son premier roman, le cinquième à être publié par les éditions Rivages, ne possède ni la séduction lyrique ni le souffle de *Lune sanglante* ou de *Dahlie noir*. D'une facture plus classique, bien qu'incroyablement violente, il retrace les aventures d'un ancien « *film métrique*, la *horde du service* » qui admet lui-même qu'il était « un *film minable* ».

Fritz Brown, un Germanique brun au visage rougeaud, récupère sans ménagement des voitures impayées. A côté de cette activité, gentiment lucrative, il s'offre pour des raisons fiscales une façade de détective privé. Cette astuce comptable l'entraîne dans une enquête de trois cent cinquante pages serrées, où l'action incessante s'épuise parfois dans une longue poursuite dont les autres romans font l'économie.

Les récits de James Ellroy peuvent se résumer arbitrairement aux obsessions de ses personnages. La morale dans ce qu'elle a d'exigu y semble tout aussi incongrue que déplacée. Ils contiennent en filigrane une haine glacée pour l'Amérique. « Les déviances de cette avenue royale de smog meurtent en scène les exemples de tous les projets, tous les rêves, tous les attraits-nigauds que l'esprit américain fatigué peut concevoir. C'est au-delà du tragique, au-delà du vulgaire, au-delà de la parodie. C'est l'innocence suprême », rumine Fritz Brown en parcourant la Ventura Boulevard de Los Angeles.

Innocence, pureté et mission constituent la panoplie de base des psychopathes ou criminels de James Ellroy. Ce que Fritz Brown, sorte d'épure des héros à venir, exprime de manière un peu fruste : « Elle verra alors les côtés plus stables de l'amoureux de beauté qu'il y a en moi ». Les autres, tel Buckley Bleicher dans le *Dahlie noir*, le forment avec une ambition toute autre : « C'était elle qui avait brisé la plupart des vies qui m'étaient proches, c'était elle, cette devinette faite femme, dont je voulais tout découvrir. C'était là mon but ultime, enfoncer si profond que je le sentais ancré dans ma chair ».

Si *Brown's Requiem* présente toutes les assurances d'un récit chronologique, James Ellroy excelle pourtant dans l'utilisation de narrations aux structures tout aussi hallucinées que ses errances mentales et affectives de ses personnages. Cette aptitude explique qu'il parvienne à subjugué, tout en les égarant, bon nombre de lecteurs. Les époustouflants prologues de *Lune sanglante* et du *Dahlie noir* jouent, sur plus de cent pages, le rôle d'antichambre d'un récit. Sans eux l'histoire subsis-

terait amputée d'un contexte qui leur donne une dimension inédite propre à ancrer au lecteur l'indécible plaisir de n'avoir jamais lu cela.

D'une certaine manière, les policiers du *Dahlie noir* sont moins à la recherche du meurtrier de Betty Short qu'à la conquête d'un prodigieux personnage secondaire, Kay. Aussi, le roman dérape-t-il en digressions alimentant des récits clandestins qui s'écrivent dans les marges.

*Brown's Requiem* montre sans ambages qu'en choisissant « ceux qui suivent une autre route que les braves gens... les romantiques anachroniques qui se sentent mal à l'aise dans les années 80 » (1) James Ellroy a aussi choisi de solliciter chez le brave lecteur ce qui croupit d'envies démesurées. Ses romans, où les pulsions se combinent selon une trinité classique : sexe, argent et puissance flattent le lecteur en lui permettant de vivre à l'égal de héros qui ont rejeté le carcan d'une civilisation chèrement acquise.

Les velléités de rejet du lecteur se muent en un trouble intéressé. Il craint que la partie tarée qui sommeille en lui, et à laquelle il a accordé quelques pages de liberté, refuse de réintégrer l'habillage policé de l'être civilisé, aux éventuelles bonnes manières. Il n'est pas simple d'en sortir indemne. *Brown's Requiem*, de James Ellroy, traduit de l'américain par Freddy Michalek, Rivages « Noir », n° 84, 350 p., 48 F.

« Tu réalises ce qu'on a là, David ? Des chairs sacrifiées, toutes de la même manière. C'est un crime organisé et... peut-être la première affaire de meurtres en série d'Israël », déclare le chef des affaires criminelles à son subordonné David Bar-Lev, le teneur commissaire de Voir Jérusalem et mourir du romancier américain William Bayler.

L'enquête policière qui progresse inexorablement, avec un luxe de subtilités, mêle la « Jérusalem des guides de voyage » à celle « faite de tension, de colère comme un printemps déchaîné, peuplé de criminels, de prostituées, de revendeurs de drogue ». Héros pragmatique, amoureux d'une musicienne talentueuse et belle, David Bar-Lev est en butte aux dogmatismes religieux, militaires et politiques.

Son enquête aboutit à la découverte d'un complot et montre à quel point la police, comme garantie théorique de l'ordre, pèse peu face aux intérêts dits supérieurs d'une nation qui relèvent des services spéciaux et secrets. Voir Jérusalem et mourir est un fabuleux récit de police, au-delà du rigoureux roman de procédure policière en de la vraisemblance du thriller politique, il parvient à travers la multitude des personnages qu'il met en scène à restituer les exigences et les doutes qui caractérisent les Israéliens en 1988.

(Voir Jérusalem et mourir, de William Bayler, traduit de l'anglais par Bernard Michel Bertrand, éd. Albin Michel, 357 p., 90 F.)

Depuis cinq ans, les éditions de L'Ombre, émanation éditoriale de l'incomparable librairie spécialisée L'Introuvable (2), publient de temps à autre un bijou inédit, 1983 : *Dark Hazard*, de William Riley Burnett ; 1985 : *l'Escadron de la mort*, de Nelson DeMille ; 1987 : *Skintick*, de Joseph Hansen ; 1988 : *Iron Man*, de William Riley Burnett. Ce dernier, publié en 1930 aux Etats-Unis, appartient à la catégorie des romans dits mineurs de l'auteur du *Petit César* et de *Quand le ville dort*. Il retrace avec force et humanité l'ascension et la chute d'un boxeur avec, en contrepoint, les sanglots d'une Amérique qui n'est plus le fol. Il atteint dans la simplicité de son récit le qualité des trois autres ouvrages publiés dans la collection. A ce stade de perfection, pour le lecteur en quête de valeurs sûres, la jaquette fait foi.

(*Iron Man*, de William Riley Burnett, traduit de l'américain par Danièle et Pierre Bonaldi, éditions de L'Ombre, 257 p., 78 F.)

● Précieux : pour la troisième année consécutive, Jacques Baudou propose une anthologie de vingt-quatre nouvelles françaises et étrangères. Il y ajoute des contributions savantes sur l'actualité noire et énigmatique de l'année 1987. Les entretiens avec les romanciers Daniel Pennac et Marc Villard suffiraient à justifier la qualité et le caractère précieux de son entreprise (*Mystères 88*, éd. Le Livre de poche, 704 p., 46 F.).

● Sardonique : les éditions Crapule y poursuivent leur série des inédits de H.-R. Greenan. C'est arrivé à Boston ! et *Un cœur en or massif* confirment à quel point ce raffiné Bostonien a érigé le sardonisme en clause de style (éd. Crapule 1 218 p., 79 F et 220 p., 79 F.).

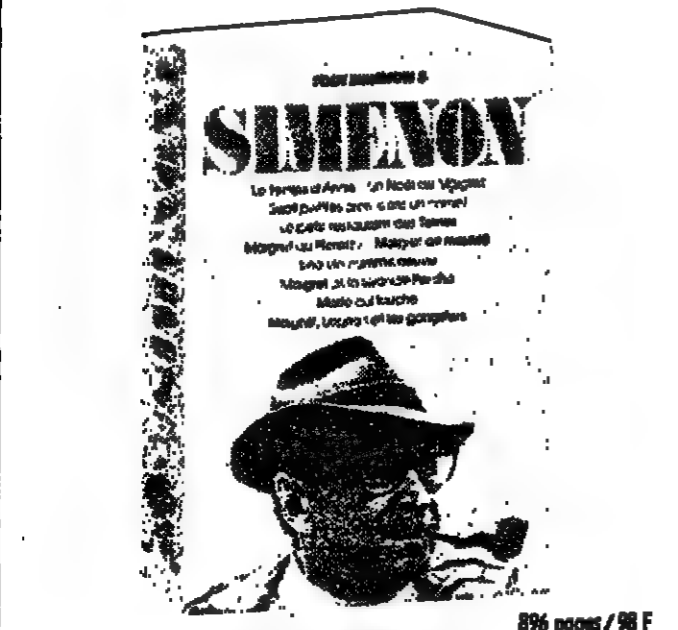
● Blanche : quand une revue de la blanche (littérature) se penche sur ceux de la noire (littérature), cela aboutit à un numéro de la revue trimestrielle *Roman* consacré au polar. On broie du noir à lire le dépit qu'inspire, aujourd'hui, le genre à un Alain Demouzon dont les romans demeurent une référence et qui, en août-septembre 1984, signait un magnifique article dans la revue *Europe*, consacré au roman noir américain (le *Poétique du polar*, *Roman* n° 24, 223 p., 60 F.).

● Ombres : le premier vrai-faux Américain et premier auteur de la « Série noire » lancé par Marcel Duhamel, Peter Cheyney, n'a pas fait que dans la rhétorique véhiculée par Lemmy Caution. Ses *Récits de l'ombre*, contribution à l'effort de guerre contre le nazisme publiés, pour l'essentiel, à partir de 1946 et réédités à de nombreuses occasions, sont rassemblés en un volume de la collection inaugurée par Ed McBain (Presses de la Cité, 957 p., 98 F.).

ALAIN ABELLARD.

(1) Entretien publié dans *The Archaic Detective* et reproduit dans le n° 23 (avril 1988) de la revue *812*.  
(2) « L'Introuvable », 23-25, rue Juliette-Daunin, 75010 Paris (tél. : 42-00-61-43).

« On me demande ce qu'il faut lire dans Simonon. Ma réponse est : TOUT. »  
ANDRÉ GIDE



VIENT DE PARAÎTRE  
TOME 5  
Le temps d'Anis / Un Noël de Maigret / Sept petites croix dans un carnet / Le petit restaurant des Termes / Maigret au Picrat / Maigret en meuble / Une vie comme neuve / Maigret et la Grande Parche / Marie qui louche / Maigret, Legnon et les gangsters

« Dans l'évocation du passé, la résurgence du souvenir, Simonon est l'égal de Proust. »  
MICHEL GRISOLIA "L'EXPRESS"

TOUT SIMENON  
PRESSES DE LA CITÉ

PRIX DIDERO 1988  
pour son œuvre dans le domaine de la littérature policière  
Le PRIX DIDEROT-UNIVERSITÉ  
consacré à l'œuvre de l'auteur  
ETI...

# LA VIE LITTÉRAIRE

## Dernières sélections du Goncourt et du Renaudot

Voici la dernière liste de cinq romans restant en lice pour le prix qui sera attribué lundi 14 novembre : Emmanuel Carrère, *Hors d'attente* (POL); Philippe Labro, *Un été dans l'Ouest* (Gallimard); Bernard-Henri Lévy, *Les Derniers jours de Charles Baudelaire* (Grasset); Erik Orsenna, *L'Exposition coloniale* (La Seuil); François-Olivier Rousseau, *La Gare de Wannsee* (Grasset).

Le même jour sera décerné le prix Renaudot. Voici les six ouvrages retenus : Jean Colombier, *Les Années Céladon* (Calmann-Lévy); René Depestre, *Hadriana dans tous mes rêves* (Gallimard); Jean Guerschel, *Montée en première ligne* (Julliard); Richard Jorif, *Clownerie* (François Bourin); Erik Orsenna, *L'Exposition coloniale* (La Seuil); François-Olivier Rousseau, *La Gare de Wannsee* (Grasset).

Signons, d'autre part, qu'une erreur s'est glissée dans la liste de la sélection pour le prix Femina étranger qui sera attribué le 21 novembre (*le Monde* du 4 novembre). Le jeune romancier australien qui a été retenu par le jury se nomme Rod Jones, et le titre de son roman, paru aux éditions François Bourin est *Julie Paradise*.

## La mémoire d'Auschwitz

Longtemps enfoui dans les sous-sols de la conscience par un effet de « refoulement impétoeux », la mémoire juive de la shoah est soudain venue au jour à la fin des années 80, selon Annie Kriegel, dans une sorte de « redécouverte excessive et gouleuse ». Entré ce « silence » de l'après-guerre et cette « clameur », le temps est-il venu, enfin, de « penser Auschwitz », cinquante ans après cette « Nuit de cristal » qui fut comme la prologue ? Mais peut-on penser l'impensable, dire l'indéfinissable, voire nommer l'innommable puisque les mots mêmes — holocauste, génocide, shoah — se dérobent l'un après l'autre ?

« Penser Auschwitz », tel était le thème du colloque organisé par le collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, du 5 au 7 novembre à Paris. Pour Shmuel Trigano, son initiateur, il s'agissait d'engager une réflexion sur l'extermination des juifs et sur les discours qu'elle suscite afin d'affronter la réalité, contre la tentation de la seule commémoration, et de « sortir l'existence juive de la mythologie dans laquelle elle s'est laissée enfermer ».

Des philosophes, des historiens, des théologiens venus de France, d'Israël ou des Etats-Unis ont donc interrogé les discours tenus depuis plusieurs décennies sur Auschwitz par la littérature ou la religion, avant de chercher dans la recroûte à la pensée cabalistique (Charles Mopsik), à l'art (André Eliez, Claude Lanzmann), à la raison philosophique (Marc B. de Launay), à la psychanalyse (Anne-Lise Stern) ou à l'histoire (Annie Kriegel, déjà citée), les moyens de « parler » de la shoah, non pas pour « rationaliser l'irrationnel » ou pour « banaliser le

scandale », comme l'a souligné Charles Mopsik, mais pour reconstruire « une filiation de la douleur collective ».

On ne saurait résumer en quelques lignes des débats aussi riches, aussi graves, aussi chargés d'émotion. On en retiendra quelques questions : pourquoi la shoah, à la différence du Goulag, n'a-t-elle pas trouvé son Soljenitsyne, capable d'ébranler la conscience occidentale, malgré d'excellents écrivains comme André Schwarz-Bart ou Elie Wiesel ? Comment faire face à cette « défailillance de la modernité » qui n'a jamais conçu de place pour « le juif comme peuple » (Shmuel Trigano) ? Comment la raison peut-elle prendre la mesure du phénomène quand il s'agit pour elle de « penser sa négation perverse » (Marc B. de Launay) ?

Claude Lanzmann a déchaîné les passions, comme à son habitude, en disant « l'obscénité absolue du projet de comprendre ». « Ne pas comprendre, a-t-il dit, fut ma loi d'airain », car « seule la transmission existe ». Comment en sortir ? « Le véritable problème, a-t-il conclu, est de parler et de faire silence tout à la fois. » Au-delà des controverses, cette dialectique exprime bien la difficulté de la tâche. Les actes du colloque seront publiés par la revue *Paroles*.

T. F.

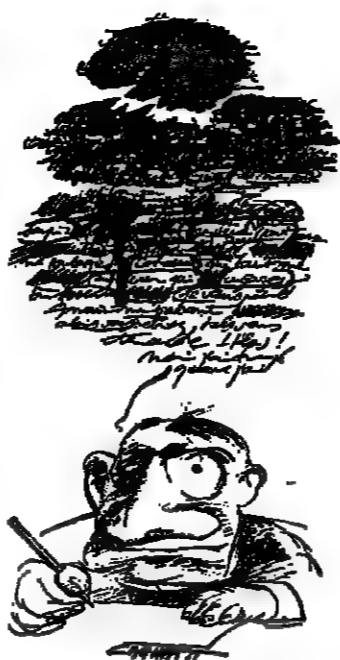
## André Lichnerowicz Prix de la Langue de France à Brive

La septième Foire du livre de Brive a fermé ses portes dimanche 8 novembre après avoir accueilli, salle Georges-Bressens, deux cents visiteurs et quatre-vingt-cinq mille ventes. L'animation généraliste et populaire, la Foire de Brive a acquis sa renommée sur fond de marché et de gastronomie : durant ces trois jours, vingt-quatre mille ouvrages ont été vendus, et le chiffre d'affaires est en augmentation de 20 % par rapport à l'an dernier.

Cette année, le Prix de la Langue de France a été attribué à André Lichnerowicz. Après Jean Tardieu et Jacqueline de Romilly, un scientifique a été couronné. Ce prix de 100 000 francs vient moins souligner les vertus d'une œuvre consacrée essentiellement aux mathématiques que mettre en valeur le combat mené par André Lichnerowicz pour faire du français une langue reconnue dans les colloques internationaux et les rencontres universitaires.

Pour la première fois depuis son existence, la Foire, en collaboration avec les éditions Nathan et l'Événement du jeudi, avait organisé un colloque sur le thème « Actualité et patrimoine ». Les sujets (la lecture en France, la politique éditoriale, la notion de classique, etc.) et les invités (Christian Bourgois, Régine Deforges, Henri Mitterand, Erik Orsenna...) étaient prometteurs. Mais, en dépit de tous les efforts de Jérôme Garcin, le débat eut quelque peine à prendre son envol.

Pour sa huitième édition, la Foire de Brive a décidé d'élargir ses frontières. Jean Charbonnel, député et maire, est persuadé qu'il faut désormais donner à la foire « une nouvelle dimension internationale ». En tant que « vieux militant de la francophonie », il a donc choisi de faire de la prochaine édition coréenne



un rendez-vous des littératures d'Afrique noire, du Maghreb et du Canada.

A l'occasion de cette foire, la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative a remis samedi 5 novembre, à Brive, le Prix Jours de France de la meilleure plume touristique à Yvon Audouard pour les *Cigales d'avant la nuit* (éditions du Pré aux Clercs). Les éditions Autrement se sont vu remettre, pour les *Echappées belles en France*, le Grand Prix national des guides touristiques.

MICHEL DUBREUIL.

## La disparition de deux penseurs égyptiens

Presque au même moment viennent de s'éteindre, à plus de quatre-vingt-dix ans, Hussein Fouzi et Aziz Ateya, les deux auteurs égyptiens généralement considérés comme les doyens de la scène moderne de la pensée égyptienne. Hussein Fouzi, musulman laïque, philosophe de formation française, grand voyageur, aura fait jusqu'au bout, comme son épouse le romancier Toufik El Hakim, disparu l'an passé (*le Monde* du 28 juillet 1987), avec les maximalistes islamiques, qui ont le vent en poupe parmi la jeunesse intellectuelle égyptienne depuis une dizaine d'années. *Shibdad moderne* avait été publié il y a quelques mois par Etienne dans la collection qu'il dirige chez Gallimard.

Aziz Ateya, qui vient de mourir à Salt-Lake-City (Etats-Unis), appartenait à la communauté copte, dont il aura été jusqu'à sa mort l'un des penseurs laïques les plus marquants. Peu connu en France, il jouissait en revanche outre-Atlantique d'une grande audience, et l'université de Salt-Lake-City lui avait, de longue date, ouvert ses portes, puisque les autorités égyptiennes refusent qu'il y ait une chaire de copte chez elle. Aziz Ateya était en train d'achever, avec une piéce de savants internationaux, le grand œuvre de sa vie, l'*Encyclopédie copte*. Aziz Ateya paraissait la revue française *le Monde copte*.

J.-P. P. H.

★ LE MONDE COPTE, 5, rue Champollion, 87000 Limoges. Le numéro 14-15, 100 p., 85 F.

## Une riche

### « Lettre internationale »

Quatre-vingt pages de (très) grand format, quelque soixante auteurs du monde entier — dont un tiers de poètes, — plus de trente traducteurs... La *Lettre internationale*, avec ses auteurs prestigieux et ses inconnus, la diversité de ses dossiers exhaustifs et ses débats, est une revue trimestrielle qui ne ressemble à aucune autre.

« Quelle est ma patrie ? » demande Harry Mulisch, l'auteur de *l'Attentat*, dans un « Eloge du non man's land » qui ouvre le dossier sur « Nos Européens » : enfant tchèque né en Hollande dont la mère en est à son cinquième passeport et qui ne peut « avoir d'autre patrie que l'Europe entière ». De son côté, la sociologue hongroise Agnès Heller voit dans l'Europe, dont l'idée spécifique ne se forme qu'au dix-huitième siècle... « la culture la plus brève de toute l'histoire », un « prologue à un rêve, écrit-elle. Mais ceux qui partagent le rêve européen sont dans l'impossibilité de concevoir un épilogue ». Ce que semble confirmer l'étude d'économistes italiens, lesquels ne voient d'autre issue que dans une collaboration scientifique et technique urgente si l'on ne veut pas continuer à voir décroître dangereusement la compétitivité de l'Europe. D'autres articles complètent ce dossier : notamment « Mon Europe », vue par le Tchèque Ludvik Václavik, « comme je ne peux pas partir d'ici, je réfléchis de façon plus indépendante sur ce que je n'ai jamais vu » ; ou bien « Munich avant Yalta », rhapsodie de la romancière allemande Ulrike Meinhof à propos de sa Bohême natale... ainsi qu'un rapport sur « l'Europe de la culture » de M. Ripa di Meana, chargé de la culture au sein de la CEE.

Un très beau texte de l'écrivain portugais Venceslau de Moraes (1854-1929) ouvre les « Pages chinoises », qui se poursuivent avec une étude virulente et pertinente de l'historien Philippe Videlier sur « la nouvelle jeunesse de Chen », qui fut doyen de la faculté des lettres et des arts de Pékin, fondateur du Parti communiste, exilé en 1929. Le sommaire, particulièrement riche, évoque aussi l'écrivain face au politique, avec des textes du Hongrois Miklos Meszoly, d'Irving Howe, Nadine Gordimer, José Saramago, Antonio Tabucchi, Alberto Moravia, Mario Vargas Llosa, Slavomir Mrozek, Iouri Mamléiev, des poèmes du Lituanien Tomas Venclova (« Dites à Fortinbras (...) le Danemark n'existe pas »), et un document passionnant : l'arctique remarqué que le critique soviétique Iouri Kariakine a publié dans *Znamia* à propos du dernier roman de Moïsev, en réponse à une lettre anonyme d'indignation — qui ne parut jamais — du fils Jdanov... lequel défend « l'approche sociale en littérature » (« la seule persuadée que vous méprisez ce peuple dont vous n'avez que le nom à la bouche. Vous le méprisez précisément parce qu'il ne vous a pas encore percé à jour, parce qu'il vous permet encore de vous nourrir à ses dépens. Il vous donne du pain, vous lui donnez des mensonges », écrit notamment Kariakine à celui qui fut le premier mari de Svetlana Allilueva !). Les temps changent.

N. Z.

★ LETTRE INTERNATIONALE, n° 18, Automne 1988, 42 F.

## ALAIN BOUREAU LA PAPESSE JEANNE

Une tradition légendaire largement répandue depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, et encore vivace de nos jours, affirme qu'une femme travestie en homme aurait occupé la chaire de Saint-Pierre vers 856. L'auteur pose ainsi la question troublante de l'imposture : que se passe-t-il quand un pouvoir suprême se laisse usurper ?

Aubier

## JEAN GUERRESCHI

### Montée en première ligne

«Devant une telle érudition au service d'une telle fantaisie, on reste pantoflé. Il paraît que le plupart des Français n'achètent qu'un livre par an. Si par malheur vous êtes de ceux-là, n'hésitez pas. Jetez-vous dans ce roman.»

PIERRE-ROBERT LECLERCQ "MAGAZINE LITTÉRAIRE"

«Un rêve musicien. Inclassable, colossal.»  
GILLES TORIDJMAN "L'EXPRESS"

«Un formidable puzzle romanesque où personnages et événements s'entremêlent, écrit avec érudition et humour. Une étonnante et prometteuse machine littéraire.»

JEAN-CLAUDE PERRIER "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

«Parce qu'il est d'un extrême réalisme, un tel roman interroge àrement le réel, le défie car nous sommes à tout instant incertains si le roman ou l'histoire l'emporte, la réalité ou l'imaginaire.»

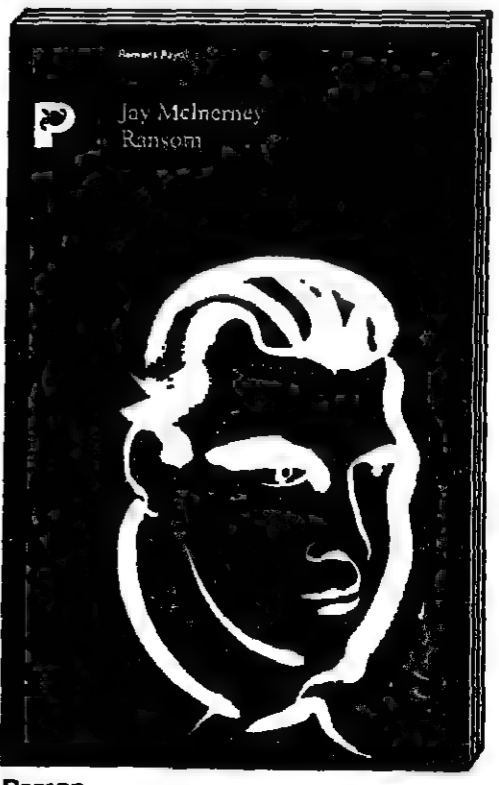
GILLES LAPOUGE "LA QUINZAINE LITTÉRAIRE"

«C'est géant, faites passer !»  
JEAN-LOUIS EZINE "LE NOUVEL OBSERVATEUR"

## Roman JULLIARD



- Ransom, c'est la littérature new-yorkaise, tendance yuppie ?  
- Non, c'est un roman américain, tendance Lord Jim.



Payot

Roman

## PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS 1988

Pierre NORA pour son action éditoriale dans le domaine des sciences humaines

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par l'Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.



## RECONSTRUCTION DÉCONSTRUCTION

L'architecture française 1945 - 1975 par Bruno Vayssière

328 pages, 282 illustrations, 260 F  
PICARD ÉDITEUR  
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Pierre Louys, ou le malheur d'être libertin

Une biographie et un roman érotique inédit, l'île aux dames, font revenir sur la scène un écrivain du plaisir et de la déception

« Il est trop beau pour être un homme, qu'il prenne garde aux dieux », disait Oscar Wilde de son ami Pierre Louys. Et les dieux, en effet, s'acharnèrent sur Pierre Louys, en effaçant ensuite dans les mémoires, comme ils font presque toujours, les traces de leurs mauvais traitements.

Au début, rien de trop inquiétant. C'est la guerre de 1870, mais on n'en souffre pas trop dans la famille de magistrats rémois où naît Pierre Louys, qui s'appelle encore Pierre Louis, puis qu'il n'est pas encore poète. Si son père semble avoir été brutal et indifférent, si sa mère meurt quand il a neuf ans, il y a Georges, son frère bien-aimé, de vingt-trois ans son aîné, à qui, toute leur vie durant, il écrit presque tous les jours d'immenses lettres : « Tu sais je ne peux me confier que par écrit ».

Il entre à l'École alsacienne, et c'est le début d'une amitié tumultueuse et exaspérée avec Gide. Louys est toujours premier en français ; les deux apprentis poètes s'enflamment pour Hugo, comme tout le monde, et pour Heine, ironique et passionné. Mais l'année-tournant, c'est 1890. Surtout pour Valéry peut-être, qui rencontre Louys à Montpellier et dit que, sans ce hasard, il ne se serait pas embarqué en poésie. « Il a joué dans nos destins un rôle immense... Un tyran délicieux, soi-même esclave de ce qu'il trouvait beau dans les livres... Les voilà inséparables, à la recherche de l'Idéal : ils échangent une correspondance intense.

Erotisme et topologie

L'ÎLE AUX DAMES, que publient aujourd'hui les Éditions 1900, est un inédit, une ébauche de roman comme Pierre Louys en avait écrit beaucoup avant 1914. C'est une parodie de l'île mystérieuse, une sorte d'utopie où règne l'obsession sexuelle avec toutes ses formes, à l'exclusion de l'homosexualité masculine. Pierre Louys a donné à son île une histoire : elle est découverte en 1623 par un certain Hérode qui en devient le roi, et impose une législation particulière, selon laquelle « les actes d'impudicité, fornication, adultère, inceste et autres formes de paillardise (hors le crime de viol) sont licites en tous lieux et entre toutes personnes ».

L'auteur s'attache ensuite à la topologie et entreprend de longues énumérations : rues des quartiers riches et des quartiers pauvres, noms des magasins, et descriptions des petites annonces qu'on peut lire aux devantures, ou dans les boutiques.

Avec l'esprit de méthode qui caractérise Louys, il passe alors à la mise en scène des personnages, et les promène de la ville à la cour. Avant de les envoyer dans la « rue des quarante bordets » — bordel des géantes, bordel des naines, bordel du casse-noisettes, bordel des blondes, des rousses, des hermaphrodites, etc. Comme toujours chez Louys, des listes, des listes, le plaisir des listes qui finit par dévorer tous les autres.

G. B. \* L'ÎLE AUX DAMES. Ébauche pour un roman érotique, de Pierre Louys. Éditions 1900, 178 p., 89 F.

Les Éditions Gallimard LA GRANDE RENCONTRE DU DESSIN ET DE LA LITTÉRAIRE 384 PAGES 179 FRS.



« Je rêve, écrit Paul, d'un sonnet écrit par un songeur raffiné, qui serait en même temps un judicieux architecte, un sagace algébriste, un calculateur infatigable de l'effet à produire... »

« Je rêve, écrit Paul, d'un sonnet écrit par un songeur raffiné, qui serait en même temps un judicieux architecte, un sagace algébriste, un calculateur infatigable de l'effet à produire... »

A vingt ans, Pierre Louys est un dandy empâté, déjà, dans des règles de vie et des proclamations hétéroclites. Il n'a toujours pas trop de raisons de se plaindre. Ses pantalons gris perle sont célèbres, sa chevelure aussi, et ses yeux orientaux. Il refuse toute photo dans les journaux — un principe qu'il maintiendra — pense qu'il faut, pour être un vrai poète, se tenir à l'écart, se garder des dîners en ville et surtout ne pas céder à la tentation de vivre de ce que l'on écrit. Ce qui est plus facile à dire qu'à faire. « L'idée que cette ligne vaut vingt sous m'empêche absolument de l'écrire pour la vendre », remarque-t-il, en proie à une des innombrables pannes qui ponctuèrent sa courte vie.

La gloire c'est comme les femmes

Mais c'est le 19 juin de cette fameuse année 1890 qu'il entre vraiment en art, au 89 rue de Rome, chez Mallarmé qui le séduit : « Non seulement c'est un grand poète, mais il est très intelligent, ce qui ne s'accorde pas toujours ». Il trouve là une famille, et devient le propagandiste infatigable de ses amis : une manière de composer les réticences qu'il éprouve à commercialiser ses vers, une manière de prodiguer aux autres le soutien qu'il en espère.

Les effets ne tardent pas à se faire sentir : comme l'art majeur de Pierre Louys est celui de la déception, il devient vite champion en brouilles : il se fâche avec Gide, pour des histoires de préséance, de jalousies, de dédicaces : « Tu es un petit alligand d'avoir donné Paludes à Valéry d'abord et de lui avoir interdit de me le montrer ensuite. La seule chose que me console, c'est qu'il ne l'a pas lu. »

Il se fâche avec Debussy et Wilde : « C'est, explique-t-il, que la plupart des hommes aiment mieux trahir que combattre. Quand je me brouille, je le dis, quand mes amis se brouillent, ils ne le disent pas, car la déclaration de guerre est considérée comme maladroite dans les rapprochements mondains, littéraires ou sociaux ». Un mélange assez moderne de paranoïa et de lucidité.

Louys reconnaît qu'il aime se disputer, comme il aime les mystifications littéraires. C'est dans cet esprit que sont publiées Les Chansons de Billitis, dans le sillon desquelles la gloire va le menacer de ses crocs dorés. Louys prétend qu'il s'agit d'une traduction comme celles qu'il a faites de Lucien. Lucien dont on dit qu'il a le don de la grâce, avec l'instinct

particulier qui fait pressentir en toutes choses une volupté latente ou promise.

Les Chansons de Billitis immortalisent leur auteur camouflé parce qu'elles incarnent au plus près cette musique à la fois sophistiquée et facile, entre promesse symboliste et Cantique des Cantiques, datée et pourtant pleine de fraîcheur, qui caractérise l'œuvre de Louys.

Ce triomphe survient tandis que s'accroissent les nuages. Louys est amoureux de la fille de Heredia, Marie, dite Gérard d'Houville, qui en épouse un autre, encore un ami, Henri de Régner. Louys le libertin pleure sur son oreiller. Et bientôt il épouse Louise, la sœur de Marie, et multiplie les liaisons, qu'il enregistre avec un soin comptable, de plus en plus maniaque, de plus en plus méthodique. Il tient des carnets et des fiches, des listes, où il dresse des inventaires de caresses, réunit des collections de morceaux de corps féminins. Et par là, il est une sorte de précurseur des surréalistes. Il tient aussi le compte de ce que lui coûtent ses brunes.

Il faut dire que les ennuis d'argent ne cessent guère, malgré les trente et un mille exemplaires d'Aphrodite vendus en 1896 après un article-coup de tonnerre de François Coppée. La gloire, c'est comme les femmes, et les amis : une excellente source de déception : « C'est là qu'est l'apogée et c'est là qu'est la fin », note Louys au plus beau moment de sa passion pour Marie de Heredia, une remarque qu'il peut étendre à toute son existence saignée. « Je ne sais pas ce qui fait le bonheur, mais ce n'est sûrement pas le succès littéraire. Je suis furieux de la déception qu'il donne. »

Le dandy et la primevère

Le dandy sait que la vie ne vaut rien. Il aspire à prendre congé de lui-même et s'occupe au mot de Baudelaire : « Quel ! J'aimais vous n'aviez eu envie de vous en aller, rien que pour changer de spectacle ! J'ai de très sérieuses raisons pour plaindre celui qui n'aime pas la Mort ».

Le seul sacrement devant lequel le dandy s'incline est le suicide. Déserteur après avoir épousé les délices et les horreurs du culte du moi, voilà sa manière de railler les besoins qui n'ont d'autre ambition que de perpétuer les ratés de l'espèce. « Qu'est-ce qu'un dandy ? » se demandait Baudelaire. « C'est une impossibilité à être déçu qui engendre la supériorité du dandy dans un monde où chaque chose est inventariée », explique Giuseppe Scaramia, professeur à l'université de Rome, dans son subtil et charmant Petit Dictionnaire du dandy.

Reste que, même s'il prétend déjouer toute définition, briser toute limitation, le dandy a ses idées fixes, ses obsessions, ses ardeurs de foi. On le reconnaît à ce qu'il fritte volontiers avec Setan : il se sent solidaire des ricaneurs de ce désespéré.

En amour, comme en philosophie, le dandy se moque des « problèmes essentiels ». La gravité est le masque des sottis, comme la fidélité est l'abri des impuissants. Il préfère l'instabilité des amours épisodiques, si

possible avec des formes fétales, à la lassitude désignée de la couche nuptiale. Et c'est l'ironie, la mystification ou la frivolité qu'il opposera à tous ceux qui couraient la vérité et qui quittaient du royaume des valeurs un peu de fausse monnaie.

Abonné au néant, il n'éprouve aucune gêne à occuper la place du démiurge suprême : il lui arrive même d'y prendre goût : dans cet univers manqué et désolant, autant jouer à être le créateur de soi-même et des autres. Ainsi naissent les vrais chefs-d'œuvre : dans la simulation, dans la déception, dans l'éphémère... et sans personne pour s'en aviser.

Le dandyisme, disait un de ses sectateurs, consiste à se placer du point de vue de la femme de ménage qui découvre le cadavre, au matin. En attendant, il importe d'être sublime, fiévreusement inquiet pour sa santé, tant elle le trouve pâle : « Pas du tout, je suis seulement fatigué. Hier, j'ai cueilli dans les bois une primevère, mais elle était tellement fragile que j'ai dû la veiller toute la nuit. »

R. J. \* PETIT DICTIONNAIRE DU DANDY, de Giuseppe Scaramia. Traduit de l'italien et présenté par Henriette Levillain. Seuil, 199 p., 89 F.

ARTS

Résurrections

LA FORGUE, comme Toulet et comme Apollinaire, fut critiqué d'art en même temps que poète, et, comme eux, critiqué et avivé. C'est une excellente idée que d'avoir rassemblé et annoté ses feuilletons. A Berlin et à Paris, il excita joliment ce que l'époque avait de pompeux et de vulgaire, n'exceptant de ses fusillades que quelques symbolistes, Klinger, Moreau et Puvis de Chavannes. Pas de balles perdues : l'œil est sûr, l'intelligence cruelle, la mémoire longue. Le style ne souffre aucun reproche, ironique, fin de siècle, humanitaire en plus maigre. On aime à voir Caroux-Duran défini par sa « psychologie de revendeuse à la toilette » et ce faux grand peintre de Fantin-Latour ainsi traité : « Des grâces mythologiques (...) dans une averse délicate de pastellé sur canevas de fine tapisserie. Et après ? Ce n'est ni nu, ni désahabité, ni préraphaélite, ni Pœ, etc. » Pourquoi faut-il donc que les écrivains aient toujours la sentence plus juste que les critiques d'art de profession ? Parce qu'ils sont écrivains peut-être.

La critique de profession, c'est Clement Greenberg, qui a tenu sous son autorité la peinture américaine des années 50 et contribué à sa gloire. Une anthologie de ses articles témoigne de ses aveuglements et de ses intuitions. Homme d'une génération — celle de Pollock — et d'une conviction — que le moderne serait nécessairement abstrait — Greenberg mesure tout à cette aune. Sa foi progressiste le convainc ainsi qu'en 1957 Picasso est inutile aux arts, ayant été dépassé par de plus jeunes. Ce qui donne : « Tout comme il a rarement été capable d'utiliser le couleur de façon positive et qu'il manque de sensibilité à la texture de la peinture, Picasso a toujours manqué de « toucher », du sens de la surface, en sculpture. » Tel quel, Braque, Léger, Gris et Roussit passent à la même moulinette théorique, et même de Kooning, coupable d'avoir la « goût français » et de rester un « late Cubist ». Tout cela à la mesure de la clarté, mais c'est à peu près le seul. Il est donc heureux que l'on ait traduit Greenberg, le meilleur exemple de formaliste dur qui soit — et donc le meilleur contre-modèle qui se puisse trouver.

A l'inverse, il y a l'empirisme savant d'Erwin Panofsky — dont Patrick Maurias a découvert un chef-d'œuvre inconnu au titre étrange : les Antécédents idéologiques de la calandre Rolis Royca. Panofsky y tente de définir l'art anglais, d'analyser ses contradictions et de mettre à jour quelques constantes. Il procède par analogies, invention de catégories, citations et allusions. Cathédrales, villas à l'italienne, proses médiévales, art des jardins : tout lui sert à suggérer une dualité contradictoire. D'une part, un impératif de rationalité, de l'autre une pulsion d'imagination de type romantique. Ces principes ennemis exercent leur autorité tantôt en alternance, tantôt ensemble.

La calandre Rolis Royca résumerait « deux siècles de préoccupations et d'aptitudes anglo-saxonnes : elle cache une admirable mécanique derrière une majestueuse façade palladienne ; mais celle-ci est surmontée par la Silver Lady, dont la silhouette art nouveau, voiles au vent, est pénétrée de l'esprit du « romantisme ». Cette explication par le dualisme du rêve et de la raison peut paraître commode et incomplète, l'histoire religieuse de l'Angleterre, par exemple, demeurant étrangement absente du livre. Mais que ne pardonnerait-on à tant de virtuosité et à une érudition si universelle ?

Tout autre chose enfin : le peintre, théoricien et historien Michel Seuphor livre ses mémoires sous forme d'entretiens rédigés. Ayant joué un rôle d'importance et connu nombre d'artistes de premier ordre — Arp, Deleunay, Mondrian, — il évoque les malheurs de l'abstraction dans l'entre-deux-guerres et son succès après 1945 tout en se racontant. Sans grande mansuétude pour ses contemporains, Seuphor a plus de générosité et plus d'admiration pour lui-même.

On ne s'inquiéterait pas de ce léger travers, commun à la plupart des mémorialistes, si le livre ne s'échappait sur deux chapitres de règlement de comptes consacrés à l'histoire des faux Mondrian du Musée national d'art moderne que Seuphor avait certifiés authentiques. Nul ne songe à lui faire grief de son erreur, mais l'on ne peut admettre pour autant qu'il pose à la victime d'on ne sait quel complot et accable indignement un conservateur qui n'avait eu que le tort de se fier à son avis. Ce qui eût été sans cet incaudé venarum un bon volume d' anecdotes et de souvenirs finit très mal.

- PHILIPPE DAGEN. \* TEXTES DE CRITIQUE D'ART, de Jules Laforgue, réunis et présentés par Mireille Dotin. Presses universitaires de Lille, 192 p., 95 F. \* ART ET CULTURE, de Clement Greenberg, traduit de l'anglais par A. Hindry, Macula, 302 p., 100 F. \* LES ANTECEDENTS IDEOLOGIQUES DE LA CALANDRE ROLIS ROYCA, d'Erwin Panofsky, traduit de l'anglais par B. Turle. Le Promeneur, 56 p., 20 ill., 120 F. \* UNE VIE A ANGLE DROIT, de Michel Seuphor. Propos recueillis par Ch. Germain et P. Halm. La Différence, 196 p., 120 F.

LAURENCE PAYE-JEANNENEY - JEAN-JACQUES PAYAN LE CHANTIER UNIVERSITAIRE « Batir l'avenir » PRIN DE VENTE : 120 F - 264 pages BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 30 28

Paul-Marie de La Gorce L'EMPIRE ECARTELE 1936-1946 DENOËL L'AVENTURE COLONIALE DE LA FRANCE

ROMANS L'humour noir le procès d'un mo Plus mon petit Li

ROMANS

L'humour noir de Michel Besnier

Le portrait d'un conformiste, dans une France où le pétainisme aurait triomphé.

IMAGINEZ un instant que le débarquement anglo-américain sur les plages normandes ait échoué en juin 1944 et qu'après les troupes soviétiques aient été défaits devant Stalingrad. Que se serait-il alors passé en France ? Michel Besnier se garde bien de répondre à cette question en forme de cauchemar dans le Bateau de mariage, son premier roman. Il se contente de suggérer que, en toute logique, la « révolution nationale » aurait continué à distiller ses poisons et que son « ordre moral » se serait progressivement inscrit dans toutes les têtes.

Pétain disparu, ses successeurs célèbrent son culte, et un musée rappelle aux populations naturellement oublieuses quels furent les égarements du régime parlementaire et comment les « barbares » de l'Est et les « dégénérés » de l'Ouest furent vaincus par les armées combattant au nom de la « civilisation européenne ». Dans

un hameau de la Normandie profonde, Aconit, jeune instituteur à l'école Pierre-Puiseau, respecte scrupuleusement les instructions officielles en aidant ses élèves à prendre conscience des « limites nécessaires de la liberté ».

Ce conformiste se sent bien à l'ombre de la devise pétainiste : « Courage, tempérance, solidarité » et il ne demande qu'à vieillir en conformité avec les lois de son pays. Aconit apprécie que son père parle par sentences. L'une d'entre elles résumait en peu de mots la seconde guerre mondiale : « Quand on n'est pas maître de son troupeau, on l'envoie à l'abattoir ».

Michel Besnier est un illusionniste qui ne dévoile ses tours qu'avec réticence. Son roman, remarquablement construit, est un régal pour qui apprécie l'humour noir, mais la France et les Français qu'il décrit paraissent si familiers que l'on éprouve comme une gêne à

les trouver odieux ou antipathiques. Aconit, par exemple, craint plus « l'illégalité elle-même » que ses conséquences. Aussi ne comprend-il pas très bien pourquoi certains de ses collègues se plaignent de ne pouvoir enseigner en classe le Rouge et le Noir ou la Confession d'un enfant du siècle. Dans cette France devenue « le jardin de l'Europe », « la terre est la meilleure école du réel » et toute forme de dissidence est prosaïque. La mort, elle-même, ne suscite ni crainte ni révolte. Elle est acceptée au même titre qu'une loi.

« A mon âge on n'a plus d'idées »

Les jours s'écoulaient ainsi en un ennui que ne dément aucun orage. Fiancé à Mauve, une jeune fille aussi conformiste que lui, Aconit, après avoir, selon la coutume, commandé le « bateau de mariage » qui ne servira que le jour de ses noces, ne verra pas durant un mois

sa promise. Une manière comme une autre de s'accorder un délai de réflexion ou plutôt, vu le contexte, de ne pas défrayer la chronique locale.

Aconit profitera de cette vacance sentimentale pour lire des vieux journaux du temps de la guerre. Xavier, un vieil homme qui appartient jadis à la Résistance, les lui fournit sans un mot de commentaire. « A mon âge, on n'a plus d'idées », lui confie le vieillard comme pour s'excuser d'être hors la vie après avoir été hors la loi. Aconit ne retiendra rien de ses lectures et ne remettra en question aucune des vérités établies par le pouvoir politique. Lucide, trop lucide, Michel Besnier, dont le livre dérangera les amateurs de « héros positifs ».

PIERRE DRACHLINE. \* LE BATEAU DE MARIAGE, de Michel Besnier, Seuil, 160 p., 75 F.



Les cartes postales d'Yves Simon

NOTRE monde, sous le regard d'Yves Simon, est un luna-park où s'égarait l'humanité en attendant que la roue s'arrête et que les lumières s'éteignent. « Nous n'avons pas de certitudes », écrit-il. Nous ne savons que caresser une peau, embrasser nos bouches, aller et venir avec nos corps, jouer et, avec des klomex à la main, dire comme après un match ou un concert : ce soir c'était super ! Ainsi tombe le rideau sur nos jours ordinaires. En une soixantaine de textes, poèmes en prose, fragments d'un journal non daté, cartes postales d'un paysage intérieur ou vignettes de l'âme, Yves Simon évoque ses rages et ses déceptions, ses rêves et ses rencontres (avec Wim Wenders, Simone Signoret, Chris Marker, François Mitterrand ou Jean-Luc Godard). C'est avec un plaisir d'adolescent qu'on emboîte le pas à Yves Simon, ce vagabond des villes qui ne traverse jamais la Seine sans avoir envie de s'y jeter et provoquer un bel atropement, et qui aspire à mourir pour la sourire d'une petite fille en souquettes. C'est en badaud poppeard qu'on assiste en sa compagnie à cette scène de la vie

quotidienne : une vieille dame sort du métro soutenue par deux jeunes filles dont l'une tient à la main le livre de John Irving, l'Œuvre de Dieu, la part du Diable. Avec la même ironie matinée de nostalgie, Yves Simon dénude une galerie de visages : les visages qu'on a admirés, puis oubliés — ceux des petites amoureuses et ceux des amis d'un jour, — les visages que le temps a démaquillés, et ceux que le chagrin a magnifiés. Au cours de ces promenades dans le musée de ses hantises, Yves Simon nous dit le charme des jours anéantis, celui des amours englouties ; des pans entiers de notre existence qui se sont écroulés et dont on a gardé chaque fois une parcelle, la plus précieuse, pour en faire un chapelet de souvenirs et ressasser dans sa tête les moments éblouis. Yves Simon balaye notre vie quotidienne d'un coup de projecteur poétique : nos Jours ordinaires ont trouvé en ce romancier un enchantement magnifique. ROLAND JACCARD. \* JOURS ORDINAIRES, d'Yves Simon, Grasset, 100 p., 48 F.

Le procès d'un monde « arrêté »

Deux voix, deux styles, deux époques : avec Déconnection, Claude Ollier poursuit son exploration d'univers superposés.

DEPUIS toujours, de la Mise en scène (1) jusqu'à Mon double à Malacca, en passant par toutes les étapes du Jeu d'enfant, Claude Ollier nous a habitués, d'une exploration à l'autre, à parcourir avec lui ses espaces balisés de questions-pièges, des univers doubles, où le rêve prête son concours, puisant aux ressources infinies de la topologie. Les questions portaient toujours sur le blanc de la carte, le décalage occidental entre les mots et les choses, dans des paysages gouvernés par la lumière, d'une plaine chaude à une autre plaine chaude. Une œuvre s'inscrit ici, où le suspense a la forme incongrue d'un jeu de cases, où l'impression dominante reste de « ne jamais se sentir à l'intérieur vraiment ».

Déconnection est, comme les autres romans de Claude Ollier, un livre du « Double », deux héros, dans deux espaces-temps différents. Il y a donc Martin, qui a dix-huit ans, en 1939, et se retrouve dans une usine allemande, à Møgelndorf, fraiseur, six mille

pièces par jour. Il a été raffé, il franchit, une à une, des journées-obstacles à durée pleine, et le soir, il passe le pont, rejoint l'école des beaux-arts où sont encasernés les ouvriers importés de force comme lui, et il oublie la guerre en marchant le long des rues aux noms-repères marqués avec insistance, Königstrasse, Bahnhofstrasse, Marienplatz, Karolinenstrasse, des églises, des places, des avenues, une trame.

L'autre, c'est le narrateur. Son histoire se déroule dans un présent futuriste. Le malaise qu'évoquaient les précédents livres de Claude Ollier s'est transformé en crise. Aux questions sans réponse s'est substitué un silence menaçant. Le narrateur vit dans une maison des Causse. C'est l'été, il y a un étang et de la brume, un paysage que nous reconnaissons bien comme une figure du paysage éternel de l'auteur.

Il n'y a plus rien, plus personne à peu près, seulement deux chaînes de télévision, sur les dix-huit qui

fonctionnaient auparavant. Les commerçants qui restent n'ont plus grand-chose à vendre ; souvent il y a des coupures de courant. Le narrateur se repasse des bandes au magnétoscope, Miles Davis. Il rumine des idées, quelque chose comme ce constat que, « eux », ils ne s'arrêtaient jamais de chercher, qu'ils ne s'imitaient jamais, qu'ils croyaient que « toute forme doit changer ».

Sur le Causse endormi

De cet état d'esprit, de cette fibre, il est bien loin, aujourd'hui. Le monde de la guerre est celui de Martin, et l'Allemagne, et la jeunesse. La vie de Martin s'anime lentement, et se peuple : des amis, une convocation à la police pour une histoire de propos séditieux. La ville où il travaille brûle. Mais il y a un avenir possible, et le récit de ces années est net, tonique, la phrase vibre autour des verbes.

Sur le Causse endormi, dans la paix acquise depuis longtemps,

atteint d'une maladie sans nom, la vie au contraire s'éteint, les herbes folles ont le dessus. La nature, ce sont les orties, les ronces, les vipères, les salamandres. Et même les ormes sont malades. Ainsi la vie et la mort, l'espoir et la pure résistance désespérée ne sont jamais là où on les attend. La seule image de joie du livre monte, avec une odeur de gâteau de Noël, de chez Martin, qui a rencontré Heidi.

Deux voix, deux styles, deux époques, la ville allemande et la campagne française, l'homme très jeune et l'autre. Bien sûr, les deux univers superposés s'agencent. Le livre de Claude Ollier se clôt sur une « observation » qui présume peut-être un réveil et peut-être non. Il est d'abord un procès, mené sans tambour, le procès d'un monde « arrêté », le nôtre. Le naufrage consécutive à « chacun chez soi ».

G. B. \* DÉCONNECTION, de Claude Ollier, Flammarion, 194 p., 79 F. (1) Prix Médias 1958.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Plus mon petit Liré...

(Suite de la page IX.)

MAIS Rome, enfin tout de même !... Vous avez mal vu. Le dessin des collines est médiocre, d'un accent pictural exigu. La briques du Forum rappelle celle de Saint-Omer, les Thermes : des dépôts de locomotives ; et Caracalla : le Colorado.

Le monde antique est d'une « monotonie lésante », comme avait eu le courage de l'écrire Fernand Lot. La sculpture est terriblement anecdotique. La Tibre, exsangue, ne vaut pas l'Hérault. Les habitants des palazzi ont l'air de sinistres relégués en hôte. Vois et enlèvements ponctuent la vie quotidienne. L'absence de trottoirs et l'audace des automobilistes interdisent la flânerie. Vraiment ?

Les monuments célèbres déçoivent, sans exception. Saint-Pierre est raté de proportions. La colonne Trajane a l'air d'un séquoie fourvoyé dans un square municipal. L'œil habitué aux élancements gothiques ne voit dans les formes romaines que des bulles lourdes et soufflées, des signes de fermentation interne. Le plafond de la Sixtine suggère des anciens combattants réclamisés et un fourmillement hindou. L'escalier de la Trinité-des-Morts n'est guère qu'un mélange de Montmartre et de Marché aux fleurs.

La Ville Eternelle vitote de souvenirs et d'excursionnisme plénière, au lieu de vivre de ses œuvres, comme New-York. L'existence y est moins colorée qu'on ne le dit, provinciale, insignifiante, et masquée par rapport au fantôme de toute-puissance inscrit dans la pierre. La cité, c'est un signe, ne s'est attiré aucun diminutif du genre « Paname » ! Une de ses tristesses réside dans les « gestes grandioses mais figés, suspendus à mi-chemin, que la liturgie et l'architecture ébauchent partout comme en rêve ou en souvenir, sans jamais les achever ».

Autre raison, pour Gracq, de ne pas déliner comme tout le monde (et où le plus grand nombre trouve justement son bonheur) : la ville semble un palais déserté par le maître de céans, vacillant entre ce qu'elle est et ce qu'elle signifie. Il fallait être obsédé de nuances comme Chateaubriand, ou d'anecdotes comme Stendhal, pour célébrer à ce point l'Italie, avec des arguments souvent contraires. Montaigne a mis des mois à s'habituer, M<sup>me</sup> de Staël aussi. Et Du Bellay est resté d'une « allergie » sans faille, comme on dirait aujourd'hui.

Telles sont les excuses que Gracq pourrait invoquer, s'il n'était sûr de son fait, jusqu'à la provocation. A part la rougeur des briques au couchant, l'éparpillement des œuvres in situ, le parfum d'éventail qui rôde, et l'arnassement des lettres S.P.Q.R. sur les plaques d'égoût, on ne lui fera pas admettre qu'on « respire » en

Italie. Trop d'entassements, de superpositions, de juxtapositions (tout ce que d'autres adorent !) ; rien qu'un bric-à-brac somptueux... (Oul !)

Et moi, tant d'irrespect envers les admirations reçues à quelque chose de réjouissant. On n'en attend pas moins du marginal que s'est voulu Gracq, ennemi des récompenses, des modes, du livre de poche, etc., et aussi de l'ancien surréaliste, fidèle à Breton, qu'il cite, dès la première page, en exemple de résistance à l'« occupant » antique.

La réticence de notre voyageur a une origine moins construite, plus instinctive. Disciple de Marianne plus que de Carcopino, Julien Gracq a toujours trouvé plus de noblesse, d'éloquence, aux fatalités géographiques qu'aux volontés historiques, aux reliefs qu'aux constructions humaines. D'où son goût pour Paris, New-York ou Constantinople, de préférence à Rome, Leningrad ou Berlin. Prédilection de cartographe plus sensible, de tout temps, à un promontoire granitique qu'à un rotunda baroque, et d'homme atlantique, de Celte, toujours plus ému par un clocher mouillé que par une coupole calcinée de lumière.

La teneur en eau du site visité prend, chez lui, valeur de test réchabitoire. Toute rivière asséchée le renvoie à sa tendresse pour l'Ouest breton ou les bords de Loire. Il lui faut de l'espace liquide pour que circulent l'air et le sens. On ne peut à la fois aimer d'amour, et rêver comme la Ville majuscule, Nantes et Rome !

PEUT-ETRE l'écrivain aurait-il su se partager entre les deux univers s'il avait découvert plus tôt celui qui lui était le plus éloigné. Le premier voyage en Italie dont il nous livre les notes date d'il y a seulement une dizaine d'années. Gracq avait soixante-six ans. Cela explique que les désagréments matériels l'importunent davantage, et que les comparaisons avec des pays dissemblables lui viennent si naturellement sous la plume.

De la part d'un universitaire, d'un normien d'avant-guerre, avoir attendu la retraite pour accomplir le pèlerinage italien ressemble à un préjugé. Et s'estimer déçu relève du confort : rien n'est plus frustrant que de se découvrir une passion quand il n'est plus temps de l'assouvir.

Il ne reste plus qu'à chanter avec Du Bellay : « ...plus mon petit Liré que le mont palatin » ! C'est ce que fait Gracq, dans la prose qu'on lui connaît, minutieuse, gracieuse et qui n'est pas sans rappeler le pointillisme... que l'auteur reproche à la campagne italienne !

\* AUTOUR DES SEPT COLLINES, de Julien Gracq, José Corti éditeur, 150 p., 75 F.

Yves Pelicier Les chemins de la psychiatrie Editions avec Georges Hahn Il n'est pas douteux que peu d'auteurs sont actuellement capables de faire une telle synthèse de façon aussi précise et élégante. G. Massé/NERVURE Jusqu'à présent on n'a guère tenté l'aventure d'un tel parcours, devenu nécessaire, aux membres des équipes soignantes, à l'entourage familial des patients et aux divers acteurs sociaux. ACTUALISÉES PSYCHIATRIQUES ÉDITIONS ÉRES

CELINE TARDI VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT 384 PAGES 179 Frs.

Mathématicien anglais, gay, antimilitariste, collaborateur des Services Secrets, il a inventé l'ordinateur, qui est-ce ? - Alan Turing. Andrew Hodges Alan Turing ou l'énigme de l'intelligence Payot Bibliothèque scientifique

LETTRES PORTUGAISES

« Belles étrangères » portugaises : les manifestations, qui ont commencé à Paris et qui se poursuivront en province, ont été officiellement inaugurées mardi 8 novembre à la Sorbonne...

UN itinéraire d'écrivain tout à fait inhabituel. « Pas normal », dit en ricanant cet homme grand, beau, droit, sarcastique...

parole qu'on retrouve dans l'écriture du Dieu manchot. « Vous êtes un écrivain très politisé, communiste, proche de Cahal, voyageant très souvent en Union soviétique et dans les pays de l'Est... »

Je n'ai pas inventé Ricardo Reis. J'ai ici un homme qui n'existe pas, à qui on a donné le nom de Ricardo Reis, et je me suis rendu compte, en écrivant, que j'étais face à Pessoa, qui est mort, et à Ricardo Reis, qui n'a jamais existé...

Les écrivains aujourd'hui invités à Paris sont ceux qui ont un nom, mais il y a aussi de très jeunes gens, des femmes comme Luísa Costa Gomes, comme Hélia Correia, Maria Isabel Barreno...

RENCONTRE AVEC JOSÉ SARAMAGO « Les romanciers font une sorte d'inventaire »

Vertige de l'identité

DE José Saramago, les Français ne connaissent qu'un roman, le Dieu manchot, paru l'année dernière. Mais voici la suite qu'il a donnée à la biographie de Ricardo Reis...

Vertige de l'identité : lorsque chacun se découvre multiple, comment départager les fantasmes et la réalité ? Saramago nous entraîne dans un « labyrinthe » où s'entremêlent « le mensonge du réel et la vérité du trompe-l'œil »...

L'ANNÉE DE LA MORT DE RICARDO REIS, de José Saramago, traduit du portugais par Claude Fages, Le Seuil, 378 p., 128 F.

Glossaire

Voici la liste des vingt écrivains présents aux « Belles étrangères », Maria Judite de Carvalho (voir l'article de Joana Savignone) et David Mourão-Ferreira, qui étaient invités, n'ont pu venir en France...

ALMEIDA FARIA. Né en 1943 en Alentejo. (Voir l'article de P. Kéchichian.) LÍDIA JORGE. Née en 1946, en Algarve, Lídia Jorge est assistante à la faculté des lettres de Lisbonne...

ALBERTO. Al Berto est né en 1948 à Coimbra. Il a écrit des études d'art à Lisbonne avant de s'installer en Belgique pendant la guerre d'Afrique. Poète, mais aussi dessinateur et animateur culturel, Al Berto rassemble en 1987 ses poèmes en un épais volume, O Medo (la Peur), qui obtient le prix du Pen Club portugais de poésie...

La rumeur de la vie intérieure

Le « mot unique » de Vergílio Ferreira et le Vendredi saint d'Almeida Faria

C'EST la rumeur de la vie intérieure, de la mémoire accumulée, que fait entendre le roman de Vergílio Ferreira, Pour toujours, publié au Portugal en 1983...



Vergílio Ferreira.

1980, relèvent de cette même tendance réflexive. Le dernier roman de Ferreira, Ate ao Fim (Jusqu'à la fin) a paru en 1987. Proche par plusieurs aspects (récit immobile, goût de l'introspection...) de celui de V. Ferreira, l'œuvre d'Almeida Faria en 1983, a été traduit en 1986 chez Belfond (voir « Le Monde des livres » du 17 octobre 1986)...

La beauté de l'épuration... La qualité de la langue de Maria Judite de Carvalho...

Lourenço do Portugal à...





D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

La beauté de l'épure

La qualité fascinante de Maria Judite de Carvalho.

CERTES, l'imagination de Maria Judite de Carvalho est très noire. Les deux brefs et beaux textes parus en France l'an dernier, Tous ces gens Mariana et Ces mots que l'on retient, le prouvaient déjà; les nouvelles et le récit qui sortent aujourd'hui le confirment, avec un talent égal. Mais, si l'on insiste sur la vision sombre de Maria Judite de Carvalho, sur ce qu'elle traque inlassablement - ces vies qui se défilent et qu'elle déroute en quelques phrases, ces petits riens qui font basculer un destin, - il ne faudrait pas en déduire qu'elle patage dans le sinistre, se vautre dans le morbide et le désastre. Elle est bien trop économe de mots, trop hostile à tout lyrisme pour cela.

Ce qu'elle aime, c'est tracer d'un trait net, bref et définitif un personnage, trouver le mot juste, l'image qui, en un instant, font surgir le mystère d'une existence, l'obsession qui entraîne une personne hors d'elle-même, ou au contraire tout au fond d'elle-même. C'est en travaillant sur la ligne, l'épure, que Maria Judite de Carvalho a créé cet univers de banalité fascinante, où la description de la tristesse d'une existence terne ou tragique devient pour le lecteur une sorte de remède contre la lassitude devant la vie

quotidienne, répétitive et souvent désolante.

Jô, l'héroïne de Paysage sans bateaux, a compris, comme son voisin « le commandant », que l'on s'habitue à tout, même à être inutile. Lorsque survient Mario, qui a quitté le Portugal depuis vingt ans, le souvenir de ce qui aurait pu être revient : l'amour, une vie qu'on invente au jour le jour... Mais sans doute est-il trop tard pour tout. Où Jô prendrait-elle les forces de casser l'habitude ?

Dans les dix-neuf nouvelles réunies sous le titre Anica au temps jadis, le sens du raccourci, la violence de la lucidité, l'humour sec, la manière qu'a Maria Judite de Carvalho de faire resurgir le souvenir, se déploient avec plus de brio encore. Anica, le commandant, Emilia, Doris et les autres, on ne les accompagne que pendant quelques pages ou quelques dizaines de pages. Mais ils deviennent inoubliables tant ils disent ce que l'on veut se cacher à soi-même.

JOSYANE SAVIGNEAU.

\* PAYSAGE SANS BATEAUX et ANICA AU TEMPS JADIS, de Maria Judite de Carvalho, traduits du portugais par Simone Biberfeld. La Différence, 104 p., 59 F et 269 p., 89 F.

Navigations lusitaniennes

\* NAVIGATIONS, poèmes de Sophia de Mello Breyner. Traduit du portugais par Joaquim Vital. Ed. de La Différence, 62 p., 49 F.

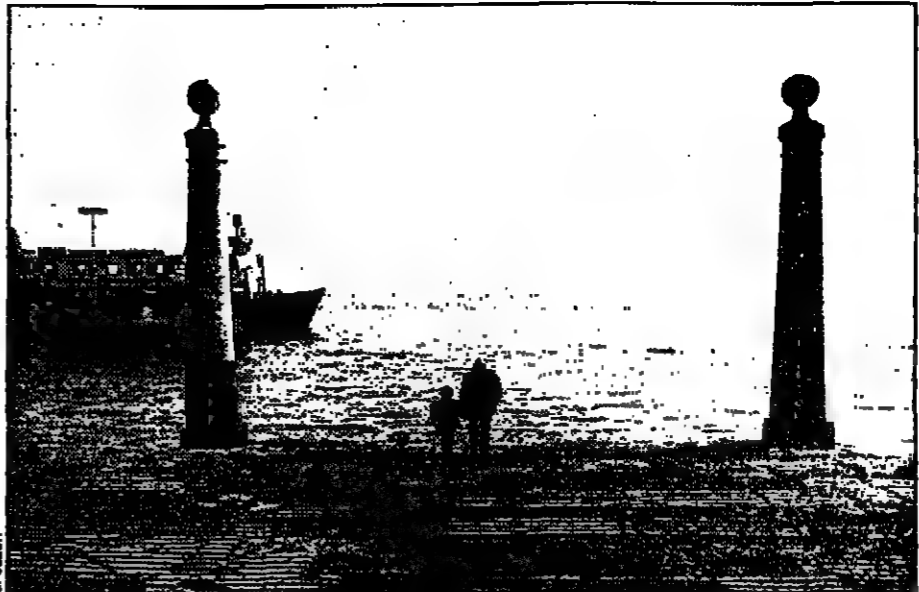
\* CONTES EXEMPLAIRES, de Sophia de Mello Breyner. Traduits du portugais par Alice Caffarelli et Claire Cayron. Ed. de La Différence, 136 p., 65 F.

«NON à la mélancolie portugaise !» Il y a cinq cents ans commençait l'épopée des grands navigateurs, ces découvreurs de la planète qui jouèrent dans le monde un rôle si disproportionné avec la taille du pays d'où ils venaient, premiers champions de l'expansion outre-mer, du Mozambique au Cap-Vert et à Macao, du Brésil au Japon et à l'Indonésie l'Étrange et grande destin pour un pays si pauvre et si petit qui s'était jeté dans le monde sans argent, presque sans hommes et qui, même à son époque de grandeur, ne put jamais en assurer le prix... Les éléments souterrains se déchaînant pour anéantir une capitale alors dans toute sa gloire. Le dictateur mit le pays sous l'étau d'un demi-siècle plus tard. Et un demi-millénaire après les débuts des conquêtes maritimes virent les guerres coloniales et les sombres aventures de la décolonisation. Aujourd'hui, le Portugal, bon gré, mal gré, est revenu à l'Europe. «L'Europe, ce conseil d'administration, où tout se décide à Bruxelles», dit Luxembourg, et où je ne suis rien», déplore Saramago.

De Sophia de Mello Breyner, la « grande dame » de la poésie portugaise, nous avions découvert, il y a peu, une anthologie poétique, Méditerranée, aux éditions de La Différence, qui, cette fois, publie un recueil tout naturellement intitulé Navigations, des poèmes qui tantôt au rythme de cette langue essentiellement faite pour être poésies, cette langue très élaborée qui aime et détache les syllabes tour à tour comme en se jouant de ses voyelles... Quelques titres - Lisbonne, Les Iles, Dérive - pour des poèmes le plus souvent très brefs, dont les images puisent aux quatre éléments dans ces navigations de la traversée, de la mémoire, de l'histoire, de la mer omniprésente « avec le sens du destin que possède la mer ». « Je suis de la race de ceux qui plongent les yeux ouverts / sans jamais perdre le fil de la parole », écrit-elle dans Méditerranée.

NÉE à Porto, en 1919, dans une grande famille aristocratique, d'origine démoise par son père, autrichienne par sa mère, ayant toujours eu relation avec un grand courage à la dictature, honoraire de toutes les plus grandes distinctions de son pays, Sophia de Mello Breyner a toujours écrit de la poésie. « Ce qui est important, dit-elle, c'est que j'ai connu la poésie avant de savoir lire. Les premiers vers que mon père m'a lus étaient les Navira Catharins, un poème anonyme très connu des enfants, mais je savais par cœur aussi des poèmes de Camoens avant de savoir lire, et cela a eu une influence capitale sur ma poésie. Je pense qu'il y a, au Portugal, une tradition de poésie très continue et aussi que la langue prédispose à la poésie. »

Elle parle avec passion de l'Odyssée, qu'elle a lue dans son enfance et d'où est né, en partie, son amour pour la mer. Mais aussi de Jorge de Sena (1), dont elle salua la mort : « A travers ton cœur passe un bateau / qui ne



casse sans toi de suivre son chemin », de Pessoa, dont elle déplore l'excès de popularité : « Nous savions que nous avions un grand poète. Mais la mode conduit vers une mauvaise interprétation de Pessoa. Pessoa, c'est un excommunié, il s'était excommunié lui-même et, comme les femmes voilées, il ne gardait qu'un seul œil pour voir. Et maintenant, on ne cesse de faire de lui des portraits, des monuments... »

Mère de cinq enfants, Sophia de Mello Breyner a beaucoup écrit de contes afin de les leur lire, mais sans penser à les éditer : quatre volumes de ses contes pour enfants ont paru, depuis la Petite Fille de la mer (A Menina do Mar, 1968). Des contes qu'elle écrivait comme si elle les racontait et que tout le monde s'accorde à trouver admirables. Mais c'est pour les adultes qu'elle a conçu ce recueil de Contes exemplaires qui vient de paraître : des récits lisses, écrits « dans un désir d'équilibre, d'harmonie et de perfection », écrit Clara Rocha, qui est critique littéraire et fille de Torga. (« Si on ajoute quelque chose au réel, ce n'est plus le réel », dit Sophia.) On y retrouve celui qu'elle prit pour Homère : un fou vagabond qui passait sur la plage quand elle était petite et qu'on appelait « le Triton », qui tenait toujours dans sa main droite deux coquillages et qui semblait parler à la mer, « un long discours clair, irrationnel et nébuleux, qui semblait, comme la lumière, découper et dessiner toutes choses. »

Surtout, on reste pétrifié par ce conte, entièrement dialogué, qui s'appelle le Voyage : un couple sur une route qui va vers un endroit où ils n'est jamais allé et dont on dit que c'est un lieu merveilleux - cela se révèle être une course à l'abîme, où il va, de dépeuplement en dépeuplement, finir par se jeter, là où le sentier a disparu et où il ne reste plus rien pour se raccrocher. « J'ai voulu raconter ce que ce pouvait être que de se jeter dans l'abîme les yeux ouverts », dit l'auteur, qui ajoute : « Parfois, quand on plonge les yeux ouverts, on voit ce dont on a le plus peur. » Mais qu'y a-t-il de l'autre côté de l'abîme ? Ce n'est pas Sophia qui vous le dira.

Tandis que le Portugal émerge du coin de l'Atlantique où on l'avait presque oublié et entre dans le vingtième siècle, des revues paraissent qui tentent de faire la part sur ce pays qui a laissé une influence durable en

Amérique comme en Extrême-Orient par ses missionnaires et ses commerçants, mais qui nous a donné à la fois Camoens et Pessoa. Citons d'abord Critique (La Revue lusitanienne), n° 495-496) avec notamment de passionnants articles de Robert Brechon sur « Fernando Pessoa et le rêve portugais » et de Patrick Quillier sur « Lisbonne : le regard d'empire et empire des songes ». La revue Autrement a consacré un bon numéro - dirigé par Michel Chandeigne et Pierre Légèze-Costa - à Lisbonne au présent et au futur (« La nostalgie du futur », hors-série n° 30), sorte d'inventaire et de guide moderne de cette autre ville aux sept collines.

Enfin, signalons le dernier numéro de la Quinzaine littéraire consacré au Portugal (n° 519 du 1<sup>er</sup> novembre), qui présente les derniers des « Belles Étrangères » et dans lequel Eduardo Lourenço, le plus remarquable des intellectuels portugais, analyse la complexité de sa culture : « Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, le Portugal n'est pas seulement « européen », il est passionnément européen, à tel point que l'attention portée aux cultures des autres est, pour les Portugais, comme une deuxième nature, écrit-il. Parfois, il nous est arrivé d'éprouver à l'égard de l'Europe des sentiments équivoques à mi-chemin de la fascination et du ressentiment, sentiments typiques des cultures en marge ou coloniales, situation paradoxale car nous étions en même temps une culture colonisatrice. C'est sans doute le fait d'être dans un pays à vocation « impériale » ou tout au moins extra-européenne qui nous a permis, malgré cette attirance vers les grandes cultures européennes, de maintenir à travers les siècles une aptitude à dialoguer avec les autres sans perdre notre âme. (...) Notre culture peut aujourd'hui se regarder dans le miroir européen sans éprouver, comme ce fut le cas autrefois, ce réflexe féroce de ceux qui ne sont pas aimés parce qu'ils ne sont pas connus. »

(1) Auteur de Signes de feu (Albin Michel, 1986) et du Physicien prodigieux (A.-M. Vial, 1985).

- Vient de paraître : LES ÉCRIVAINS PORTUGAIS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, un ensemble de biographies et d'extraits de textes réunis par le groupement de libraires de L'Œil de la lettre (40, rue de Grégoire-de-Tours, 75006 Paris). Tiré à 22 000 exemplaires, ce catalogue est offert gratuitement par ces libraires.

Lourenço du Portugal à l'Europe

QU'EDUARDO LOURENÇO soit l'un des plus subtils connaisseurs et interprètes de l'œuvre de Pessoa, il suffit de lire les études rassemblées dans le volume Fernando Pessoa, roi de notre Brève, la meilleure introduction possible à l'œuvre de Pessoa, pour s'en convaincre. Replaçant le poète dans une perspective portugaise, ou envisageant son œuvre dans ses rapports avec celles de Nietzsche ou de Heidegger, il analyse à la fois une pièce essentielle du drame existentiel européen, et le destin d'un « mythe culturel » : « Quelle image de nous-même déshonore-nous en couchant l'auteur de Faust et de sa nudité vitale et existentielle dans le litrose du monastère des Héroïnes ? Les ruses de Pessoa ont été transférées il y a peu de temps dans ce lieu qui est le Panthéon portugais », interroge E. Lourenço.

Derrière l'image troublée mais centrale de Pessoa, c'est à la place de son pays dans l'Europe - l'Europe historique et l'Europe encore à venir, - au

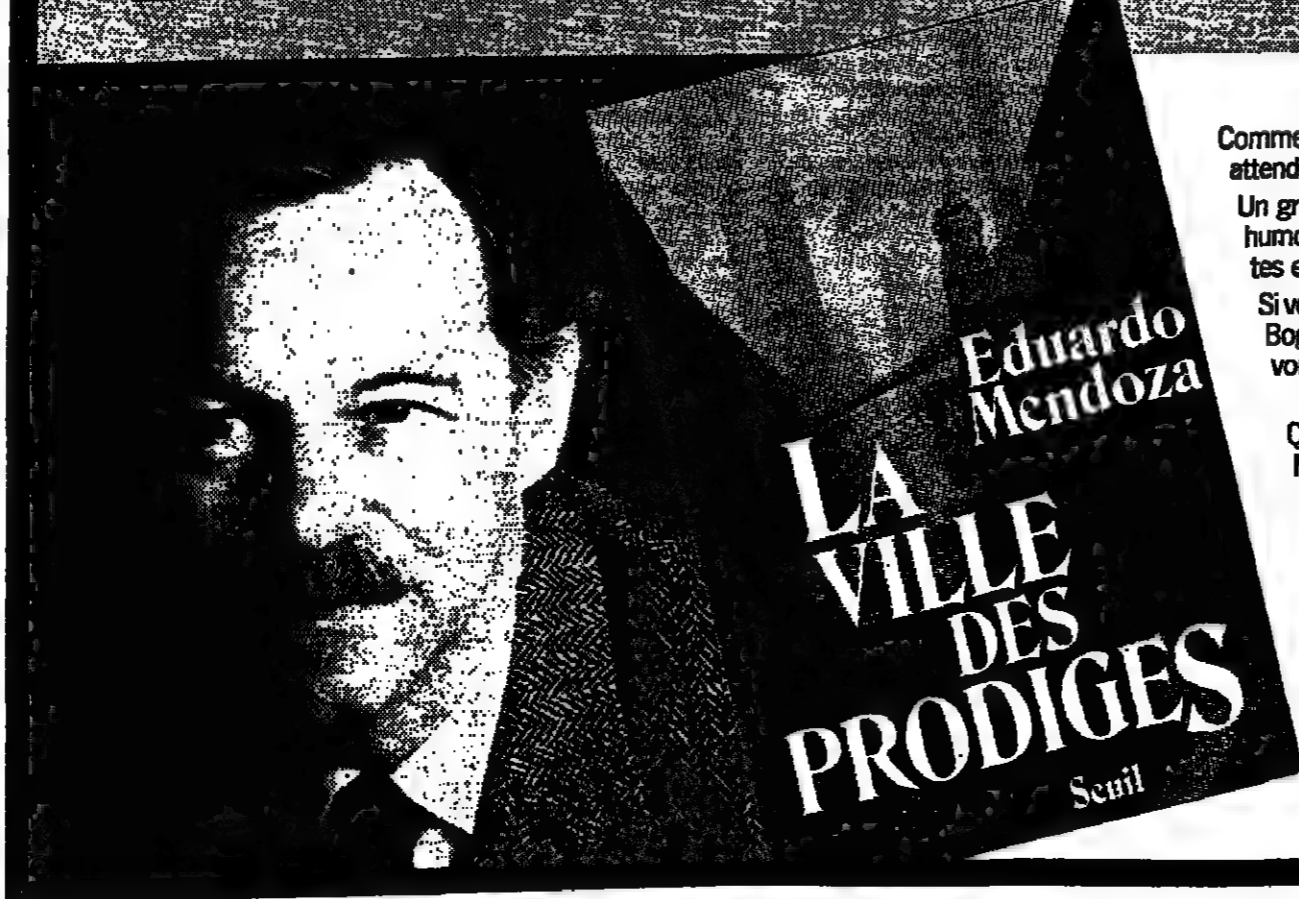
destin du Portugal et aux mythes qui participent de sa réalité culturelle, qu'Eduardo Lourenço a attaché sa réflexion. Publié par un nouvel éditeur installé à Bruxelles, Sagres-Europa, son recueil d'essais, le Labyrinthe de la saudade, aborde ses différents thèmes. Actuellement maître-chercheur à l'université de Nice, Eduardo Lourenço est né en 1923 dans le nord du Portugal. Philosophe de formation, il vient d'obtenir le Prix européen de l'essai - Charles-Veillon pour son livre Nous et l'Europe, ou les deux raisons, qui sera traduit au début de 1989 à la Librairie Séguier.

P. Ké.

\* FERNANDO PESSOA, ROI DE NOTRE BAVÈRE, d'Eduardo Lourenço. Librairie Séguier-Michel. Chasseigne, 216 p., 89 F.

\* LE LABYRINTHE DE LA SAUDADE, du même auteur. Sagres-Europa, 206 p., 650 FB (environ 100 FF), distribué par Nord-Sud, 74, rue Lebrun, 1050 Bruxelles.

EDUARDO MENDOZA



Comme Joyce à Dublin, Mendoza donne à Barcelone le roman qu'elle attendait.

Jean-François Fogel / Le Point  
Un grand roman d'éducation et une hénaurme fresque épique, un récit humoristique plein d'une immense somme de connaissances, d'anecdotes et d'inventions.

Nicole Zand / Le Monde  
Si vous ne connaissez pas encore ce romancier qui réinvente Humphrey Bogart sur les ramblas de Barcelone, deux nuits blanches devraient vous suffire pour vous convaincre de son grandissime talent !

André Clavel / L'Événement du jeudi  
Quatre ans avant le début des jeux Olympiques de Barcelone, Eduardo Mendoza peut prétendre à la médaille d'or de la narration, avec ce marathons romanesque.

Jean-Didier Wagner / Libération  
Prodigieux Mendoza. Albert Bensoussan / La Quinzaine littéraire

Un roman d'une richesse flamboyante. Jean David / VSD  
Découvrir un auteur de cette veine est devenu une aubaine si rare aujourd'hui qu'il faut saluer avec gratitude un tel événement.

Dominique Fernandez / Le Nouvel Observateur

Traduit de l'espagnol par O. Rolin - 120 F

Editions du Seuil



● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

La seconde naissance de Thomas Hobbes

ÊTRE célèbre et mal connu, c'est monnaie courante. Plus encore, peut-être, chez les philosophes que chez les écrivains. La liste serait longue de ces penseurs renommés dont on connaît mieux le nom que l'œuvre.

On ne saurait nier qu'il a sa place parmi les grands. Il figure dans la liste des auteurs du baccalauréat, et tous les manuels de philosophie le citent. Voilà de bons indices, à défaut de références plus solides. Celles-ci d'ailleurs ne manquent pas. Pierre Naville, dans son récent Thomas Hobbes, brosse notamment un beau panorama des réactions et des controverses suscitées par sa pensée.

Toutefois, cette réputation bien établie ne va pas sans malentendus. Le plus fréquent, et le plus trivial, consiste à ne voir dans l'auteur du Léviathan et du De Cive qu'un théoricien de l'absolutisme, partisan de la monarchie et des pouvoirs forts.

Car il n'est guère possible de considérer Hobbes comme un philosophe uniquement préoccupé par le communisme et par la fondation d'une science politique. Dans la masse constituée par les dix-huit volumes de ses écrits (onze en anglais, sept en latin), une bonne part est consacrée à des travaux de philosophie première, de logique, d'optique, de mathématiques.

C'est la jonction de sa philosophie de la nature et de sa philosophie politique qui laisse perplexes. Faut-il se résoudre à couper l'œuvre en deux, renoncer à toute articulation, admettre que la version politique est indépendante, simplement juxtaposée à une physique matérialiste ?

Son travail, imposant, repose sur une idée simple : pour comprendre pleinement le système éthique et politique de Hobbes, il convient de mener une analyse attentive de ses positions métaphysiques. Sa philosophie renfermerait les conditions de possibilité de sa politique.

Le premier, c'est la mise en lumière, comme le titre l'indique, de la Décision métaphysique de Hobbes. Paradoxe : comment considérer comme un métaphysicien ce penseur qui a dit tant de mal de ceux qui se démontrent tels ?

Charlotte VON VERSCHUER LE COMMERCE EXTERIEUR DU JAPON des origines au XVI<sup>e</sup> siècle Un volume 16 x 24, 208 pages 140 FF

Maisonnette & Larose

tant. Les catégories, qui ordonnent notre pensée, sont des genres de l'être. Au contraire, chez l'Anglais, comme disait Descartes, une distinction s'opère entre l'ordre de la connaissance et celui de la réalité.

En séparant ainsi la science et le réel, ou, si l'on préfère, la logique et l'ontologie, Hobbes subvertit profondément la métaphysique. Il critique explicitement les illusions auxquelles donnent naissance les fonctions multiples du verbe Être.

L'autre résultat principal de cette importante recherche est d'établir un lien entre cette « métaphysique de la séparation » et la réflexion politique. Détaché d'un ordre naturel du monde, l'homme diabolique se voit par l'intermédiaire des mots et de leurs définitions.

Hobbes est né en 1588, il y a juste quatre siècles. Les célébrations de cet anniversaire ne sont pas de pure forme. L'œuvre suscite à nouveau un très vif intérêt, perceptible dans la recherche internationale aussi bien qu'ici.

ROGER-POL DROIT. \* THOMAS HOBBS, de Pierre Naville, éd. Pion, 276 p., 120 F.

\* LA DÉCISION MÉTAPHYSIQUE DE HOBBS. CONDITIONS DE LA POLITIQUE, d'Yves-Charles Zarka (éd. Vrin, « Bibliothèque d'histoire de la philosophie », 405 p., 210 F.).

À l'occasion du quadricentenaire

COURT TRAITÉ DES PREMIERS PRINCIPES, de Thomas Hobbes. Édition bilingue. Texte, traduction et commentaire très détaillé de Jean Bernhardt (PUF, coll. « Épistémè », 286 p., 195 F.).

\* SOUVERAINETÉ ET LÉGITIMITÉ CHEZ HOBBS, de Franck Lessay. À partir d'une analyse de la notion d'absolutisme de Hobbes, l'auteur en souligne l'ambiguïté fondamentale : pouvoir sans partage et libération (PUF, coll. « Léviathan », 290 p., 195 F.).

\* Signalons qu'un BULLETIN HOBBS, conçu par Y.-C. Zarka, en collaboration avec J. Bernhardt, sera désormais publié tous les deux ans par la revue Archéologie de la philosophie. La première livraison (T. 51, n° 2, 1988) fait le point sur les recherches consacrées ces dernières années à Hobbes dans divers pays, ainsi que sur la réception de son œuvre.

On annonce également pour les prochains mois la parution des actes d'un colloque franco-américain tenu à Nantes en juin 1987 (Thomas Hobbes, de la métaphysique à la politique, sous la direction de Michel Vanherle, éd. Vrin), ainsi que la publication des actes du colloque tenu à Strasbourg en mai 1988 (Thomas Hobbes, philosophie première, théorie de la science et politique, sous la direction d'Y.-C. Zarka et J. Bernhardt), ainsi qu'un « Que sais-je » de J. Bernhardt (PUF), un volume de la collection « Le philosophe » de Pierre-François Moreau (PUF) et un numéro de la revue Philosophie (Minaud).

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4 Tél. : 43-26-51-09

● HISTOIRE

Archéologie d'une rumeur

Alain Boureau retrace l'histoire de Jeanne, fausse papesse du Moyen Âge et vraie figure littéraire.

INSISTEZ pas, elle n'a pas existé ! Alain Boureau nous en avertit dès la première page de sa Papesse Jeanne en proclamant ses ambitions historiques « avec une raideur exacerbée par le côté scandaleux de la chronique scandaleuse ».

Cette chronique, la voici telle qu'elle circule au treizième siècle : vers 850, une Anglaise de Mayence (sic) se travestit en homme pour suivre à Rome son clerc d'amant. Là, ses qualités intellectuelles et morales lui font gravir tous les échelons de la Curie pour parvenir finalement au souverain pontificat.

Pour éviter pareille mésaventure, la cérémonie de couronnement pontifical comporte depuis un rite de vérification macabre du sexe des papes, suivi de la proclamation publique : « Habet duos testiculos et bene pendentes », signifiant ainsi la présence vérifiée des parties du corps qu'on appelle ailleurs « les pontificales ». Eh bien, ce rite non plus n'a jamais existé, ni la proclamation.

Une transgression majeure

Le réel dans toute cette affaire, c'est que pendant trois siècles décisifs de l'histoire de l'Occident (du onzième au quatorzième siècle), la rumeur mythique et la rumeur rituelle se sont nourries l'une l'autre, et que, jusque dans le monde désemparé de la fin du vingtième siècle, cette Jeanne-là fait fonctionner les imaginations.

Voilà l'objet du livre d'Alain Boureau : le problème central est celui de la croyance et de l'historicité des modes de croyance.

● BIOGRAPHIE

J.D. Salinger l'introuvable

(Suite de la page IX.)

Ensuite, c'est la découverte des premières nouvelles que Salinger a publiées et dont il fera saisir, il y a une quinzaine d'années, une édition pirate. Nouvelles sentimentales, faites sur mesure pour contenter les lecteurs d'une revue ou d'une autre, et dont la confrontation avec l'œuvre connue de Salinger permet au biographe essayiste d'expliquer la manière de l'écrivain, comment celle-ci a mûri, de la même façon qu'un cristal se forme.

Or la véritable récompense va être, pour l'enquêteur, cette liasse de cent lettres qui dort, à l'insu de tout le monde, dans la bibliothèque de Princeton. Elles ont été écrites au fil de vingt ans et adressées au même correspondant. De cette aubaine, le lecteur ne trouvera pas de trace, ou presque, dans cette version de l'ouvrage de Hamilton, la première ayant été interdite par Salinger — lequel fit le voyage de New-York pour répondre aux avocats de la partie adverse. Et il a essayé — il essaierait encore — de faire retirer de la circulation cette nouvelle édition, sous prétexte que le biographe s'y livre à des paraphrases de ses lettres qui ne sont que du « maquillage ». Lettres que, depuis, on peut consulter à Princeton en toute liberté, moyennant 5 dollars, et dont des journaux importants ne se sont pas privés de donner d'assez longs extraits.

Somme toute, l'ouvrage de Hamilton — que l'on lit comme une enquête policière — est plus intéressant par sa démarche, d'une finesse et d'une élégance certaines, que par les révélations qu'il ne cesse de promettre et qui ne se produisent pas.

Certes, on comprend l'envie de Hamilton de cerner, de mieux comprendre, l'auteur qui lui a

Car une femme pape, c'est la transgression majeure de la répartition des rôles masculins et féminins dans l'Église à une époque où l'Église est la structure fondamentale du monde. « Lorsque la clef de voûte de l'édifice central de Pierre se fait Jeanne, lorsque l'élection divine se mue en tromperie humaine (et féminine), qu'advient-il ? » L'histoire de Jeanne apparaît ici comme un de ces « faits historiques totaux » qui permet à l'historien de baliser un long Moyen Âge des mentalités, de saint Bernard à Hegel.

Alain Boureau se fait d'abord archéologue de la rumeur. Le rite du toucher des « pontificales » n'est dans aucun document canonique ni liturgique. Mieux ! Personne ne l'a jamais vu, mais tout le monde sait que d'autres l'ont vu. Et chacun a vu (et vous pouvez aussi aller voir au Louvre grâce à Napoléon) un des sièges percés en porphyre qui servait effectivement au couronnement, de 1099 à 1513 au moins.

Un voyage frudit au cœur du droit canon, de l'histoire de la liturgie et de l'histoire sociale de la Rome médiévale explique comment le rituel du couronnement était devenu opaque au peuple romain du douzième siècle, au moment où l'autorité pontificale s'était retirée dans son hautain palais du Latran. Le peuple alors, par une substitution festive et carnavalesque, allait promouvoir Jeanne la Romaine et pousser Pierre hors du siège apostolique, un siège en l'occurrence percé, permettant toutes les rumeurs sur les moeurs des papes et les pratiques rituelles de vérification.

Jeanne quitte alors Rome pour entrer en littérature et prendre une dimension européenne. Le puissant et ramifié réseau des Frères prêcheurs (dominicains) diffuse son histoire au treizième siècle et surtout la cristallise dans l'œuvre de Martin le Polonais, auteur de la chronique la plus répandue du Moyen Âge central.

procuré ses premiers émois littéraires : n'éprouve-t-on pas le besoin, à une époque où tout a été mis en marche pour effacer l'individuel — première, dernière, seule ressource de la culture, — de sentir la présence de l'auteur derrière l'œuvre, de savoir que Shakespeare est bel et bien Shakespeare, né et mort à Stratford-on-Avon, et non pas Francis Bacon ou le pseudonyme d'un groupe d'élisabéthains doctes ou poètes ?

N'empêche, on ressent une déception assez forte — et que sans doute on partage avec l'auteur — quand on reforme ce livre, car on continue d'ignorer l'essentiel : Salinger a-t-il continué d'écrire, a-t-il pu poursuivre son œuvre dans la solitude ? Ou s'est-il tu pour de bon ?

Il y a toujours un Tchekhov aux grands moments de la littérature, quelqu'un qui renonce à toute forme de représentation ou d'interprétation de son époque, pour toucher jusqu'aux tréfonds les âmes isolées des vaincus de son temps et capter leur murmure.

Salinger était apparu, après les Dos Passos, Steinbeck, Caldwell, Hemingway, et à l'ombre du géant Faulkner, comme l'interprète capable d'exprimer ce que, à propos du théâtre de Tchekhov, on appelle le « sous-texte ». Comme l'interprète d'un monde mineur qui, grâce à quelque chose de caché, à la limite de l'indiscrutable, serait majeur, mieux : impérissable. C'est pour cela que sa voix nous manque, n'a pas cessé de nous manquer.

HECTOR BIANCIOTTI. \* L'ÉCRITURE ET LE RESTE. À la recherche de J.D. Salinger, de Ian Hamilton. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Sophie Folz. Payot, 282 p., 130 F.

C'est lui qui assure la fortune de Jeanne. C'est lui qui la fait être historiquement en lui assignant lieux, dates et rang dans la succession pontificale.

Boccace, un siècle plus tard, la fait sortir de l'Église pour passer en littérature profane et en féminité avec ses Femmes illustres. Luther l'y ramène de force pour mieux, par son relais narratif, assimiler la papauté à la Grande Prostituée de Babylone. Les catholiques répliquent par l'érudition : ce n'est pas vrai ! Jeanne n'a pas existé, démontre un Augustin de Vèrone vers 1500, puissamment relayé par la jeune Compagnie de Jésus.

Jeanne est morte à l'histoire. Mais elle connaît alors la transfiguration littéraire et ce n'est pas le moins éblouissant de ce livre que le parcours qui nous conduit à travers les Lumières, la Révolution française et le Kulturkampf jusqu'à Georges Bernanos.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Le livre d'Alain Boureau est bien loin d'avoir la linéarité de cette esquisse. Partout l'historien ouvre de larges fenêtres, fait jouer des miroirs, prend de larges détours pour convoquer au chevet de la papesse toutes les ressources de son immense culture historique et littéraire, fécondées par la sémiologie et la psychanalyse. Jeanne objet d'histoire est comme le noyau stable autour duquel gravitent dans le temps les plus graves questions : Qu'est-ce que croire ? Pourquoi l'homme et la femme ? Pourquoi dans un Occident dont le Dieu est né d'une femme « cet exil de la féminité qui peut-être nous fait perdre les neuf dixièmes de la jouissance et du salut » ?

MICHEL SOT. \* LA PAPESSE JEANNE, d'Alain Boureau, Anblin, 412 p., 150 F.

— Alain Boureau a déjà publié la Légende dorée : le système narratif de Jacques de Voragine, le Cerf, 1984. L'Égale : chronique politique d'un emblème, le Cerf, 1985. et Le Simple Corps du roi, éd. de Paris/Mai/Chaillet, 1988.

Un Italien à Paris

(Suite de la page IX.)

Conséquence du scandale : en moins de deux ans, tout bascule. La cour, qui change de visage, change aussi de résidence : en 1682, Louis XIV, devenu grave, s'installe à Versailles... et il « installe » notre astrologue à la Bastille. C'est que le bel Italien, dont le roi goûtait l'ironie, a trahi plus de secrets politiques que ne le pouvaient tolérer les ministres.

En prison, Primi aura tout loisir de réfléchir aux avantages de la discrétion et, une fois sorti, il se gardera bien de reprendre le fil des chroniques imprudentes rédigées de 1673 à 1681 et saisies par La Reynie. De sa mésaventure il ne gardera, d'ailleurs, aucune rancune au monarque, qu'il a souvent percé à jour et saisi dans ses manies, mais n'a pas cessé d'admirer : les portraits du roi qui parsèment ce journal du règne complet, en effet, parmi les plus fins, les plus pénétrants qu'on ait jamais tracés de Louis XIV.

Au vrai, tous les portraits de Primi sont réussis, ses anecdotes galantes délicieuses, et le style enchante partout par sa vivacité, même si l'on ignore encore, dans cette réédition, ce que l'on doit à l'auteur lui-même (il écrit en italien) et ce qu'on doit à son premier traducteur, Jean Lemoine (Calmann-Lévy, 1908).

Pardonné et assagi, notre charlatan se range en épousant, en 1688, la fille du plus grand « libraire » et imprimeur du royaume, Léonard, lequel s'est enrichi par la publication d'ouvrages pieux destinés à l'éducation des protestants : en quinze années, les temps n'ont pas moins changé que l'aventurier !

FRANÇOISE CHANDERAGOR. \* MÉMOIRES DE PRIMI VISCONTI SUR LA COUR DE LOUIS XIV, introduction et notes de Jean-François Solson, Librairie académique Perrin, 196 p., 120 F.

CINEMA Vraisemblable... LE BOUC = FASSBINDER... AVANT DE MOURIR IL VEUT SAVOIR POURQUOI ?

Handwritten note in Arabic script: كتاب من الأصيل

Une réponse de Patrice Chéreau sur la situation de l'art lyrique à Paris

Un Opéra à la Bastille, oui ou non ?

CINÉMA

« La Main droite du diable », de Costa-Gavras

Vraisemblable, hélas...

Peinture sans nuances du fascisme en bleu-jeans dans la libre Amérique. Une dénonciation, malgré tout nécessaire.

A Chicago, après de superbes plans sur la ville pendant le générique, un animateur de radio, particulièrement provocateur, Sam Kraus, est abattu dans son parking. Un

On suppose le fermier et ses amis d'avoir tué l'anarchiste des ondes. Ici les gens sont conservateurs. Impossible, dit Cathy, déjà amoureuse. Sans blague, répond son patron et ex-amant (John Heard), tu vas retourner sur le terrain, tu vas voir.

Elle voit, en effet, plus vite qu'elle ne le pensait. Gary, le bon garçon, est une canaille raciste, et tous ses amis forment une branche d'une



Debra Winger et Tom Berenger

assassinat revendiqué par l'association ZOG, un sigle que le FBI ne connaît pas.

A la campagne, une belle jeune femme de Texas, Cathy (Debra Winger), pilote une moissonneuse dans les blés. Un beau et jeune fermier, Gary (Tom Berenger), lui offre une bière, une danse et lui présente son fils, sa fille, Rachel, et sa maman qui fait le meilleur rouf des deux Amériques. Il est veuf, sa femme l'a quitté et c'est très accidentellement en restaurant, c'est clair, vont s'aimer très fort et très vite. Jusque-là, c'est très champêtre. Mais elle s'absente voir sa vieille maman malade, et elle n'a pas de main. Cathy est un agent du FBI.

Le palmarès de la troisième Semaine du cinéma français de Florence a été rendu public lundi 7 novembre. Ont été primés deux œuvres documentaires inédites en France: Portrait, d'Alain Cavalier, et Une histoire de vent, de Joris Ivens et Marceline Loridan. Le Prix du meilleur film de fiction est allé à Quelques jours avec moi, de Claude Sautet. Ont également été distingués le premier film de Magali Clément, la Maison de Jeanne et Urgences, de Raymond Depardon.

organisation très vaste, peut-être ZOG, peut-être Klan, qui rêve de liquider tous les juifs, tous les nègres et tous les blancs pour rendre l'Amérique aux Américains. Pour commencer, on chasse un Noir pour le sport, on le tue. Un des amis de Gary soupçonne Cathy d'être un « cafard » du FBI, mais il est tué au cours d'un hold-up. Et ce n'est que le début d'une grande machination.

Costa-Gavras a un sens aigu du bien et du mal. Il l'a maintes fois prouvé, et c'est tant mieux. Sa peinture des milieux extrémistes américains, de ces caïeux qui brûlent des croix, et brûlent le SIDA, comme une vengeance du ciel, n'est pas exagérée, c'est à craindre. En laissant son héros amoureux d'un homme dont les actes lui répugnent, il donne assez de subtilité au piège venant lequel elle s'est traînée.

On peut discuter certains rebondissements de l'intrigue qui favorisent plus le suspense que la vraisemblance, à la fin surtout, mais c'est secondaire. La dénonciation du fascisme en bleu-jeans dans les paysages que nous associons si souvent à l'idée de liberté est forte, convaincante, nécessaire. On imagine aisément la transposition du propos de Costa-Gavras en France, mais il est vrai qu'ici ce n'est pas les croix qu'on incendie mais les salles de cinéma. MICHEL BRAUDEAU.

Dans un article paru dans le Monde du 9 novembre, Jacques Lonchamp préconisait que l'Opéra-Bastille soit révisé et mettait en cause la prééminence de Daniel Barenboim à la tête de cet établissement. Patrice Chéreau, impliqué dès l'origine dans ce projet (le premier spectacle lyrique présenté dans la nouvelle salle devrait être sa mise en scène du Don Giovanni de Mozart) nous a adressé cette réponse.

« Je ne réponds jamais volontiers aux articles que les journaux publient et je ne cherche pas à attiser les polémiques. Si je le fais aujourd'hui, c'est que des raisons graves et une déception douloureuse m'obligent : trop de choses ont été dites depuis trop longtemps sur ce malheureux Opéra de la Bastille pour que l'on puisse encore se taire.

Non, on ne fait pas fausse route à l'Opéra de la Bastille, ceux qui ont tenu la main de Jacques Lonchamp pour écrire son article sont mal informés, ou mal intentionnés. Lonchamp dit que « toute la politique actuelle est à réviser, l'organigramme, le fonctionnement envisagé, la programmation ». C'est surtout de ce dernier point que je parlerai parce que c'est celui qui me concerne plus directement. C'est vrai qu'il est tout à fait choquant qu'il n'y ait pas de directeur général à l'Opéra Bastille depuis si longtemps, mais il est absolument faux de dire que l'on se heurte à la volonté de Daniel Barenboim. Il n'y

a pas de « verrou Barenboim » comme dit si élégamment Jacques Lonchamp et je ne sache pas qu'il fasse obstacle à la nomination d'un directeur général.

« La vérité est qu'il n'y a jamais eu de responsable nommé, car on a traité et on était bien content que Barenboim pendant un an remplisse ce vide et s'occupe de tout. Peut-être faudrait-il plutôt le remercier de l'avoir fait. Quand cette personnalité sera nommée, il y aura, j'imagine, une révision normale du partage des tâches entre Barenboim et lui et je connais plusieurs personnes à qui cela ne posera aucun problème de travailler avec lui. Mais on a choisi une autre voie et l'on orchestre aujourd'hui une campagne injurieuse dont le résultat final sera de ruiner à jamais les chances d'un bon démarrage de l'Opéra Bastille.

De qui vient le mal ?

« Je dis qu'il est ignominieux de faire de Daniel Barenboim celui d'où vient tout le mal ; il est démagogique de jeter en pâture de fausses informations sur son salaire (lire à ce sujet les précisions données par Jacques Lonchamp en encadré), ce qui n'est qu'une façon commode et rapide de jeter le discrédit sur l'entreprise tout entière ; il est malhonnête d'attaquer le nombre des représentations d'opéra qu'il a prévues sans indiquer clairement les raisons de cette programmation (qui peut dire aujourd'hui comment fonctionnerait un théâtre qu'on finit à

peine de construire ? quelles équipes de machinistes y aura-t-il et quand seront-elles à pied d'œuvre ? Quand un orchestre sera-t-il opérationnel et dans quelles conditions ? Quand y aura-t-il un chœur ? Il est mensonger de dire que les productions prévues sont d'un coût exorbitant (alors que j'attends toujours qu'il ait un directeur général qui me dise quel budget il prévoit pour chaque spectacle) ; il est démagogique de dire qu'on pourra drainer un vaste public alors qu'aucune étude de marché n'a encore été faite et que personne ne peut sérieusement affirmer qu'il y aura à Paris, dans les trois années qui viennent, un public suffisant capable de remplir chaque soir les quatre théâtres lyriques dont la capitale disposera (Bastille, Garnier, le Châtelet et le Théâtre des Champs-Élysées, auxquels il faudra peut-être ajouter Favart).

« Il est faux ou très mal informé de taxer certains de programmation de « festivaliers », alors qu'elle joue sur la continuité du travail et des équipes (les trois Mozart que je prépare avec Daniel Barenboim se poursuivent jusqu'en 1992, Kupfer faisant une production par an et Pierre Boulez dirigeant deux productions — pour ne citer que ces trois exemples) ; il est stupide de parler d'une « rétrospective de l'époque Liebermann » alors que c'est une époque, me semble-t-il, dont on n'a certainement pas à rougir sur le plan de la programmation ; il est faux et insultant de dire que Daniel Barenboim se sera présenté à l'Opéra Bastille que quatre mois par an, alors que les responsables du ministère savent très bien que sa présence dans cette maison sera égale sinon supérieure à celle de ses homologues des grandes maisons internationales. Il est faux de dire que le chœur sera payé à la rien faire alors que, tant pour les chœurs que pour l'orchestre, des plantings et des simulations ont été faits jusqu'en 1991 qui assurent le plein emploi des effectifs. M. Lonchamp les a-t-il consultés ? Non. Plus grave, je pense que c'est M. Pierre Bergé qui n'est pas informé, lui dont la volonté racoleuse semble aujourd'hui chercher à démanteler tout ce qui a été construit patiemment depuis un an pour qu'un théâtre lyrique puisse ouvrir ses portes en janvier 1990 à la Bastille.

Dangers de mort

« Il est démagogique enfin de dire que l'Opéra Bastille offrira 750 000 places en année pleine et qu'on peut les remplir sans problème. Au prix de quelle monstrueuse dégradation de la qualité sociale et musicale des productions parviendra-t-on à remplir ces farfelues 750 000 places ? M. Pierre Bergé, qui est, paraît-il, un fin gestionnaire, ne peut pas ne pas y avoir pensé, ou est-il seulement la proie des rêves fous que son incompétence lui inspire ? Sait-il encore comment fonctionne quotidiennement un théâtre ? Car, pour augmenter le nombre des représentations, il faut un répertoire, et cela prendra du temps, certainement plus de trois ans. L'ambition de Daniel Barenboim est de constituer ce répertoire. Je ne vois aucune raison artistique qui devrait faire renoncer à cette ambition, et toute personne sensée et un peu soucieuse des problèmes sait qu'un théâtre qui vient d'être construit a besoin de temps avant de fonctionner normalement et qu'il est fou de vouloir le lancer à plein régime dès la première année. Cela s'appelle de l'inconscience.

« Il faut poser un certain nombre de questions très concrètes à Pierre Bergé. Est-ce qu'être populaire, cela veut dire répéter moins longtemps les spectacles ? Est-ce que cela suppose des doubles distributions pour allonger les séries de représentations (avec l'effet désastreux que l'on connaît de sacrifier la qualité artistique des spectacles au soir sur deux) ? Est-ce que cela veut dire qu'il faut mettre d'autres metteurs en scène que ceux qui sont prévus aujourd'hui (Stein, Bondy, Vitez, Kupfer, Saura, moi-même) parce qu'il considère tous ces gens-là comme peu rigoureux ou mondains, incapables d'entraîner de vastes publics ?

« En d'autres termes, est-ce qu'être populaire veut dire tirer la qualité des productions vers le bas ? Est-ce qu'il pense sérieusement ouvrir l'Opéra Bastille ou gonfler la programmation déjà établie avec des reprises d'anciens spectacles du palais Garnier ? Ne croit-il pas que ce serait une aberration artistique et commerciale ? Peut-on ouvrir un théâtre neuf et y faire venir le public avec des productions de l'ancien théâtre que ce nouveau théâtre est supposé remplacer ?

« Je me dois aussi de poser quelques questions à Jacques Lonchamp qui semble, je l'ai dit, mal informé. Pourquoi, avant d'écrire son article, n'a-t-il pas cherché à rencontrer aussi Daniel Barenboim lui-

même, comme tout journaliste honnête aurait dû le faire. Pourquoi ne s'est-il pas procuré une programmation mise à jour (où il aurait pu voir que Die Soldaten de Zimmermann — ce n'est qu'un exemple — ne figure plus) ? Pourquoi n'a-t-il pas rencontré Eva Wagner qui travaille d'arrache-pied à cette programmation depuis plus d'un an ? Où a-t-il vu cette « pléiade de metteurs en scène français de talent » que la programmation établie dédaignerait selon lui ? Pourquoi ne parle-t-il pas de tous les concerts qui sont prévus dans les trois premières années, avec des œuvres symphoniques et chorales (toujours les chorales...) qui feront venir dans cette maison des chefs d'orchestre tels que Karajan, Celibidache, Barenboim, Bychkov, Maazel, Boulez, Solti, Mchta et Janowski, et qui constituent une part du travail normal qu'on est en droit d'attendre d'une maison d'opéra ?

« Enfin, si l'Opéra Bastille ne devait pas ouvrir avec cette programmation dont il affirme qu'elle ne convient pas, pourquoi ne dit-il pas à ses lecteurs qu'en ce cas il n'ouvrira pas du tout, car il est trop tard pour trouver d'autres chanteurs, d'autres chefs d'orchestre, d'autres metteurs en scène.

« Hier, c'était l'indignation qui me faisait réagir, aujourd'hui c'est la tristesse qui me saisit devant tout ce gâchis, car je sais malheureusement ce qui, pour le répertoire inlassablement, comme Cassandre — qui n'était pas écoutée, comme on sait : si tout cela continue, si cette curée ne cesse pas, il faut savoir qu'il n'y aura pas d'opéra à la Bastille, qu'on sera passé à côté d'une chance historique qui ne se reproduira plus, à savoir la création d'un théâtre lyrique de haut niveau à Paris, c'est-à-dire d'un opéra de niveau international et fondé sur les critères de travail les plus professionnels et les plus rigoureux. Au lieu de cela, sans Eva Wagner, sans Daniel Barenboim, sans tous les gens qu'il est au réuni autour de lui et dont la participation se trouverait remise en cause, c'est le provincialisme et l'amateurisme qui reviendront au galop, ces deux maladies bien françaises qui feront que tous les efforts de tout ceux qui s'occupent de l'Opéra Bastille depuis cinq ans seront jetés à bas par la démagogie à court terme qui est toujours, comme on sait, la plus payante, sinon la plus « populaire ». Pour nous consoler, à la place de ce grand théâtre lyrique qui fait si fort défaut à Paris, nous aurons quelque chose comme un mélange des approximations actuelles du palais Garnier, des arènes de Nîmes et de la tristement célèbre programmation lyrique du Palais omnisports de Bercy.

Un dernier mot : avec le douteux procès d'intention que l'on fait aujourd'hui à ce projet, on prête la main à une action malhonnête.

PATRICE CHÉREAU.

(Patrice Chéreau semble se laisser emporter par un agacement que l'on croit : il est normal qu'il exprime son opinion dans ce débat public nécessaire, important. Le lecteur jugera. Est-il nécessaire pour autant de parler d'insulte et d'ignominie ? Disons simplement que le « mal » besse de personne pour me tenir la main et accomplir mes métier de journaliste. — J. L.)

« Industrie du disque : un accord Erato-Warner. — Un accord à long terme vient d'être signé entre la firme de disques français Erato et WEA (Warner Electrola Atlantic), branche discographique du groupe Warner. Ce groupe, dont les autres activités concernent également la production de films et l'édition musicale, se chargera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 de la diffusion et du marketing du label français. Distribué actuellement par BMG (Bertelsman Music Group, dont le label classique est RCA), la production d'Erato devrait s'inscrire dès lors dans une politique ambitieuse en matière de musique classique et d'industrie culturelle ».

Des émoluments de Daniel Barenboim

Quelques précisions doivent être apportées à ce qui a été écrit dans le Monde du 9 novembre sur les sommes allouées, par contrat à Daniel Barenboim.

Du 1<sup>er</sup> septembre 1987 au 31 août 1989, celui-ci reçoit une somme forfaitaire de 3 millions de francs, soit 1 500 000 F pour une année, qu'il s'ajoute à ce qu'il perçoit à la direction de l'Orchestre de Paris (3 276 000 F en 1987).

Du 31 août 1989 au 31 août 1993, il touchera annuellement un minimum contractuel de 5 150 000 F, se décomposant en 350 000 F de salaire + 4 800 000 F représentant ses cachets de chef d'orchestre pour 25 représentations minimum, à 192 000 F chacune. L'état actuel de la programmation amène à penser qu'il dirigera au moins 12 représentations ou concerts supplémentaires

(leachat prévu par contrat : 1 500 000 F chacun) soit un minimum de 1 850 000 F.

Daniel Barenboim devrait donc recevoir en 1990, pour le moins, 5 150 000 F + 1 800 000 F = 6 950 000 F. Dont acte. On ne prête qu'aux riches...

On remarquera que cette clause des représentations supplémentaires, aux effets encore limités pendant la première année de rodage, risque d'élever considérablement les gains du directeur musical, lorsque l'Opéra de la Bastille atteindra son régime de croisière (prévu pour 250 représentations), d'autant que, d'après son contrat actuel, c'est lui-même qui détermine la programmation et les engagements, se donc est libre de s'engager lui-même comme chef (ou soliste).

JACQUES LONCHAMPT.

Centre Dramatique de La Courneuve Grandeur de Bourgogne LE BOUC de FASSBINDER mise en scène de Jean Haudremont REPRISE EXCEPTIONNELLE

LE TIT ODEON DU MARDI AU SAMEDI A 18H DIMANCHE A 15H20 15 novembre - 25 décembre Claude Bourgeys LES MOTS AMOUREUX Une interview imaginaire de Violette Leduc

INGRID CAVEN chante PIAF THEATRE DE L'ATHENEE-LOUIS JOUVET 18 NOVEMBRE / 17 DECEMBRE LOCATION OUVERTE 47.42.67.27

AVANT DE MOURIR IL VEUT SAVOIR POURQUOI ?

LA CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES rappelle l'inauguration de son nouvel Audio Guide Lumineux. La samedi 16 novembre 1988 - 17 heures. BASILIQUE-ST-DENIS

C'EST SON MEILLEUR ELEVE. IL MEURT. POURQUOI ?

Vertical text on the left margin, including 'VIREUR', 'Le Journal', and 'Un Italien à Paris'.



Confusion et blocage dans les transports postaux

Face à la confusion qui règne dans les transports postaux, les pouvoirs publics...

quatre heures plus tôt. Au total, 64,35 % des chauffeurs s'étaient prononcés pour la poursuite du conflit...

Les sept garages sont bloqués et les camions remis. Les accès des douze centres de tri de la région parisienne...

En province, le centre de tri d'Orléans est toujours en grève. Les chauffeurs bloquent ceux de Toulouse et de Marseille.

BILLET

Adossé à la rigueur

Le gouvernement se trouve adossé à la rigueur, comme il arrive que les pugilistes se trouvent...

Croit-il bien se faire entendre de ceux qui revendiquent pour un peu de mieux-être ?

Révolution

M. Mitterrand eût raison de rappeler la date de 1983. C'est à partir du mois de mars de cette année qu'a été lancé un plan de rigueur...

Du même coup, annoncer une croissance exceptionnelle pour 1988 et parler de fragiles équilibres ne peut être compris par tout le monde.

FRANÇOIS SIMON.

Les intransigeants de la coordination Keller

Sur le tract, sous la mention « coordination Keller », le personnage s'esclaffe. Devant lui, une maigre feuille de papier portant ces simples mots : « Propositions du ministre aux chauffeurs ».

Chaque assemblée générale assume son lot de responsabilités sans que la coordination en ait, semble-t-il, réellement souffert jusqu'à présent.

M. Quilès : « Je ferai tout pour assurer la reprise du travail »

Sortant de la réserve qu'il observait depuis plusieurs jours, le ministre des PTT, M. Paul Quilès, a lancé un appel à tous les postiers pour que « la reprise prévaille ».

Du Canada à l'Europe

Marché unique, société partagée

(Suite de la page 1.) C'est que l'unité canadienne s'est faite sur son chemin de fer mais aussi sur ses tarifs douaniers ; et cela, par exemple ne peut l'oublier.

consequences d'un tel choix : quels impacts, quels intérêts, quelles banques, quels emplois ?

Cinq organisations patronales lancent un « appel de détresse »

Le CNPF redoute le « sabotage » de la reprise

Cinq organisations patronales ont uni leurs voix, mercredi 9 novembre, pour lancer « un appel de détresse » commun face aux dangers que fait courir à leurs entreprises le blocage du courrier en région parisienne.

(Conseil national du patronat français), CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), UNAPL (Union nationale des associations de professions libérales) et UPA (union professionnelle des artisans) — affirment représenter 3,8 millions d'entreprises.

M. François Périgot, président du CNPF, a déclaré que les grèves actuelles ne « remettent en cause la reprise économique fragile qui vient de s'amorcer ».

Ajustement de l'accord salarial 1988 à la SNCF

Au lendemain de la conclusion des négociations salariales dans la fonction publique, la SNCF a fait, à son tour, un geste pour 1988. Lors d'une réunion, le mercredi 9 novembre, avec les signataires de l'accord salarial 1988 — CFCT et FMC (cadres autonomes) — elle a décidé d'avancer rétroactivement au 1<sup>er</sup> juin 1988 une augmentation de 0,9 % en niveau qui avait été accordée au 1<sup>er</sup> septembre.

La FEN signe l'accord salarial dans la fonction publique

Le bureau fédéral de la FEN, réuni le jeudi 10 novembre au matin, a décidé de mandater son secrétaire général, Yannick Simon, pour signer l'accord salarial 1988-1989 dans la fonction publique.

Témoignage sur des violences

Que se passe-t-il réellement dans les garages en grève de la poste et dans quelle mesure les chauffeurs sont-ils l'objet de pressions ?

SOCIETA' ITALIANA TRASMISSIONI INDUSTRIALI RECHERCHONS AU PLUS VITE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES REVENDEURS EXCLUSIFS ET DES AGENTS REGIONAUX

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Un fossé qui se creuse. Aux quatre coins du monde, tout se passe comme si la société civile devait se débrouiller tant bien que mal, s'adapter à des décisions prises en haut lieu et dont les seules retombées compréhensibles sont destinées aux milieux d'affaires et aux cercles politiques.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Leader du Nouveau Parti démocrate.



# LA TABLE

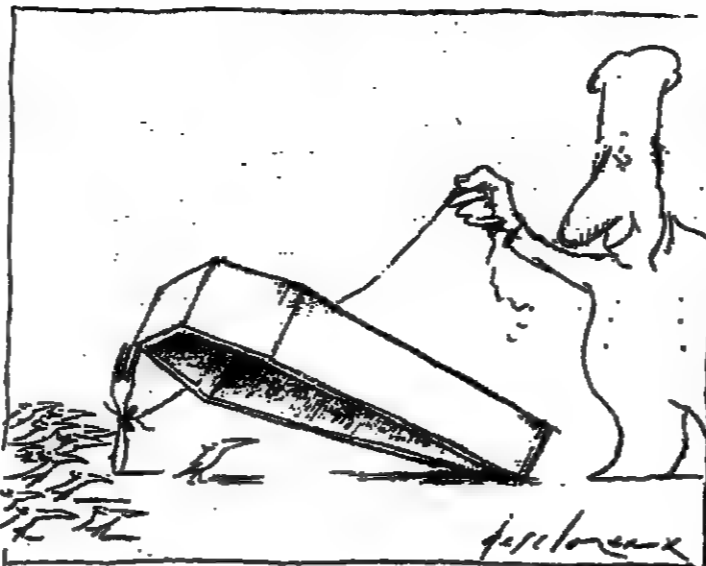
## Babette et les ortolans

J'ai eu tort, en cette « miette » elliptique sur les caillies en sarcophage, de ne pas préciser que ma question venait à propos du film *Le Festin de Babette*. Cela eût évité à de nombreux lecteurs de m'écrire pour me signaler le film. En les remerciant de leur peine, je leur demande de bien vouloir m'en excuser.

C'est dans ce film, donc, que tout le monde semble avoir vu (et admiré plus que moi puisque, de Londres, un correspondant n'hésite point à écrire que ce serait un scandale si je ne l'avais vu !), film tiré d'une nouvelle de Karen Blixen traduite du danois par Marthe Metzger, que l'on voit Babette (Stéphane Audran) officiant au *Café anglais* aux environs de 1900 et servant, entre autres, au général de Löwenhielm, ce plat « incroyablement recherché et savoureux » (sic).

Un lecteur hollandais me confie que l'auteur de la nouvelle avait « l'imagination fertile ». Je le veux bien croire. D'abord parce que, à l'époque, il était inconcevable de voir, dans un grand restaurant, une femme en cuisine.

Aussi bien, Claude Terrail (fils du dernier propriétaire de l'illustration *Maison du Boulevard*, André Terrail) est formel : jamais il n'y



DECILOZBAUK

eut de femme aux fourneaux du *Café anglais*, jamais les caillies en sarcophage ne figurèrent à la carte de cette maison qui ferma ses portes en 1913 !

Mais de quoi s'agit-il ? De caillies farcies de foie gras et servies en croûtes. Nul doute que préparées comme dans le film, c'est-à-dire mises déjà cuites en feuilletage et cuites au four,

ce serait une catastrophe ! Mais il n'importe, et l'image commande, n'est-ce pas ?

L'expression « en sarcophage », qui chante mieux que celle « en croûte », utilisée souvent, semble, elle aussi, postérieure à l'époque du *Café anglais*. On la trouve pour la première fois dans la *Gastronomie pratique* d'Ali Bab, dont la première édition est de 1907. Plusieurs lecteurs y ont songé, et

en premier mon ami Nod Rival (auteur d'un excellent *Grimoire de la Reynière*, on le sait). Mais le docteur Babinsky (dont Ali Bab fut le pseudonyme) nous donne, lui, une recette d'ortolans en sarcophage.

### Le « festin ridicule »

La loi, aujourd'hui, interdit le service de ces petits oiseaux machieusement pris au filet, engraisés puis étouffés, mais bien saucelés. La recette d'Ali Bab propose de désosser les oiseaux, de les farcir d'une purée de foie gras, avant de les faire chauffer cinq minutes dans un fond composé de jus de cuisson de grives, fond de veau, mirepoix, madère ou porto blanc, épices.

Il ne reste plus qu'à creuser autour de grosses truffes du Périgord que d'oiseaux, d'y mettre les ortolans, de recouvrir de « chapelure » et de barder ces truffes avant de les cuire enveloppées de papier dans de la cendre de bois chaude, une petite heure. Il n'est plus qu'à déguster cette préparation, « une des plus raffinées de la cuisine moderne », dit l'auteur qui propose, pour l'accompagner, un champagne « sec ».

Une lectrice de Copenhague me dit que, pour la sortie du film, un restaurateur de la ville, Jan Pedersen (restaurant *la Cocotte*, 33 Vester Farimagsgade) a réalisé le... festin de Babette. Et aux Etats-Unis, à New-York, il paraît que Christian Petrossian a dû inscrire les plats du « festin ridicule » à sa carte. Tant pis ! Je ne pense pas qu'un chef parisien de qualité osera nous proposer la caillie en sarcophage.

L. R. LA REYNIÈRE.

## MIETTES

● **Relais et châteaux.** — Treize nouveaux membres en 1989 : en Allemagne (avec le célèbre Brenner's Park Hôtel de Baden-Baden), en Suisse (*Le Cigogne* à Genève), aux Etats-Unis, au Canada, au Japon, à Antigua. Et, en France, le *Grand Casar* à Méribel, ainsi que trois Relais gourmands : Robuchon et Guy Savoy à Paris, et, on s'en réjouira, *Charles Berrier* à Tours.

● **Champagne.** — Il sera de bonne qualité cette année, dit-on libes. Et la récolte attendue serait d'environ 1 600 000 hectolitres. Mais le kilo de raisin vaudra quelque 8,5 % de plus que l'an dernier.

● **Prune d'ente :** prune d'Agon, poire, mirabelle, framboise, muscat. — Autant de bonnes saveurs de vie venues de Morcaut (Lot-et-Garonne), que vous trouverez à Paris sous l'étiquette Saint-Geyrand, notamment chez *Le Divellec* et à l'*Apiculus*.

● **Drouant de plus en plus « tout parisien ».** — Il propose jusqu'au 21 décembre tous les soirs, après les représentations de l'Opéra-Comique, des « soupers d'automne » (200 F), où se retrouveront dîneurs et artistes.

● **Les dames d'ARC sont furieuses !** — Elles ont préparé le fameux réveillon du 30 juin chez Guy Béart (dont j'ai parlé ici), mais la *Lettre confidentielle* en attribue les mérites à Lamouré (qui n'a fourni que le gâteau au dessert). Il est vrai que le chef Gaston laisse dire qu'il n'a « inventé » le gâteau Opéra, aussi ! Il n'empêche, une rectification serait la bienvenue !

● **Changements.** — Isabelle, du *Maupertuis*, et son amie Muriel vont s'installer en Espagne. Nicole Flément a quitté le *Serra* à Grasse.

● **A propos de la estate Française.** — Un lecteur me fait souve-

nir que Proust en parle dans *Un amour de Swann*, sous le nom de *saleté japonaise*. C'est parce qu'un restaurateur parisien (Brébut ?) avait remplacé les pommes de terre par des croûtes du Japon alors mis à la mode par un cultivateur de Croene (près de Paris).

## Aux quatre coins de France

**VINS DU BEAUJOLAIS :**  
Brouilly, Beaujolais-Villages, Culi.  
221 et tout. Tarif : GAEC BERTHIAUD-GARDIN, Viticulteur à La Grand'Grange à CHARENTAY, 69220 BELLEVILLE.

**SAÜTERNES 1<sup>er</sup> GRAND CRU « CHATEAU LA TOUR BLANCHE » BOMMES 33210 LANGON**  
Tél. : 56-43-63-65  
Tarifs sur demande. Vente directe. Nouveau millésime au vente 1988.

**Berghotel SCHATZALP**  
Enchantement et féerie d'un hiver de neige pour jeunes et moins jeunes.  
Sur le côté ensoleillé au cœur de la région de ski Streis-Parsern.  
Hôtel de la Belle Epoque très rétro et tout de même moderne.  
CH-7270 Davos Platz  
Tél. 041 261 31 21 - 041 261 31 22

**DÉSERTEZ !**  
VOYAGES À PIED, EN 4 X 4 ET SOUS LES ÉTOILES  
SAHARA, YEMEN, NEPAL  
**NOMADE**  
AVENTURE  
Doc. 30, avenue des Terres 75017 Paris. Tél. 42-42-46-46

## RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

**COTE D'AZUR**  
MENTON — LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ - HIVER  
Demandez notre catalogue photos Agence Mentonaise  
35 475 0605 MENTON CEDEX  
Tél. : 93-57-69-69

**MIRÈVE/MONT-D'ARBOIS**  
près du trou à 2 du golf  
à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 30 m<sup>2</sup>, terrasse + jardin + garage + cave + câbler à ski.  
Cuisine équipée.  
Prix : 950 000 F.  
Tél. : 58-93-97-31.

**SAVOIE MONTCHAVIN-LES-COCHES**  
Alt. 1 500 à 3 250 m. sur les pistes, centre station, en résidence-château SUD Grand confort.  
LOCATION ou VENTE DEUX PIÈCES meublée 4 pers. + GARAGE + CAVES  
Location 1 semaine de 1 915 F à 3 375 F  
Location 17 sem. hiver 88/89 à 32 200 F  
Vente à partir de 355 000 F  
AGENCE VIAL  
73210 MONTCHAVIN-LES-COCHES  
Tél. : 78-07-83-27 - 78-07-82-49

## VACANCES-VOYAGES

**HÔTELS**

**Côte d'Azur**  
06180 CAP-D'ANTIBES  
MOTEL ROI SOLEIL  
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Paris, piscine, 2 pers. 1150 F la sem. 1 780 F 2 sem. 3 100 F 4 sem. t.c. (taxi, juil., août, sept.).  
Tél. 93-61-66-38.

**PARIS**  
SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tli direct.  
De 298 à 398 F. - Tél. 43-54-92-85.

**Italie**  
VENISE  
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\*  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE  
Tél. : 411 150 FENICE 1.  
Directeur : Denise Ajaccio  
Mégacopie : 041-520 37 21.

**Suisse**  
LEYSIN 1400m. Alpes Vaudoises  
HOTEL SYLVANA \*\*\*  
Site aux pieds devant la porte. Situation panoramique. Chambres tout confort. Prix, courtoisie 72 F\$ (env. 310 FF).  
Fax. BONELLI, CH-1154 LEYSIN.  
Tél. 19-41/25/34-11-34.

**Montagne**  
06360 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Ski alpin, stages ski de fond, raudo, peau de phoque.  
HOTEL LA MAISON DE GAUDESSART  
06350 MOLINES. Tél. (16) 92-45-83-28.

**06360 SAINT-VÉRYAN (Hautes-Alpes, Queyrans)**  
Parc régional. Site classé. Stat. village. Piste, fond, Piste les comm. d'Europe, 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO  
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
1/2 pers. 1 029 F à 1 680 F la sem.  
Spécial Noël 12 J. 2 900 F.

**Provence**  
DROME PROVENÇALE  
4 heures de Paris par TGV (Montélimar). Site exempt. Microclimat. Idéal repos, promenade, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Châle. Grand confort. Stanninuit.  
Prix d'hiver.  
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES  
26110 NYONS. Tél. 78-26-12-88.

**TOURISME**  
SKI DE FOND HAUT-JURA  
3 HEURES DE PARIS PAR TGV  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans l'ancien chalet, confortablement rénové, chamb. av. s. de bain, w.-c., table d'hôtes, cuis. mijotée et Mijote, pain maison cuit au feu de bois.  
Ambiance sympathique.  
De 2400 F à 2590 F par pers. et sem. 22 compris, pension complète + vin, mouflet et matériel de ski.  
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :  
LE CRET L'AGNEAU  
25650 MONTBENOY

## SEMAINE GOURMANDE

**Le Chateaubriand**  
On ne reconnaît plus le petit bistrot d'autrefois. Christine Masureau (monsieur cuisinier de l'ARC) a refait sa salle : fresques découpées (pastels de fruits et masques stylisés) sur murs blancs, fauteuils et banquettes carées : on se sent bien. Cuisine merveilleusement simple, des rillettes de liette à la terrine de poireaux huile de noix, d'une brouillade de moules de bouchot à la morue fraîche (d'une très juste cuisson) à l'huile d'olive, de l'andouillette et son gratin au chateaubriand (saumon oblige) poêlé ou grillé, du foie de veau vinaigre de miel à la fricassée de poulet nantais aux raisins, avec une roue de Brie, bien affinée, et des desserts (charlotte, flûtes, crème brûlée).  
Un menu suggestion (entrée, un plat, un dessert) à 180 F et la carte (comptez 250 F). Découvrez (peut-être) un côte-de-durs 1982 qui convient fort bien au feuilleté de petits gris comme au carré d'agneau rôti.  
● LE CHATEAUBRIAND, 125, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 47-63-98-90. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

**La Grosse Tartine**  
Carte d'hiver pour cet étonnant restaurant de la porte Maillot, jardin d'hiver sous bulle plastique où une dame d'ARC, entre foie gras et cassoulet, vous fera goûter ses sardines à l'escabèche (42 F), ses sardines d'agneau aux poivrons (92 F), sa parillade d'agneau (91 F), un gâteau au chocolat amer (40 F), Magrets de canard et saumons fumés « maison ». Comptez 200-250 F.  
● LA GROSSE TARTINE, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris. Tél. : 45-74-02-77. Ouvert tous les jours. Salon. Parking : Porte Maillot. CB-AE-DC.

**La Niçoise**  
Jouxtant le *Manoir de Paris* de Francis Vandenhende, sa gâche épouse (Denise Fabre, Niçoise d'origine) l'a donc persuadé d'ouvrir cette antenne parissienne de sa cuisine natale. Bonne idée. D'abord par le cadre de ce premier étage, salle claire décorée de panneaux évoquant le Nice d'hier, ensuite par la carte très typée, de la soupe au pistou à la salade niçoise et aux raviolis d'herbes, du stockfish à la raclette à l'oursinade, du lapin au serpolet rôtissolé au boudin du pays et sa purée à l'huile d'olive, de l'épaulade d'agneau à la farigoule pâtes fraîches aux petits farcis. Fromages du pays, desserts originaux dont la fameuse tourte aux blettes (il faut connaître) et le cake « Mémé Louise » (M<sup>me</sup> Fabre mère). Vins régionaux aussi, bien sûr, tous à moins de 100 F, permettant des additions de 200-250 F. Enfin une cuisine authentiquement folklorique et de qualité.  
● LA NICOISE, 4, rue Pierre-Demours, 75017 Paris. Tél. : 45-74-42-41. Fermé samedi et dimanche. On sert jusqu'à 23 h. Salon 15 couverts. Voiturier. CB-AE-DC.

**Le Rond de serviette**  
André Génin (Chez Pauline, rue Villéon) s'est avisé que ses additions de fête ne permettent pas la réservation soutenue de son merveilleux bistrot d'autrefois révisé 89. Il vient d'ouvrir à quelques encablures mais dans l'arrondissement voisin (sur les ruines du Tannhäuser, bien transformées — banquettes d'un très beau tissu fleur, murs laque rouge et tissu beige moitié-moitié) cette annexe bien tenue par des adjoints de métier et dont la carte vous enchante, du

A signaler enfin, dans la même maison, une petite salle : l'Encre du Manoir, où l'on peut, aux déjeuners, se contenter d'un plat (entre 43 F et 55 F) et d'un verre de vin (12 F), bien pratique pour les pers pressés.  
● LE MANOIR, 4, rue de l'Église, 92200 Neuilly. Tél. : 46-24-04-81. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE-DC. L. R.

**Le Procopé**  
FONDÉ EN 1816  
RENDEZ-VOUS DES ARTS ET DES LETTRES  
13, Rue de l'Andance Comédie - 75006 PARIS  
(1) 43 26 99 20  
Carnivore de l'Odéon  
**La Nouvelle Brasserie Rive Gauche**  
ACCUEIL JUSQU'À 2 HEURES DU MATIN  
FRUITS DE MER - CUISINE DE TRADITION

**PARIS XVI<sup>e</sup>**  
Sous le porche de la Madeleine de Paris XVIII<sup>e</sup>  
4<sup>e</sup> Salon des Antiquaires de Paris XVI<sup>e</sup>  
JARDINS DU RANELAGH  
Avenue Franklin - Métro : MUETTE  
du 4 au 14 novembre 88  
43 47 38 00  
15 11 28 / sem. dim. et jour férié 9 h à 20 h. Métro : Ranelagh. SALON DE THÉ. RESTAURANT

# Environnement

## « Les essais nucléaires français en Polynésie ne représentent aucun danger pour les populations » affirme le commandant Cousteau après une expertise sur place

Fidèle à son habitude des « coups » médiatiques, le commandant Cousteau a lâché une nouvelle bombe, jeudi 10 novembre, au cours d'une conférence de presse à Paris : « Les essais nucléaires de la France en Polynésie, tant qu'ils restent souterrains et bien contrôlés, ne présentent aucun danger pour les populations alentour, à court et moyen terme. »

Après Haroun Tazieff et Brice Lalonde, le commandant Cousteau est donc convaincu de l'innocuité des charges nucléaires qui explosent dans le basalte à 1 200 mètres de profondeur et à quelque 1 200 kilomètres de Tahiti. Comment le président de la Fondation Cousteau, qui ne cesse de vitupérer contre la pollution des océans et d'alerter sur les dangers à long terme de l'énergie nucléaire, a-t-il pu être ainsi

«retourné»? Tout simplement en allant voir lui-même sur place une explosion et en faisant analyser les prélèvements recueillis dès le lendemain. Au cours d'une mission de la Calypso, menée à Mururoa entre le 20 et le 25 juin 1987, avec l'accord des autorités militaires du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), l'équipe Cousteau a pu assister, le 21 juin, à un tir souterrain d'une charge d'environ 80 kilogrammes. Ils ont ensuite plongé dans le lagon sur le site même de l'explosion, prélevant des échantillons d'eau de mer pour analyse. Alors que les précédentes missions d'étude (mission Tazieff en 1982) avaient recueilli des échantillons de 30 litres maximum, l'équipage de la Calypso a prélevé chaque fois entre 200 et 600 litres d'eau (« 200 litres pour nos laboratoires de Monaco, 200 litres pour le CEP et 200 litres de réserve en cas de contre-expertise », a précisé le comman-

dant). Échantillons liquides et solides ont été analysés au laboratoire de biogéochimie marine de l'École normale supérieure de Paris, sous la conduite du professeur Jean-Marie Martin, directeur de recherche au CNRS.

De ces analyses, selon le commandant Cousteau, il apparaît que seuls « de l'iode 131 à vie très courte et du césium en quantité négligeable » ont été décelés sur le site après le tir. « Si on avait trouvé du plutonium ou du césium en quantité, on aurait fait un tabac », assure-t-il. Mais le césium décelé dans le lagon « est comparable à celui d'une centrale nucléaire équipée de quatre réacteurs de 900 mégawatts et provient vraisemblablement des essais atmosphériques menés jusqu'en 1975 ». Le rapport Cousteau note cependant que « le tritium et le césium pourraient commencer à diffuser très lentement dans le lagon après une période de cent à trois cents ans, et éventuellement plus rapidement s'ils trouvent des fissures ».

# Justice

## Selon le ministre de l'intérieur La région frontalière franco-espagnole est « une zone à haut risque »

Présentant, mercredi 9 novembre, le budget du ministère de l'intérieur devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe a estimé que la situation à la frontière franco-espagnole était « préoccupante » et suscitait son « inquiétude ». Si le terrorisme interne comme le terrorisme international connaissent actuellement un certain répit, le ministre de l'intérieur souligne d'autant plus l'exception basque.

Il a notamment fait observer aux parlementaires que « depuis deux ou trois ans, aucun progrès n'avait été enregistré dans la solution du problème basque » et que le terrorisme interne qui se développe en Catalogne, encouragé, selon lui, par la perspective de la tenue des prochains Jeux olympiques à Barcelone en 1992, présentait des risques pour le département des Pyrénées-Orientales. Pour ces raisons, M. Joxe a affirmé que la région frontalière devait être considérée

comme « une zone à haut risque ». Aussi a-t-il décidé de prendre des « mesures de sécurité exceptionnelles » dans les Pyrénées-Atlantiques et les Pyrénées-Orientales.

S'exprimant la veille, mardi 8 novembre, devant la commission des finances du Sénat, le ministre de l'intérieur avait plus généralement exprimé son souci de « renforcer l'étanchéité des frontières françaises ». A cet effet, il envisage, outre le renforcement des moyens de la police de l'air et des frontières, l'harmonisation des modalités d'expulsion et de contrôle en Europe. Indiquant que « la débauche européenne de 1993 ne devait pas déboucher sur la suppression de tout contrôle aux frontières », M. Joxe a précisé qu'il veillerait « fermement » à ce que « dans la limite de nos traditions », le dispositif sur le revenu minimum d'insertion « n'accroisse pas l'immigration clandestine ».

## M. Albert Maitret, « baron noir » d'occasion devant le tribunal de Paris La punition d'un simple délinquant de l'air

« Ce n'est ni un héros ni un criminel, c'est un délinquant de l'air », a tenu à préciser M. Claire Marsat, substitut du procureur de la République, en présentant ses brèves réquisitions contre M. Albert Maitret, cinquante-deux ans, accusé d'avoir enfreint plusieurs textes réglementant la circulation aérienne, en survolant Paris le 13 octobre à bord d'un avion de tourisme.

Jeudi 10 novembre, devant la dixième chambre correctionnelle de Paris, il n'était pas question de juger le « baron noir », ce personnage mythique qui, cet été, avait mis en échec la « défense » antiterroriste de la capitale et les gendarmes placés à grands frais sur les hauteurs de Paris par le ministère de l'intérieur. Il s'agissait seulement de sanctionner un pilote en infraction. Et devant les juges, M. Maitret ressemblait à un gamin pris en faute. « C'est à cause d'un pari avec des copains qui n'ont dit : Tu ne le feras pas. Tu auras peur de te faire prendre. Je n'ai pas voulu passer pour un dégonflé. Je suis peut-être un peu fou. Je n'en suis rien. Je regrette. Je ne recommencerais plus. »

Le président Jean Zamponi n'a donc pas résisté à la tentation de le morigéner. « Croyez-vous qu'à cinquante-deux ans on puisse se

comporter comme un garçon de vingt ans, et ne pas résister à quelque chose qui vous dit, « t'es pas cap » en risquant un accident ? » L'idée n'a pas effleuré M. Maitret. « J'étais sûr de moi », s'est-il déclaré catégorique, en donnant des précisions techniques avant de supplier : « A l'étranger, je pouvais faire ce que je voulais. »

Le substitut a noté les regrets du pilote, tout en soulignant qu'il ne les avait pas formulés lorsqu'il allait se faire applaudir sur un plateau de télévision. « Il invite par la médiatisation à bafouer les règlements, et son pari c'est celui d'un automobiliste prenant une autoroute à contresens. Il ne méditait pas son appareil, puisqu'il s'est perdu en route », observa le magistrat en demandant une peine de 30 000 francs d'amende assortie de trois ans de suspension de licence.

« Je ne demande que la même chose », a plaidé M. Jean-Yves Liénart, en avançant être « rassuré » par le réquisitoire. Tout en reconnaissant que le comportement de son client « n'est pas revêtu du sceau de l'extrême intelligence », l'avocat a invoqué le bruit fait autour du « baron noir ». « Pressé de questions, il a dit : Oui, c'est moi. Et après il a voulu montrer qu'il en était capable. » Cependant, M. Liénart a pris ses distances avec le « baron noir », pour reconnaître que « Maitret, au contraire, fait dans la discrétion », pour reconnaître que « Maitret, au contraire, fait dans l'exhibitionnisme, la médiatisation. Ça peut être dangereux. Ça peut être grisant ».

Pendant la suspension d'audience, le pilote montra à son avocat qu'il avait raison car, devant la caméra et une forêt de micros, la contrition avait disparu pour faire place à une évidente délectation. A la reprise de l'audience, le tribunal lui infligeait une peine normale et ordinaire, 50 000 francs d'amende, trois ans de suspension de sa licence et 4 000 francs pour une petite contravention à un règlement aérien.

M. P.

« Remise en liberté du PDG d'un casino de la Guadeloupe. — Sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Basse-Terre (Guadeloupe), M. Paul Karam, PDG du casino de Casier près de Pointe-à-Pitre, a été remis en liberté, mercredi 9 novembre. Il avait été écroué le 26 octobre sous l'inculpation de « dissimulation du produit des jeux soumis à prélèvements fiscaux » et d'abus de biens sociaux (Le Monde du 29 octobre). M. Karam, Guadeloupéen d'origine libanaise, contrôle aussi l'autre casino de l'île à Saint-François. Il est promoteur immobilier, hôtelier et commerçant. Il a été remis en liberté contre les réquisitions du parquet et sur versement d'une caution de 3 millions de francs.

Les fissures ! C'est à ce propos que le commandant Cousteau s'est montré le moins affirmatif. Ses plongeurs, et même une sous-mariniste, sont allés filmer des « tombants » de corail au lendemain du tir. On découvre des parois de corail facile complètement érodées, avec des cassures fraîches et des éboulements qui forment de véritables pierreries. Mais il ne s'agit que de la « croûte superficielle » qui recouvre une montagne de basalte « impossible à inventorier » avec les moyens dont dispose la Calypso. Le commandant Cousteau a semblé rassuré du fait que le CEP ne pratique plus à Mururoa que des tirs de faible puissance destinés au « perfectionnement de l'arme » et que, pour les « tests de puissance », beaucoup plus destructeurs, il va se transporter à Fangataufa, « où le socle de basalte est neuf ».

Est-ce à dire que l'auteur du Monde du silence s'est rallié à l'arme nucléaire ? Pas du tout ! « A la fondation Cousteau, nous sommes restés fermes sur nos positions atomiques et pour un désarmement général où les grandes puissances nucléaires — Etats-Unis et URSS — donneraient l'exemple. Il est vain de demander à la France, petite puissance nucléaire, de désarmer tant que les Super-Grands ne le font pas. »

ROGER CANS.

[Dans un rapport de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Freddy Deschamps-Buame, député PS de l'Eure, écrit : « Il est certain que le site même de Mururoa a été modifié par les essais nucléaires, mais il n'est, avant l'arrivée du Centre d'expérimentation du Pacifique, qu'un sol désert et peu accidenté, comme il y en a des centaines. Le site lui-même est un complexe d'un plateau de corail instable, bordé de 200 à 300 mètres de récifs sur un socle basaltique. Son affaissement est, dans des temps géologiques, inévitable. Il est certain que Mururoa doit être économisé. C'est pourquoi il est envisagé de donner la préférence à des sites de faible énergie, sites de surveillance, sans pas de site sous la modeste valeur écologique, mais pour soutenir les dépenses liées aux infrastructures situées sur l'atoll. »]

# Sports

## FOOTBALL : la coupe d'Europe Les sélectionnés pour le match éliminatoire Yougoslavie-France

Michel Platini, le nouveau sélectionneur de l'équipe de France a communiqué, jeudi 10 novembre, le nom des 16 joueurs retenus pour le match éliminatoire de Coupe de France, Yougoslavie-France, qui aura lieu samedi 19 novembre à Belgrade. Ancien, comme Jean Tigana, et jeune, comme Alain Roche, un autre grondaire, se retrouvent dans cette équipe.

Gardiens : Joël Bats (PSG), Bruno Martini (Auxerre).

Défenseurs : Manuel Amoros (Monaco), Basile Boli (Auxerre), Sylvain Kastendeuch (Metz), Alain Roche (Bordeaux), Jean-Christophe Thouvenot (Bordeaux).

Milieux : Jean-Pierre Paus (Monaco), Eric Guérit (Nice), Frank Sauzée (Marseille), Jean Tigana (Bordeaux), Daniel Bravo (Nice).

Attaquants : Jean-Marc Ferrari (Bordeaux), Stéphane Paille (Sochaux), Jean-Pierre Papin (Marseille), Christian Perez (PSG).

# Communication

## Poursuite partielle de la grève aux NMPP

### Bras de fer entre la CGT et le groupe Hersant

Difficile fin de semaine pour la presse dont la distribution est gravement perturbée par les grèves aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et dans les postes. Lancée en milieu de semaine par le Livre CGT, la grève des NMPP a empêché les quotidiens et les périodiques parus samedi 10 novembre d'être disponibles dans de nombreux kiosques ce jour-là.

Vendredi 11, la plupart des journaux étaient pourtant à nouveau diffusés, à l'exception des quotidiens nationaux du groupe de M. Robert Hersant. Des militants CGT des NMPP ont investi les imprimeries du groupe dans la soirée du jeudi 10 novembre afin d'empêcher la fabrication du Figaro, de France-Soir, du Figaro-Aurora et de Paris-Turf. Le Livre CGT a en effet décidé de prendre en « ligne de mire » les titres du groupe Hersant. Il s'agit de l'installation en 1990 de la nouvelle imprimerie de M. Robert Hersant à Roissy, qui

entraînerait des réductions d'effectifs dans ses rangs. Il évoque aussi un possible retrait du groupe Hersant du système de distribution des NMPP, source de nouvelles compressions d'emplois et de problèmes de gestion au sein des NMPP. Ce qui pourrait mettre en cause l'égalité de traitement de la distribution entre les titres garantis par les NMPP et, à terme, le pluralisme de la presse, estime le Livre CGT.

Le mouvement de grève comme les affirmations du Livre CGT ont été réfutés dans la soirée du 10 novembre par M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro et président du Syndicat de la Presse parisienne (SPP). M. Miot a indiqué que M. Hersant avait fait part, le 24 octobre, aux délégués CGT des NMPP de la « centralisation » de ses imprimeries à Roissy. « De très graves problèmes sont posés », a ajouté M. Miot, le coût de la distribution, la restructuration de

l'emploi et donc le plan social qu'entraînera la nécessaire modernisation des NMPP liée à la modernisation des imprimeries de la presse parisienne. Il faut négocier, mais pour cela il faut qu'il y ait revendication et conflit. Pour la première fois dans l'histoire syndicale de la presse française, voilà un conflit sans motif et sans revendication particulière : M. Robert Hersant n'a jamais déclaré qu'il avait quitté ni décidé de quitter le système coopératif NMPP ».

Le Livre CGT a appelé ses adhérents « à la vigilance ». Il note que la création de l'imprimerie de Roissy supprimerait de nombreux emplois à la fois dans les centres régionaux de fabrication qui n'utiliseraient plus le groupe Hersant et sur le nouveau site d'impression, dans les services de fabrication et de distribution des journaux.

Y.-M. L.

## Un système de distribution spécifique à la France

La distribution des journaux peut être assurée par quatre moyens : la poste (pour les abonnements), le portage à domicile (pratiqué par un certain nombre de quotidiens régionaux pour une part de leur diffusion), le transport routier (assuré par des sociétés dépendant des titres, comme Ouest-France) et les kiosques et maisons de la presse. Cette forme de vente au numéro a été confiée à des sociétés coopératives de messageries : Nouvelles Messageries de la presse parisienne, Messageries lyonnaises de presse, Rhône-Alpes Diffusion, Transport-Presse, etc.

Les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) sont de loin la plus importante de ces sociétés. Elles ont été créées coopératives de presse périodique, Société professionnelle des éditeurs de journaux (SPEJ) et la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) — par la loi du 2 avril 1947, sorte de charte de

la distribution de la presse française.

La création des NMPP correspondait à plusieurs objectifs : sauvegarder l'équilibre financier des messageries (les Messageries de la presse française créées en 1945 avaient enregistré au bout d'un an un déficit de 500 millions de francs de l'époque) et assurer l'impartialité absolue de la distribution de la presse.

Les NMPP sont fondées sur un système coopératif unique au monde : le capital est réparti entre cinq sociétés coopératives d'éditeurs de journaux (quotidiens de Paris, distribution de la presse hebdomadaire et périodique, coopérative des publications hebdomadaires et de périodiques, coopérative de la presse périodique, publications périodiques) qui rassemblent sept cent cinquante-quinze adhérents et possèdent 51 % des parts. Le reste du capital — 49 % — appartient au

groupe Hachette qui, après la seconde guerre mondiale, avait remis au point le système technique de distribution. Hachette est, en droit, l'opérateur des NMPP.

Quelle que soit l'importance relative des différents journaux associés dans une coopérative, chacun dispose d'une voix. Cela permet lors de la détermination des tarifs de distribution une égalité de traitement entre les titres.

Les NMPP gèrent la diffusion de deux mille trois cents journaux français et étrangers soit plus de 2,7 milliards d'exemplaires par an dont 200 millions sont exportés dans quatre-vingt-huit pays. Elles emploient quatre mille six cents personnes qui s'occupent du comptage, du tri, de l'emballage, du groupage, de l'expédition, mais aussi de la gestion des livraisons et des ventes, de la facturation des journaux ainsi que de la récupération des invendus.

Y.-M. L.

## Départ de Jacqueline Alexandre et de Jacques Paugam Réorganisation de la rédaction nationale de FR 3

Jacqueline Alexandre et Jacques Paugam ont quitté, ce samedi 10 novembre, le poste de directeur national de FR 3, le journal de FR 3. Des départs qui s'inscrivent dans une vaste refonte de la rédaction nationale de la chaîne. Non sans quelques résistances et grincements de dents.

Un mois environ après une grève particulièrement dure, la démission de Gérard Douc et l'arrivée de Gérard Douc à la tête de la rédaction nationale (« Soir 3 », « le 19-20 », les flashs, « Info Vidéo 3 »), la tension demeure vive à FR 3. Les syndicats CGT, CFDT et SNJ s'inquiètent, dans une lettre ouverte à M. Catherine Tasso, ministre de la communication, d'un éventuel abandon de la régionalisation (Le Monde du 9 novembre). La rédaction de Paris-Île-de-France se prononce — par référendum ! — pour l'abandon du journal régional de 12 h 45, qu'elle estime incapable de réaliser correctement avec ses moyens actuels. Enfin, une assemblée générale a critiqué par avance le projet de réforme des éditions nationales, que Gérard Douc a présenté jeudi 10 novembre au comité d'établissement.

Une assemblée générale contestée — les journalistes y étaient peu nombreux, — qualifiée d'« injuste » par

de nombreux reporters, cependant frappés — par la célérité et l'efficacité du nouveau directeur, mais qui donne une idée de tous les obstacles que celui-ci devra surmonter. Obstacles psychologiques : le déficit prévisionnel du seul Soir 3 s'élève à 2,6 millions de francs. Peut-on imaginer pires conditions de démarrage pour un projet de réforme qui doit déjà affronter dans et coteries ?

Le plan décidé par le nouveau directeur réorganise de fond en comble, en effet, l'organisation interne du centre parisien : un administrateur chargé des finances et du personnel, un « coordonnateur » pour rationaliser les moyens techniques, et deux rédacteurs en chef : Yves Dubois pour le « 19-20 » et Fernand Tavarès pour « Soir 3 » et l'intérieur duquel les services sont supprimés.

A l'antenne, priorité sera donnée à la « continuité de l'information » pour que FR 3 diffuse, en première, sa principale richesse : les images tournées en région. Un point d'actualité de huit minutes sera son appellation à 12 h 57, les flashs réguliers reviendront dès le 27 novembre. Enfin, « Soir 3 » sera complètement remanié le 9 janvier prochain. Jacqueline Alexandre et Jacques Paugam cèderont la place à Philippe Dessaint (actuellement au « 19-

20 ») et le journal sera subdivisé en quatre parties : l'actualité en images ; un dossier ; l'information service et, pour finir, un billet illustré.

« Restaurer l'autorité »

« C'est cette double volonté de rationalisation et de réhabilitation du travail fait en province qui suscite le plus de craintes, explique un journaliste. La rédaction craint tout à la fois que son travail ne se réduise désormais à un travail d'agence et d'éventuelles suppressions d'emploi. Il faudra donc à Gérard Douc beaucoup de doigts pour « restaurer l'autorité », comme le lui a demandé le président de la chaîne, M. René Han. Ses atouts ? L'appui total de ce dernier, sa parfaite connaissance des régions grâce à son action à la tête d'Info Vidéo 3, l'agence interne d'images dont il continue d'assurer la rédaction en chef, ainsi que son profil d'organisateur et de gestionnaire. L'agence, qui devait réaliser 10 millions de francs de chiffres d'affaires cette année, n'en réalisera-t-elle pas 13,5 millions ? Il n'est pas si fréquent que le service public soit aussi efficace en affaires... »

P.-A. G.

## Antisémitisme (suite)

Le Monde du jeudi 10 octobre a consacré un article au retour de l'antisémitisme dans l'extrême droite française, en citant notamment National Hebdo, magazine situé dans le mouvement du Front national. Sous la signature de François Bruze, pseudonyme de François Criguet, éditeur-éditeur de référence de l'extrême droite, hebdomadaire, dans sa livraison du 10 novembre, consacre les lignes suivantes à Anne Sinclair, journaliste à TF 1 : « Vous avez vu Sinclair ? Avec Brigitte Bardot et Catherine Deneuve, elle sera la France, en effigie. Cette fois, même les aveugles ne pourront pas ne pas voir le sym-

bole. Anne Sinclair naquit Schwartz, en 1948, à New-York. (Son père ne fut autorisé à porter le nom de Sinclair qu'en 1949.) Sa maman s'appelait Rosenberg. Elle a épousé Ivan Levaï, né (croit-on) à Budapest en 1937, d'un père de nationalité autrichienne et de mère hongroise. Et tout cela, ça fait non seulement d'excellents Français, mais des modèles, des prototypes. Les caricatures de Caran d'Ache sont devenues des portraits. Sur les prochaines éditions, Gavroche pourra chanter : « Je suis tombé par terre / C'est la faute à Sinclair / L'nez dans les dératés / C'est la faute à Fabius ».

## La démission du directeur général de RMC

« La croix d'une privatisation abandonnée en chemin »

« J'ai porté la lourde croix d'une privatisation abandonnée en chemin », a déclaré, jeudi 10 décembre, M. Pierick Borvo, qui expliquait devant la presse sa démission du poste de directeur général de Radio-Monte-Carlo. Cette privatisation, j'y croyais, j'étais venu pour ça. Si le dossier n'était pas prêt ou s'il n'y avait pas volonté totale d'aboutir, il ne fallait pas le commencer. Une entreprise n'est pas un laboratoire d'essai de stratégie libérale.



## VOILE : Coupe de l'America

### Premiers vents d'est

La 28<sup>e</sup> édition de la Coupe de l'America, prévue à San-Diego (Californie) en mai 1991, sera la plus internationale de l'histoire du plus vieux trophée sportif du monde (1851). Les représentants de vingt-trois yachts-clubs ou sociétés nautiques de dix pays se sont réunis, mercredi 9 novembre à

Londres, pour régulariser leurs défis au yacht-club de San-Diego et déterminer le choix des nouveaux bateaux. Aux côtés des défis traditionnels des Américains (quatre, dont trois contrôlés par Alan Bond), des Britanniques (quatre dont deux contrôlés par Peter de Savary), des Français (trois :

Société nautique de Sète, Yacht-club de France et Yacht-club du Rhône), des Italiens (deux) et des Canadiens, on note le retour des Suédois et la première apparition dans cette épreuve des Allemands (deux défis) et des... Soviétiques (quatre défis estoniens).

**L**ES Soviétiques à la conquête de la Coupe de l'America ! Cette nouvelle manifestation de la « glasnost » pourrait paraître paradoxale. L'histoire de cette signature d'argent offerte en 1851 par la reine Victoria n'a-t-elle pas été essentiellement illustrée depuis le début de ce siècle par les convoitises et parfois les caprices de quelques milliardaires occidentaux, de l'Américain William Vanderbilt à l'Australien Alan Bond, sans oublier le Britannique Sir Thomas Lipton ou le baron français Marcel Bich ?

L'entrée des Soviétiques confirme plutôt l'évolution de cette compétition, devenue, avec le recours des architectes aux ordinateurs et aux matériaux nouveaux pour la conception et la réalisation des coques, des gréements et des voiles, une des plus belles vitrines pour les technologies de pointe. Cette évolution avait été spectaculaire pour la 26<sup>e</sup> édition en Australie, avec le recours des Américains aux services de la NASA et de Boeing, ou des Français à ceux d'Aérospatiale, de la société des Avions Marcel Dassault et du Centre national d'études spatiales. Elle devrait être encore amplifiée pour 1991 avec la conception d'une nouvelle classe de bateaux.

Après le coup de tonnerre provoqué par la victoire historique de l'Australie en 1983, puis le succès sans précédent de la 26<sup>e</sup> édition à Fremantle, où douze challengers avaient convoité la Coupe de l'America, le surprenant défi des Néozélandais et l'interminable bataille juridique qu'il déclencha devant la Cour suprême de l'Etat de New-York auraient pu torpiller la plus prestigieuse des épreuves de voile.

La 27<sup>e</sup> édition à San-Diego, résumée à un duel entre le monocoque géant néozélandais et le catamaran des Américains (voir la page 6), a, au contraire, permis de dépeussier le vieux trophée, avec l'abandon, probablement définitif, des 12 mètres JI, ces dinosaures excessivement lourds et lents retenus pour les dix éditions entre 1956 et 1986, et la mise en place de structures susceptibles de régir

la compétition et de régler les conflits.

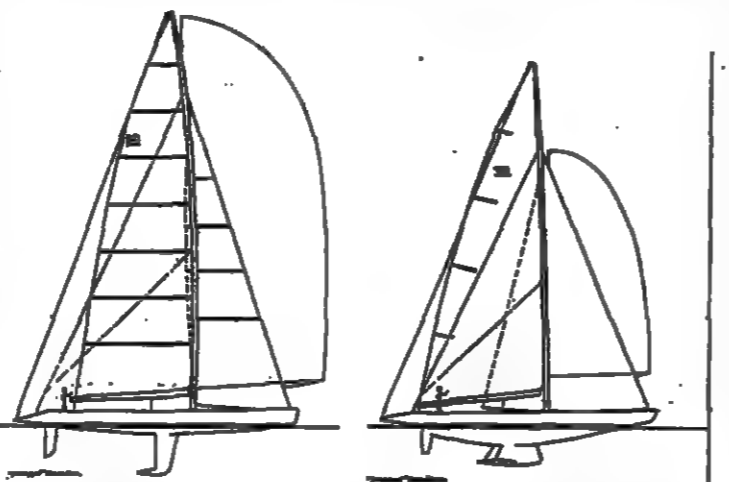
Réunis à San-Diego le 8 septembre, les défenseurs américains du trophée et leurs principaux challengers ont créé une instance suprême, le Trustee Committee (comité des tuteurs), composé des représentants de trois yachts-clubs vainqueurs du trophée (New-York, Royal Perth, et San-Diego) chargés de perpétuer les traditions de la Coupe de l'America et d'arbitrer les éventuels conflits. Afin d'éviter un foisonnement de défis avec des bateaux dissemblables, il avait été également décidé que les challengers désigneraient dorénavant, dans les soixante jours suivant la compétition, leur représentant (challenger of record), chargé des négociations avec le club défendeur. Les vingt-trois challengers présents à Londres mercredi 9 novembre ont choisi le Royal Perth Yacht-Club, qui organisera donc la Coupe

Louis Vuitton des challengers, probablement au mars et avril 1991 à San-Diego.

L'épisode néozélandais de la Coupe de l'America a surtout suscité un débat entre les principaux architectes navals pour la définition d'une nouvelle classe de bateaux, plus modernes, tout en restant bien adaptés à la formule du duel en match-racing. A San-Diego, la nécessité d'un compromis était apparue entre les propositions de l'Australien Ian Murray, adepte d'une formule de jauge assez proche des 12 m JI, et celle du Français Philippe Briand, préconisant pour seules contraintes la longueur hors-tout et la surface de voile.

#### Incertitudes

Le texte du compromis, rédigé le 8 septembre, faisait ressortir trois idées-forces. Le nouveau bateau devrait être de grande taille et très performant. Son



Ces deux dessins de Philippe Briand montrent les différences entre le nouveau bateau choisi par les challengers (ci-dessus à gauche) et l'ancien 12 mètres JI. Dans le tableau (ci-dessous) figurent les principales caractéristiques de ces deux voiliers.

	America's Cup Class Rule	12 m JI
Longueur	23 m	19,50 m
Largeur	5,5 m	4 m
Poids	15 tonnes	27 tonnes
Voilure	300 m <sup>2</sup>	230 m <sup>2</sup>
Spl	450 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>
Mât	32,5 m	25 m
Tirant d'amar	4 m	2,7 m
Vitesse au près à 10 nœuds de vent	9,5 nœuds	7,5 nœuds
Équipage	15 hommes	11 hommes

concept devrait permettre les recherches dans les dessins et le choix de nouvelles technologies, mais le résultat de ces recherches devrait déboucher sur des bateaux assez proches pour préserver l'esprit de ces duels inévitables propres aux matches-racing.

Du 5 au 9 octobre, seize architectes représentant les onze nations concernées — à l'exception de l'URSS — s'étaient réunis pour plancher sur ce nouveau bateau et établir l'« America's Cup class rule », révisant sa conception. C'est le résultat de ces travaux (voir dessin) que les délégués des challengers viennent d'adopter à Londres par onze voix contre quatre pour les 12 m JI et une pour les catamarans (1).

Présent à Londres en observateur, Thomas Ekman, le manager général de l'équipe américaine, a laissé entendre qu'il trouvait cette nouvelle formule « très excitante ». Si, toutefois, les Américains la repoussaient en estimant que Dennis Connor, leur skipper, aurait de meilleures chances avec un 12 m JI, c'est le Trustee Committee qui serait appelé à trancher sur le choix du bateau pour 1991.

L'autre incertitude réside dans le jugement de la Cour suprême de l'Etat de New-York après la protestation des Néozélandais qui contestent toujours aux Américains le droit d'avoir aligné un catamaran contre leur monocoque. Ce jugement pourrait intervenir le 30 novembre. Egalement présent à Londres, Michael Fay, le directeur du défi néozélandais, s'est toutefois engagé devant les challengers à ne pas déposer de nouveau recours, à relever leurs défis avec le nouveau bateau, si le juge Carmen Ciparick fait droit à sa requête et lui confie la Coupe de l'America, ou à rejoindre, dans le cas contraire, leurs rangs pour le prochain rendez-vous de 1991 à San-Diego.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Probablement celle du Yacht-club du Rhône qui espérait aligner *Jet Services*, le maxi-catamaran détenteur du record de la traversée de l'Atlantique, désormais interdit dans les courses transatlantiques pour sa longueur excessive. A la suite de ce vote, le Yacht-club du Rhône va probablement se retirer de la compétition des challengers.

## AVENTURE : Paris-Dakar

### Les sponsors se retirent

Quel sera le parcours de la coupe édition du Rallye Paris-Dakar ? Les incertitudes qui pesaient sur la traversée de l'Algérie après les récents événements semblent avoir été levées, bien que l'organisateur, TSO, n'ait donné aucune confirmation de l'information. Les principales interrogations pesant sur l'avenir de l'épreuve, créée par Thierry Sabine, viennent au demeurant de la couverture télévisée et de son corollaire, les commanditaires.

**C**OCA-COLA ne sera pas au départ du onzième Paris-Dakar. Sans tambour ni trompette, l'état-major de la filiale française du géant mondial des « soft drinks », qui a choisi depuis des lustres d'appuyer sa communication sur les grandes manifestations sportives, a pris cette décision lundi 7 novembre. Quelques jours auparavant, Cyrille de Salaberry, directeur des relations extérieures de Coca-Cola France, disait pourtant : « La formule de l'épreuve 1989 nous paraît très intéressante, beaucoup de progrès ont été réalisés dans tous les domaines ».

Pourquoi un tel constat n'a-t-il pas été suffisant pour convaincre les décideurs de la filiale française de rester l'un des six principaux commanditaires de TSO avec Peugeot, la 5, Africatour, Paris-Match et Michelin ? La maison mère américaine n'a-t-elle estimé que les retombées de la dixième édition avaient été trop négatives de l'autre côté de l'Atlantique pour que l'expérience soit poursuivie ? L'impact du Dakar est-il en train de s'émousser auprès des commanditaires impuissants à renouveler les images de l'aventure mécanique ruisselant à travers les déserts africains ?

Plusieurs questions, autant d'hypothèses pour TSO. La plus lourde est celle mise par le choix de la chaîne de télévision partenaire. En préférant la 5 à TF1, Gilbert Sabine a satisfait des appétits financiers immédiats qui ont été loin de combler ses partenaires : trop peu d'images sur une trop faible proportion du territoire a été la plainte de tous les sponsors. Ce sursis d'images a été en partie imputable aux autres chaînes qui n'ont pas fait d'efforts pour couvrir la course. Et qui ne sont guère plus décidées à en faire en 1989.

S'il ne s'agit pas de mesures de rétorsion cela y ressemble fort. A TF1, où les contacts avec Gilbert Sabine, nous a printemps, sont restés sans suite, Jean-Claude Desrier, directeur des opérations, dit que le Dakar sera réduit au « minimum invisible ». A FR3, Michel Drey, responsable des sports, écarte le mot de boycottage mais précise qu'il n'achètera pas d'images « sauf à des moments exceptionnels », autrement dit, excepté en cas de nouveau drame. A Antenne 2, Christian Quideu, le rédacteur en chef des sports, n'a pas encore une idée très précise de

l'importance qu'il accordera au rallye.

Les sponsors ne peuvent donc attendre de retombées médiatiques que d'une augmentation de la couverture de la 5. Celle-ci s'est engagée à diffuser soixante heures contre cinquante-deux en 1988. Quelques arrivées d'équipe auront aussi lieu en direct et le résumé quotidien pourra durer une demi-heure. Est-ce que ce sera suffisant pour satisfaire les commanditaires, compte tenu du niveau de leur engagement financier ?

Quatre gros sponsors 1988 ne seront pas au départ le 25 décembre. Le plus important d'entre eux est Camel, qui avait accédé son nom aux Range Rover. Le groupe Reynolds Tobacco a préféré concentrer ses activités dans le sport automobile sur la formule 1 et le Camel Trophy. Kourou, qui avait financé le buggy d'Hubert Auriol, s'est complètement retiré des sports mécaniques. La restauration du groupe Yves Saint Laurent n'est pas étrangère à cette décision : « Le cambouti et les essieux cassés ne sont pas compatibles avec un groupe symbole de culture et de raffinement », estime Marina Issaëff, l'attachée de presse. Lee Cooper, qui finançait notamment la Honda de Cyril Neveu, cinq fois vainqueur, ne sera pas non plus au départ. Le fabricant de sportswear a traversé une crise incompatible avec une telle opération de sponsoring. Dernier de la série, Sabo, filiale spécialisée dans la hi-fi du groupe Thomson, a fait défection à cause de l'incertitude qui pesait sur l'organisation : « Le Paris-Dakar n'a plus l'image de performance que nécessite la promotion de nos produits », note Jean-Jacques Lannier, directeur de l'agence de publicité qui avait monté l'opération.

Pour d'autres, l'obligation faite à TSO de passer sous les fourches caudines de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a entraîné une modification importante de l'investissement. C'est le cas de Lada notamment, qui engageait habituellement quatre véhicules : pris de court par le nouveau règlement, l'importateur de la marque soviétique n'a pas eu la possibilité de mettre au point un prototype concurrentiel.

Le Dakar, aventure réduite aux caprices des sponsors ? La décision du groupe Philip Morris, qui participait sous les couleurs de Marlboro, pourrait renforcer cette impression : le numéro 1 mondial du tabac va placer tous ses œufs sur la marque Chesterfield, qui apparaissait auparavant dans le rallye avec des concurrents italiens. Malgré tout, le Dakar n'a pas perdu toute crédibilité auprès des détenteurs de gros budgets. Ainsi la Générale sucrière a entrepris de se lancer dans la course, mais c'est avec l'ambition de faire la promotion du bio-éthanol, le carburant des betteraviers, qui a reçu l'autorisation de commercialisation en France depuis quelques mois. Le plus gros investissement devrait venir de la société du Loto. Le directeur de la communication, Pierre Charon, le justifie ainsi : « On va mettre en course Hubert Auriol et faire la promotion de la nouvelle raison sociale pour notre dixième anniversaire et pour la création d'un actionariat des salariés. Ce sera aussi l'occasion de lancer un nouveau jeu ».

P.-Y. G.

#### LES HEURES DU STADE

**Automobilisme**  
Grand prix d'Australie de formule 1. — Dimanche 13 novembre à Adelaide (TF1 à 4 h).

**Basket-ball**  
Championnat de France. — Samedi 12 et dimanche 13 novembre (A 2, Montpellier-Chalet, le 12 à 15 h).

**Football**  
Championnat de France. Dix-neuvième journée le samedi 12 novembre.

**Patinage artistique**  
Trophée Lalioue. — Jusqu'au dimanche 13 novembre au PO-Paris-Bercy (FR3, le 12 à 23 h 30 et le 13 à 16 h 15).

**Tennis**  
Masters féminin. — Du lundi 14 au dimanche 20 novembre à New-York.

## BASKET-BALL : Coupe d'Europe des clubs champions

### La Soviétique de Mirande

Battu de trois points au match aller, le BAC Mirande a éliminé, le jeudi 10 novembre, l'équipe suédoise de Solna en triomphant par 69 à 57 dans sa salle. Les Gersois sont ainsi qualifiés pour la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Leur dernière recrue, la Soviétique Olga Sukharnova, deux fois championne olympique, sera précieuse par sa taille (1,93 mètre), son expérience et son adresse, dans les rencontres qui les attendent.

MIRANDE de notre envoyé spécial

**M**IRANDE ou le fin fond de la France. Pour affoler un guschetier de la SNCF, rien de plus efficace que de lui annoncer : « Un aller pour Mirande ». C'est au cœur de la Gascogne, dans le département du Gers qui, il y a à peine quinze ans, inaugurerait les feux rouges.

Pas de gare SNCF — juste une liaison par autocar avec Auch et Tarbes — mais un gymnase dans lequel peuvent s'entasser 1 600 personnes pour applaudir leur équipe féminine de basket-ball. « Le phénomène Mirande c'est 4 500 habitants et plus de cinq mille demandes de réserva-

tions pour la finale du championnat de France », raconte le vice-président du club, M. Douzelong. Ainsi soutenu, le BAC Mirande a devancé au printemps dernier Paris et son représentant, le Stade-Français Versailles, qui avait remporté les cinq derniers titres de champion de France. La fulgurante progression des Mirandaises atteignant son sommet au niveau national.

L'histoire du BAC Mirande est indissociable d'Alain Jardel. Il en a été le fondateur, il en est aujourd'hui l'entraîneur. En 1975, ce professeur d'éducation physique, fraîchement débarqué, crée le club pour combler « un manque évident en sport féminin » dans la commune.

« Il existe dans le Sud-Ouest une tradition méconnue du basket-ball, qui sert souvent à dégrossir les jeunes avant que le rugby vienne les chercher », explique-t-il. Aucun danger de ce côté-là avec les féminines. Alain Jardel commence un travail de longue haleine qui mènera le BACM des divisions départementales au titre national en treize ans. « Notre première chance était d'avoir des joueuses de talent. Martine Campi et Florence Roussel ont été formées chez nous et sont devenues inter-

nationales. Elles ont connu toute l'aventure et sont restées fidèles au club ».

Dans leurs montées successives, les Mirandaises n'ont fait qu'un pelier en Nationale II pendant trois ans. Le temps, pour les dirigeantes, de les rattraper dans leur marche en avant. Aujourd'hui, Mirande dispose d'un des plus gros budgets du basket-ball féminin français — 3,5 millions de francs — avec la qualification pour la poule finale de la coupe d'Europe.

La gestion des finances du club est entièrement informatisée. Pour attirer les joueuses dont Alain Jardel estime avoir besoin, des contrats de capitalisation d'entreprises leur sont offerts. « Je ne crois pas que le statut professionnel soit adapté au basket-ball féminin. Il faudrait plutôt trouver des solutions pour la reconversion des joueuses, pour qu'elles puissent se consacrer plus sereinement à leur sport, explique l'entraîneur. En France, nous sommes très forts pour les mauvais côtés du professionnalisme ».

Mirande ne fait rien contre les autres. Alors doit-on s'étonner de rencontrer, à deux carrefours distants de cent mètres, une Américaine, Shannon McGhee (1,85 mètre), puis une Soviétique,

Olga Sukharnova (1,93 mètre) ? Si la Californienne a précédemment participé à la conquête du titre 1988, la Moscovite est arrivée au début d'octobre seulement.

Avec le footballeur soviétique Varguz Khidiatouline, recruté par Toulouse, les instances sportives soviétiques avaient marqué leur volonté de permettre à quelques sportifs de monnayer leur talent à l'étranger. Demandé par le BAC Mirande, Olga Sukharnova a signé son contrat à la fin du mois de juillet dernier. Implantée au Liechtenstein, Torna Management, l'agence de Sport Interport — l'organisme qui réglemente le sport de haut niveau en Union soviétique — s'est chargée des transactions. Avec plus de 250 sélections en équipe nationale, M<sup>me</sup> Sukharnova — elle est mariée et mère d'un enfant — est titulaire de deux médailles olympiques et de trois titres de championne du monde. Depuis ses débuts, à l'âge de seize ans, au Spartak de Moscou, la joueuse soviétique a accumulé les titres en coupe d'Europe des clubs. Perfectionniste, Olga ne devrait pas avoir trop de difficultés à s'entendre avec son nouvel entraîneur, qui est sensiblement de la même trempe qu'elle.

Alain Jardel n'était pas favorable à la venue de joueuses étrangères, autorisée depuis 1985. Mais, écarté à sa prise, « autant choisir les meilleures ». Une Hongroise, Judit Medgyesi, est d'abord venue. L'entraîneur adjoint, Laurent Villard, déclare à son sujet : « On a appris à son contact ce qu'était une joueuse de gros calibre. Cela nous a permis de nous ouvrir à l'Europe ». Judit, sérieusement blessée l'an passé, est repartie, laissant la place à Olga Sukharnova.

A l'équipe championne de France, la nouvelle venue estime n'avoir encore « rien apporté ». Un point de vue que ne partage pas son entraîneur, qui voit déjà en Olga « une Sabonis féminine ». Après dix-huit ans de vie à Moscou, il semble difficile de s'adapter à la vie dans une ville du Gers qui ne s'anime que les soirs de match. La Soviétique ne parle ni français, ni anglais et ne dispose que ponctuellement de l'interprète que lui a trouvé le club. Sa famille ne sera autorisée à la rejoindre que l'an prochain, si Olga renouvelle son contrat de onze mois. Et, lorsqu'on lui demande si elle est heureuse de son premier mois passé à Mirande, elle répond : « Mon fils me manque beaucoup ».

THIERRY CERINATO.

NAULT PERCINO









# Économie

Sans vouloir relancer la polémique sur les hausses de loyers

## Le PS propose une réforme de la loi Méhaignerie

Les socialistes étaient jusqu'ici restés muets sur les conditions d'application de la loi Méhaignerie sur les rapports entre propriétaires et locataires. Dans une lettre adressée mercredi 9 novembre à M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, fait état des réflexions et des propositions qui pourraient, en accord avec le gouvernement, faire l'objet d'une proposition de loi.

Cette lettre fait suite à une rencontre, le 28 juillet, entre une délégation du groupe socialiste (1) et le ministre, à propos des « inquiétudes » que provoque l'application de certaines dispositions.

Se défendant de vouloir relancer une polémique autour des problèmes de location comme les conservateurs l'avaient fait lors des débats sur la loi Quilliot, ce qui serait stérile, le groupe socialiste veut simplement trouver des remèdes « aux aspects néfastes de la loi actuelle qui conduisent à des situations de précarité ou d'exclusion ».

Les propositions du groupe socialiste tiennent en dix points :

- 1) Réintroduire dans la loi la notion de « droit à l'habitat », qui figurait au début de la loi Quilliot et a disparu de la loi Méhaignerie.
- 2) Pour les locations en meublé, rappeler la nécessité d'un contrat écrit ainsi que le caractère professionnel du locateur.

- 3) Préciser dans l'état des lieux la situation de conformité aux normes d'habitabilité et les conditions d'une éventuelle mise aux normes.
- 4) L'évolution des loyers (« un des postes les plus inflationnistes des dernières années »). L'idée est d'instituer dans chaque département un observatoire de l'habitat et des loyers, qui pourra « à l'issue de quelques années de stockage de données fournir des éléments statistiques indispensables » lors du renouvellement du bail dans le parc privé. D'ici là, « les augmentations pourraient être limitées à un plafond de n fois l'augmentation de l'indice du coût de la construction ». Dans le secteur HLM, il s'agit d'un recours pur et simple aux négociations collectives de hausse de loyers prévues dans la loi Quilliot.

- 5) La justification du congé. Dans la loi Méhaignerie, le locataire n'a jamais à justifier son départ, et le bailleur doit le faire, mais seulement pendant la période transitoire. La proposition est de rendre obligatoire la justification du congé pour l'un et pour l'autre.
- 6) Réintroduire un délai d'apurement de la dette pour permettre au locataire de s'acquitter.
- 7) Rendre plus efficace la justification des charges locatives en permettant de nouveaux interventions des associations.
- 8) Pérenniser les dispositions transitoires (prévues jusqu'en 1991

sur l'ensemble du territoire, et jusqu'en 1995 dans les agglomérations de Paris, Lyon et Marseille) ; justification du congé (vente ou réutilisation personnelle), recours possible à la commission départementale de conciliation si le locataire refuse l'augmentation de loyer proposée, étendue sur trois ans...

- 9) Allonger la durée du bail (actuellement de trois ans) à quatre ans pour les bailleurs personnes physiques et six ans pour les personnes morales.
- 10) Réintroduire dans la loi une reconnaissance du rôle des associations et l'idée des « rapports collectifs de location ».

### Un repoussoir ?

Depuis le début de l'été, les discussions font rage au sein du Parti socialiste sur l'attitude à adopter à l'égard de la loi Méhaignerie. Il semble qu'un accord se soit fait entre ceux qui souhaitent une abrogation pure et simple de cette loi et ceux qui font confiance au gouvernement pour procéder par petites touches. Il est vrai que la hausse excessive des loyers, essentiellement à Paris, en région parisienne et au cœur de quelques grandes villes, va peser sur le gouvernement au milieu de l'année 1989 (renouvellement de 1,8 million de baux), un réel problème. Il s'agit à la fois d'éviter une dérive inflationniste qui deviendrait insupportable et d'éviter une éventuelle jacquerie des locataires jusqu'ici trop peu

## L'UDF et PUDC s'abstiennent sur le budget de l'équipement et du logement

Les députés ont adopté, jeudi 10 novembre en première lecture, le budget de l'équipement et du logement. Les socialistes ont voté pour. Les députés UDF et PUDC se sont abstenus. Les élus RPR et le PC ont voté contre. A la demande du gouvernement, l'article 64 rattaché au budget de l'urbanisme et du logement, qui prévoyait notamment d'abaisser de 0,72 % à 0,62 % le taux de contribution des employeurs à l'effort de construction (le fameux 1 % patronal) et qui faisait l'insubordination contre lui, a été « réservé ».

M. Maurice Faure, ministre chargé de l'équipement et du logement, a annoncé que le gouvernement s'engageait à relever de 0,62 % à 0,65 % le taux de cotisation patronale, conformément à

ce que souhaitaient les députés socialistes, d'ici à la fin de l'examen du budget.

M. Michel Charasse, ministre du budget, était partisan d'un abaissement de la cotisation patronale à 0,57 %. Il avait dû, lors des arbitrages budgétaires, accepter, à la demande de M. Faure, de fixer le taux à 0,62 %.

Pour l'urbanisme, le logement et les services communs, les crédits s'élevaient à 56,1 milliards de francs, soit une hausse de 6,1 % par rapport à 1988, et représentent 4,35 % du budget général de l'Etat. Pour les routes, le budget est de 7,5 milliards de francs, soit 2 % de plus qu'en 1988 (0,58 % du budget général de l'Etat).

M. Maurice Faure a quitté l'hémicycle du Palais-Bourbon, jeudi 10 novembre dans la soirée, avec un large sourire, satisfait sans aucun doute d'avoir obtenu le vote de son budget avec l'abstention des députés UDF et PUDC à l'issue d'une longue journée de débats, mais aussi — surtout ? — flatté d'avoir reçu de ces mêmes députés un hommage appuyé.

Au nom des centristes, M. Bruno Durieux (UDC, Nord), visiblement séduit, l'avait félicité pour son « talent » et sa « courtoisie », et M. Léonce Deprez (UDC, Pas-de-Calais) avait tenu à lui exprimer la satisfaction de son groupe « sur la forme et le fond » de son intervention. Certes, des voix nettement plus critiques s'élevaient : celle de M. Jean Tiberi (RPR, Paris) et, surtout, celle particulièrement sévère de M. Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis), qui voyait justement dans ces louanges de l'opposition une de ses raisons de réaffirmer l'hostilité des communistes à ce budget. « Il n'est pas possible, constatait M. Brard, de faire une politique de gauche avec l'appui de la droite. » En début de séance, l'orateur du groupe communiste, M. André Duronema (PC, Seine-Maritime), avait égrené un long chapelet de critiques sur le budget de l'urbanisme et du logement, dénonçant « la continuité avec la politique de M. Méhaignerie, et même son aggravation ».

### L'accession à la propriété

Les députés communistes avaient fait de l'abrogation de la loi Méhaignerie leur principal cheval de bataille. M. Duronema reprocha également au ministre « l'absence de progression significative des crédits de construction et de réhabilitation » en faveur du logement social et la disparition des crédits pour les prêts d'accession à la propriété (PAP) dans le budget 1989.

Quant aux socialistes, ils eurent dès le début de la discussion le souci de ne pas relancer la polémique entre la loi Quilliot et la loi Méhaignerie, même si l'abrogation de celle-ci avait été évoquée par nombre d'élus de leur groupe lors de meetings élec-

toraux. Refusant d'arbitrer le « match » entre ces deux lois, M. Guy Malandain (PS, Yvelines) déclara : « Le sujet veut que sans esprit de revanche nous expliquions ce qui a bien fonctionné, et ce qui a posé des problèmes pour procéder aux ajustements nécessaires. »

En fait, toute la discussion budgétaire était suspendue à une inconnue de taille : la réforme du financement d'accession à la propriété que M. Maurice Faure envisage de présenter bientôt au Parlement et qui prévoit de remplacer les PAP et l'aide personnalisée au logement (APL) par une prime.

Le gouvernement avait confié sur ce sujet à M. Jean-Michel Bloch-Laine la mission de rédiger un rapport dont les conclusions ont été remises au ministre, à la veille de la discussion budgétaire. Le budget pour 1989 s'accroissait à dire tant M. Jean Anciant (PS, Oise, rapporteur de la commission des finances) que M. Maurice Faure est donc « un budget de transition ».

Inutile donc, selon le ministre, de crier à l'abandon de la politique sociale comme M. Jean Tiberi (RPR, Paris) ou de s'inquiéter comme M. Christian Kert (UDC, Bouches-du-Rhône) de l'absence de crédits nouveaux pour l'accession à la propriété et de la limitation du financement prévu pour les PAP. « Il n'y aura pas de vide juridique, assurait M. Faure, et le nouveau système sera financé par l'Etat. Je parle sous le contrôle du ministre du budget, dont il n'est pas toujours facile d'invoquer le témoignage », ajoutait avec ironie M. Faure à l'adresse de M. Charasse venu assister un instant à la discussion.

Autre critique commune aux centristes et aux communistes, la dégradation des aides personnelles et la révision du barème de l'aide personnalisée au logement, devenue trop lourde à supporter pour le budget. M. Faure rappela à ce sujet l'aide apportée en juin dernier par le gouvernement aux « sinistrés des PAP » (qui ne pouvaient pas faire face à leurs engagements financiers en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la baisse de l'inflation), d'un coût de 600 millions de francs, pour 1989, l'ouverture du droit à l'APL pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, logés dans le

parc immobilier privé (200 millions de francs). Ces précisions n'empêchèrent pas la conviction des députés, qui adoptèrent un amendement, déposé à la fois par les centristes, les communistes et les socialistes, tendant à la suppression de l'art. 63 rattaché au budget, qui prévoyait la modification du barème de l'APL.

### Surveillance des loyers

A propos de la hausse des loyers, M. Faure annonça que des « contrats de modération » avaient été passés avec des propriétaires institutionnels. Concernant 240 000 logements, ces contrats disposent que l'augmentation ne doit pas excéder plus de 10 % en trois ans répartis en tiers annuels. Si elle les dépasse, la hausse sera évaluée sur six ans. « Si l'application de ces accords, plus difficiles à négocier avec le secteur privé, s'avérait décevante, a prévenu M. Faure, le gouvernement envisagerait et prendrait d'autres mesures, car des hausses injustifiées et excessives ne sont pas tolérables. »

Dernier point d'achoppement du débat, la diminution de la cotisation patronale à l'effort de construction, le fameux « 1 % » qui passait dans le projet de budget de 0,72 % en 1988 à 0,62 %.

Cette baisse faisait l'unanimité contre elle, et le ministre lui-même ne cachait pas son désaccord à ce sujet avec son collègue du budget, reconnaissant que cette mesure n'était « pas franchement positive ». « C'est un euphémisme, lançait M. François-Michel Gannot (UDF, Oise). Les organisations syndicales vous mentent en garde. Les organismes collecteurs crient à la catastrophe. Les entreprises sont mécontentes... sans parler des organismes d'HLM. »

Défendant son amendement de suppression, M. Bruno Durieux estimait à son tour que cet abaissement ne se justifiait « ni logiquement, ni économiquement, ni socialement. »

L'annonce par le ministre du dépôt d'un amendement, à la fin de la discussion budgétaire, tendant à relever ce taux à 0,65 % devait calmer les esprits et permettre l'abstention des centristes et des députés UDF.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

## MONNAIES

Réserves sur la politique de M. Bush

### Le dollar au-dessous de 6 F

La chute du dollar, amorcée dès l'annonce de l'élection de M. George Bush à la présidence des Etats-Unis, s'est accélérée vendredi 11 novembre à Francfort, où le cours de la devise américaine est tombé de 1,76 DM à 1,74 DM, ce qui donne une parité légèrement supérieure à 5,95 F. Jeudi, à la veille du chômage du 11 novembre, le cours du dollar sur la place de Paris s'établissait un peu au-dessous de 6 F, pour glisser à 5,99 F à New-York dans la soirée : c'est la première fois depuis le 22 juin dernier que le « billet vert » retombe au-dessous de 6 F, après avoir frôlé 6,30 F l'été dernier.

De même à Tokyo, le dollar a « cassé » la barre des 124 yens, s'établissant à 123,70 yens, malgré les interventions de la Banque du Japon, la seule à intervenir, semblait-il, avec la Réserve fédérale des Etats-Unis, mais dans une mesure modeste pour cette dernière. La Banque fédérale d'Allemagne reste l'arme au pied, du moins pour le moment.

Selon les opérateurs, les groupes multinationaux, notamment en Suisse, commencent à vendre du dollar, ces ventes reflétant les inquiétudes des milieux financiers internationaux sur la politique future du président Bush. Ce dernier, on le sait, a affirmé à maintes reprises qu'il se refuserait à augmen-

ter les impôts pour réduire un déficit budgétaire qui reste important et qui, selon la plupart des observateurs aux Etats-Unis, a peu de chances de se contracter sans des mesures draconiennes.

Par ailleurs, les déclarations de M. Martin Feldstein, ancien chef des conseillers économiques à la Maison Blanche, selon lesquelles la diminution du déficit commercial américain exige une baisse supplémentaire du dollar de l'ordre de 15 % à 20 %, n'ont pu manquer d'impressionner les milieux financiers. Sans doute M. Feldstein n'est-il pas l'interprète des responsables américains, mais ses propos n'ont rien arrangé. A cet égard, tout le monde attend la publication, le 16 novembre, des chiffres du déficit commercial américain pour le troisième de septembre. Si ces chiffres sont mauvais, comme ils l'étaient pour le mois d'août, de nouvelles attaques se porteraient sur le dollar.

Conséquences logiques de la hausse du mark par rapport au dollar, le franc s'est affaibli par rapport à la devise allemande, dont le cours s'est élevé à près de 3,42 F, à 1 centime de son cours plafond de 3,43 F. Selon certaines indications, la Banque de France serait intervenue pour défendre sa monnaie.

F. R.

## AFFAIRES

### La crise du Crédit agricole « inquiète » le gouvernement

La situation actuelle de la Caisse nationale du Crédit agricole est « inquiétante », a déclaré jeudi 10 novembre le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, selon lequel « les pouvoirs publics observent avec attention et, par moments, avec un peu d'étonnement », ce qui se passe à la « banque verte », après le limogement, mardi 8 novembre, de son directeur général, M. Bernard Aubergier, en conflit avec le nouveau conseil d'administration de la Caisse, élu en avril dernier après sa mutualisation.

Le ministre souhaite que le Crédit agricole propose le nom d'un nouveau directeur qui « ait l'adhésion du conseil d'administration de la Caisse et du gouvernement » (on sait que ce dernier a conservé le pouvoir d'agrément sur la nomination

de ce directeur). M. Nallet ne veut pas « mêler » cette question avec celle du renouvellement, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, de la convention liant le Crédit agricole à l'Etat, notamment sur la distribution exclusive des prêts bonifiés aux agriculteurs : « ce ne serait pas correct ».

A cette occasion, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué jeudi 10 novembre sur Europe 1 qu'il souhaitait voir le Crédit agricole perdre le monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture. « Il y aura toujours des prêts bonifiés. Autrement dit, les agriculteurs ne perdront rien ; mais je souhaite que beaucoup d'établissements de crédit puissent distribuer aux agriculteurs ces prêts », a précisé M. Bérégovoy.

JOSÉE DOYÈRE.



Au 31 décembre 1987

CAPITAL (Capital et Réserves) US\$ 785 millions  
 DÉPÔTS (Total Deposits) US\$ 12,6 milliards  
 ACTIF (Total Assets) US\$ 15,4 milliards

ARAB BANK LIMITED

Direction générale : PO Box 99544, 99545, Sharjah, Arabie (Jordan)  
 Cible : Bagdad - Tél. : 66111, 66112 - Fax 66173 - Telex 22091 ARABNJO

Filiales :

- BAHREIN
- CHYPRE
- EGYPTE
- FRANCE Paris : BP 319, 75385 Paris Cedex 08  
26, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris  
Tél. : 42.55.3434 - FAX : 42.59.29.78  
Telex : ARABK 4 643437, 642441F
- GRÈCE
- JAPON
- JORDANIE Amman, PO Box 8 et 68 - King Fahad Street  
Tél. : 68161-9 - Fax 637082  
Telex : 21273 ARABNJO, 21620 ARABNJO, 21330 ARABNJO
- LIBAN
- QATAR
- SINGAPOUR
- EMIRATS ARABES UNIS
- ROYAUME-UNI
- ÉTATS-UNIS
- REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN (Yémen du Nord)
- ITALIE
- CHINE

Banques associées et filiales :

- ARABIE SAOUDITE
- NIGERIA
- LUXEMBOURG
- REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
- FRANCE
- Paris, 191, avenue Charles-de-Gaulle, 92223 Neuilly Cedex  
Cible Umbr, Tél. : 47-38-01-01, Telex : UBAF A 61032HF
- ÉTATS-UNIS
- HONGKONG
- SUISSE
- ROYAUME-UNI
- AUSTRALIE
- AUTRICHE
- TUNISIE
- MAROC
- OMAN



Les chauffants dans...

Des grévistes

Avouez...

La date d'achat de la poste fera foi

Pour se...

36.15



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Après le passage du cyclone Joan au Nicaragua. 4 Londres et Téhéran normalisent leurs relations diplomatiques. - Le chancelier Vranitzky met en garde contre un renouveau de l'antisémitisme en Autriche.	6 La convention nationale du PS sur les élections municipales : s'organiser face au harcèlement communiste. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel devant le Sénat. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	8 Des chercheurs de l'INSERM découvrent un nouveau traitement de la maladie de Parkinson. 12 Selon le commandant Cousteau, les essais nucléaires français en Polynésie ne présentent aucun danger. - COMMUNICATION.	14 La Garça, de Roger Martin du Gard au Théâtre de Malakoff. - Le Bal de N'Dinga, à la Tempête. - Le cirque Plume aux arènes de Lutèce.	18 Le PS propose une réforme de la loi Méhaignerie. - Le dollar au-dessous de 5 francs. 19 Les conflits sociaux. - Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 17 Carnet ..... 17 Jeux ..... 10 Météorologie ..... 17 Philatélie ..... 17 Radio-Télévision ..... 16 Spectacles ..... 16	● Week-end du 11 novembre : l'information continue pendant la nuit ..... FLASH 36-15 taping LEMONDE ● Profitez du week-end pour téléphoner G. Bush ou reconforter M. Dukakis pour 1 franc par minute ..... DIA 36-15 taping LM

## Le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice

### M. Mitterrand et le prince de Galles à l'Arc de triomphe

Les cérémonies commémorant l'armistice du 11 novembre 1918 entre les belligérants de la première guerre mondiale ont pris cette année un relief tout particulier à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de cet armistice.

C'est ainsi que le président de la République, M. François Mitterrand, accompagné du prince de Galles, actuellement en visite en France, du premier ministre, M. Michel Rocard, des membres du gouvernement et notamment du secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre, M. André Méric, a assisté, vendredi en fin de matinée, à la cérémonie du souvenir organisée d'abord à l'Arc de triomphe.

Le chef de l'Etat, après avoir passé en revue les troupes françaises et anglaises disposées autour de

l'Arc de triomphe et s'être incliné sur le tombeau du Soldat inconnu, a procédé à une remise de décorations à plusieurs anciens combattants.

Ensuite, après le défilé limité à la Garde républicaine et au régiment du prince de Galles, M. François Mitterrand, toujours accompagné du prince Charles, a participé à une autre cérémonie du souvenir en bas de l'avenue des Champs-Élysées, devant la statue de Georges-Clemenceau.

Dans l'après-midi, le président de la République devait se rendre successivement à Rethondes - dans la clairière où, à bord d'un wagon, fut signé, le 11 novembre 1918, l'armistice et où le chef de l'Etat devait prononcer une allocution - puis à Royallieu pour s'y incliner devant le monument des déportés et résistants.

## A Joinville-le-Pont

### Le gérant d'une maison de retraite aurait aidé des trafiquants de drogue à blanchir de l'argent

Gérant d'une maison de retraite de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), David Assouli, trente-sept ans, a été inculpé et écroué récemment pour une série de malversations qui porteraient sur plusieurs millions de francs. Ces malversations auraient été commises, soit au détriment des pensionnaires de l'établissement, soit par des artifices comptables. D'autre part, les enquêteurs du dixième cabinet de police judiciaire de Paris, agissant sur commission rogatoire de M. Jean-François Ricard, magistrat instructeur à Bobigny, auraient en analysant la comptabilité de la maison de retraite, découvert qu'un certain nombre de fausses factures émanant de cet établissement auraient servi à blanchir d'importantes sommes d'argent provenant de trafiquants de drogue.

L'affaire a débuté il y a quelques semaines avec l'arrestation, en région parisienne, de Claude Signore, trente et un ans, et d'une quinzaine d'autres personnes, membres d'un réseau de trafiquants de drogue. Après une série de perquisitions, des policiers devaient découvrir dans la comptabilité de Claude Signore de nombreuses factures émanant de la maison de retraite « Les Fontaines », 51, quai de la Marne, à Joinville-le-Pont. Après vérification, les enquêteurs auraient établi que ces factures seraient de purs documents de complaisance permettant à Claude Signore et à David Assouli de blanchir l'argent de la drogue.

Poussant plus loin leurs investigations, ils auraient ensuite découvert toute une série d'irrégularités dans

la gestion de la maison de retraite, de détournements d'actifs, d'autres fausses factures délivrées à des médecins chargés de visites aux « Fontaines », et une série douteuse d'acquisitions en viager d'appartements ou de biens appartenant aux pensionnaires de la maison de retraite. Enfin, les enquêteurs n'excluaient pas que des escroqueries aient pu être commises au détriment de la Sécurité sociale par le biais de soins fictifs ou surévalués.

**M. Roland Leroy invité au Grand Jury RTL-Le Monde**

M. Roland Leroy, directeur du quotidien *l'Humanité*, membre du bureau politique du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 13 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien député communiste de Seine-Maritime répondra aux questions d'André Ponsseca et d'Alain Jacob du Monde, et de Dominique Pennequin et de Béatrice Hédige de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Maccorle.

**GLOBE**  
DE NOVEMBRE

**BAUDRILLARD**  
REFLEXIONS SUR 20 ANS DE REFLEXIONS.

A B C D E F G

## Cioran refuse le prix Paul-Morand

L'Académie française n'a pas de chance. Aucun des candidats n'ayant obtenu les suffrages nécessaires, le 3 novembre, elle avait reporté au 10 novembre l'attribution du prix Paul-Morand, et au 17 celle du Grand Prix du roman.

Ce jeudi, un candidat s'est imposé pour le prix Paul-Morand : il s'agit d'E.-M. Cioran, qui a rallié 13 voix au premier tour contre 5 à Lucien Bodard et 4 à Louis Nucera. Mais, aussitôt, Cioran a fait savoir qu'il déclinait cet honneur. Ayant refusé tous les prix jusqu'à présent, il a déclaré qu'il n'y avait pas à faire une exception. Il a ajouté : « C'est trop tard pour moi : c'est incompatible avec ce que j'écris. Il faut être conséquent. » Rappelons que le prix Paul-Morand - doté de 300 000 F - récompense un écrivain pour l'ensemble de son œuvre.

A l'Académie, l'éventualité d'un refus du prix avait été évoquée, en raison de l'attitude constante de Cioran à l'égard de toute récompense. Mais une majorité d'académiciens ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte de cette probabilité. Elle a pris ce risque pour l'honneur d'inscrire au palmarès du prix l'écrivain qui lui en paraissait le plus digne. Comme Julien Gracq et Jean-Paul Sartre, qui ont refusé respectivement le Goncourt et le Nobel, Cioran démentira « prix Morand »... malgré lui.

[Né en 1911, d'origine roumaine, Cioran a publié son premier livre, *Sur les rives du désespoir*, à Bucarest. Il vit en France depuis 1937 et c'est en langue française qu'il a écrit ses ouvrages les plus célèbres. Citons notamment *Précis de décomposition* (1949), *Syllabes de l'amer* (1952), *Histoire et Utopie* (1960), *Escartèlement* (1979) et *Exercices d'admiration* (1986). L'œuvre de Cioran a paru aux éditions Gallimard.]

## Avec un prêt de 300 millions de francs Thomson est au côté de M. Pébereau dans son offensive contre la Société générale

Le groupe industriel public Thomson est au côté de M. Pébereau dans l'offensive sur la Société générale. Sa banque, la BATIF, est à l'origine du prêt participatif de 300 millions de francs auquel M. Pébereau avait jusqu'alors refusé de parler. Pourquoi un tel secret ?

Quelle est la banque qui a accordé 300 millions de francs de prêts participatifs à M. Georges Pébereau, le patron de Marceau Investissements, pour l'aider dans son offensive sur la Société générale ? Depuis que, lundi 7 novembre, lors de sa conférence de presse, M. Pébereau a indiqué que cette banque avait « demandé à conserver l'anonymat encore quelques semaines », la question anime les milieux financiers. Interrogés, les membres du comité des établissements de crédit se disent « liés au secret par un serment ». Les grandes banques, publiques et privées, nient toute participation à cette affaire.

En fait, l'établissement qui a prêté cet argent à Camélia, l'une des holdings du montage de M. Pébereau, sous la forme d'un prêt participatif (un prêt remboursable en dernier ressort et jouissant d'une rémunération plus forte qu'un prêt classique), est la BATIF (Banque d'arbitrage, de trésorerie et d'instruments financiers) du groupe industriel public Thomson. Chez Thomson, tout en confirmant ce prêt participatif, on indiquait, vendredi 11 novembre, qu'il s'agissait « d'une stricte opération financière initiée depuis plusieurs mois ». Un porte-parole du groupe indiquait en outre

qu'« aucune société du groupe Thomson n'est actuellement actionnaire de la Société générale » et que « Thomson n'a pas l'intention de participer au capital de cette banque ».

Pourquoi cette banque s'est-elle souvenue ainsi de conserver l'anonymat dans cette affaire ? Deux éléments peuvent être retenus. Comme le souligne le quotidien de la City, le *Financial Times*, dans son édition du 11 novembre, « la présence de Thomson dans la liste des alliés de M. Pébereau va vraisemblablement alimenter à nouveau la controverse politique sur le raid en cours sur la Société générale ». Le groupe Thomson est une entreprise publique. Elle est dirigée par M. Alain Gomez, nommé en 1982 à la tête de cette entreprise et proche alors des socialistes. Le gouvernement, après cette révélation, va avoir de plus en plus de mal à convaincre qu'il n'est « absolument pour rien » dans cette affaire.

Mais, dans les milieux financiers, beaucoup de professionnels ont tendance à ajouter que la présence de la BATIF auprès de M. Pébereau pour pas être sans rapport avec le règlement de l'affaire de l'Al Saudi Banque. La réunion du comité des établissements de crédit du vendredi 28 octobre, à l'occasion de laquelle fut accordée dans des conditions particulières (voir le Monde daté 30-31 octobre) à M. Pébereau l'autorisation de franchir les 10% dans le capital de la Société générale, avait auparavant eu à accepter le règlement définitif du dossier sur l'Al Saudi Banque.

En fait, comme l'explique M. Alain Gomez lui-même dans un

entretien publié dans le *Nouvel Economiste* du 11 novembre, sa banque, la BATIF, ayant accordé un prêt de 400 millions de francs à Al Saudi, quelques jours avant sa déconfiture, a jugé nécessaire de concevoir et de proposer un « plan de sauvetage ». Beaucoup de banquiers sur la place estiment qu'il aurait mieux valu alors accepter la faillite d'Al Saudi. Les autorités bancaires (la Banque de France et la Rue de Rivoli) ont préféré une solution inspirée du plan de Thomson. Le montage mis en place avait choqué de nombreux financiers. Un représentant des banques étrangères n'hésitait pas à écrire alors aux autorités son indignation : « En équité, on est frappé par le fait que le groupe Thomson semble être le seul bénéficiaire de la contribution de l'Etat sous la forme d'un crédit d'impôt important. » Et d'ajouter : « Ce groupe, d'ailleurs contrôlé par l'Etat, et créancier majeur d'Al Saudi Banque, paraît dans l'ensemble recevoir un traitement qui n'est pas défavorable. » M. Gomez estime, pour sa part, que cette affaire, « une très regrettable mais petite bavure », est « peu pourrante » pour Thomson, avant « au total [une perte] d'environ 100 millions de francs net sur un total de bilan de 55 milliards ».

Un avantage fiscal dérogatoire contre un soutien à l'offensive de M. Pébereau sur la Société générale ? Personne ne peut y croire. Mais pourquoi, alors, tout ce secret autour de la banque qui a accordé les 300 millions de prêts participatifs à M. Pébereau ?

ERIK IZRAELWICZ.

## BRÉSIL : cinq ouvriers tués

### L'armée intervient contre des grévistes à Volta-Redonda

mais une « rébellion », voire une « guérilla urbaine » qui était en cours à Volta-Redonda. L'armée envoyée pour déloger le piquet de grève a été accueillie à coups de pierres et de barres de fer. Les manifestants auraient même ouvert le feu. « Le principe d'autorité a été violé », disent les militaires.

Les responsables du syndicat local présentent évidemment une autre version, et parlent d'« assassinat ». Les grévistes ont de toute évidence résisté tant qu'ils ont pu à l'action de l'armée. Ils se sont servis de ce qu'ils avaient sous la main pour entraver l'avance des soldats. Cela justifiait-il l'emploi des armes ? Les grévistes ont recueilli les douilles des balles qui ont été tirées. Ils ont finalement abandonné l'usine, désormais investie par la troupe. Jeudi, ils ont manifesté à Volta-Redonda et à Rio, tandis que le gouvernement, à Brasilia, débattait.

affirmé le ministre, qui, à l'intention des téléspéculateurs, a souligné l'existence d'un « complot » ourdi contre la jeune démocratie brésilienne, comptant entamer précédemment par une grève des employés des compagnies d'électricité, et destiné, selon M. Grossard à « plonger le Brésil dans les ténèbres ».

Les dirigeants politiques ont utilisé un style moins flamboyant pour commenter la situation. Le président de la Chambre des députés, M. Ulysses Guimarães, a fait une déclaration embarrassée, d'autant plus que c'est l'Assemblée constituante (dont il a dirigé pendant près de deux ans les travaux) qui a confié à l'armée, dans la nouvelle charte fondamentale, la défense de « la loi et de l'ordre ». Il s'agissait là d'une exigence des chefs militaires, qui entendaient avoir les mêmes prérogatives que sous l'ancien régime. Il y a eu, à gauche, quelques tiraillements, mais les constituants ont fini par céder.

C'est ce qui explique que les militaires interviennent, aujourd'hui comme hier, contre les grévistes, dans les secteurs jugés stratégiques : raffineries, ports, sidérurgie. Ils justifient chaque fois leur action par la nécessité de protéger le « patrimoine national », toujours en danger, apparemment, chaque fois que ses protecteurs habituels se croisent les bras. Entre deux réunions consacrées à Volta-Redonda, le président Sarney a assisté, jeudi, à une cérémonie - en hommage au travailleur brésilien - que le hasard du calendrier avait fixée ce jour-là.

CHARLES VANHECKE.

## ETATS-UNIS

### Le Pentagone lève le voile sur ses avions « furtifs »

Le Pentagone a révélé, jeudi 10 novembre, que l'armée de l'air américaine disposait d'une cinquantaine de chasseurs dits « furtifs » (utilisant la technique Stealth). C'est-à-dire dotés de matériaux et de formes spécialement étudiés pour rendre difficile la détection au radar et à l'infrarouge.

Officiellement baptisé F-117 A et conçu par Lockheed, cet avion bi-réacteur est entré en service en octobre 1983 sur une base secrète du Nevada, aux Etats-Unis, et il a été commandé à cinquante-neuf exemplaires, dont cinquante-deux ont déjà été livrés. Le F-117 A, dont le prix est évalué à 100 millions de dollars (environ 600 millions de francs), est un avion qui pèse 14 tonnes au décollage ; trois exemplaires, depuis, se sont écrasés au sol au cours de vols de nuit.

C'est parce que l'armée de l'air a besoin de les faire voler de jour, pour des navigations d'entraînement, que le Pentagone a choisi de révéler l'existence de cet appareil, qui était tenu secret jusqu'à présent. Dans une dizaine de jours, les Etats-Unis ont prévu également de rendre public le programme dit B-2 de bombardier (son poids est de 180 tonnes) utilisant la même technique Stealth.

Le chasseur comme le bombardier font appel à des revêtements spéciaux (des matériaux composites du type de ceux qui recouvrent les murs des chambres anéchoïdes) et à des formes extérieures originales (l'avion ressemble à une aile volante, pour éviter les arêtes vives et rectilignes), ou à des peintures qui sont capables d'absorber, sans le renvoyer, l'énergie des ondes électromagnétiques. Les réacteurs, très silencieux, émettent le moins possible de fumée et de rayonnements infrarouges. Ainsi, le F-117 A et le B-2 devraient mieux échapper à la détection des radars adverses, en leur offrant une surface équivalente radar (SER) extrêmement réduite.

Le Pentagone n'a donné aucune information sur les véritables perfor-

mances de son chasseur « furtif », c'est-à-dire sur ses capacités à emporter des armes de grande puissance de feu.

Des experts considèrent que le F-117 A devrait transporter des armes « intelligentes », c'est-à-dire des missiles guidés avec précision sur leur objectif grâce au laser ou à des caméras de télévision. Pour le B-2, dont la mission consisterait à se glisser au travers de la défense antiaérienne du pacte de Varsovie pour bombarder des centres de commandement et les renforts de l'échelon arrière, l'armement consisterait en missiles de croisière « discrets » dotés de charges nucléaires ou classiques selon l'effet recherché.

Le coût d'un B-2, qui sera présenté le 22 novembre, est estimé à 450 millions de dollars (2,7 milliards de francs).

● **AFGHANISTAN** : libération de deux Allemands de l'Ouest. - Les deux Allemands de l'Ouest arrêtés il y a deux mois et accusés d'espionnage par les autorités afghanes ont été libérés et remis à des diplomates de la RFA, a-t-on appris, le mercredi 9 novembre, à Kaboul. La libération du docteur Benon Spilth et de l'informateur Las Hackedst, membres de l'organisation humanitaire Cap Anamur, est intervenue à la demande du président Najibullah, a-t-on précisé de même source. - (AFP.)

**CHARLES LE GOLF**

*Chemise 250 f*

3 cols différents, 10 colons, 100% coton, double surpiqué, fabrication française.

177 Boulevard Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup> • 30 Rue de Solf, Paris 8<sup>e</sup> • 100 Rue Saint-Augustin, Paris 8<sup>e</sup> • 22 Av. V. Hugo, Paris 16<sup>e</sup> • 20 Av. des Ternes, Paris 17<sup>e</sup> • 60 Rue de Valenciennes, Paris 11<sup>e</sup>

**GLOBE**  
DE NOVEMBRE

**CHARLES MANSON**  
INTERVIEW D'UN DÉMON